

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Dokumentationsdienst  
3003 Bern  
Tel. 031 322 97 44  
Fax 031 322 82 97  
doc@parl.admin.ch

---

98.038 StGB, MStG und Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht.  
Änderung

---





## Curia Vista - Geschäftsdatenbank

98.038 – Geschäft des Bundesrates

**StGB, MStG und Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht. Änderung**

Einreichungsdatum 08.06.1998

Stand der Beratung Erledigt

Botschaft vom 21. September 1998 zur Änderung des Schweizerischen Strafgesetzbuches (Allgemeine Bestimmungen, Einführung und Anwendung des Gesetzes) und des Militärstrafgesetzes sowie zu einem Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (BBl 1999 1979)

### Dokumente

Zusammenfassung Botschaft / Bericht und Beratungen

Medienmitteilungen

Amtliches Bulletin - die Wortprotokolle

Text des Erlasses 2 (AS 2006 3389)

Text des Erlasses 1 (AS 2006 3459)

Text des Erlasses 3 (AS 2006 3545)

Text des Erlasses 1 (Berichtigung, Art. 58 Abs. 2 ParlG) (AS 2006 3583)

### Chronologie / Wortprotokolle

#### Vorlage 1

Schweizerisches Strafgesetzbuch

Datum	Rat	Titel
14.12.1999	SR	Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates.
07.06.2001	NR	Abweichend.
19.09.2001	SR	Abweichend.
17.09.2002	NR	Abweichend.
02.12.2002	SR	Zustimmung.
13.12.2002	SR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.
13.12.2002	NR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. Bundesblatt 2002 8240; Ablauf der Referendumsfrist: 3. April 2003 Amtliche Sammlung des Bundesrechts 2006 3459

**Zuständig**

Justiz- und Polizeidepartement

**Vorlage 2** (PD)

Militärstrafgesetz (MStG)

Datum	Rat	Titel
08.03.2000	SR	Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates.
17.09.2002	NR	Abweichend.
04.03.2003	SR	Abweichend.
12.03.2003	NR	Zustimmung.
21.03.2003	SR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.
21.03.2003	NR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. Bundesblatt 2003 2808; Ablauf der Referendumsfrist: 10. Juli 2003 Amtliche Sammlung des Bundesrechts 2006 3389

**Vorlage 3**

Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht (Jugendstrafgesetz, JStG)

Datum	Rat	Titel
28.11.2000	SR	Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates. 33-43
07.03.2002	NR	Abweichend. 138-224
04.06.2002	SR	Abweichend. 60-73
03.06.2003	NR	Abweichend. 103+563/
05.06.2003	SR	Zustimmung. 136 1362 ✓
20.06.2003	SR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. ✓
20.06.2003	NR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. ✓ Bundesblatt 2003 4445; Ablauf der Referendumsfrist: 9. Oktober / 2003 Amtliche Sammlung des Bundesrechts 2006 3545 ✓

**Behandelnde Kommissionen**

Kommission für Rechtsfragen NR (RK-NR)

*Antrag: Differenzbereinigung*

Kommission für Rechtsfragen SR (RK-SR)

*Antrag: Differenzbereinigung***Behandlungskategorie NR**

III, Reduzierte Debatte (Art. 48 GRN)

**Erstbehandelnder Rat**

Ständerat

**Hilfe**soziale Wiedereingliederung Strafvollzugsrecht Strafregister Führerschein Ausweisung  
Strafgesetzbuch Militärstrafrecht Jugendstrafrecht Strafrecht (allgemein) Strafe

**Deskriptoren:Ergänzende Erschliessung:**

12

Sie sind hier: [Das Schweizer Parlament](#) > [Suche](#) > [Geschäfte](#)

---

© Das Schweizer Parlament / CH - 3003 Bern, Impressum, Disclaimer



**Antrag Cornu****Abs. 2**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Ch. 2 art. 269c***Proposition de la commission***Al. 1, 2**

Inchangé

**Al. 2bis**

L'autorité fédérale compétente peut user des voies de recours prévues par le droit cantonal contre les décisions rendues par les autorités cantonales en matière de placement d'enfants en vue d'adoption.

**Al. 3**

Adhérer à la décision du Conseil national

**Al. 4**

Biffer

*Proposition Cornu***Al. 2**

Adhérer à la décision du Conseil national

**Abs. 1, 2bis, 3, 4 – Al. 1, 2bis, 3, 4***Angenommen – Adopté***Abs. 2 – Al. 2***Angenommen gemäss Antrag der Kommission**Adopté selon la proposition de la commission***Ziff. 2 Art. 12cbis***Antrag der Kommission*

Streichen

**Antrag Cornu**

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Ch. 2 art. 12cbis***Proposition de la commission*

Biffer

*Proposition Cornu*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission**Adopté selon la proposition de la commission***Ziff. 3 Art. 7 Abs. 3 ; Art. 7a***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Ch. 3 art. 7 al. 3; art. 7a***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: Les articles 7 et 7a ont aussi des conséquences pour l'article 8. C'est pour cela que j'avais une hésitation avant sur l'article 8 parce qu'en fait, il rentre dans ce sujet. En fait, il n'y a pas de problème, mais qu'est-ce qui s'est passé? Le Conseil national s'est ralié à l'idée du Conseil des Etats en ce sens que l'enfant a droit à une autorisation de séjour, puis à une autorisation d'établissement lorsqu'il est en Suisse et que l'adoption a échoué. Mais le Conseil national a formulé d'une façon plus précise et plus cohérente la disposition qui prend en considération ce souci qui était le nôtre. En effet, la version du Conseil national correspond au projet de révision de la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers qui a été mis tout récemment en consultation. Cette version traite de manière égale tous les enfants placés en vue d'adoption et il n'est pas nécessaire, comme nous l'avions fait, de régler la question du séjour pour les enfants adoptés dans leur pays d'origine, puisque ces enfants acquièrent tout de suite la nationalité suisse dans la mesure où les parents adoptifs sont suisses, ou l'autorisation d'établissement si les parents

adoptifs sont établis en Suisse. En outre, si une procédure d'adoption échoue, il appartient aux autorités de tutelle, et non pas à la police des étrangers, de décider où l'enfant doit vivre. L'autorité de tutelle décidera exclusivement en fonction des intérêts de l'enfant.

Donc, nous pouvons adhérer avec conviction à la décision du Conseil national.

*Angenommen – Adopté*

98.038

## Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Änderung

### Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification

*Fortsetzung – Suite*

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BB1 1999 1979)

Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: Nous voici au troisième volet de la vaste réforme du droit pénal proposée par le Conseil fédéral avec le message du 21 septembre 1998. Après la partie générale du Code pénal suisse, la partie générale du Code pénal militaire, nous abordons aujourd'hui le droit pénal des mineurs. Le droit actuel des mineurs est, je vous le rappelle, entré en vigueur en 1942 comme partie intégrante du Code pénal suisse de 1937 et il n'a guère connu de grands changements depuis lors, si l'on excepte la révision de 1971 qui a précisé et affiné les normes existantes sans cependant en bouleverser le contenu.

Déjà caractérisée par une remarquable flexibilité, nous pouvons sans autre affirmer que l'approche de fond de notre droit pénal des mineurs est restée moderne et actuelle. Le besoin de combler quelques lacunes, de mieux poser certaines priorités et de tenir compte des expériences effectuées chez nous ainsi qu'à l'étranger justifient sans autre la réforme qui nous est soumise aujourd'hui. On peut dire d'une façon générale que le principe éducatif est renforcé par rapport à celui dit punitif, même si la disposition qui jusqu'à présent a fait le plus parler est celle relative à l'augmentation du maximum de la peine privative de liberté pour les mineurs âgés de plus de 16 ans qui ont commis un crime très grave. On y reviendra.

Le changement le plus apparent, le plus visible, est sans aucun doute la séparation du droit pénal des mineurs du Code pénal suisse, pour constituer désormais un corps à part et bien distinct que sera la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Il convient tout de suite de dire à ce sujet que cette séparation a une portée bien plus psychologique et symbolique que pratique. On accentue ainsi les différences déjà existantes avec le droit pénal des adultes, mais on ne crée nullement un nouvel instrument législatif qui, comme cela est le cas dans certains autres pays, serait appelé à affronter tous les problèmes concernant la condition des mineurs dans son ensemble.

En d'autres mots, nous n'avons pas suivi l'exemple de certains pays qui connaissent une loi générale sur la protection de la jeunesse. Peut-être qu'il nous manquerait pour cela une base constitutionnelle suffisamment claire et, d'autre part, nous avons estimé qu'il convenait de maintenir quand même une distinction entre la protection des mineurs et l'instrument pénal. Tel a été en tout cas le choix du Conseil fédéral, et telle est aussi la proposition de votre commission.

Notre droit pénal des mineurs n'en reste pas moins une savante combinaison entre usage de la sanction pénale et application des mesures d'éducation et de protection.

Avec le progrès de la société civile, le développement de la criminologie, la meilleure connaissance de l'être humain et une prise de conscience croissante des droits de l'homme, le droit pénal s'est trouvé de plus en plus au carrefour d'exigences contradictoires: d'une part, la nécessité d'affirmer l'existence de règles fondamentales pour assurer une coexistence sociale pacifique et équitable – c'est ce que l'on définit communément comme prévention générale, d'aucuns voyant en cette notion plutôt un aspect de rétribution et de vengeance; d'autre part, il existe un accord de plus en plus vaste sur le fait que le but de la sanction pénale est d'éviter la récidive de l'auteur et qu'il est par conséquent nécessaire de disposer d'un arsenal de moyens souples pour permettre une individualisation optimale de la réaction sociale à l'infraction.

La politique suisse est toujours caractérisée par une approche très pragmatique de cette question, et c'est particulièrement vrai pour ce qui concerne le droit pénal des mineurs. La réforme abordée aujourd'hui en est d'ailleurs une confirmation supplémentaire. Entre la vision judiciaire, d'une part, et l'approche thérapeutique ou de pure protection, d'autre part, le projet évite d'opérer un véritable choix. En fait, il tente de combiner les deux aspects à la fois en considérant le mineur qui commet une infraction pénale, soit comme une personne responsable appelée à répondre de son acte contraire aux règles élémentaires reconnues, soit en voyant en lui un jeune qu'il convient d'aider avec des mesures éducatives ou d'assistance prévues par le droit civil ou des instruments de nature thérapeutique.

Cette conception pragmatique est certainement accentuée par cette réforme. Le recours aux mesures de protection est ainsi encore plus clairement exprimé. En outre, le juge ne sera plus contraint de choisir entre une peine ou une mesure: le monisme judiciaire cède le pas au dualisme, système que connaît par ailleurs déjà le droit pénal des adultes. Les deux aspects pourront être ainsi combinés, ce qui confère à l'intervention du juge des mineurs une flexibilité encore plus grande.

Soulignons, d'autre part, que le projet de nouvelle loi établit à l'article 2 que «la protection et l'éducation du mineur sont déterminantes dans l'application de la présente loi». C'est clair et c'est plus que clair. On peut également ajouter que le concept de protection a été ultérieurement renforcé par la hausse de l'âge de la majorité pénale chez les mineurs, qui passe de 7 à 10 ans. Notre droit se rallie ainsi clairement à la tendance qui se manifeste en Europe, alors que la dimension judiciaire semble l'emporter dans le monde anglo-saxon.

Comme nous le savons, la globalisation n'épargne point le domaine juridique. L'influence internationale se manifeste ainsi de plus en plus clairement également dans le domaine du droit des mineurs, et la réforme en cours en est certainement une preuve. Non sans quelques grincements de dents, la Suisse a ratifié assez récemment la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui affirme avec vigueur des principes tels que l'obligation d'entendre personnellement l'enfant, le recours à la privation de la liberté seulement comme moyen extrême ou l'interdiction de la peine capitale, de la torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il n'est peut-être pas totalement étonnant que les Etats-Unis soient l'un des seuls pays à ne pas encore avoir souscrit cette convention.

D'autres textes internationaux ont été adoptés dans le domaine de la justice des mineurs et contribuent ainsi à créer une conscience commune et à consacrer des valeurs universelles. En ratifiant la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la Suisse a été contrainte de formuler un certain nombre de réserves.

La réforme en cours devrait permettre de retirer quelques-unes de ces réserves. La nouvelle loi consacrerait ainsi la séparation complète entre mineurs et adultes, aussi bien pendant la détention préventive que l'exécution de peines et de

mesures privatives de liberté – on y reviendra. Cela permettra à notre pays de retirer la réserve qu'il avait été contraint de formuler au sujet de ce principe consacré par la convention. Il convient également de préciser qu'un délai de dix ans est imparti aux cantons pour se mettre en règle avec cette disposition. Je ne cache pas que la pleine réalisation de ce principe pourrait bien continuer à nous créer des soucis pour encore quelque temps.

D'autres réserves ont été formulées au sujet des garanties de procédure. En ce domaine également, la loi prévoit quelques améliorations. Bien que la procédure relève encore de la compétence des cantons, le législateur fédéral n'hésite pas à établir un certain nombre de principes: On affirme ainsi le droit du mineur d'être entendu et on impose aux cantons l'instauration d'une voie de recours permettant d'attacher auprès d'une instance judiciaire cantonale les jugements et les décisions du tribunal des mineurs ou d'une autorité administrative comme l'office des avocats des mineurs.

Le droit du mineur de se pourvoir à tout stade de la procédure d'un défenseur – c'est l'article 39 – ne semble pas avoir soulevé le plus grand enthousiasme au cours de la procédure de consultation. On n'a pas manqué de faire remarquer que la présence d'un avocat n'était pas très compatible avec la conception de protection et d'éducation qu'inspire et régit le droit des mineurs. Certains juges craignent que la grande flexibilité qui est la base de leur intervention puisse être entravée par la présence de l'avocat qui aura la tendance à interpréter différemment la notion de l'intérêt du mineur. Je crois, et la commission également, que ces craintes sont excessives. La confrontation dialectique est non seulement utile pour le magistrat appelé à décider, mais également indispensable partout où il s'agit de restreindre d'une façon quelconque la liberté d'une personne, à plus forte raison si on est en présence d'un mineur. Je considère que l'affirmation des droits du mineur et la consécration claire et nette de sa qualité de sujet de droit à plein titre constituent un progrès important du projet de loi. Le droit d'être entendu, la faculté de se pourvoir d'un défenseur, le droit de demander la levée du huis clos constituent des dispositions qui indiquent sans équivoque possible que le mineur ne saurait être traité comme un sujet de droit mineur.

La nécessité de maintenir un système souple et pragmatique n'implique pas nécessairement une approche de type paternaliste et n'est nullement inconciliable avec les règles de l'Etat fondées sur la primauté du droit.

Comme je l'ai déjà indiqué, le projet prévoit que le maximum de la peine privative de liberté passe de un an à quatre ans. Contrairement à ce que certains commentateurs ont affirmé, il ne s'agit nullement de l'affirmation d'une option répressive. Il convient tout d'abord de souligner qu'une telle peine constitue un moyen exceptionnel pour faire face à des crimes particulièrement graves. Avec le droit actuel, nous avons une situation assez paradoxale puisque, dans ces cas particulièrement graves, le juge n'a d'autres moyens que le placement en maison d'éducation pour une période d'au moins deux ans. En fait, il s'agit d'une mesure qui cache une peine, faute d'avoir un véritable instrument approprié à disposition. Il est assez absurde de prononcer une mesure qui ne devrait tenir compte que de la situation personnelle de l'auteur, sans pouvoir prononcer une peine qui reflète correctement la gravité de l'acte commis.

Les dispositions actuelles peuvent ainsi aboutir à des situations difficilement compréhensibles d'un point de vue de l'égalité de traitement. Pour des crimes gravissimes, l'adolescent est soumis à une mesure sous forme de placement, alors que l'autre adolescent, auteur d'une infraction sensiblement moins grave, peut être puni avec une peine privative de liberté jusqu'à une année. Avec le nouveau système dualiste, pour ces crimes très graves, le juge prononcera désormais une peine et pourra aussi toujours décréter une mesure si les conditions personnelles de l'auteur l'exigent. La commission n'a pas hésité à aller encore plus loin dans la recherche de solutions souples, efficaces et ne stigmatisant pas le jeune qui commet une infraction. Elle propose ainsi

d'introduire la médiation comme un des moyens pour affronter certaines formes de délinquance juvénile. Elle manifeste ainsi un intérêt et même une sympathie déclarée pour ces tendances qui veulent privilégier la solution des conflits par le dialogue et la composition plutôt que par la criminalisation et la stigmatisation.

Pour les jeunes surtout, la médiation pourrait avoir une importante fonction de prise de conscience de l'action commise et constituer ainsi un important instrument éducatif.

Comme vous pouvez le constater, la réforme présentée ne constitue nullement un bouleversement du système actuel non pas par absence de bonne volonté ou de courage, mais tout simplement parce que le droit actuel a finalement fait ses preuves. Nous avons toute une série d'améliorations qui rendent le droit des mineurs plus souple encore et affirment plus clairement les principes de l'Etat de droit.

La criminalité juvénile est certes un problème. Je ne crois pas cependant qu'il atteigne le degré de gravité que d'aucuns dénoncent. Il est tout à fait banal de dire que les lois, aussi bonnes soient-elles, ne servent pas à grand-chose si elles ne sont pas soutenues par des ressources humaines et des structures de grande qualité. Banal, certes, mais la vérité l'est souvent, et elle l'est certainement dans ce cas. Je crois que le grand défi que nous devons relever est celui des structures encore insuffisantes. Les restrictions financières qui caractérisent souvent ce secteur se révèlent être en fait un mauvais calcul, un investissement manqué pour l'ensemble de la société qui finit souvent par devoir payer un multiple des coûts que l'on pensait économiser. Hélas, une vision purement comptable des problèmes néglige systématiquement de tenir compte des coûts sociaux. C'est d'ailleurs vrai dans ce domaine, et c'est vrai dans bien d'autres.

En exprimant ses remerciements pour le grand travail effectué par les spécialistes du département et par de nombreux experts, votre commission vous propose, à l'unanimité, d'entrer en matière.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Wir müssen uns genau überlegen, mit welchen Massnahmen wir auf die Straftaten junger Menschen antworten. Kinder und Jugendliche sind nicht einfach kleine oder junge Erwachsene. Was für kriminelle Erwachsene gilt, können wir deshalb nicht eins zu eins auf junge Rechtsbrecher übertragen. Kinder und Jugendliche sind Menschen, die besonderen Schutz und besondere Aufmerksamkeit brauchen, auch und gerade dann, wenn sie straffällig geworden sind. Aus diesen Gründen enthält unser Strafgesetzbuch seit seinem Inkrafttreten im Jahr 1942 mit den Artikeln 82 bis 99 für straffällige Kinder und Jugendliche von 7 bis 18 Jahren besondere Regelungen, die in einigen Punkten von anderen Grundsätzen geprägt sind als jene des Erwachsenenstrafrechtes. So ist das Jugendstrafrecht nicht als Tatstrafrecht, sondern als Täterstrafrecht ausgestaltet. Mit anderen Worten: Es orientiert sich bezüglich der Sanktionen in erster Linie an der Person des jugendlichen Täters und dessen Erziehungsbedürfnissen und nicht so sehr an Tat und Verschulden oder dem Sühne- und Vergeltungsbedürfnis der Gesellschaft. Minderjährige sind erzieherischen und therapeutischen Massnahmen eher zugänglich. Sie können durch solche Massnahmen auch besser als durch bloss vergeltende Strafen vor weiterem Rechtsbruch bewahrt werden.

Im Übrigen ist Jugendkriminalität oft nur eine vorübergehende, episodenhafte Begleiterscheinung in der Entwicklung junger Menschen, so dass allzu drastische Reaktionen unangemessen sind. Entsprechend sieht schon das geltende Recht Disziplinarstrafen wie den Verweis und die gemeinnützige Arbeit vor und überdies, für Jugendliche ab 15 Jahren, Geldbussen und die Einschliessung bis zu höchstens einem Jahr. In den vergleichsweise seltenen Fällen, in denen die Straftaten der Jugendlichen Ausdruck einer eigentlichen Fehlentwicklung oder eines Erziehungsdefizits sind und eine Integration der Jugendlichen in die Gesellschaft erheblich gefährdet erscheint, kommen erzieherische und therapeutische Massnahmen zur Anwendung. In leichteren Fällen sind diese ambulant, sonst aber stationär zu vollziehen – was

heisst, dass der Jugendliche in einer geeigneten Fremdfamilie oder in einem Erziehungsheim untergebracht wird.

Dass nun auch das Jugendstrafrecht einer Gesamtrevision unterzogen wird, obwohl es sich im Allgemeinen gut bewährt hat, mag verwundern. Immerhin weist es dennoch einige Mängel und Lücken auf, die wir beheben wollen. Dass sich die Revision nicht auf wenige Kernpunkte beschränkt, ist darauf zurückzuführen, dass sie in die gross angelegte Gesamtrevision der allgemeinen Bestimmungen unseres Strafrechtes eingebettet worden ist.

Eine wichtige Neuerung besteht darin, dass das Jugendstrafrecht künftig in einem separaten Gesetz und nicht mehr im StGB geregelt sein wird. Das gibt Raum für ein breiteres und stabileres Fundament der jugendstrafrechtlichen Sanktionen. Ein eigenes Gesetz rechtfertigt sich auch deshalb, weil sich das Jugendstrafrecht, wie bereits erwähnt, in grundsätzlichen Fragen vom Erwachsenenstrafrecht unterscheidet. Die vorgesehenen Massnahmen sollen ausserdem noch stärker als bisher den Kinderschutzmassnahmen des Zivilrechtes angenähert werden. Das Gesetz bleibt allerdings eine strafrechtliche Ordnung und wird nicht zu einem umfassenden Jugendwohlfahrtsgesetz, wie das gelegentlich gefordert worden ist.

Verschiedentlich wurde auch verlangt, die neuen Verfahrensbestimmungen seien, aufgrund der schon recht weit fortgeschrittenen Arbeiten zur Vereinheitlichung der schweizerischen Strafprozessordnung, aus dem vorliegenden Entwurf zu streichen. Tatsächlich geht es mit der Prozessvereinheitlichung bisher zügig voran. In der ersten Hälfte des nächsten Jahres wird voraussichtlich ein entsprechender Entwurf in die Vernehmlassung geschickt, der jugendstrafrechtliche Verfahrensgrundsätze einschliesst. Indessen ist trotzdem damit zu rechnen, dass das neue Jugendstrafrecht einige Jahre vor der vereinheitlichten Strafprozessordnung in Kraft treten wird. Deshalb ist es angezeigt, die genannten Verfahrensbestimmungen im Entwurf beizubehalten, zumal sie später relativ einfach in die Strafprozessordnung übernommen werden können.

Die Vertreter der Jugendstrafbehörden haben gelegentlich die Befürchtung geäussert, ihr Handlungsspielraum werde mit diesem Gesetz künftig allzu sehr beschränkt; dies sei nicht gerechtfertigt, hätten sie im Rahmen des heutigen Rechtes doch gute Arbeit geleistet. Die heute zur Diskussion stehende Revision soll indessen in keiner Weise als Missbrauchsvotum gegenüber den Jugendstrafbehörden verstanden werden. Ich weiss, mit wie viel Idealismus und Einsatz diese Behörden tätig sind und wie oft ihr Wirken von Erfolg gekrönt ist.

Der Gesetzgeber darf aber nicht allein auf den guten Willen und die Qualität der rechtsanwendenden Behörden zählen, sondern er hat im Rechtsstaat auch die Aufgabe, diesen Behörden einen vernünftigen Rahmen vorzugeben. Der Rahmen, den das vorliegende neue Gesetz bildet, ist in meinen Augen vernünftig und immer noch sehr weit. An einem Gesetz, das die Grundsätze und Ziele der Jugendstrafrechtspflege präzisiert und ein Stück weit transparenter macht, sind ja letztlich alle Beteiligten interessiert.

Aus diesem Grunde bitte ich Sie, auf diesen dritten Gesetzesentwurf des Gesamtpaketes zur Revision der Allgemeinen Bestimmungen unseres Strafrechtes einzutreten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

### **3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht**

#### **3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs**

*Detailberatung – Examen de détail*

**Titel**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre***Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Ingress***Antrag der Kommission*

.... gestützt auf Artikel 123 der Bundesverfassung ....

**Préambule***Proposition de la commission*

.... vu l'article 123 de la constitution ....

*Angenommen – Adopté***Art. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: A l'article 1er alinéa 1er, j'aimerais tout d'abord souligner que l'on fixe le principe que cette loi adopte aussi des notions de procédure pénale. Certains ont critiqué cette manière de procéder en disant que la procédure est de la compétence des cantons. En fait, nous savons que le principe a déjà été adopté que la Confédération sera désormais compétente pour la procédure pénale, et il a paru absolument nécessaire de fixer ces principes de procédure qui sont importants pour l'application du droit de fond. D'ailleurs, nous avons déjà aujourd'hui, et depuis longtemps, l'intervention de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, qui finalement, dans notre pays – c'est mon opinion –, a probablement plus modifié le droit de procédure que toutes les décisions du Parlement mises ensemble. Donc, il est extrêmement difficile de séparer le droit de fond de la procédure et nous avons voulu le dire clairement dans cet article.

La deuxième observation concerne l'alinéa 2. Il y a toute une série de renvois à la partie générale du Code pénal. Il est évident que nous indiquons ici les articles actuellement en vigueur du Code pénal, et pas les articles de la partie générale que nous avons déjà votés ici il y a quelques mois. Lorsque la nouvelle partie générale entrera en vigueur, cet alinéa sera automatiquement modifié.

*Angenommen – Adopté***Art. 2***Antrag der Kommission**Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 3**Mehrheit**Streichen**Minderheit**(Dettling)*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 2***Proposition de la commission**Al. 1, 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 3**Majorité**Biffer**Minorité**(Dettling)*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Abs. 1, 2 – Al. 1, 2**Angenommen – Adopté**Abs. 3 – Al. 3*

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: A l'article 2 alinéa 3, la majorité de la commission vous propose de biffer cette disposition qui dit que «les personnes chargées d'appliquer la présente loi doivent disposer de compétences éducatives».

Pourquoi voulons-nous biffer? Non pas parce que nous estimons qu'il ne faille pas disposer de compétences éducatives, mais parce que nous pensons que c'est implicite dans la loi, et qu'au fond, une telle disposition devrait être introduite dans chaque loi fédérale. Il faudrait préciser que les gens qui appliquent les lois, dans n'importe quel domaine, aient une compétence dans le domaine concerné.

Il paraît, dès lors, que si on met cette disposition dans une loi, demain on pourrait conclure dans une autre loi, a contrario, qu'en cas de silence on ne doit pas disposer de compétences. D'autre part, si on précise d'une façon aussi vague et générale le fait que l'on doit disposer de compétences éducatives, on crée une base pour un contentieux. N'importe quel avocat pourra contester n'importe quel juge en disant: «Ce juge n'a pas d'enfants, donc il n'a aucune compétence éducative.» Si l'on met donc une disposition, on devrait être beaucoup plus précis. Sans ça, il est absolument implicite que le juge et toutes les personnes qui appliqueront cette loi doivent disposer de compétences spécifiques.

Pour simplifier, nous proposons de biffer cet article parce qu'inutile et sujet à malentendus.

**Dettling Toni** (R, SZ): Nach den Ausführungen des Kommissionspräsidenten kann ich mich hier kurz fassen: Wie Sie dem Text entnehmen, geht es gemäss dem Vorschlag des Bundesrates, den ich in meinen Minderheitsantrag aufgenommen habe, um eine programmatische Festschreibung des Gebotes, wonach der Gesetzessanwender sich in Anbetracht der Erziehungs- und Resozialisierungsfunktion des Gesetzes über erzieherische Fähigkeiten ausweisen soll. Nachdem aber der Bundesrat, wie mir inzwischen zu Ohren gekommen ist, nicht mehr an seinem Vorschlag festhält, ziehe ich meinen Minderheitsantrag zurück.

Ich kann dies aus zwei zusätzlichen Gründen ohne Weiteres tun:

1. Ich amte allein als Antragsteller, so dass der Rückzug des Antrages keine verfahrensrechtlichen Probleme schaffen wird.

2. Die Wirksamkeit und der Erfolg des Gesetzes werden ohnehin kaum von dieser «lex imperfecta» abhängen.

In diesem Sinn ziehe ich meinen Antrag zurück.

**Epiney Simon** (C, VS): Un petit mot encore sur la proposition de la majorité de la commission pour vous dire que, pour nous, c'est une disposition qui est digne de La Palice et que, dès lors, elle ne doit pas figurer dans la loi, comme l'a précisé le président de notre commission. C'est aussi le lieu de rappeler que le droit pénal des mineurs hésite entre deux concepts: d'une part, celui qui dit qu'il faut édicter le moins de règles possible, car on part du principe que l'autorité qui est chargée de veiller à l'intérêt des enfants prendra les décisions qui répondent précisément au bien de l'enfant; d'autre part, celui qui prévoit qu'il faut le plus de règles possible parce que l'enfant n'est pas un citoyen accompli et qu'il a besoin d'une protection accrue et donc que la loi doit fixer un certain nombre de garde-fous.

Nous sommes donc confrontés, en ce qui nous concerne, au modèle de protection et au modèle de justice. Comme vous le savez, la vérité n'est jamais dans les extrêmes. L'enfant n'est pas toujours la victime du milieu dans lequel il évolue, de même la sanction n'est pas toujours la seule réponse à ses actes. Vous le constaterez dans les diverses dispositions de la loi: la Suisse a opté pour un système qu'on dira pragmatique ou empirique, où on donne la priorité à la mesure, mais où l'aspect soins prend encore le pas sur cet aspect mesure. En réalité, on laisse la latitude à l'autorité pour adapter le droit pénal à la situation personnelle du mineur.

C'est pour cette raison, en ce qui nous concerne, que l'aspect éducatif est le fil conducteur de cette loi, que cela sous-entend que les personnes qui sont chargées de veiller à l'application de cette loi disposent, par définition, de compétences éducatives et qu'il est préférable de ne pas le mentionner puisque cela va de soi.

**Marty Dick (R, TI)**, pour la commission: Avec votre bienveillante autorisation, j'aimerais reprendre l'article 1er alinéa 2, parce que tout à l'heure j'ai été maladroit. J'ai vraisemblablement fêté avec trop d'enthousiasme hier soir la nouvelle présidente! En fait, le renvoi aux articles de la partie générale concerne déjà le nouveau droit tel qu'il est indiqué dans le message, mais il ne contient pas les modifications qui ont été apportées par notre Conseil. Alors, lorsque cette partie générale sera définitivement adoptée, ces renvois seront adaptés. Voilà donc la version juste de ce que je devais dire.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit  
Adopté selon la proposition de la majorité*

### Art. 3

*Antrag der Kommission  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
Proposition de la commission  
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

**Marty Dick (R, TI)**, pour la commission: Quelques mots juste pour préciser que l'article 3 consacre le principe que la majorité pénale passe de 7 à 10 ans. Comme je l'ai dit tout à l'heure, c'est une accentuation de l'approche éducative, et nous nous mettons ainsi dans le grand courant européen qui va vers une hausse de l'âge de la majorité pénale. Vous savez que, dans le monde anglo-saxon, il y a une doctrine qui est très différente. On applique déjà le droit pénal aux tout jeunes, comme on a pu le constater encore récemment lors d'un fait qui a défrayé les chroniques.

Ensuite, à l'article 3 alinéa 2, on indique que «le Code pénal est seul applicable lorsque des actes commis avant et après l'âge de 18 ans révolus doivent être jugés simultanément», ce qui est une modification par rapport au droit actuel. Cette nouvelle solution paraît plus logique: dès que l'adolescent a passé 18 ans, il est adulte au sens du droit pénal aussi, et c'est donc le droit pénal des adultes qui est applicable. Cela s'impose aussi au vu du principe de l'égalité des traitements. Si je mentionne cette modification, c'est parce que les praticiens, ou certains d'entre eux, ont vivement critiqué cette nouveauté en faisant valoir qu'ainsi, on perdait la possibilité d'appliquer des mesures prévues par le droit pénal des mineurs, lorsque l'adolescent avait commis des actes en partie avant 18 ans et en partie après. En fait, il s'agit de deux mesures seulement, qui sont ambulatoires: celle de l'article 11 «Surveillance» et celle de l'article 12 «Assistance personnelle». Or, déjà aujourd'hui, on sait pertinemment bien que ce sont deux mesures difficilement applicables à des jeunes de plus de 18 ans. D'autre part, le droit pénal, et surtout le nouveau droit pénal des adultes, est suffisamment flexible pour tenir compte des différentes situations personnelles de ces jeunes.

*Angenommen – Adopté*

### Art. 4

*Antrag der Kommission  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
Proposition de la commission  
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

**Marty Dick (R, TI)**, pour la commission: Juste pour dire que cet article fixe la collaboration entre l'autorité pénale et l'autorité de tutelle. C'est une charnière essentielle dans la mise en application du droit des mineurs.

*Angenommen – Adopté*

### Art. 5

*Antrag der Kommission  
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates  
Proposition de la commission  
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

**Marty Dick (R, TI)**, pour la commission: L'article 5 prévoit que «pendant l'instruction, l'autorité compétente peut ordonner, à titre provisionnel, les mesures de protection visées aux articles 11 à 14». Il faut peut-être préciser une chose, c'est qu'à l'article 14 alinéa 3, on prescrit qu'avant l'application de cette mesure, il est nécessaire d'ordonner une expertise. Alors, il est clair que lorsque l'on doit appliquer ces mesures de protection, au cours de l'instruction, à titre provisionnel, il s'agit généralement de mesures d'urgence. Alors, il n'est pas question que, pendant l'instruction et lorsque l'on applique ces mesures à titre provisionnel, on doive ordonner cette expertise qui retarderait l'application de cette mesure, mais on pourrait recourir à l'avis d'un spécialiste. Je crois qu'il était important de préciser cet aspect, parce que cela pourrait poser des problèmes au moment de l'application.

*Angenommen – Adopté*

### Art. 6

*Antrag der Kommission  
Abs. 1*

.... kann. Die Dauer der Untersuchungshaft ist so kurz wie möglich zu halten.

*Abs. 2*

.... die Jugendlichen in einer besonderen Einrichtung oder einer besonderen Abteilung der Haftanstalt getrennt von den erwachsenen Gefangenen unterzubringen und in geeigneter Weise zu betreuen.

*Abs. 3*

Streichen

### Art. 6

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

.... provisionnel. La durée de la détention avant jugement est limitée autant que possible.

*Al. 2*

Pendant la détention, les mineurs sont placés dans un établissement spécial ou dans une division particulière d'une maison d'arrêts, où ils sont séparés des détenus adultes. Une prise en charge appropriée est assurée.

*Al. 3*

Biffer

**Marty Dick (R, TI)**, pour la commission: L'article 6 concernant la détention préventive nous a fait passablement discuter.

Nous avons modifié, en étant à la fois plus précis et plus flexibles. L'article 6 alinéa 3 de la version du Conseil fédéral dit que «l'instruction est menée avec diligence». La commission n'a pas beaucoup de sympathie pour ces affirmations purement déclamatoires, parce qu'il est dans l'ordre naturel des choses que chaque instruction doit être menée avec diligence. Il n'est vraiment pas nécessaire de le préciser dans la loi. Par contre, nous disons, dans la dernière phrase de l'alinéa 1er, dans la version de la commission: «La durée de la détention préventive avant jugement est limitée autant que possible.» C'est donc un mandat précis aux autorités de l'instruction qui doivent recourir à l'instrument de la détention préventive exclusivement dans la mesure du nécessaire et que cette durée doit être la plus courte possible.

L'autre problème est celui de séparer les mineurs des adultes lors de la détention préventive. Dans la version telle qu'elle est formulée par le Conseil fédéral, on a l'impression que les cantons sont obligés de créer des établissements spécialisés. Nous préférons dire: «établissement spécial» ou «division particulière d'une maison d'arrêts». Nous pouvons concevoir que, lors de la détention préventive, un jeune peut

être mis dans une maison d'arrêts où il y a d'autres détenus qui sont adultes; mais cela doit se faire dans une division qui est séparée des adultes.

Cette précision est dans l'intérêt du mineur, parce que les établissements spécialisés prévus pour la détention des mineurs en Suisse sont assez rares. Si, au moment de l'instruction, on est obligé de les maintenir en détention dans des établissements complètement séparés, ils pourraient, et ce serait souvent le cas, être très éloignés du lieu de l'autorité d'instruction. Ceci aurait la conséquence perverse que la durée de l'instruction serait inutilement prolongée. Pour éviter cet inconvénient, nous proposons cette disposition qui prévoit que la détention peut avoir lieu dans une division séparée – je souligne, séparée – d'une maison d'arrêts.

Avec l'administration, nous avons établi que cette version de la commission est compatible avec les normes de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. C'est une solution pragmatique qui permet de tenir compte des intérêts de tout le monde, et surtout du mineur.

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 7

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 7bis

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

*Titel*

Einstellung zum Zwecke der Mediation

*Abs. 1*

Die zuständige Behörde kann das Verfahren vorläufig einstellen und eine anerkannte, dafür geeignete Organisation oder Person damit beauftragen, ein Mediationsverfahren durchzuführen, wenn:

- Schutzmassnahmen nicht notwendig sind oder die Behörde des Zivilrechtes bereits geeignete Massnahmen angeordnet hat;
- die Voraussetzungen für eine Strafbefreiung nach Artikel 20 Absatz 1 nicht erfüllt sind;
- die Tatumstände im Wesentlichen geklärt sind und der Jugendliche geständig ist;
- kein Verbrechen vorliegt, das voraussichtlich mit einem unbedingten Freiheitsentzug nach Artikel 24 geahndet würde; und
- alle Parteien und ihre gesetzlichen Vertreter damit einverstanden sind.

*Abs. 2*

Die zuständige Behörde stellt das Verfahren definitiv ein, wenn auf dem Wege der Mediation eine Vereinbarung zwischen dem Geschädigten und dem Jugendlichen zustande gekommen ist.

*Abs. 3*

Die Kantone erlassen die notwendigen Ausführungsbestimmungen zum Mediationsverfahren.

*Minderheit*

(Bürgi, Dettling, Escher)

Streichen

#### Art. 7bis

*Proposition de la commission*

*Majorité*

*Titre*

Classement aux fins de médiation

*Al. 1*

L'autorité compétente peut classer provisoirement la procédure et charger une organisation ou une personne reconnue et compétente en la matière d'engager une procédure de médiation:

a. s'il n'y a pas lieu de prendre des mesures de protection ou si l'autorité civile a déjà ordonnée les mesures appropriées;

b. si les conditions d'exemption de la peine fixées à l'article 20 alinéa 1er ne sont pas remplies;

c. si les faits sont pour l'essentiel établis et si le mineur a passé des aveux;

d. si l'on n'est pas en présence de crimes vraisemblablement passibles d'une privation de liberté ferme selon l'article 24; et

e. si toutes les parties et leurs représentants légaux sont d'accord.

*Al. 2*

L'autorité compétente classe définitivement la procédure si grâce à la médiation un arrangement est intervenu entre le lésé et le mineur.

*Al. 3*

Les cantons édictent les dispositions d'exécution nécessaires à la procédure de médiation.

*Minorité*

(Bürgi, Dettling, Escher)

Biffer

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: C'est le classement aux fins de médiation dont j'ai parlé lors de l'entrée en matière. Cet article est en rapport avec l'article 20 alinéa 3, donc le destin de ces deux dispositions est lié. Je dois dire que la commission a approuvé l'introduction de la médiation, par 8 voix contre 3.

La médiation, comme je l'ai dit, est un instrument extrajudiciaire, prévu seulement pour certaines infractions – les moins graves –, et elle n'est possible qu'avec l'accord de toutes les parties, en particulier du lésé. Nous estimons que les expériences qui ont été faites à l'étranger sont de bonnes expériences, et nous croyons aussi que cette médiation a un caractère éducatif important, parce qu'elle implique la confrontation directe de l'auteur de l'infraction, du jeune, avec sa victime et qu'elle exige en général la réparation du dommage commis. Nous croyons que cette confrontation avec la réparation du dommage a un caractère éducatif important, parce qu'elle permet au jeune de se rendre compte de ce qu'il a fait.

Nous avons introduit cette médiation lors de nos délibérations en commission, et les cantons n'ont pas pu être consultés. Cela, nous le regrettons. C'est pour cette raison que nous nous permettons d'inviter la commission du Conseil national qui devra se pencher sur ce sujet, et dans la mesure où notre Conseil adopte la proposition de la commission, à consulter les cantons à propos de cette nouveauté qui est importante et significative, mais qui concerne, je le souligne une fois encore, seulement les infractions les moins importantes.

**Bürgi Hermann** (V, TG): Wenn ich Ihnen im Namen der Minderheit der Kommission beantrage, Artikel 7bis zu streichen, dann möchte ich vorweg eines klarstellen: Dieser Streichungsantrag erfolgt nicht etwa deswegen, weil wir grundsätzlich gegen die Möglichkeit der Einführung der Mediation im Strafrecht sind oder weil ich persönlich die Mediation als Instrument der Konfliktlösung im strafrechtlichen Bereich von vornherein als untauglich erachten würde. Es sind vielmehr die folgenden Gründe, welche die Minderheit veranlassen, die Einführung der Mediation im jetzigen Zeitpunkt als verfrüht und übereilt zu beurteilen:

Die Diskussion über die Mediation findet meines Erachtens in einem falschen Zeitpunkt statt, und sie findet auch in einem falschen Zusammenhang statt. Bei der Mediation, wie sie in Artikel 7bis beantragt wird, handelt es sich um ein Verfahren, mit dem aussergerichtlich ein Täter-Opfer-Ausgleich bewirkt werden soll, der dann schlussendlich zur Einstellung des Strafverfahrens führt. Unter Einschaltung eines Vermittlers soll der Konflikt zwischen Täter und Opfer durch eine Vereinbarung geschlichtet werden. Zentrales Element einer derartigen Vereinbarung dürfte – das kann nicht bestritten



werden, und da besteht eine gewisse Gefahr, die man gut überdenken muss – insbesondere die materielle Wiedergutmachung des verursachten Schadens sein. Was damit verbunden ist, das können Sie sich auch vorstellen. Die entscheidende Rolle spielt deshalb in diesem Verfahren die vermittelnde Person, also der Mediator.

Es ist selbstverständlich auch mir bekannt, dass wir mit der Einführung der Mediation im internationalen Umfeld keinen Alleingang machen würden. Es gibt auch in der Schweiz einzelne Kantone, in denen Bestrebungen zur Einführung der strafrechtlichen Mediation vorhanden sind. Mit der Mediation wird nun eine Neuregelung vorgeschlagen – im Jugendstrafrecht, nicht etwa im gesamten Strafrecht –, welche in tief greifender und grundsätzlicher Art von den geltenden Grundsätzen, von den geltenden Leitplanken unseres Strafrechts abweicht; dessen muss man sich einmal bewusst sein.

Man muss sich bewusst sein, dass die Begehung einer Straftat bis anhin in der Regel den unabdingbaren Strafanspruch des Staates ausgelöst hat. Wenn man nun aufgrund anderer und neuerer Erkenntnisse zum Schluss kommen würde, es sei opportun, die Ausfällung einer Sanktion durch die Einigung zwischen Täter und Opfer zu ersetzen, handelt es sich um einen Wandel in unserem Strafrecht, der zweifellos eingehender und vertiefter – um das geht es – diskutiert werden müsste.

Ich komme nicht umhin festzustellen, dass die Mediation zunächst einmal ein strafrechtlicher Fremdkörper ist, denn dem Schuldstrafrecht ist es fremd, dass jemand einer Sanktion entgehen kann, wenn er mit dem Opfer eine Vereinbarung abschliesst. Mit der Einführung der Mediation in der Schweiz würden wir deshalb einen neuen Weg beschreiten, der nicht von vornherein von der Hand zu weisen ist, aber – das ist mein Bedenken – nicht über Nacht, im letzten Moment und ohne eingehende Diskussion gleichsam zwischen Tür und Angel eingeschlagen werden darf, so wie das mit diesem Antrag der Kommissionsmehrheit bezüglich Artikel 7bis im Jugendstrafrecht geschieht. Weder die Kantone noch weitere in das Strafrecht involvierte Kreise haben sich mit diesem Thema fundiert auseinander setzen können. Dieser fundamentale Mangel kann auch nicht – entgegen den Ausführungen des Referenten – im Rahmen der Beratungen im Nationalrat auf befriedigende Art und Weise ausgeräumt werden. Ich komme deshalb nicht umhin, den Antrag der Mehrheit der Kommission als übereilt zu bezeichnen.

Hinzu kommt die entscheidende Tatsache, dass der Zeitpunkt für die Einführung der Mediation als verfrüht erscheint. Stichwort zu diesem Gesichtspunkt ist die Justizreform. Nachdem der Bund im Frühjahr die Kompetenz zur Vereinheitlichung des Strafprozessrechtes erhalten hat, schreiten die diesbezüglichen Vorarbeiten zügig voran. Das hat Frau Bundesrätin Metzler vorhin im Rahmen ihres Eintretensvotums erneut bestätigt. Es wurde auch uns in der Kommission in Aussicht gestellt, dass der Entwurf voraussichtlich im Frühjahr 2001 in die Vernehmlassung gehen kann.

Im Rahmen der Vereinheitlichung des Strafverfahrensrechtes bietet sich somit eine ausgezeichnete Gelegenheit, die Frage der Mediation aufzuwerfen und dann auf einer breiten Basis zu diskutieren und zu erörtern.

Es kann deshalb keine Rede davon sein, dass im Falle der Ablehnung von Artikel 7bis, so wie wir, die Minderheit, es vorschlagen, die Mediation für alle Zeiten vom Tisch ist. Das trifft überhaupt nicht zu, im Gegenteil. Da es sich bei der Mediation im Kern nicht um einen materiell-rechtlichen Gesichtspunkt, sondern im Grundsatz um eine Frage des Verfahrensrechtes handelt, kann die Diskussion, wenn wir sie in das Strafverfahrensrecht verschieben, am richtigen Ort geführt werden. Im Weiteren wird mit der Verschiebung dieses Fragenkomplexes in die Strafprozessdiskussion zudem sichergestellt, dass die Mediation generell und umfassend ausgeleuchtet wird.

Aus meiner Sicht ist es nämlich nicht einzusehen, weshalb die Mediation, wenn sie tatsächlich erwünscht ist und eingeführt werden soll, nicht auch ins Erwachsenenstrafrecht Eingang finden soll. Das ist schlechterdings nicht einzusehen,

wenn man die Mediation als taugliches Instrument und als eine Fortentwicklung im Strafverfahrensrecht betrachtet.

In Würdigung dieser Gesichtspunkte bleibe ich deshalb bei meiner Auffassung, dass die mit Artikel 7bis des Jugendstrafrechtes eingebrachte Mediationsdiskussion zum falschen Zeitpunkt, am falschen Ort und zudem unvollständig – unvollständig! – geführt wird. Abgesehen davon, dass die Frage der Einführung der Mediation bereits im nächsten Jahr im Rahmen der Vereinheitlichung des Strafprozessrechtes aufgenommen werden kann, ist auch darauf hinzuweisen, dass wir mit der Streichung von Artikel 7bis nicht einfach mit leeren Händen dastehen.

Ich verweise Sie auf Artikel 20 des Entwurfes, wo eine Strafbefreiungsmöglichkeit geschaffen wird – die ist unbestritten –, die dem Gedanken des Täter-Opfer-Ausgleichs sehr nahe kommt. Gemäss Artikel 20 Absatz 1 Litera c kann nämlich die urteilende Behörde von einer Bestrafung absehen, wenn «der Jugendliche den Schaden so weit als möglich durch eigene Leistung wieder gutgemacht oder eine besondere Anstrengung unternommen hat, um das von ihm begangene Unrecht auszugleichen, und wenn als Strafe nur ein Verweis nach Artikel 21 in Betracht kommt und das Interesse der Öffentlichkeit und des Geschädigten an der Strafverfolgung gering sind». Das ist ein echter Schritt in diese Richtung, wie wir ihn vorschlagen. Ich unterstütze diese Strafbefreiungsmöglichkeit ausdrücklich, weil sie uns Gelegenheit gibt, den Weg der Mediation behutsam zu beschreiten.

Als Letztes ersuche ich Sie, bei der Beurteilung zu berücksichtigen, dass gemäss Artikel 7bis Absatz 3 die Kantone noch die notwendigen Ausführungsbestimmungen zum Mediationsverfahren zu erlassen haben. Die jetzt nicht angefragten Kantone sollen dann nachträglich das Mediationsverfahren bitte schön einfach regeln. Ich frage Sie: Macht es tatsächlich Sinn, die Kantone in Anbetracht der bevorstehenden Vereinheitlichung des Strafprozessrechtes noch mit derartigen Ausführungsregelungen zu belasten?

Aus all diesen Gründen ersuche ich Sie, den Antrag der Minderheit auf Streichung von Artikel 7bis und, damit verbunden, natürlich auch von Artikel 20 Absatz 3 zu unterstützen. Sie schaffen damit die Gelegenheit dazu, dass die Frage der Mediation demnächst eingehend, fundiert und erst noch im richtigen Gesamtzusammenhang erörtert werden kann.

**Studer Jean (S, NE):** Le Conseil fédéral et la commission souhaitent avoir pour les mineurs une loi séparée du Code pénal et du Code pénal militaire pour les raisons que notre rapporteur vous a exposées. Dans cette loi séparée – cela a déjà été dit –, on trouve inévitablement des règles qui s'apparentent plus à des règles de procédure qu'à des règles purement matérielles. Cela me semble compréhensible, vu la nécessité d'assurer quand même, dans cette loi spéciale, une application uniforme des règles matérielles.

Cette loi est appelée à suivre le processus parlementaire, parallèlement peut-être aux débats que nous engagerons l'année prochaine sur une procédure pénale unifiée. Face à ces deux discussions parallèles, il ne me semble pas extraordinaire que l'on trouve dans cette loi spéciale une règle de procédure comme celle de la médiation. Cela me paraît d'autant moins spécial que, si on regarde un peu au-delà, on se rend compte que la médiation fait actuellement l'objet d'interventions surtout en Suisse romande. C'est peut-être parce que la Suisse romande regarde beaucoup la Suisse alémanique en espérant parfois rencontrer un regard réciproque et que, quand la Suisse romande ne trouve pas un regard réciproque en Suisse alémanique, son regard débouche sur l'Allemagne et sur l'Autriche. Dans ces deux pays effectivement, depuis déjà de nombreuses années, le droit pénal des mineurs connaît ce processus de médiation. Ce processus apporte beaucoup de satisfaction, à tel point que l'Autriche vient de décider de l'étendre au droit pénal des adultes, depuis le 1er janvier 2000. Les spécialistes que nous avons entendus sur ce point dans la commission nous ont tous dit que, dans ce domaine très particulier du droit pénal des mineurs, la médiation était une excellente solution.

Je ne comprendrai donc pas qu'à l'examen de cette nouvelle loi générale sur le droit pénal des mineurs, on ne s'interroge pas, et on n'interroge pas les Chambres – y compris donc le Conseil national –, sur cette possibilité de classement.

Je voudrais aussi préciser, à l'appui de la position de la majorité, que l'esprit essentiel de la médiation n'est pas l'exemption d'une peine: cette question est réglée par l'article 20. L'esprit essentiel, c'est la mise en confrontation d'abord, puis la mise en discussion ensuite – on l'espère – du lésé et du mineur responsable.

Et d'ailleurs, pour que la médiation aboutisse, il faut qu'un arrangement intervienne entre le lésé et le mineur. Il m'apparaît que, dans ce droit spécial, pouvoir favoriser une relation de discussion et de compréhension entre le lésé et le mineur peut être une solution bien plus restauratrice que n'importe quelle mesure ou n'importe quelle peine. Elle est là, la spécificité de l'article 7bis par rapport à l'article 20. L'article 20 prévoit des motifs d'exemption de peine où la position du lésé n'est pas prise en considération. C'est d'autres circonstances qui sont retenues, comme l'effort que fait l'auteur pour réparer le dommage, comme par exemple l'écoulement du temps, comme par exemple la façon dont l'auteur lui-même aurait été touché par l'infraction. Mais le lésé est totalement absent de l'article 20. Or, le lésé n'est pas absent des infractions que commettent les mineurs. Souvent d'ailleurs, les infractions de peu d'importance touchent beaucoup les lésés – je pense au dommage à la propriété, au petit vol, etc. Permettre la mise en discussion de ces deux parties et la confrontation du mineur avec la personne dont il a endommagé un bien ou avec la personne qu'il a perturbée par un vol, me semble une solution qu'on doit vraiment pouvoir insérer dans cette nouvelle loi.

**Metzler Ruth**, Bundesrätin: Das Instrument der Mediation hat in den letzten Jahren im Ausland und teilweise auch in der Schweiz an Bedeutung gewonnen. Wie von Herrn Studer erwähnt, hat Österreich beispielsweise damit gerade im Jugendstrafrecht sehr gute Erfahrungen gemacht. Hingegen möchte ich darauf hinweisen, dass wir in der Schweiz, zumindest im Bereich des Strafrechtes, noch kaum über Erfahrungen mit der Mediation verfügen. In den Parlamenten der Kantone Genf und Waadt sind zwar Gesetzentwürfe zur Einführung dieses Verfahrens in strafrechtlichen Angelegenheiten hängig. Indessen sind wichtige Fragen wie die Auswahl oder Kontrolle der Mediatoren oder die Frage, bei welchen Straftaten ein Mediationsverfahren zugelassen werden soll, bisher weder in Fachkreisen noch in der Öffentlichkeit breit diskutiert worden.

Ich frage mich deshalb, ob dies der richtige Zeitpunkt und die richtige Vorlage ist, um das Mediationsverfahren im Strafrecht einzuführen. Meines Erachtens eignet sich dafür der Entwurf zur Vereinheitlichung der Strafprozessordnung besser. Er bietet Gelegenheit, im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens die Frage nach Sinn und Grenzen der Konfliktregelung durch Mediation gründlich zu diskutieren, und zwar nicht nur in Zusammenhang mit den Straftaten jugendlicher, sondern auch erwachsener Täter. Andererseits kann man durchaus auch die Auffassung vertreten, dass über das Jugendstrafrecht in der Schweiz wertvolle Erfahrungen mit der Mediation gesammelt werden könnten.

Dennoch bitte ich Sie, in Übereinstimmung mit dem Entwurf des Bundesrates und gestützt auf die von Herrn Bürgi dargelegten Gründe, der Kommissionsminderheit zu folgen und auf Artikel 7bis und den damit zusammenhängenden Artikel 20 Absatz 3 zu verzichten.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 16 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 14 Stimmen

#### **Art. 8**

*Antrag der Kommission*

*Titel*

Abklärung der persönlichen Verhältnisse ....

#### *Abs. 1*

.... Behörde die persönlichen Verhältnisse des Jugendlichen ....

#### *Abs. 2, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 8**

*Proposition de la commission*

*Titre*

.... sur la situation personnelle du mineur ....

#### *Al. 1*

.... enquête sur la situation personnelle du mineur ....

#### *Al. 2, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: A l'article 8, nous proposons une amélioration rédactionnelle consistant à remplacer «enquête sur la vie» par «situation personnelle». L'administration est d'accord.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 9**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: Ce n'est pas dans le dépliant, mais vous pouvez constater qu'à l'article 9 alinéa 1er, on parle encore à la deuxième ligne de «l'enquête sur sa vie». Comme on a déjà modifié ce terme à l'article 8 en «situation personnelle», il est logique que nous le modifions également à l'article 9.

*Angenommen gemäss modifiziertem Antrag der Kommission*

*Adopté selon la proposition modifiée de la commission*

#### **Art. 10**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

.... zu einer Schutzmassnahme oder ....

*Abs. 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 10**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

.... de jugement prononce une peine, en plus d'une mesure de protection ou comme seule sanction. L'article 20 ....

*Al. 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: L'article consacre le passage du monisme au dualisme. Avec le droit actuel, le juge est obligé de choisir entre une peine et une mesure. Désormais, il pourra combiner les deux. Nous avons modifié également la rédaction qui nous paraît ainsi plus claire.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 11–14**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 15**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



**Abs. 2**

.... der Jugendliche ausnahmsweise und nicht länger ....

**Art. 15**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

.... isolé qu'à titre exceptionnel des autres pensionnaires et en tout cas pas de façon ininterrompue ....

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: L'article 15 alinéa 2 concerne une mesure disciplinaire. D'après la proposition du Conseil fédéral, «le mineur qui exécute une mesure disciplinaire ne peut pas être isolé des autres pensionnaires de façon ininterrompue pendant plus de sept jours».

Nous avons estimé qu'il était nécessaire de mieux préciser le caractère exceptionnel de cette mesure: nous disons qu'il ne peut être «isolé qu'à titre exceptionnel des autres pensionnaires et en tout cas pas de façon ininterrompue».

*Angenommen – Adopté*

**Art. 16–19**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 20**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Abs. 3**

*Mehrheit*

Besteht kein Grund zur Strafbefreiung nach den Absätzen 1 und 2, kann die urteilende Behörde das Verfahren vorläufig unterbrechen und eine anerkannte, dafür geeignete Organisation oder Person damit beauftragen, ein Mediationsverfahren durchzuführen, wenn die Voraussetzungen von Artikel 7bis erfüllt sind. Kommt eine Vereinbarung zwischen dem Geschädigten und dem Jugendlichen zustande, sieht die urteilende Behörde von einer Bestrafung ab.

*Minderheit*

(Bürgli, Dettling, Escher)

Streichen

**Art. 20**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Al. 3**

*Majorité*

S'il n'y pas de motif d'exemption de peine au sens des alinéas 1er et 2, l'autorité de jugement peut provisoirement interrompre la procédure et charger une organisation ou une personne reconnue et compétente en la matière d'engager une procédure de médiation si les conditions de l'article 7bis sont remplies. Si un arrangement entre le lésé et le mineur intervient, l'autorité de jugement renonce à une condamnation.

*Minorité*

(Bürgli, Dettling, Escher)

Biffer

*Abs. 1, 2 – Al. 1, 2*

*Angenommen – Adopté*

**Abs. 3 – Al. 3**

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: Je rappelle simplement qu'à l'article 20 alinéa 3, nous retrouvons la médiation et que nous l'avons ainsi approuvée.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit  
Adopté selon la proposition de la majorité*

**Art. 21**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 22**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

.... Personen oder des Geschädigten verpflichtet ....

*Abs. 2–5*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 22**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

.... d'aide ou du lésé. La prestation ....

*Al. 2–5*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: A l'article 22 alinéa 1er, nous remplaçons le terme de «victime» par «lésé». C'est plus précis et plus correct.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 23**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 24**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: J'y ai fait allusion lors du débat d'entrée en matière: On prévoit, à l'alinéa 2, une privation de liberté pouvant aller jusqu'à 4 ans, alors qu'actuellement, le maximum est de 1 an.

Il faut préciser que cette disposition vise des cas gravissimes et exceptionnels. J'ai fait remarquer tout à l'heure que, selon le droit actuel, les juges des mineurs sont pratiquement obligés de recourir à des mesures qui cachent en fait des peines. Il ne s'agit donc pas de consacrer une option plus répressive, mais de créer une plus grande clarté.

J'aimerais rappeler qu'à l'étranger, le maximum de la peine privative pour les adolescents va souvent beaucoup plus loin. En Allemagne, depuis assez longtemps, ce maximum est de 10 ans. Une première proposition des experts prévoyait 6 ans; ces 4 ans sont donc déjà le fruit d'un compromis, et je crois que c'est un bon compromis.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 25, 26**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*  
Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 27**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1–3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 4*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Minderheit*

(Berger, Bieri, Brunner Christiane, Marty Dick, Studer Jean)

.... mindestens einmal halbjährlich neu zu prüfen ....

**Art. 27**

*Proposition de la commission*

*Al. 1–3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 4*

*Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Minorité*

(Berger, Bieri, Brunner Christiane, Marty Dick, Studer Jean)

.... une fois tous les six mois la possibilité ....

*Abs. 1–3 – Al. 1–3*

*Angenommen – Adopté*

*Abs. 4 – Al. 4*

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: Il s'agit de la libération conditionnelle qui est possible après la moitié de la peine. Le projet du Conseil fédéral prévoit que l'autorité doit d'office réexaminer une fois par an la possibilité d'accorder la libération conditionnelle, si elle a été refusée après avoir atteint la moitié de la peine. Une forte minorité – le vote en commission était de 6 voix contre 5 – propose que cet examen se fasse tous les six mois. Il est évident qu'en disant «une fois par an», cela signifie en fait que le réexamen n'a lieu qu'une fois, parce que si on prend la peine maximum de quatre ans, si après deux ans on refuse, on réexamine après une année, c'est-à-dire à la troisième année, et donc, on n'examine qu'une fois la demande.

La minorité estime que, justement, au moment de l'adolescence, il y a des changements très rapides qui se font et que cet examen devrait avoir lieu chaque six mois. La majorité fait valoir, par contre, que de toute façon le mineur a la possibilité de demander en tout temps le réexamen. La minorité répond que le mineur n'est pas toujours assisté par un avocat, et que lorsqu'il est assisté par un avocat, celui-ci n'est pas nécessairement très diligent.

Donc, ce n'est pas une divergence très importante. Cela concerne un nombre très restreint de cas. Il y a ces deux conceptions en présence.

**Berger Michèle** (R, NE): Je ne vais pas répéter ce que le président de la commission vient de dire, mais j'avais déposé cet amendement et je demanderai à l'ensemble de la Chambre des cantons de soutenir cette proposition de minorité, ceci dans le but de modifier l'alinéa 4. J'estime que demander une révision tous les six mois permet d'aller dans le sens exposé par Mme la conseillère fédérale tout à l'heure, lorsqu'elle a dit que les jeunes enfants et les adolescents devaient avoir toute notre attention, même s'ils étaient coupables. Cet alinéa, nous devons le regarder en rapport à l'article 24 que nous avons voté tout à l'heure. Le président de la commission l'a souligné, la peine de privation de liberté peut aller jusqu'à quatre ans, et au bout de deux ans, automatiquement, la situation doit être réévaluée, parce qu'on demande de ne pas entraîner un allongement de cette peine

de privation de liberté, au niveau des adolescents et des mineurs âgés de plus de seize ans. Si nous demandons alors qu'une fois par année seulement soit revue la situation, cela fait bien au bout de la troisième année que l'on peut reconsidérer le cas de ces jeunes qui ont une privation de liberté. Nous demandons donc que ce réexamen se fasse tous les six mois, de façon à ce qu'on puisse réexaminer la situation plus rapidement qu'avant la fin de la troisième année. C'est dans ce but-là que la minorité de la commission a déposé cet amendement et qu'elle vous demande de le soutenir.

**Metzler Ruth**, Bundesrätin: Ich habe für den Antrag der Kommissionenminderheit ein gewisses Verständnis, weil es sich beim Freiheitsentzug gegenüber Jugendlichen einerseits um eine harte und teilweise umstrittene Strafe handelt und weil sich bei den Jugendlichen die Situation sehr schnell ändern kann. Andererseits sehen wir bei einer halbjährlichen Prüfung gewisse praktische Probleme. Sollten Sie dennoch der Kommissionenminderheit folgen, werden wir uns erlauben, im Rahmen der Kommissionenberatungen des Nationalrates auf das Problem der Praktikabilität hinzuweisen.

Ich möchte Ihnen empfehlen, dem Antrag der Kommissionenmehrheit zu folgen und damit beim Entwurf des Bundesrates zu bleiben.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 17 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 15 Stimmen

**Art. 28–33**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 34**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

.... Busse, einer persönlichen Leistung oder eines Freiheitsentzuges ....

*Abs. 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Art. 34**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

.... amende, d'une prestation personnelle ou d'une privation

....

*Al. 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: Il s'agit du sursis. Conformément à une décision prise par notre Conseil dans le domaine du droit pénal des adultes, où on a décidé qu'on pouvait octroyer le sursis même pour une prestation personnelle de travail, par parallélisme, nous devons alors introduire cette possibilité aussi pour le droit pénal des mineurs. C'est une conséquence de notre vote lors du débat sur la partie générale du Code pénal des adultes.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 35, 36**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Art. 37***Antrag der Kommission**Abs. 1, 3–6*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

Streichen

**Art. 37***Proposition de la commission**Al. 1, 3–6*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

Biffer

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: L'article 37 prévoit le principe général que l'autorité de poursuite compétente est l'autorité du lieu où le mineur a sa résidence habituelle lors de l'ouverture de la procédure. Cela est conforme au souci de l'approche thérapeutique que l'on veut donner à l'intervention pénale dans le droit pénal des mineurs, et on estime donc que l'autorité la plus apte à traiter le cas est celle du lieu où vit le mineur.

Le Conseil fédéral propose une exception pour les contraventions, c'est-à-dire pour les cas les moins graves. Le Conseil fédéral propose que pour les contraventions, ce soit l'autorité du lieu où la contravention a été commise qui soit compétente. La commission est d'avis qu'il faut avoir une compétence générale unique, c'est-à-dire conforme aux principes indiqués à l'alinéa 1er. Dans tous les cas, même pour les contraventions, c'est l'autorité du lieu où vit l'adolescent qui est compétente.

Les contraventions peuvent souvent être un indice, ou même plus qu'un indice, une manifestation d'un malaise qui demande des mesures éducatives ou de protection. Il est clair que si l'autorité compétente est celle du lieu où a été commise la contravention et que ce lieu est différent de celui où vit le jeune, cette autorité n'aura aucune motivation de prendre une mesure de protection ou d'éducation.

Pour cette raison, la commission, qui avait approuvé cette proposition, par 6 voix contre 3, vous invite à biffer l'alinéa 2.

*Angenommen – Adopté***Art. 38***Antrag der Kommission**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

.... sind öffentlich, wenn:

- der Jugendliche dies verlangt und dem Begehren keine höherwertigen Interessen entgegenstehen; oder
- das öffentliche Interesse es erfordert.

**Art. 38***Proposition de la commission**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

.... sont publics:

- si le mineur l'exige et qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose; ou
- si l'intérêt public le commande.

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: L'article 38 traite de la procédure et en particulier, à l'alinéa 2, on établit le principe que la procédure se déroule à huis clos. Mais comme je l'ai déjà indiqué lors du débat d'entrée en matière, la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la Convention européenne des droits de l'homme établissent le principe de la publicité des débats. Alors, le Conseil fédéral précise que «les débats devant les instances judiciaires sont publics si le mineur ou ses représentants légaux l'exigent ou si l'intérêt public le commande», et cela est conforme aux textes internationaux que j'ai cités.

Nous avons maintenu ce principe, mais nous avons quand même mis une petite limitation, dans la mesure où il y a publicité des débats si le jeune l'exige, mais même dans ce cas, et dans certains de ces cas, le juge pourra maintenir le huis clos si la publicité est manifestement contre les intérêts du jeune. Il peut y avoir des jeunes qui, par volonté d'exhibition, parce qu'ils se laissent manipuler par d'autres groupes, veulent profiter du procès pour faire un spectacle et, si cela est manifestement contre l'intérêt du mineur, la commission a estimé qu'il fallait prévoir quand même une certaine possibilité d'intervention de la part du juge. D'où la proposition de la commission à l'alinéa 2.

*Angenommen – Adopté***Art. 39***Antrag der Kommission**Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 2*

.... zur Verteidigung offensichtlich nicht ....

**Art. 39***Proposition de la commission**Al. 1, 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Al. 2*

.... ne sont manifestement pas en mesure ....

**Marty Dick** (R, TI), pour la commission: L'article 39 concerne l'intervention de l'avocat. Sur ce sujet aussi, nous avons discuté très longuement en commission. Je l'ai dit tout à l'heure, certains milieux craignent que l'intervention de l'avocat dans la procédure des mineurs soit contraire à l'esprit d'approche éducative et de protection qui règne en droit pénal des mineurs. Nous pensons que ce n'est pas le cas. Nous estimons que ces principes ne sont absolument pas incompatibles avec les principes de l'Etat de droit. Mais la formulation de l'alinéa 2 de l'article 39 du projet du Conseil fédéral nous fait craindre que l'on puisse déduire que, dans tous les cas et systématiquement, le jeune ait droit à un avocat d'office. Or, ce n'est pas et ce ne peut pas être le sens de cette disposition. Nous introduisons donc le terme «manifestement»: «ne sont manifestement pas en mesure d'assurer eux-mêmes la défense». Nous estimons que cela doit valoir dans les cas d'une certaine gravité, et pas dans n'importe quel cas.

La commission m'a chargé expressément de formuler cette précision, de façon à ce qu'on ne puisse pas déduire de cet article que le mineur doit systématiquement avoir un avocat d'office.

*Angenommen – Adopté***Art. 40, 41***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 42***Antrag der Kommission**Abs. 1–4*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Abs. 5*

.... Erwerbseinkommen oder über Vermögen, kann er ....

**Art. 42***Proposition de la commission**Al. 1–4*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

trägt der aktuellen Menschenrechtssituation in Ägypten Rechnung. Er berücksichtigt die schweizerischen Anliegen im Bereiche der Menschenrechte, indem er den Rahmen für die Zusammenarbeit absteckt. Die Vertragsparteien haben genügend Ermessensspielraum, um im Einzelfall die Rechtshilfe zu verweigern, wenn Anhaltspunkte für eine Verletzung der Menschenrechte bestehen. Ägypten hat den Vertrag bereits genehmigt, sodass uns nicht ähnliche Probleme wie beim Rechtshilfevertrag mit Italien bevorstehen. Es liegt nun an der Schweiz nachzuziehen. Es ist möglich, dass dieser Vertrag eine gewisse Signalwirkung auf andere arabische Staaten haben wird, die auch Interesse bekommen, mit der Schweiz in Rechtshilfebeziehung zu treten. Ich bitte Sie deshalb, dem Bundesbeschluss zu diesem Vertrag zuzustimmen.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Je ne vais pas vous résumer le message ni le rapport écrit de la commission, mais simplement vous rendre attentifs à ceci: jusqu'ici, avec l'Égypte, la Suisse ne pouvait se baser que sur sa propre loi sur l'entraide pénale internationale. Il était tout à fait important qu'elle pût en effet collaborer avec l'Égypte dans la lutte contre la criminalité. Pour cela, il fallait un traité. Mais la grande question et le point sur lequel je me permets de retenir votre attention, c'est que naturellement, en Égypte, on l'a bien vu, la justice n'est pas totalement et à tous égards celle que nous préconisons. Par conséquent il fallait des précautions. En vertu du présent traité d'entraide judiciaire, la Suisse n'accordera l'entraide que s'il y a des garanties, c'est-à-dire si elle a la certitude que les droits de l'homme sont respectés dans telle ou telle affaire, et si le chef d'accusation est reconnu en Suisse.

Moyennant ces garanties et cette réciprocité, il n'y a plus que des avantages, par ce traité, à organiser la coopération judiciaire internationale en matière pénale.

C'est la raison pour laquelle je vous propose d'adopter le projet d'arrêté tel qu'il vous est présenté.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesbeschluss zum Vertrag zwischen der Schweiz und Ägypten über Rechtshilfe in Strafsachen  
Arrêté fédéral concernant le Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la Suisse et l'Égypte**

*Detailberatung – Examen de détail*

**Titel und Ingress, Art. 1, 2**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule, art. 1, 2**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

*(namentlich – nominatif, Bellage – Annexe 01.042/2030)*

Für Annahme des Entwurfes .... 112 Stimmen

(Einstimmigkeit)

98.038

## **Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Anderung**

### **Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification**

#### *Fortsetzung – Suite*

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1799)

Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

### **3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht**

#### **3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs**

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** Das geltende Jugendstrafrecht ist in den Artikeln 82 bis 99 des Strafgesetzbuches geregelt und stammt aus dem Jahre 1912. Mit einer Teilrevision im Jahre 1971 wurde es verfeinert und ergänzt. Die Spezialgesetzgebung für Jugendliche im Bereich des Strafrechtes basiert auf der Idee, dass Minderjährige besser durch erzieherische Massnahmen als durch Strafen vor weiteren Straftaten bewahrt werden können. Im Gegensatz zum Tatstrafrecht für Erwachsene ist deshalb das Jugendstrafrecht ein Täterinnen- und Täterstrafrecht. Die Sanktionen orientieren sich vorwiegend an der Prävention. Welche Sanktionen für den jugendlichen Täter im Einzelfall angebracht sind, ermitteln die Jugendstrafbehörden durch Erhebungen über seine Erziehung, sein Verhalten, seine Lebensverhältnisse sowie seine körperliche und geistige Verfassung.

Die Ausgestaltung des Jugendstrafrechtes als Täterstrafrecht ist heute nicht mehr überall unbestritten. Gerade in den USA, wo die Jugendstrafrechtspflege ihren Anfang nahm, ist eine Entwicklung im Gange, die in erster Linie zum Ziel hat, die Gesellschaft zu schützen und die öffentliche Sicherheit zu gewährleisten. Der Grundsatz «Erziehung vor Strafe» kommt ins Wanken, wenn Jugendliche besonders schwere Taten begangen haben. Zweifelsohne gibt es Situationen, bei denen erzieherische Massnahmen an Grenzen stossen. Medienberichte und entsprechende Statistiken, welche im Übrigen mit Vorsicht zu geniessen sind, haben teilweise die Öffentlichkeit aufgeschreckt. Es kann nicht generell von einer Zunahme der Jugendgewalt gesprochen werden, es gibt jedoch eine Verlagerung in den Deliktsbereichen, beispielsweise eine Zunahme im Bereich Raub und Körperverletzung.

Bei Tötungs- und Sexualdelikten und im Bereich der Eigentumsdelinquenz kann dagegen statistisch kein Anstieg festgestellt werden. Weiter hat das gestiegene Anzeigeverhalten der Betroffenen im Bagatelbereich zu einer Zunahme der polizeilich registrierten Jugendgewalt beigetragen. Bei der Revision des Jugendstrafrechtes muss beiden Anliegen – nämlich der öffentlichen Sicherheit einerseits und den Bedürfnissen der jugendlichen Delinquierenden andererseits – Rechnung getragen werden. Das ist der Konflikt, vor dem wir bei dieser Revision stehen.

Nun kurz zur Vorlage im Überblick.

1. Das Jugendstrafrecht wird vom Erwachsenenstrafrecht abgekoppelt. Die Möglichkeit, ein Jugendschutz- oder Ju-

gendwohlfahrtsgesetz zu erlassen, wurde verworfen, da man bestimmten Verhaltensweisen von Jugendlichen mit strafrechtlichen Sanktionen begegnen will. Diese klare Trennung gegenüber vormundschaftlichen, also zivilrechtlichen Massnahmen soll zum Ausdruck bringen, welche Verhaltensweisen gesellschaftlich nicht toleriert werden können.

2. Das System der Strafen wird erweitert. Inhalt und Voraussetzungen der Sanktionen werden genauer geregelt als bisher. Das soll zu mehr Rechtssicherheit und Klarheit führen. Der Monismus wird aufgehoben, d. h., Massnahmen und Strafen sollen nebeneinander angeordnet werden können. Das ermöglicht eine individuelle Behandlung der jugendlichen Straftäter und -täterinnen.

3. Die Voraussetzungen für eine Befreiung von Strafe und Einstellung eines Verfahrens werden genau geregelt.

4. Das Strafmündigkeitsalter wird von sieben auf zehn Jahre erhöht. Diesbezüglich gab es sowohl in der Expertenkommission als auch in Ihrer Kommission für Rechtsfragen längere Diskussionen. Einerseits will man die Jugendlichen möglichst lange nicht durch ein Strafverfahren stigmatisieren und allfälligem Fehlverhalten mit vormundschaftlichen oder erzieherischen Massnahmen begegnen. Andererseits werden die Jugendlichen immer früher erwachsen. Die zehn Jahre sind ein helvetischer Kompromiss. Es gibt einige europäische Länder, in denen die Strafmündigkeit erst mit zwölf oder 14 Jahren beginnt. Diese Länder kennen zum Teil härtere Sanktionen ab Beginn der Strafmündigkeit, was für das schweizerische Recht nicht zutrifft.

5. Die wohl umstrittenste Neuerung der Vorlage ist die Möglichkeit eines Freiheitszuges von bis zu vier Jahren für Delinquierende über 16 Jahre als Sanktion für einen abschliessend geregelten Verbrechenkatalog. Bereits an dieser Stelle ist darauf hinzuweisen, dass diese Strafe nur für schwere Verbrechen, welche im Erwachsenenstrafrecht mit Freiheitsstrafe nicht unter drei Jahren bedroht sind, sowie für die Tatbestände der Artikel 122, 140 Ziffer 3 oder 184 StGB als Ultima Ratio zur Anwendung kommt. Wichtig ist zudem, dass die bedingte Entlassung nach Verbüsung der Hälfte der Freiheitsstrafe von Amtes wegen mindestens halbjährlich überprüft werden muss.

6. Neu werden rechtsstaatliche Garantien ins Gesetz aufgenommen. Die kantonalen Jugendstrafverfahrensgesetze sind in diesem Bereich ziemlich lückenhaft. Es ist deshalb nötig, gewisse Minimalgarantien ins Gesetz aufzunehmen. Es soll beispielsweise die Trennung von Jugendlichen und Erwachsenen in der Untersuchungshaft festgelegt werden. Weiter wird ein Recht auf Beizug einer Verteidigung statuiert. Die Rechtsmittelmöglichkeiten werden geregelt. Damit können sämtliche Vorbehalte, die wir gegenüber der Kinderrechtskonvention anbringen mussten, aufgehoben werden.

7. Eine weitere wichtige Neuerung ist das Mediationsverfahren. Ihre Kommission für Rechtsfragen hat sich eingehend mit diesem Thema befasst und auch Hearings durchgeführt. Im Gesetz fehlt eine besondere Berücksichtigung der weiblichen Delinquierenden. Es gibt hier einige Minderheitsanträge. Nicht lange auseinander gesetzt hat sich Ihre Kommission zudem mit den Fragen über Ursachen und Prävention in Bezug auf die Jugendgewalt.

Ihre Kommission beantragt Ihnen ohne Gegenstimme, auf diese Vorlage einzutreten.

Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: S'occuper des mineurs de façon particulière sur le plan pénal, et non pas comme on le ferait d'adultes, est une idée ancienne qui a déjà été développée tout au long du siècle dernier. La Suisse s'est inscrite dans ce mouvement d'idées lorsque le Parlement a élaboré en 1937 un Code pénal unifié. Attaqué en référendum, le Code pénal fut accepté par le peuple en 1942. Mais jusqu'à maintenant, Code pénal et Code pénal des mineurs étaient mêlés, même si des articles étaient et sont consacrés aux mineurs. Je pense à l'article 82 ou à l'article 92 du code actuel.

C'est donc bien une innovation qui nous est proposée avec une loi spéciale et indépendante pour les mineurs. Dans les

articles du code actuel consacrés aux mineurs, les définitions, les critères sont trop généraux et parfois flous. Les peines, à part la durée maximale d'un an de prison, ne sont pas bien limitées dans le temps.

Une oeuvre de clarification, de précision vous est proposée, non sans quelques modifications importantes. Je vous donne un aperçu de quelques nouveautés.

Le grand principe inchangé est celui du traitement pénal adapté aux faits, mais aussi adapté à la personne, c'est-à-dire plus particulièrement au mineur. Ce projet propose d'élever de 7 à 10 ans l'âge auquel une peine proprement dite est envisageable à l'endroit d'un mineur. Au-dessous de l'âge de 10 ans, on sera dans le domaine de l'accompagnement des enfants.

Le projet, à plusieurs articles, met l'accent sur l'idée de prévention, de réintégration, c'est-à-dire de mesures dans l'intérêt du mineur et aussi dans l'intérêt de la société, deux intérêts qu'il faut essayer d'équilibrer et de conjuguer.

Le projet renonce par réalisme et par esprit de souplesse à définir les catégories d'institutions appelées à accueillir les jeunes. Confiance est faite, en la matière, aux cantons et à leurs possibilités pratiques.

Mais le grand changement proposé est le passage de ce qu'on appelle le monisme au dualisme. Je m'explique. Aujourd'hui, on a soit une mesure soit, parfois, une peine, mais le juge doit choisir et, au fond, les deux s'excluent. Le projet établit qu'une faute, un délit doit entraîner une sanction. En principe, la mesure décidée par le juge doit précéder la peine et, si la mesure montre son efficacité sur la personnalité du délinquant, on peut renoncer à la peine. Mais le principe, c'est la peine, et l'application, c'est qu'on peut renoncer à cette peine. A l'inverse, si la mesure montre son inefficacité avant même son terme prévu, on pourra l'interrompre et appliquer la peine.

La majorité de la commission salue cette nouveauté, cette articulation entre mesure et peine. La minorité de la commission la trouve trop dure, trop défavorable aux mineurs et conteste ce dualisme. Nous verrons cela dans l'examen de détail des articles correspondants.

Les peines, vous ai-je dit, sont précisées. Aujourd'hui, on a seulement la durée maximale d'un an de prison. Avec le projet proposé par la commission, on a un an de prison possible pour un délinquant âgé de 15 à 16 ans; mais on peut aller jusqu'à quatre ans de prison pour un délinquant âgé de 16 à 18 ans. Pour les amendes, dès l'âge de 15 ans, on peut aller jusqu'à 2000 francs; puis, il y a la prestation personnelle exigible: dix jours jusqu'à 15 ans, trois mois entre 15 et 18 ans. Il s'agit toujours, là, de maxima. Ajoutons à cet arsenal la réprimande, dans le cadre d'une période probatoire, que pourra fixer le juge des mineurs.

Deux dispositions intéressantes sont les articles 7bis et 20 alinéa 3. Il y a possibilité de classer la procédure pénale et de donner une chance à un accord de réparation – ça, c'est très intéressant – entre la victime et le jeune délinquant, cela sous la houlette d'un médiateur: donc, l'idée de la réparation après contact et dialogue entre la victime et le délinquant.

Un mot encore sur la procédure et les conditions d'application de la peine. Le projet prévoit la séparation des jeunes et des adultes en détention. Evidemment, c'est très important. La Convention européenne des droits de l'homme, d'ailleurs, le prévoit. Dès lors, la Suisse n'aura plus à faire de réserve sur ce point-là. Le droit à un défenseur, c'est l'article 39 qui le dispose; le droit de faire appel contre le jugement à une instance judiciaire, c'est l'article 40 qui le dispose.

En résumé, en ce qui concerne le droit pénal des mineurs, il y a une grande discussion aujourd'hui, un peu partout dans le pays. Partout, on se demande s'il faut qu'il y ait une peine ou bien si le traitement spécial des mineurs doit exclure ou en tout cas limiter la sanction proprement dite, c'est-à-dire la peine. Nous sommes à cheval entre une tradition et un besoin de sécurité, et nous voulons donner des signes clairs à la société. Les débats en commission ont reflété cette contradiction. La majorité de la commission a recherché un équilibre, mais la balance penche trop nettement en faveur du deuxième volet, c'est-à-dire du souci de sécurité, aux

yeux de la minorité. Vous allez le constater tout au long des débats. Mais, en gros et pour l'essentiel, la majorité de la commission rejoint largement le Conseil fédéral et vous propose de suivre une logique qu'elle croit être équilibrée et en bonne place, spécifique, par rapport au droit pénal général que nous avons tout récemment révisé.

C'est la raison pour laquelle, au nom de la commission, je vous invite à entrer en matière.

**Aeschbacher Ruedi (E, ZH):** Es macht Sinn, dass im Zuge der StGB-Revision, mit der sich unser Rat ja bereits befasst hat, auch das Jugendstrafrecht revidiert und womöglich auch dem StGB angeglichen wird. Unsere Fraktion begrüsst es, dass die Gelegenheit wahrgenommen wird, um die Bestimmungen über das Jugendstrafrecht aus dem StGB herauszulösen und in einem eigenen, nur das Jugendstrafrecht betreffenden Gesetzeswerk zu regeln.

Zum Eintreten haben wir keine Vorbehalte, und zu den verschiedenen Einzel- und Minderheitsanträgen werden wir uns noch in der Detailberatung äussern. Schon jetzt können wir aber festhalten, dass mit der Revision dem Jugendrichter und den Vollzugsorganen eine reichhaltigere Palette von Massnahmen und Sanktionen zur Verfügung stehen wird und die Tendenz noch stärker als bisher in Richtung Prävention, Resozialisierung und Sozialisierung, Hilfe, Erziehung und Begleitung geht. Das finden wir grundsätzlich auch richtig.

Es gibt aber auch Grenzen: Wir finden, dass wir mit den Anträgen der Kommission – mit dem Entgegenkommen, der Begleitung und der Fürsorge für die jugendlichen Straftäter – nun doch hart an die Grenze dessen gegangen sind, was überhaupt noch den Namen Jugendstrafrecht – und nicht bloss den Namen Jugendhilfe oder Jugenderziehung – verdient. Deshalb habe ich mich in den Kommissionsberatungen mehreren Anträgen widersetzt, die auf noch grösseres Entgegenkommen gegenüber jugendlichen Straftätern abzielen. Denn das Strafrecht darf für die Jugendlichen neben seinen Präventions-, Erziehungs-, Nacherziehungs- oder Resozialisierungsfunktionen auch den pönalen Charakter nicht vollständig verlieren.

Dies sage ich nicht zuletzt im Hinblick auf einige von noch nicht 18-Jährigen begangene, äusserst brutale Straftaten der letzten Jahre, wo es wohl weder von der Öffentlichkeit noch von den Straftätern selbst verstanden worden wäre, wenn da allzu viel Milde und Verständnis und Begleitung und Erziehung geübt worden wäre und nicht auch echte Sanktionen ausgefällt worden wären.

Unsere jungen Menschen, die in eine Welt der Beliebigkeit hineingeboren wurden und denen man in der Werbung und in den Medien vorspiegelt, das Leben sei eigentlich nur Fun und Lässigkeit und jeder und jede könne sozusagen tun und lassen, was ihr bzw. ihm gefalle, brauchen Leitplanken und müssen auch Grenzen gesetzt erhalten. Grenzen setzen nützt aber nur, wenn deren Überschreitung und Verletzung auch Konsequenzen – spürbare Konsequenzen – haben. Das gilt auch für die Konsequenzen, die Jugendliche tragen müssen, wenn sie die Strafgesetze verletzen. Ohne eine gewisse Strenge, die den Jugendlichen eigentlich gar nicht unangelegen kommt, wenn sie gepaart ist mit Zuwendung und Verständnis und Liebe, geht es nicht. Wenn wir mit dieser Optik der verständnisvollen und liebevollen Strenge, aber auch der Konsequenz ans Werk gehen, werden wir wohl den Anliegen der Gesellschaft nach Sicherheit einerseits wie den Interessen der jugendlichen Straftäter andererseits am ehesten gerecht.

In diesem Sinne werden wir in der Detailberatung, auf die ich Sie einzutreten ersuche, Position beziehen.

**Wirz-von Planta Christine (L, BS):** Die liberale Fraktion befürwortet die Einführung eines eigenen Gesetzesbuches für das Jugendstrafrecht. Ebenfalls begrüssenswert ist die konsequente Umsetzung des Leitgedankens, grundsätzlich keine tatvergeltenden Kriminalstrafen, sondern besondere Rechtsfolgen vorzusehen, die ausschliesslich spezialprä-

ventiven Zielen dienen und einen spezialpräventiven Charakter haben. Jugendliche Delinquenten sollen mittels altersgerechten Disziplinarstrafen in erster Linie von weiteren Delikten abgehalten werden. Eine kürzlich veröffentlichte Studie zeigt deutlich auf, dass die Zahl der Jugendlichen, die sich strafbar machen, leider ansteigt. Diebstahl und Gewaltanwendungen häufen sich. Als Auslöser dafür werden unter anderem die Erziehung respektive eben die mangelnde Erziehung sowie familiäre Umstände respektive Missstände angeführt. Jugendkriminalität kann aber auch nur eine Begleiterscheinung in der ganz normalen Entwicklung eines jungen Menschen sein. Das neue Jugendstrafrecht nimmt auf alle Umstände Rücksicht und will die Grundlage dafür schaffen, dass mit geeigneten und besonderen Massnahmen und Strafen individuell erzieherisch eingegriffen werden kann.

Zu den vorgesehenen Neuerungen: Es ist mehr als angezeigt, dass die Strafmündigkeit von sieben auf zehn Jahre heraufgesetzt wird. Der Expertenentwurf wollte die Grenze sogar auf zwölf Jahre anheben, was durchaus noch vertretbar oder zumindest diskutierbar gewesen wäre. Sieben- bis zehnjährige Kinder beschäftigen die Justiz ohnehin selten, und es ist sicher Sache der Eltern bzw. des Vormundes, strafende Reaktionen auf das Verhalten dieser Kinder einzuleiten. Wenn eine Straftat vorliegt, so ist es wirklich an den gesetzlichen Vertretern, handelnd einzugreifen.

Ein zentraler Punkt der Revision betrifft die Regelung des Vollzugs von Strafen in besonderen Einrichtungen. Da bei jugendlichen Straftätigen das Hauptgewicht auf die Wiedereingliederung bzw. ihre Resozialisierung gelegt wird, geht es nicht an, Jugendliche einfach einzuschliessen. In Bezug auf die Anordnung der Strafen wird nun in Artikel 10 des neuen Jugendstrafrechtes postuliert, Massnahmen und Strafen gleichzeitig aussprechen zu können. Der Vollzug der stationären Massnahme geht dem Strafvollzug voraus. Erreicht die stationäre Massnahme ihr Ziel, wird die Freiheitsstrafe nicht mehr vollzogen, fällt also ausser Traktanden. Dieser Systemwechsel zum richterlichen Dualismus ermöglicht, angemessener auf das abweichende Verhalten von Jugendlichen einzugehen und vermehrt auf Massnahmen zu setzen.

Wir stimmen natürlich den Begriffsvarianten «elterliche Sorge» anstelle von «elterlicher Gewalt» in Artikel 11 und «Geschädigter» anstelle von «Opfer» gemäss Entwurf des Bundesrates in Artikel 22 zu. Bei Artikel 27 Absatz 4 schliessen wir uns der Mehrheit an: «Wird die bedingte Entlassung verweigert, so hat die zuständige Behörde mindestens einmal halbjährlich neu zu prüfen, ob sie gewährt werden kann.» Im pubertären Alter verändert sich die Persönlichkeit sehr schnell. Dies rechtfertigt eine halbjährliche Prüfung. Auch die klare Regelung der Verfolgungsverjährung in Artikel 35 darf als grosser Fortschritt der Revision bezeichnet werden. Je länger eine Straftat zurückliegt, umso problematischer wird es nämlich, sie zum Anlass einer Massnahme oder einer Strafe zu nehmen. Wir unterstützen die Variante der Kommission.

In Bezug auf das Verfahren ist die liberale Fraktion folgender Meinung: Es geht nicht an, dass die gesetzlichen Vertreter der Jugendlichen eine öffentlich durchgeführte Verhandlung verlangen können. Wenn ein öffentliches Interesse gegen die Öffentlichkeit des Verfahrens besteht, soll der mutmassliche Täter dies nicht erzwingen können.

Wir sind überzeugt, dass wir heute ein Jugendstrafrecht verabschieden können, welches sich in seinen Grundzügen an den persönlichen Bedürfnissen des Kindes und des Jugendlichen orientiert und das Schwergewicht auf erzieherische und therapeutische Massnahmen legt. Wir danken den Experten und den weiteren Kommissionen für die wertvolle Bearbeitung dieser Vorlage.

**Leuthard Doris (C, AG):** Auch die CVP-Fraktion empfiehlt Ihnen Eintreten auf diese Revision. Sie ist nötig, weil sich die Situation in den dreissig Jahren seit der letzten Revision geändert hat. Sie ist auch nötig, weil es richtig ist, für die Jugendlichen ein eigenes Jugendstrafrecht zu schaffen.



Sie haben von den Vorrednerinnen und -rednern sowie der Berichtersteratterin und dem Berichtersteller bereits gehört, dass in dieser Vorlage der Übergang vom Monismus, von der Wahl zwischen der Strafe oder der Massnahme, zum Dualismus eine wesentliche Veränderung darstellt. Auch die CVP-Fraktion begrüsst diese Neuerung, weil uns dadurch ermöglicht wird, dem Einzelfall gerecht werdende und flexible Behandlungen auszusprechen. Der Jugendrichter ist oft eine Mischung zwischen Sozialarbeiter und Richter und hat die schwierige Aufgabe, nach der gerechten Strafe zu suchen. Mit der Ausdehnung der Massnahmemöglichkeiten und der Strafen kann er hiermit für den Jugendlichen flexiblere und besser gefasste Lösungen suchen.

Es wäre aber falsch zu sagen, dass nun die Zahl der Jugendlichen, die mit dem Strafgesetzbuch in Konflikt kommen, sehr gross ist. Sie nimmt zwar zu; wenn man aber genau hinschaut, ist es nach wie vor eine kleine Zahl von Jugendlichen, die nicht korrekt lebt. Sie ist aber in den Deliktskatalogen zunehmend auch mit einem Gewaltpotenzial gekoppelt. Es ist daher richtig, wenn wir spezialpräventiv den Bereich der Massnahmen stärken und hier auch versuchen, die notwendigen Vollzugsanstalten zu schaffen.

Dazu fehlt mir in der Botschaft etwas die Kostensicht. Es ist nämlich heute so, dass in den Kantonen Vollzugseinrichtungen vor allem im Bereich der psychischen Probleme von Jugendlichen zum grössten Teil fehlen. Die Kantone werden hier gefordert sein, für den Vollzug Einrichtungen zu schaffen, sowohl im Bereich der Freiheitsstrafen als auch im Bereich der persönlichen, der psychischen Probleme von Jugendlichen. Man rechnet alleine hierfür mit Investitionskosten von rund 20 Millionen Franken zulasten von Bund und Kantonen. Die CVP-Fraktion ist überzeugt, dass dies eine gute Investition ist, weil die Prävention – die gezielte und frühzeitige Erkennung von Störungen – das beste Mittel ist, um Rückfälle oder anhaltende Deliktbestandteile eines Täters oder einer Täterin untergraben zu können.

Auf den ersten Blick scheint die Ausdehnung der möglichen Freiheitsentzugsdauer auf bis zu vier Jahre als schwerwiegend und unangepasst. In der Kommission wurde lange darüber referiert. Man ist zum Schluss gekommen, dass diese Ausdehnung richtig ist, weil sie gleichzeitig durch die Altersgrenze begrenzt ist und ein schuldhaftes Handeln voraussetzt, weil es – wie bereits gesagt wurde – zunehmend auch schwere Delikte bei Jugendlichen gibt und sich dafür im Einzelfall allenfalls auch eine länger dauernde Freiheitsstrafe aufdrängt.

Wichtig ist aber als Ausgleich dafür auch die Einführung der Mediation, die sich in anderen Bereichen bewährt hat und mit einem Täter-Opfer-Ausgleich praxisgerechte, präventive und psychologische sehr wertvolle Hilfen schafft. Damit kann auf beiden Seiten – sowohl auf der Opferseite wie auch auf der Seite des Jugendlichen – sinnvoll die Einsicht gestärkt werden, dass ein Leben nach dem Gesetz ohne Konflikte, ohne Gewalttaten der bessere Weg ist. Der Ausgleich ermöglicht zudem auch für das Opfer eine gewisse Genugtuung und eine Einsicht gegenüber dem Täter.

Die CVP-Fraktion wird daher in der grossen Linie der Mehrheit folgen und in Artikel 18 die Minderheit unterstützen.

**Bosshard Walter (R, ZH):** Obwohl sich das geltende Jugendstrafrecht grundsätzlich bewährt hat, besteht auf diesem Gebiet Handlungsbedarf. Unser heutiges Jugendstrafrecht ist – das wurde bereits gesagt – als Täterstrafrecht ausgestaltet. Gerade dies muss, wenn auch sehr überlegt und differenziert, aber auch mit einem Blick auf die Entwicklung in anderen Ländern, genau überprüft werden. Dieser Entwicklung trägt – das ist zu begrüssen – der vorliegende Gesetzentwurf Rechnung.

Die FDP-Fraktion begrüsst die Erweiterung des Strafsystems und die genauere Regelung von Sanktionsvoraussetzungen und Sanktionsinhalten. Damit wird unseres Erachtens ein wichtiger und richtiger Schritt in Richtung Rechtssicherheit gemacht.

Als konsequent und richtig zu beurteilen ist auch der vorge-schlagene Freiheitsentzug bis zu vier Jahren, wenn der ju-

gendliche Täter über 16 Jahre alt ist und ein besonders schweres Verbrechen begangen hat. Es wurde gesagt: Darüber haben wir lange diskutiert. Wir sind froh, dass wir zu diesem Entscheid gekommen sind.

Als richtig erachten wir es auch, dass künftig Massnahmen und Strafen – und nicht nur das eine oder das andere – angeordnet werden können. Neben der erzieherischen Seite des Jugendstrafrechtes muss es auch die repressive Seite geben. Es muss sich um ein Jugendstrafrecht handeln, und es darf sich nicht um ein Jugendschutzgesetz handeln.

Die im Gesetz neu verankerte Trennung von Jugendlichen und Erwachsenen in der Untersuchungshaft wird von der FDP-Fraktion grundsätzlich begrüsst. Wir gehen aber davon aus, dass die Einrichtung einer separaten Abteilung für Jugendliche innerhalb eines Gebäudes genügen muss und auf teure neue Infrastrukturen verzichtet werden kann. Entsprechend hat auch der Ständerat entschieden.

Die FDP-Fraktion steht hinter dieser Vorlage und ist geschlossen für Eintreten. Sie unterstützt bis auf ganz wenige Ausnahmen die Anträge der Mehrheit der Kommission für Rechtsfragen.

**Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD):** C'est sans enthousiasme que le groupe écologiste entrera en matière sur ce projet de loi. Nous sommes ici dans un domaine difficile, surtout ces derniers temps où l'on ne cesse de nous tenir des discours sur la violence des jeunes, le laxisme des parents, la déchéance de notre société trop permissive, trop individualiste. Dans ce domaine, il faut donc naviguer entre plusieurs écueils.

Le premier écueil à éviter est celui du paternalisme. C'est parfois une affaire de procédure. Dans plusieurs cantons, en effet, le juge des mineurs est celui ou celle qui instruit les causes, qui juge et qui veille encore à l'application des peines et mesures. Il, ou elle, a souvent la figure d'une mère ou d'un père sévère mais compréhensif, qui tient compte de la personnalité du mineur plutôt que de la gravité de son acte. Mais cela comporte aussi un risque d'arbitraire. Ce système est maintenu dans le code de procédure pénale fédérale en projet, ce qui est contraire à la Convention relative aux droits de l'enfant. Nous reviendrons donc sur ce point avec une proposition.

Par ailleurs, jusqu'ici, la sanction se limitait soit à des mesures éducatives, soit à des peines quand la pédagogie ne semblait pas pouvoir suffire, mais pas les deux ensemble. Le nouveau code que nous discutons aujourd'hui révèle des options nettement plus punitives. Les mesures éducatives peuvent se cumuler avec des sanctions et avec des peines. Le caractère plus répressif de cette loi constitue donc un deuxième écueil.

A nos yeux, cependant, la sévérité à l'égard de la délinquance des jeunes n'est pas en soi un défaut rédhibitoire. Nous sommes convaincus qu'il appartient à la société de mettre des limites et de sanctionner clairement les comportements inacceptables. Le problème est que la société civile, la société des adultes et donc la société des parents, a beaucoup de peine à le faire. J'ai toujours gardé en mémoire ces propos d'un adolescent qui me disait: «De nos jours, seuls le flic et le juge tiennent un langage clair.»

Malheureusement, je ne suis pas certaine que les dispositions du nouveau droit pénal des mineurs soient aussi claires qu'elles devraient l'être. L'essentiel ici serait que l'enfant, le jeune homme ou la jeune fille qui a commis un délit reçoive une réponse qui ait du sens, qui ait un lien le plus direct possible avec le délit, non seulement du point de vue de la peine infligée, mais aussi du point de vue du temps. Recevoir une amende deux ans après les faits ne sert à rien!

Avec ce nouveau droit pénal, et surtout avec le cumul des sanctions – des mesures de travail d'intérêt général, des peines de prison, des amendes –, le risque est grand que le mineur ou la mineure, mais aussi ses parents, n'adhèrent ni à la sanction, ni à la mesure éducative perçue comme une intrusion dans leur vie de famille. Ils développent alors un sentiment d'injustice plutôt que le sentiment de culpabilité qu'on attendrait d'eux ou qu'on voudrait susciter.

C'est pour ces raisons que le groupe écologiste se réjouit de l'introduction dans la loi de la médiation pénale à l'article 7bis, parce que la confrontation du mineur avec la personne lésée garantit une certaine immédiateté et donne l'occasion au jeune de mieux réfléchir à son acte, et aussi parce que cette procédure apporte du sens à la sanction réparatrice.

Reste des incohérences dans cette loi sur lesquelles il est difficile de passer. C'est notamment le cas lorsqu'on prévoit des mesures qui ne peuvent pas être appliquées par manque d'équipement. Mettre des mineurs en détention préventive dans des prisons pour adultes, ce n'est pas acceptable et cela contrevient à la Convention relative aux droits de l'enfant. J'ai cru comprendre, en discutant avec eux, que le problème principal des juges des mineurs est qu'ils se sentent démunis quant aux sanctions possibles. Peut-être est-ce pour cette raison que le nouveau droit pénal des mineurs continue à faire une grande place aux peines de prison, même courtes, alors que le Code pénal des adultes supprime les peines privatives de liberté de moins de six mois? Cette question, à mon avis, est révélatrice d'une autre ambiguïté du nouveau droit. En effet, les juges avec qui j'ai pu parler semblent très gênés par le fait que des sanctions telles que des prestations personnelles, par exemple, puissent être ressenties non pas comme des punitions, mais comme des activités auxquelles les jeunes peuvent prendre de l'intérêt, voire même, oh horreur, du plaisir! Alors, que veut-on? Punir et faire mal au risque que le jeune sorte de là complètement révolté? Ou faire découvrir des actions motivantes en créant des liens personnels stabilisants et valorisants avec la chance d'obtenir un effet préventif important? Je crois important de souligner qu'à nos yeux, une sanction n'est pas toujours et exclusivement une punition, c'est d'abord une réponse.

Je terminerai en remarquant que tout cela dépend évidemment de la population concernée. S'agit-il des blousons dorés qui se croient tout permis et vivent dans l'abondance et la facilité, comme certains membres de la commission semblent le penser, ou s'agit-il au contraire d'une jeunesse défavorisée, privée de perspectives d'avenir et socialement marginalisée? Nous n'avons pas vraiment approfondi cette question en commission, mais le groupe écologiste penche pour la deuxième hypothèse et c'est sur elle que se fondent plusieurs des propositions que nous défendrons tout à l'heure.

Pour le moment, nous vous invitons donc à entrer en matière sur ce projet de loi, malgré nos réserves, et à soutenir les amendements qui seront présentés.

**Siegrist Ulrich (V, AG):** Auch die SVP-Fraktion ist für Eintreten auf den Gesetzentwurf. Auch wir erachten es als richtig, dass wir das Jugendstrafrecht in einem speziellen Strafgesetzbuch, aber eben in einem Strafgesetzbuch. Dabei formulieren wir für die weitere Diskussion eine klare Nuance, teilweise in Bestätigung, teilweise in Bestärkung einiger Vorrednerinnen und Vorredner. Wir unterstützen die Neuorientierung, die stärkere Orientierung Richtung Täterstrafrecht, Richtung Erziehungs- und Therapiebedürfnisse, Richtung Präventionszweck. Wir meinen aber, dass sich die Schwere der Tat von der Beurteilung des Täters auch im Täterstrafrecht nicht ganz lösen lässt und dass vor allem der Schutzzweck der Gesellschaft auch hier eine wesentliche Rolle spielen muss und weiterhin zu spielen hat. Wir anerkennen, dass es im Jugendstrafrecht häufig – und häufig viel anders als im Erwachsenenstrafrecht – um eine bestimmte Entwicklungsphase geht, um Übergangssituationen, in denen sich die Täterinnen und Täter als werdende Persönlichkeiten befinden. Wir bitten aber auch zu akzeptieren, dass es auf der anderen Seite Situationen gibt, die sich eigentlich in fast nichts von Situationen unterscheiden, in denen sich Jugendliche wie Erwachsene verhalten, in denen alle Merkmale vorhanden sind, die auch bei einer Tat von Erwachsenen vorkommen.

Deshalb befürworten und unterstützen wir die neuen Verfahrensregeln, die verstärkte Individualisierung und das breitere

Ermessen bei den Massnahmen. Wir unterstützen auch das Mediationsverfahren. Wir meinen aber gleichzeitig, dass sich das Jugendstrafrecht nicht zu einem reinen «Jugendwohlfahrtsgesetz» transformieren darf, sondern dass es letztlich der Gewaltbekämpfung zu dienen hat, wozu eben neben der Säule der Prävention auch die Säule des strafenden Staates gehört, schon aus Gründen des Gerechtigkeitsgefühls.

Wir meinen, dass es mit der Vorlage insgesamt gelungen ist, in diesem Dilemma, in dieser Polarität den richtigen Weg zu finden. Wir stehen deshalb hinter dem vorliegenden Entwurf mit den Modifikationen der Mehrheit. Wir werden den Entwurf unterstützen und in der Detailberatung in aller Regel den Mehrheitsanträgen folgen.

**de Dardel Jean-Nils (S, GE):** Le groupe socialiste, même s'il considère de manière critique le projet d'un nouveau droit pénal des mineurs, est néanmoins d'accord d'entrer en matière. Il est évidemment nécessaire de revoir le droit pénal des mineurs dès lors que le Parlement est en train de revoir toute la partie générale de l'ensemble du droit pénal. Il est aussi opportun – à notre avis, c'est évident – d'augmenter la limite d'âge à partir de laquelle s'applique le droit pénal des mineurs. Le projet du Conseil fédéral fait passer cette limite de 7 à 10 ans, ce qui signifie que les comportements délictueux ou criminels des enfants en dessous de 10 ans ne sont plus justiciables du juge pénal, mais seulement des autorités de tutelle. C'est une très bonne proposition, qui aurait même pu être meilleure encore en augmentant la limite d'âge jusqu'à 12 ans. Cela nous aurait rapproché davantage des standards européens à ce sujet, mais manifestement il existe un certain consensus en Suisse sur cette limite désormais fixée à 10 ans, et pour cette raison nous renonçons à demander une augmentation à 12 ans en réservant cette réforme pour une révision ultérieure de la loi.

Le droit pénal des mineurs se distingue de celui des adultes par le fait qu'il sanctionne essentiellement le comportement et la personnalité de l'auteur pour tenter de les améliorer, la punition de l'acte passant au second plan. Cette conception, qui est très adéquate à notre avis, n'est heureusement pas abandonnée par le projet de révision, mais elle est quand même très corrigée et d'une manière qui nous semble discutable. D'abord, le système moniste actuel est abandonné pour un système dualiste: alors qu'aujourd'hui une peine, notamment une peine privative de liberté, est exclue lorsqu'une mesure thérapeutique ou éducative est décidée, le nouveau système permet de cumuler les mesures et les peines. Il y a donc là un rapprochement avec le système applicable aux adultes, qui nous semble regrettable. Ensuite, pour les mineurs de 16 à 18 ans et en cas d'infraction particulièrement grave, le projet prévoit une peine de détention pouvant aller jusqu'à quatre ans, alors que le maximum actuel est d'un an seulement. Sur ce point aussi, le projet du nouveau droit pénal des mineurs se rapproche, à notre avis dangereusement, du droit appliqué aux adultes. Nous avons fait une proposition de minorité à ce sujet (art. 24 al. 2).

Le groupe socialiste entre donc en matière et vous invite à soutenir les propositions de minorité de la gauche.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Das Jugendstrafrecht soll aus dem Strafgesetzbuch ausgegliedert und künftig in einem separaten Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht geregelt werden. Ich betone das, weil seit jeher eine gewisse Tendenz besteht, das Jugendstrafrecht als blosses Anhängsel zu betrachten und seine Bedeutung im Kontext der Kriminalpolitik zu unterschätzen.

Indessen hat das Jugendstrafrecht für die Verbrechensprävention einen hohen Stellenwert. Wenn es nämlich gelingt, die Straftaten Jugendlicher richtig einzuschätzen und ihnen mit den geeigneten und angemessenen Mitteln zu begegnen, dann sind die Chancen für eine nachhaltige Verhütung späterer Straftaten gross. Denn bei jungen Menschen lassen sich durch geeignete Massnahmen grundlegende Verhaltensänderungen noch leichter erreichen als bei Erwachsenen. Gegenüber jugendlichen Straftätern haben wir zu-



dem eine besondere Verpflichtung, ihnen den Weg in eine Zukunft ohne Straftaten ebnen zu helfen. Wir wollen sie nicht mit der Perspektive sitzen lassen, dass ihr Leben verpfuscht ist, bevor es eigentlich erst richtig begonnen hat.

Mir scheint offensichtlich, dass straffällige Kinder und Jugendliche für ihr Verhalten nie völlig allein verantwortlich sein können. Wir Erwachsene tragen immer eine gewisse Mitverantwortung. Wir müssen also genau überlegen, mit welchen Massnahmen wir auf die Straftaten junger Menschen antworten. Was für kriminelle Erwachsene gilt, können wir nicht eins zu eins auf junge Rechtsbrecher übertragen. Jugendliche sind Menschen, die besondere Aufmerksamkeit brauchen – auch und gerade, wenn sie straffällig geworden sind. Straftaten sind erfahrungsgemäss oft nur vorübergehende, episodenhafte Begleiterscheinungen in der Entwicklung junger Menschen. Es braucht zwar auch in diesen Fällen klare Interventionen, die den jugendlichen Rechtsbrechern auch signalisieren: so nicht! Allzu drastische Reaktionen wären aber unangemessen und kontraproduktiv.

Das Jugendstrafrecht hat sich im Grossen und Ganzen sehr bewährt, und dessen Grundausrichtung soll deshalb auch nicht geändert werden. Die Kommission beantragt vergleichsweise wenige Änderungen am Entwurf des Bundesrates bzw. an den Beschlüssen des Ständerates. Diese scheinen mir im Allgemeinen unproblematisch zu sein. Ich komme darauf noch in der Detailberatung zurück, soweit mir dies notwendig erscheint. Ich kann mich jedoch grundsätzlich sämtlichen Anträgen bzw. Mehrheitsanträgen der Kommission für Rechtsfragen anschliessen.

Ich bitte Sie, auf diesen Entwurf einzutreten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

*Detailberatung – Examen de détail*

#### **Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### **Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 1**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

....

c. Artikel 56 Absätze 2, 4 und 5 (Grundsätze bei Massnahmen);

....

i. Artikel 75a (Besondere Sicherheitsmassnahmen);

....

#### **Art. 1**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

....

c. article 56 alinéas 2, 4 et 5 (principes applicables aux mesures);

....

i. article 75a (mesures particulières de sécurité);

....

**Thanel Anita (S, ZH)**, für die Kommission: Ich möchte nur kurz etwas zu Artikel 1 Absatz 2 sagen: Mit diesen Verweisen wird im Vergleich zum geltenden Recht mehr Rechtssi-

cherheit und Klarheit geschaffen. Wir werden aber, sobald der endgültige Text des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches verabschiedet ist, diese Verweise anpassen müssen. Darauf wollte ich kurz hinweisen.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 2**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

*Abs. 3*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 2**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

.... vouée aux conditions de vie et à l'environnement ....

*Al. 3*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Eggy Jacques-Simon (L, GE)**, pour la commission: A l'article 2, j'attire simplement l'attention des Romands sur le fait qu'on a apporté une modification rédactionnelle. C'est plus clair de parler des «conditions de vie» que de parler tout simplement de la «vie», ce qui est un beau programme, mais qui ne veut pas dire grand-chose.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 3**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

.... so ist hinsichtlich der Strafen nur das Strafgesetzbuch .... wurde. Bedarf der Täter einer Massnahme, ist diejenige Massnahme nach dem Strafgesetzbuch oder nach diesem Gesetz anzuordnen, die nach den Umständen erforderlich ist. In diesen Fällen bleibt das Verfahren gegen Jugendliche anwendbar, das eingeleitet wurde, bevor die nach Vollendung des 18. Altersjahres begangene Tat bekannt wurde. Andernfalls ist das Verfahren gegen Erwachsene anwendbar.

#### **Art. 3**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

Lorsque plusieurs infractions commises avant et après l'âge de 18 ans révolus de l'auteur doivent être jugées en même temps, le Code pénal seul est alors applicable en ce qui concerne les peines. Ceci vaut aussi pour la peine complémentaire (art. 49 al. 2 CP) prononcée pour un acte commis avant l'âge de 18 ans révolus. Si l'auteur a besoin d'une mesure, c'est la mesure du Code pénal ou de la présente loi requise par les circonstances qui doit être ordonnée. Dans ces cas, la procédure pénale des mineurs introduite avant la connaissance de l'acte commis après l'âge de 18 ans révolus reste applicable. Dans les autres cas, c'est la procédure pénale des adultes qui est applicable.

**Thanel Anita (S, ZH)**, für die Kommission: Wir haben hier eine Differenz zum Ständerat. Das Gesetz gilt grundsätzlich für Personen zwischen dem 10. und dem 18. Altersjahr. In Absatz 2 geht es um die Frage, was geschieht, wenn gleichzeitig eine vor und eine nach Vollendung des 18. Altersjahres begangene Tat zu beurteilen sind.

Die bundes- und ständerätliche Version geht in solchen Fällen kategorisch ohne Ausnahme vom Erwachsenenstrafrecht aus, in Bezug sowohl auf das Verfahren als auch auf die Sanktion. Dies stellt eine Verschlechterung zum geltenden Recht dar. Wenn also ein Jugendlicher z. B. fünf Diebstähle vor und eine Entwendung nach dem 18. Altersjahr begeht, würde er nach der Version des Ständerates vollständig unter das Erwachsenenstrafrecht fallen.

Ihre Kommission hat eine flexiblere Lösung, einen so genannten Mittelweg gewählt. Gelangt das Gericht zur Ansicht, es müsse für die Tat eine Strafe ausgefällt werden, kommt das Strafsystem des Erwachsenenstrafrechtes zur Anwendung. Entscheidet sich das Gericht für eine Massnahme, so stehen die Massnahmen sowohl dieses Gesetzes als auch des Erwachsenenstrafrechtes zur Verfügung. Ist bereits ein Verfahren pendent, dann bleiben die Jugendstrafrechtsbehörden zuständig.

Ich bitte Sie deshalb, Ihrer Kommission zu folgen. Frau Bundesrätin Metzler hat ja bereits ihr Einverständnis erklärt.

**Eggy Jacques-Simon** (L, GE), pour la commission: Il s'agit en effet du chevauchement lorsque des délits ont été commis avant 18 ans et après 18 ans révolus. Selon la version du Conseil fédéral, c'est uniquement le Code pénal des adultes qui s'applique, tandis que selon la proposition de la commission, il est possible que la mesure, si une mesure doit être prise, réponde aux critères de la présente loi. C'est donc une solution plus souple qui vous est proposée. Nous vous engageons à suivre la commission.

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 4, 5**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 6**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Thanei, Aeppli Wartmann, de Dardel, Hubmann, Jutzet, Ménétrey-Savary, Siegrist)

.... betreuen. Mädchen- und frauenspezifische Anliegen sind zu berücksichtigen.

*Abs. 3*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Thanei, Aeppli Wartmann, de Dardel, Hubmann, Jutzet, Ménétrey-Savary)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 6**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Thanei, Aeppli Wartmann, de Dardel, Hubmann, Jutzet, Ménétrey-Savary, Siegrist)

.... est assurée. Les intérêts spécifiques des jeunes filles et des femmes doivent être pris en compte.

#### *Al. 3*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Thanei, Aeppli Wartmann, de Dardel, Hubmann, Jutzet, Ménétrey-Savary)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

**Gross Jost** (S, TG): Die Minderheit stellt Ihnen zu Artikel 6 Absatz 2 als zusätzliche Anforderung an die Gestaltung des Vollzugs der Untersuchungshaft den Antrag, dass mädchen- und frauenspezifische Anliegen in der Untersuchungshaft besonders zu berücksichtigen sind. Im Übrigen stellt sie diesen Antrag sinngemäss auch für Artikel 14, der die Unterbringung regelt. Dieser Antrag ist in der Kommission leider mit einem Zufallmehr von 8 zu 7 Stimmen abgelehnt worden.

Die Untersuchungshaft auch für Jugendliche ist auf das männliche Geschlecht ausgerichtet. Das gilt für die Institution an sich, für die Art der Einrichtung, die Art der Betreuung und vor allem auch für das Bildungs- und Beschäftigungsangebot. Das ist eine Folge des Umstandes, dass sich in diesem Strafvollzug und entsprechend in der Untersuchungshaft vorwiegend Jugendliche männlichen Geschlechts befinden, was wiederum damit zusammenhängt, dass hier natürlich die männliche Deliktstruktur dominiert. Das heisst, dass Mädchen und angehende Frauen in diesen Einrichtungen in besonderem Masse nicht adäquat betreut werden können, wenn man diesem Aspekt nicht ein besonderes Gewicht zugesteht. Das gilt vor allem für die Möglichkeiten der Aus- und Weiterbildung. Ich denke, das ist ein Anliegen der geschlechtsspezifischen Gleichbehandlung, wie es in Artikel 8 der Bundesverfassung festgelegt ist. Ich kann mir eigentlich schwer vorstellen, dass Frau Bundesrätin Metzler diesem frauenspezifischen Anliegen nicht Gehör schenken will; ich bin gespannt auf ihre Stellungnahme.

Ich darf gleich auch noch zu Absatz 3 Stellung nehmen – hier lautet das Anliegen anders, aber es ist auch sehr wichtig: Der Bundesrat hat in seinem Entwurf die Formulierung vorgesehen, die Untersuchung sei beschleunigt durchzuführen. Der Bundesrat hat damit dem Anliegen Rechnung getragen, wonach es vor allem bei Jugendlichen wichtig ist, dass sie schnell sanktioniert werden, wenn sie straffällig werden. Aus präventiven erzieherischen Gründen ist es gerade bei Jugendlichen ausserordentlich wichtig, dass zwischen der Tat und der richterlichen Beurteilung nicht allzu viel Zeit verstreicht. Nur dann können Strafen und Massnahmen ihren erzieherischen und resozialisierenden Effekt erreichen. Nun wurde in der Kommission dagegen eingewendet, dieses Beschleunigungsgebot spiele wahrscheinlich doch nicht, die Fristen würden nicht eingehalten. Aber solche Praktikabilitätsgründe sind erstens unzutreffend und können zweitens nicht gegen dieses berechnete, vom Bundesrat vertretene Anliegen sprechen. Beispielsweise ist es durchaus so, dass das Beschleunigungsverbot im Zivilprozessrecht, etwa im Familienrecht, eine wichtige Bedeutung hat und dass diese Fristen auch eingehalten werden. Ich weise noch darauf hin, dass auch der Gesetzgeber bei der Verfolgungsverjährung – wo er kurze Verjährungsfristen ansetzt, nämlich je nach Strafmasse ein bis fünf Jahre – eben konsequent auch dem Umstand ein besonderes, zusätzliches Gewicht beimisst, wonach Jugendliche strafrichterlich schnell beurteilt werden sollen, damit eben auch der Effekt der resozialisierenden Wirkung einer Strafe oder Massnahme verstärkt werden kann. Es ist überhaupt kein Grund ersichtlich, weshalb der Nationalrat hier nicht der Minderheit und damit dem Entwurf des Bundesrates folgen und die unverständliche Streichung des Ständerates ablehnen sollte. In diesem Sinne bitte ich Sie, diesen beiden Minderheitsanträgen zuzustimmen.

**Thanei Anita** (S, ZH), für die Kommission: Es geht in Artikel 6 um die Untersuchungshaft. Als wichtige Neuerung verlangt das Gesetz, dass Jugendliche getrennt von erwachsenen

Gefangenen unterzubringen und in geeigneter Weise zu betreuen sind. Eine starke Minderheit verlangt zusätzlich, dass im Rahmen dieser Betreuung mädchen- und frauenspezifische Anliegen zu berücksichtigen sind – dies im Hinblick darauf, dass sich sämtliche Einrichtungen, Strukturen und Ausbildungsmöglichkeiten vor allem an männlichen Delinquierenden orientieren. Die Mehrheit der Kommission ist jedoch der Ansicht, dass mit dem Zusatz «in geeigneter Weise zu betreuen» auch diese frauenspezifischen Anliegen abgedeckt sind.

Zu einer weiteren Diskussion führten die beiden ständerätlichen Änderungen am Entwurf des Bundesrates. Ihre Kommission übernimmt den Zusatz in Absatz 1, wonach die Dauer der Untersuchungshaft möglichst kurz zu halten ist. Das ergibt sich bereits aus dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit. Die Untersuchungshaft ist eine sehr einschneidende Massnahme, welche vor allem bei Jugendlichen als Ultima Ratio zur Anwendung gelangt und so kurz als möglich zu halten ist. Dagegen will die Mehrheit Ihrer Kommission in Übereinstimmung mit dem Ständerat Absatz 3 streichen, wonach die Untersuchung beschleunigt durchzuführen ist. Dieses Prinzip der beschleunigten Untersuchung entspricht zweifelsohne dem erzieherischen Anliegen, ist jedoch durch die Ergänzung in Absatz 1 genügend abgedeckt, weshalb die Mehrheit der Kommission diesen Streichungsantrag unterstützt.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Il y a donc là, à l'article 6, deux propositions de minorité.

A l'alinéa 2, la majorité estime que la disposition selon laquelle «une prise en charge appropriée est assurée» est suffisante pour rendre attentif aux besoins spécifiques de chacun des détenus: implicitement, les besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles sont pris en compte. La majorité a le sentiment qu'avec la proposition de minorité, qui veut préciser «les intérêts spécifiques des jeunes filles et des femmes», il y a quelque chose d'à la fois trop contraignant par rapport aux possibilités qu'ont les cantons dans l'application des peines, et trop vague. Par conséquent, mieux vaut, en faisant confiance à ce qui se passe déjà et à ce qui se passera sans doute encore mieux, en rester à la version de la majorité de la commission à l'alinéa 2.

Quant à l'alinéa 3, si la majorité de la commission vous propose d'adhérer à la décision du Conseil des Etats et de biffer ledit alinéa, c'est tout simplement parce que le Conseil des Etats a introduit à l'alinéa 1er la précaution suivante: «La durée de la détention avant jugement est limitée autant que possible.»

Par conséquent, l'article 6 selon la version de la majorité de la commission est plus clair et plus condensé, et les propositions de minorité, aux yeux de la majorité, n'apportent rien de plus.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Artikel 6 Absatz 2: Ich habe durchaus Verständnis für den Antrag der Minderheit. Für den Bundesrat ist es aber auch ohne eine derartige Vorschrift selbstverständlich, dass namentlich im Rahmen von Jugendstrafverfahren spezifische Anliegen berücksichtigt werden, zumal auch die Vollzugseinrichtungen meistens nach Geschlechtern getrennt sind. Zudem lässt sich dieses Postulat auch aus den allgemeinen Grundsätzen in Artikel 2 ableiten.

Artikel 6 Absatz 3: Der Ständerat wollte klarer und direkter sein und fügte deshalb in Absatz 1 einen entsprechenden Satz zur Untersuchungshaft an – dass diese möglichst kurz gehalten werden soll. Damit wird Absatz 3 nicht nur überflüssig, sondern erhält auch einen anderen Sinn. Er könnte jetzt dahin gehend interpretiert werden, dass ein beschleunigtes Verfahren generell, das heisst unabhängig von der Dauer der Untersuchungshaft, vorgeschrieben werden soll. Das ist aber weder die Meinung des Ständerates noch der Kommissionenmehrheit, weshalb Absatz 3 gestrichen werden sollte. Ich bitte Sie daher, der Kommissionenmehrheit zu folgen und den Minderheitsantrag abzulehnen.

**Abs. 1 – Al. 1**  
*Angenommen – Adopté*

**Abs. 2 – Al. 2**

**Präsident (Binder Max, zweiter Vizepräsident):** Die Abstimmung gilt auch für Artikel 14 Absatz 1 und Artikel 26 Absatz 3.

**Abstimmung – Vote**  
Für den Antrag der Mehrheit .... 70 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit .... 44 Stimmen

**Abs. 3 – Al. 3**

**Abstimmung – Vote**  
Für den Antrag der Mehrheit .... 75 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit .... 45 Stimmen

**Art. 7**  
*Antrag der Kommission*  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Art. 7bis**  
*Antrag der Kommission*  
**Abs. 1**

....  
c. die Tatumstände im Wesentlichen geklärt sind;  
....

**Abs. 2, 3**  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 7bis**  
*Proposition de la commission*  
**Al. 1**

....  
c. si les faits sont pour l'essentiel établis;

....  
**Al. 2, 3**  
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** Eine wichtige Neuerung in diesem Gesetz ist die Einführung der Mediation. Ein grosser Teil unserer Kommission war gegenüber diesem neuen Institut vorerst sehr skeptisch eingestellt. Zu Fragen Anlass gaben die Dauer des Verfahrens, die Stellung des Opfers sowie die Erfolgsaussichten. Wir haben deshalb Hearings durchgeführt. Dabei liessen wir uns davon überzeugen, dass diesem Verfahren eine sehr gute, positive Wirkung zukommt. Durch die Konfrontation mit dem oder der Verletzten hat sich der Angeschuldigte mit dem angerichteten Schaden und mit der Person der oder des Geschädigten auseinander zu setzen, wodurch eine resozialisierungsfördernde Betroffenheit bewirkt werden kann.

Aufgrund der Hearings beantragen wir gegenüber der ständerätlichen Fassung eine kleine Änderung in Litera c. Gemäss der Version des Ständerates müsste ein Jugendlicher oder eine Jugendliche geständig sein, damit ein Mediationsverfahren möglich ist. Die Experten haben uns überzeugend auf die Problematik des Geständniszwanges aufmerksam gemacht. Denken Sie an einen typischen Jugendkonflikt: Ein Jugendlicher provoziert und beschimpft einen anderen. Dieser gibt ihm eine Ohrfelge, und es kommt zu einer Verletzung. Es wird schwierig sein, dem Täter beizubringen, dass es unrecht war zurückzuschlagen. Ein Geständnis ist für den nachträglichen Ausgleich nicht notwendig. Es genügt, dass der Jugendliche einsieht, überreagiert zu haben, und sich mit der Tat und dem Opfer auseinander setzt.

Zuletzt ist zu berücksichtigen, dass das eigentliche Strafverfahren zum Zwecke der Mediation eingestellt wird. Führt nun

dieses Mediationsverfahren nicht zum gewünschten Erfolg, so muss es selbstverständlich wieder aufgenommen werden. Dannzumal ist die Untersuchung bzw. die Frage des Geständnisses wieder relevant.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE)**, pour la commission: Nous, les rapporteurs, l'avons déjà dit dans nos propos d'entrée en matière, c'est quelque chose de nouveau et d'intéressant que ce recours à la médiation. C'est cette idée, qui a été longuement discutée en commission, selon laquelle il y a, pour la resocialisation, un grand intérêt à ce que le mineur coupable d'un délit soit confronté à la victime. Dans cette confrontation, tout un processus de réinsertion a lieu. Cela a suscité de grandes discussions, mais finalement la commission a considéré que c'était une très bonne innovation. Dès lors qu'une procédure de médiation est engagée, la procédure pénale proprement dite est suspendue. Si la procédure de médiation échoue, la procédure pénale est reprise.

Au nom de la commission, je vous invite à adopter l'article 7bis tel qu'elle le propose.

Il y a une petite différence entre la proposition de la commission et la version décidée par le Conseil des Etats à l'article 7bis alinéa 1er lettre c. Le Conseil des Etats veut que le mineur délinquant passe aux aveux. Nous nous sommes rendu compte qu'il est parfois difficile de savoir quels doivent être les aveux. Lorsqu'il y a, notamment, un délit par «échauffement» – une bagarre par exemple –, il est inutile de vouloir pousser le mineur à avouer, cela peut le porter à en éprouver une humiliation. La confrontation avec la victime et la prise de conscience du mineur qu'il a mal réagi suffisent; c'est ainsi que la procédure de médiation peut être positive. Au nom de la commission, je vous invite à adopter sa proposition à l'article 7bis alinéa 1er lettre c.

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 8

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

Besteht ernsthafter Anlass, an ....

#### Art. 8

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

S'il existe une raison sérieuse de douter de la santé ....

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 9

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### Art. 10

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Thanei, de Dardel, Gross Jost, Jutzet, Marty Kälin, Ménétrety-Savary)

.... Behörde eine Strafe, sofern keine Massnahme angeordnet wird. Artikel 20 über die Strafbefreiung bleibt vorbehalten. Ist als Rechtsfolge eine Massnahme angeordnet worden, kann die urteilende Behörde zusätzlich eine Strafe verhängen, sofern der Jugendliche schuldhaft gehandelt hat.

#### Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Ménétrety-Savary*

*Abs. 1bis*

Hat der Jugendliche zum ersten Mal eine leichte Straftat begangen und ist der Sachverhalt festgestellt, so kann die Untersuchungsbehörde im beschleunigten Verfahren eine Strafe auferlegen, sofern dabei die in den Artikeln 38 bis 40 dieses Gesetzes festgelegten Rechte des Jugendlichen gewahrt werden.

#### Art. 10

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Thanei, de Dardel, Gross Jost, Jutzet, Marty Kälin, Ménétrety-Savary)

.... de jugement prononce une peine, pour autant qu'aucune mesure ne soit ordonnée. L'article 20 sur l'exemption de peine est réservé. Si une mesure est ordonnée comme sanction, l'autorité de jugement peut compléter la mesure par une autre peine, pour autant que le mineur ait agi de manière coupable.

#### Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition Ménétrety-Savary*

*Al. 1bis*

Si le mineur a commis, de manière flagrante, un délit de peu de gravité, que les faits sont établis, et qu'il s'agit d'une première interpellation, l'autorité d'instruction peut appliquer une procédure accélérée et prononcer une peine, pour autant que les droits du mineur, tels que définis aux articles 38 à 40 du présent code, soient respectés.

**Gross Jost (S, TG):** Ich möchte scherzhaft sagen, dass man merkt, dass wir alle aus dem Jugendstrafalter heraus sind, sonst hätten wir wahrscheinlich nicht so eine schlechte Präsenz bei den Abstimmungen wie beim letzten Antrag. Aber nun im Ernst: Artikel 10 möchte in der Fassung von Bundesrat und Ständerat vorsehen, dass bei einem Jugendlichen, der schuldhaft handelt, zwingend eine Strafe ausgesprochen werden muss, mit gewissen Einschränkungen. Diese Einschränkungen ergeben sich insbesondere aus der Möglichkeit der Strafbefreiung, allerdings unter sehr strengen Anforderungen in Artikel 20 Absatz 1 Litera a; vorbehalten ist auch noch Artikel 31 Absatz 2, wenn die Unterbringung zum Ziel führt.

Der Minderheitsantrag geht grundsätzlich auch von einem dualistischen System aus. Aber – und das ist sehr wichtig – das Prinzip «Erziehung vor Strafe», über das wir uns ja hier einig sein sollten, hat Vorrang. Ein schuldhaftes Handeln kann, muss aber gemäss Minderheitsauffassung neben der Massnahme nicht zwingend zu einer Strafe führen. Das führt auch dazu, dass eben der Ermessensspielraum der beurteilenden Behörde sehr viel grösser ist. Es kann viel besser auf die besonderen Umstände des konkreten Straffalles eingegangen werden. Es ist nicht einzusehen, warum der Automatismus «Zusätzliche oder zwingende Strafe» hier stattfinden soll.

Aus diesen Gründen ersuche ich Sie, der Minderheit zu folgen, weil sie Sinn und Geist der Vorlage insgesamt – eben dem Prinzip «Erziehung vor Strafe» – besser entspricht.

**de Dardel Jean-Nils (S, GE):** A l'article 10, la minorité Thanei et la majorité sont d'accord sur un point: si une mesure éducative ou thérapeutique ou de placement n'est pas adéquate, alors le juge doit prononcer une peine, à condition – et c'est ça qui est important – que l'enfant ou le jeune ait agi avec conscience et volonté.

En revanche, la solution de la majorité est trop rigide lorsque le juge prononce une mesure. La majorité veut, en effet, obliger le juge à prononcer aussi une peine, en complément, sauf s'il y a des cas d'exemption de peine selon l'article 20. Le système de la majorité a le défaut de placer le juge dans une sorte de carcan. S'il souhaite n'infliger qu'une mesure, il est totalement lié par les exceptions prévues à l'article 20 et il ne peut pas déroger à ces exceptions.

La minorité Thanei veut au contraire donner une marge d'appréciation au juge et lui permettre de ne pas prononcer de peine, mais seulement une mesure dans les cas où les conditions de l'article 20 ne sont pas remplies. Avec la minorité, on rejoint davantage le système moniste actuel qui donne une grande priorité aux mesures éducatives et thérapeutiques sur les peines.

De manière générale, la priorité aux mesures éducatives a fait ses preuves et cette conception, qui donne satisfaction, nous amène à soutenir la proposition de minorité Thanei.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Aux yeux de la majorité de la commission, il y a comme une manière de minimiser, de banaliser, dans le choix qui est fait par la minorité. C'est un monisme de fait auquel on reviendrait avec la proposition de minorité parce que finalement, le juge, dès le moment où il ordonnerait une mesure ne prononcerait plus de peine. Aux yeux de la majorité, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le principe est que pour les mineurs, il doit y avoir une peine. A l'article 20, il y a toute la série des exceptions à la peine. Cette série est naturellement assez large. Il y a plusieurs lettres à l'alinéa 1er qui montrent dans quels cas il est possible de renoncer à prononcer une peine. Donc, on ne peut pas dire que la fenêtre ne soit pas assez largement ouverte.

Par conséquent, il faut savoir finalement, dans cette révision, si nous considérons qu'il y a un principe qui est celui de la peine avec des exceptions ou s'il n'y a pas ce principe. Aux yeux de la majorité, la minorité se rapproche trop du système moniste, dont précisément nous nous écartons.

C'est la raison pour laquelle, compte tenu que l'article 20 est une grande soupape de sûreté et donne la possibilité d'une application souple, la majorité de la commission vous propose de suivre sa proposition.

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** Wir haben in der Eintretensdebatte darauf hingewiesen, dass eine Neuerung in dieser Vorlage der Übergang vom Monismus zum Dualismus sei. Jetzt geht es aber in Artikel 10 nicht nur um diese Frage, sondern die Mehrheit der Kommission verlangt, dass bei schuldhaftem Handeln eines Jugendlichen zwingend eine Strafe ausgefällt wird. Zusätzlich ist noch eine Massnahme möglich. Die Minderheit sieht auch die Möglichkeit einer Strafe und einer Massnahme vor, aber nicht die zwingende Ausfällung einer Strafe, das heisst, das System des Dualismus wird sowohl im Antrag der Mehrheit wie in jenem der Minderheit gewahrt.

Die Mehrheit der Kommission beruft sich in Bezug auf diese zwingende Strafe zum einen auf Artikel 20 über die Strafbefreiung, und zum anderen geht sie davon aus, dass vom Vollzug dieser Strafe abgesehen werden kann, wenn sich nach Vollzug der Massnahme erweist, die Strafe sei nicht mehr notwendig. Somit wird die Regelung, zwingend eine Strafe auszufällen, leicht entschärft.

Die Kommission beantragt Ihnen, der Mehrheit zu folgen. Ich persönlich werde meinen Minderheitsantrag unterstützen.

**Präsident (Binder Max, zweiter Vizepräsident):** Das ist ja weiter nicht erstaunlich!

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Der Antrag der Kommissionsminderheit ist entschieden abzulehnen, denn er hätte zur Folge, dass der Systemwechsel vom Monismus zum Dualismus nicht konsequent genug vollzogen würde. Sofern dem Jugendlichen nämlich ein Verschulden nachzuweisen ist und kein Strafbefreiungsgrund vorliegt, soll künftig wie im Er-

wachsenstrafrecht immer eine Strafe ausgesprochen, wenn nötig aber zugunsten der Massnahme aufgeschoben werden. Stellt man in diesen Fällen die Kumulation von Strafe und Massnahme ins Ermessen der Urteilsbehörde, eröffnet sich die Möglichkeit rechtsungleicher Behandlung. Die Jugendlichen könnten von Fall zu Fall, ohne klare Kriterien, unterschiedlich behandelt werden, indem ihnen einmal alleine eine Massnahme und ein anderes Mal neben der Massnahme auch eine Strafe auferlegt würde.

Der vorliegende Entwurf bietet dem Jugendgericht bereits genügend Möglichkeiten, um Strafen und Massnahmen sinnvoll zu kombinieren und um zu vermeiden, dass die Kumulation der beiden Sanktionsarten den Jugendlichen unverhältnismässig belastet. Wo diese Gefahr am ehesten gegeben ist, nämlich beim Zusammentreffen von Freiheitsentzug und Unterbringung, verhindert bereits Artikel 31 des Entwurfs jede ungerechtfertigte Doppelbestrafung, denn nach dieser Bestimmung geht die Massnahme der Unterbringung der gleichzeitig ausgesprochenen und aufgeschobenen Freiheitsstrafe voraus, und die Freiheitsstrafe wird nicht mehr vollzogen, wenn die Massnahme der Unterbringung ihren Zweck erreicht hat.

Dem Anliegen kann mit den Bestimmungen, wie sie im Entwurf vorgesehen sind, bereits Rechnung getragen werden. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Mehrheit zu folgen.

**Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD):** Il s'agit ici d'introduire une procédure dite de flagrant délit.

Je signale que la traduction allemande de ma proposition n'est pas tout à fait correcte en ce sens que les mots «de manière flagrante» ne sont pas traduits, alors que c'est justement ce qui permet la compréhension de cette proposition. Je voudrais ensuite m'excuser auprès des membres de la commission et auprès de vous de revenir avec des propositions individuelles. C'est le risque quand on diffère l'examen d'un objet: on n'arrive pas à s'abstenir de réfléchir et d'entendre les souhaits et les attentes qui viennent du terrain. Mais aussi, depuis que nous avons terminé en commission l'étude de ce projet, le projet de code de procédure pénale fédérale a été mis en consultation, et il est apparu qu'il ne répondait pas aux préoccupations que j'avais exprimées en commission.

Ce que je demande avec cette proposition, c'est donc la possibilité pour le juge chargé de l'instruction de prononcer une peine sur-le-champ lorsqu'un mineur est pris sur le fait, qu'il ne peut donc pas nier son délit, que c'est la première fois qu'il est interpellé et qu'il s'agit d'un petit délit. Par exemple, pour un vol de vélomoteur – ou plutôt un «emprunt» de vélomoteur –, un joint, une bagarre, un petit vol dans une grande surface, il nous paraît qu'il n'y a pas lieu de mettre en branle tout un appareil judiciaire qui aboutira à une sanction une année plus tard, laquelle ne pourra pas être exécutée avant plusieurs mois encore.

La principale raison d'être de cette procédure accélérée, c'est donc bien qu'elle permet une réponse immédiate au comportement du mineur. Cette absence de délai entre le délit et la sanction est un facteur essentiel de prévention pour des cas tels que ceux que j'ai décrits. Plus la réponse est en rapport direct avec l'acte, plus elle a de signification pour l'auteur du délit, et plus il y a de chances qu'il l'accepte. Je voudrais signaler encore que le terme de «peine» qui figure dans ma proposition est pris dans un sens large et n'est pas synonyme de peine de prison. C'est une sanction, une réponse; ça pourrait être une prestation personnelle.

J'ajoute que cette proposition constitue également une sorte de compensation à celle que je fais par ailleurs à l'article 38, qui vise à obliger les cantons à renoncer au système du juge unique compétent aux trois niveaux, de l'instruction, du jugement et de l'exécution des peines et mesures. En effet si le juge d'instruction dans la procédure normale n'a plus la compétence de juger les faits, il conserve avec les flagrants délits cette capacité d'intervention plus informelle, qu'on espère plus humaine et plus éducative.

Je ne cacherai pas que sur ce dernier point, je garde certaines craintes. Chers collègues, vous pouvez soutenir ma pro-

position les yeux fermés, car d'habitude ce n'est pas ma tendance de réclamer une justice plus expéditive! Mais je me rassure par le fait que la loi que nous discutons a déjà introduit des règles de procédure qui garantissent les droits des mineurs, notamment aux articles 38 à 40 auxquels renvoie ma proposition. La procédure de flagrant délit devrait bien entendu les respecter.

Je vous prie donc de soutenir ma proposition qui est une demande émanant des tribunaux des mineurs eux-mêmes.

**de Dardel Jean-Nils (S, GE):** Il s'agit donc d'une nouvelle proposition Ménétrey-Savary qui n'a pas été présentée en commission. Il est donc un peu difficile de donner une appréciation à chaud.

D'abord, il y a un premier élément. Nous considérons avec beaucoup de méfiance les procédures de flagrant délit. Selon l'expérience, les procédures de flagrant délit sont surtout faites pour le confort des juges et il n'est pas étonnant que Mme Ménétrey-Savary ait dit que c'étaient les tribunaux des mineurs qui demandaient cette institution. C'est évidemment plus facile pour un juge d'avoir une procédure qui est sommaire, rapide et qui donne moins de travail.

Ensuite, la procédure de flagrant délit implique inmanquablement des restrictions aux droits de la défense. C'est comme ça!

Finalement, j'ai aussi un peu des doutes sur les vertus de la rapidité de la sanction. Ce n'est pas parce que la sanction est très rapide qu'elle est forcément plus juste. On peut penser exactement le contraire; ainsi, on peut penser que dans le feu de l'action, quand les faits reprochés au mineur sont très rapprochés dans le temps, il peut y avoir une émotion qui conduit à des sanctions exagérées.

Pour toutes ces raisons, je suis navré de dire à Mme Ménétrey-Savary que nous ne sommes pas convaincus par sa proposition. Nous pensons qu'elle donne trop de possibilités au juge et pas assez au mineur dans ses droits de se défendre. Donc, en l'état, nous ne pouvons pas la soutenir.

Nous vous recommandons de rejeter la proposition Ménétrey-Savary.

**Aeschbacher Ruedi (E, ZH):** Das Anliegen von Frau Ménétrey-Savary unterstütze ich inhaltlich und von der Sache her absolut. Unsere Strafjustiz leidet ohnehin daran, dass es in allzu vielen Fällen viel, viel zu lange geht, ehe eine Sanktion ergriffen wird. Dieser Einzelantrag hier ist ein guter, aber ein prozessualer Antrag. Als prozessualer Antrag gehört er nicht in dieses Gesetz, sondern in das Prozessrecht. Deshalb unterstütze ich hier diesen Antrag nicht; inhaltlich ist er aber richtig.

**Thanel Anita (S, ZH), für die Kommission:** Wie bereits meine Vorredner festgehalten haben, hatten wir in der Kommission keine Möglichkeit, über diesen Vorschlag zu diskutieren. Es handelt sich um einen interessanten Antrag und auch um eine sehr wichtige Frage. Ich bin der Meinung, dass wir dieses Thema im Rahmen der Revision des Jugendstrafprozessrechtes oder – besser gesagt – der Neufassung des Jugendstrafprozessrechtes behandeln sollten, weil es eine prozessuale Frage berührt – das zum Formellen.

Zum Inhalt doch noch zwei Bemerkungen: Auf die mangelhafte deutsche Übersetzung wurde bereits hingewiesen. Positiv an diesem Antrag ist sicher, dass damit das Verfahren beschleunigt werden kann. Ein rasches Verfahren entspricht grundsätzlich dem Gedanken des Jugendstrafrechtes. Erzieherische Wirkung kann nur ein Verfahren haben, welches relativ schnell als Reaktion auf ein verpöntes Verhalten folgt. Trotzdem habe ich zum Inhalt einige Vorbehalte: Was ist eine «leichte Straftat»? Dann fehlt das Erfordernis eines Geständnisses – auch wenn jemand in flagranti erwischt wird, genügt das nicht. Diese «In-flagranti-Schnellurteilungen» widersprechen zudem grundsätzlich sämtlichen rechtsstaatlichen Vorschriften. Deshalb bin ich der Ansicht, dass noch Einiges überlegt werden muss.

Es kommt dazu, dass wir im Falle dieses Schnellverfahrens z. B. keine Möglichkeit für eine Mediation haben und die

Gefahr besteht, dass Jugendliche übertölpelt werden. Ich denke, wir müssen das auch inhaltlich besser überprüfen. Ich weiss nicht, welches die Meinung der Kommission wäre. Ich beantrage Ihnen jedoch, diesen Antrag abzulehnen.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Je suis toujours impressionné, je dirai même séduit, par le processus intellectuel et moral permanent de Mme Ménétrey-Savary, mais la commission comme telle n'a pas pu bénéficier de cette sorte de réflexion intérieure continue et permanente, puisque nous sommes saisis là, un peu au vol et, comme l'a dit M. de Dardel, «à chaud», de cette proposition. J'ai cru comprendre en aparté que ça pose des problèmes tout simplement de compétences. Nous sommes dans une affaire de procédure qui est du ressort du canton. D'autre part, il y aura un code de procédure pénale fédérale, avec des projets. Vous y avez fait d'ailleurs allusion, Madame Ménétrey-Savary. Je crois qu'insérer d'un coup d'un seul cette idée de procédure spéciale pour le flagrant délit, ça ne va pas très bien. On ne peut pas faire ça comme cela. Pour le reste, sur le fond, contrairement à ce qui a été dit auparavant, il y a bien des choses en effet qui me séduisent dans l'argumentation, mais je crois que ça n'est pas possible d'introduire ce qui serait quand même une sorte de corps étranger dans la logique de la loi. On ne peut pas faire cela ainsi ici et comme cela.

C'est la raison pour laquelle je crois interpréter ce qui serait le sentiment de la commission en disant qu'il faut rejeter la proposition Ménétrey-Savary.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Es wurde bereits auf die beiden zentralen Punkte hingewiesen, weshalb der Antrag Ménétrey-Savary abzulehnen ist. Der eine ist die unklare und offene Formulierung: Was heisst das eigentlich, «de manière flagrante» eine leichte Straftat begehen? Der andere Punkt ist, dass wir es hier in der Tat mit einer strafprozessrechtlichen Frage zu tun haben. Diese sollte diskutiert werden, wenn es um das Strafprozessrecht geht. Es sollte nicht jetzt im Rahmen der heutigen Beratung den Kantonen eine Änderung aufgezwungen werden.

Ich bitte Sie also auch von meiner Seite, den Antrag Ménétrey-Savary abzulehnen.

*Abs. 1 – Al. 1*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 82 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 45 Stimmen

*Abs. 1bis – Al. 1bis*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Ménétrey-Savary .... 9 Stimmen

Dagegen .... 94 Stimmen

*Abs. 2 – Al. 2*

*Angenommen – Adopté*

**Art. 11**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

.... elterlichen Sorge ....

*Abs. 2, 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 11**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(la modification ne concerne que le texte allemand)

*Al. 2, 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*



**Art. 12***Antrag der Kommission**Abs. 1, 3, 4*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

.... elterliche Sorge ....

**Art. 12***Proposition de la commission**Al. 1, 3, 4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(la modification ne concerne que le texte allemand)

*Angenommen – Adopté***Art. 13***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Leidet der Jugendliche unter psychischen Störungen oder ist er in seiner Persönlichkeitsentwicklung beeinträchtigt, ist er von Suchtstoffen oder in anderer Weise abhängig, so kann

....

*Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 13***Proposition de la commission**Al. 1*

Si le mineur souffre de troubles psychiques ou s'il présente un trouble du développement de sa personnalité, s'il est toxicodépendant ou qu'il souffre d'addiction, l'autorité de jugement ....

*Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 14***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Thanei, de Dardel, Garbani, Jutzet, Ménétrety-Savary, Tillmanns, Vermot)

*Abs. 1*

.... zu leisten. Mädchen- und frauenspezifische Anliegen sind zu berücksichtigen.

*Abs. 2–4*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 14***Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Thanei, de Dardel, Garbani, Jutzet, Ménétrety-Savary, Tillmanns, Vermot)

*Al. 1*

.... requise. Les intérêts spécifiques des jeunes filles et des femmes doivent être pris en compte.

*Al. 2–4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 15–17***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 18***Antrag der Kommission**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Leuthard, Aeschbacher, Gutzwiller, Sella, Thanei, Vallender)

*Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

Alle Massnahmen enden ....

**Art. 18***Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Leuthard, Aeschbacher, Gutzwiller, Sella, Thanei, Vallender)

*Al. 1, 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

Toutes les mesures prennent ....

**Leuthard Doris (C, AG):** Es geht in Artikel 18 um die Frage, wann eine Massnahme beendet wird. Bundesrat und Mehrheit der Kommission wollen die Aufsicht und die persönliche Betreuung als eigenständige Massnahmen mit der Mündigkeit beenden. Alle anderen Massnahmen sollen demgegenüber mit dem 22. Altersjahr enden.

Der Minderheitsantrag, der in der Kommission mit 8 zu 10 Stimmen nur knapp abgelehnt wurde, will alle Massnahmen generell mit dem 22. Altersjahr beenden. Er hat somit zum einen zum Ziel, alle Massnahmen gleich zu behandeln, und zum anderen ist er praxisbezogen. Wenn ein Jugendlicher eine Massnahme verordnet erhält, dann hat er ein Problem. Dieses Problem hört natürlich mit dem 18. Altersjahr nicht auf; es wird weitergehen. Deshalb macht es keinen Sinn zu sagen, die Massnahme sei beendet, nur weil der Jugendliche nun mündig ist. Die Betreuung Jugendlicher verhindert eben oft gerade, dass weiter gehende, meist teure Massnahmen ausgesprochen werden müssen. Es macht daher Sinn, dass die bisherige Betreuung weitergeht, bis sie eben keinen Sinn mehr macht, bis sie nicht mehr nötig ist. Diese Version ist auch ökonomischer, weil neu die Vormundschaftsbehörde zuständig wird, wenn der Jugendliche das 18. Altersjahr beendet hat. Diese muss sich neu mit diesem Fall beschäftigen, sie muss sich in das gesamte Dossier des Jugendlichen einarbeiten und dann via Vormundschaft die Massnahme neu anordnen. Es ist daher auch in diesem Sinne besser, die bisherige Massnahme weiterzuführen, bis sie nicht mehr nötig ist oder bis sie mit dem 22. Altersjahr beendet wird, wie dies bei allen anderen Massnahmen geregelt ist.

Den freiwilligen Verzicht eines Jugendlichen wird man nur in seltenen Fällen erhalten. Vielmehr wird er, wenn es nicht vom Gesetz her vorgeschrieben ist, natürlich den Weg des geringsten Widerstandes gehen.

Die Mehrheit der Kommission sagt, dass die Mündigkeit das Problem biete, dass die Eltern danach nicht mehr verpflichtet werden könnten, den Jugendlichen weiterzubetreuen. Dieses Argument erachte ich als sehr formalistisch und an der Realität vorbeigehend. Wenn eine Betreuung nötig ist, so darf es doch keine Rolle spielen, ob sie nun den Eltern oder einer Drittperson aufgebürdet wird. Weder ein Jugendanwalt noch eine Vormundschaftsbehörde wird die Betreuung durch Personen vornehmen lassen, die dies weder

unterstützen noch wollen. Eltern bieten in der Regel die Garantie dafür, dass ihre Kinder auch nach der Mündigkeit weiterhin Kinder bleiben und sie die Verantwortung für deren Unterstützung in der Entwicklung weiter übernehmen.

Der Minderheitsantrag ist in diesem Sinne praxisgerecht. Er regelt den kontinuierlichen Weitergang der Betreuung des Jugendlichen, und er ist das einfachste Instrument, um ihn schlussendlich in gesicherte Bahnen zurückzuführen. Daneben ist er prozessökonomisch und wirtschaftlich sinnvoll. Ich bitte Sie daher, die Minderheit zu unterstützen.

**de Dardel Jean-Nils (S, GE):** Nous avons eu une assez longue discussion en commission sur la proposition de minorité Leuthard. A notre avis, cette proposition souffre simplement d'un manque de cohérence, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas suffisamment la notion même de majorité. Il y a des mineurs et il y a des majeurs. La surveillance et l'assistance personnelle sont des mesures ou des sanctions qui impliquent nécessairement que la personne soit soumise à l'autorité parentale parce que c'est le parent qui exerce la surveillance ou l'assistance personnelle. Donc, il faut que celui qui subit cette mesure soit mineur. En conséquence, si l'on veut prolonger cette mesure au-delà de la minorité, c'est-à-dire lorsque le mineur devient majeur, alors il faut le consentement de la personne intéressée.

La minorité Leuthard essaie d'introduire dans la loi une espèce de statut intermédiaire entre mineur et majeur, une sorte de prolongation de la durée de l'autorité parentale. C'est quelque chose qu'il faut manifestement éviter. Au demeurant, la personne, quand elle est devenue majeure, aura souvent intérêt à consentir à la prolongation de la mesure de surveillance ou d'assistance personnelle parce que le juge pourra l'en convaincre. Il pourra l'en convaincre parce que, le cas échéant, si la personne refuse, une autre sanction plus grave pourrait être prise contre le jeune homme ou la jeune femme. Donc, il y a tout à fait possibilité d'obtenir un consentement – dans des conditions tout à fait raisonnables – de la part du jeune intéressé.

Donc, nous vous recommandons de rejeter la proposition de minorité.

**Aeschbacher Ruedi (E, ZH):** Ich möchte Sie einladen, den Minderheitsantrag zu unterstützen. Die Argumentation der Mehrheit gegen diesen Minderheitsantrag ist ausserordentlich formalistisch. Die Praxis sieht anders aus: Die Praxis zeigt, dass es gerade im Interesse der jugendlichen Täter liegt, wenn nicht mit 18 Jahren ein Bruch entsteht und wieder ein ganzes Verfahren mit neuen Leuten eingeleitet werden muss, sondern eine Massnahme über das 18. Altersjahr hinaus weitergeführt werden kann.

Ich bitte Sie, diesen praxisbezogenen, aber auch sehr im Interesse des jugendlichen Täters liegenden Antrag der Minderheit zu unterstützen.

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** In diesem Artikel geht es um die wichtige Frage, was mit Massnahmen bei Erreichen des Mündigkeitsalters geschieht. Grundsätzlich bleiben alle bis zur Vollendung des 22. Altersjahres bestehen.

Die Mehrheit Ihrer Kommission ist der Ansicht, Aufsicht und persönliche Betreuung können nur so lange bestehen wie die elterliche Sorge, da es sich dabei um Erziehungsmassnahmen handelt. Eine Weiterführung dieser Massnahmen ist nach Meinung der Mehrheit nur möglich, wenn der oder die Betroffene damit einverstanden ist. Diese Meinung steht im Einklang mit den Artikeln 11 Absatz 3 und 12 Absatz 4, wonach Aufsicht und persönliche Betreuung nach Erreichen des Mündigkeitsalters nur mit Einverständnis des oder der Betroffenen angeordnet werden sollten. Ich möchte aber darauf hinweisen, dass es ein Unterschied ist, ob eine solche Schutzmassnahme neu angeordnet wird oder ob eine bereits vor Erreichen des Mündigkeitsalters angeordnete Schutzmassnahme weitergeführt wird.

Eine starke Minderheit der Kommission beantragt, Aufsicht und persönliche Betreuung gleich zu behandeln wie die übr-

gen Massnahmen. Frau Leuthard hat überzeugend begründet, dass diese beiden Schutzmassnahmen grundsätzlich nicht von der elterlichen Sorge abhängig sind und es nicht darum geht, über diese Schutzmassnahmen dieses Institut zu verlängern.

Im Namen der Kommission beantrage ich Ihnen, der Mehrheit zu folgen. Ich selbst werde den Minderheitsantrag unterstützen.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Je me trouve dans une situation difficile parce que M. de Dardel a parfaitement expliqué la logique de la majorité de la commission. Mais, qu'il m'en excuse personnellement, finalement, après réflexion, je suis sensible à l'argumentation de Mme Leuthard. Donc, à titre personnel, je suivrai la minorité.

Cela étant, M. de Dardel a très bien expliqué qu'il y a un manque de logique certain dans la proposition de minorité. En effet, on veut en fin de compte appliquer à des mineurs un traitement spécial alors que, normalement, ils devraient être traités comme des majeurs, donc donner leur consentement. Il est donc évident qu'en suivant la minorité Leuthard, on crée une catégorie et un traitement un peu spéciaux, en considération et en fonction de l'intérêt du mineur à continuer à être accompagné.

En somme, ce que je peux vous dire, c'est que si vous voulez respecter une logique des formes et une logique par rapport à l'ensemble de la conception, il faut évidemment suivre la proposition de la majorité de la commission. Si vous admettez qu'on est dans un cas spécial, il faut suivre la minorité.

Au nom de la majorité de la commission, je vous engage à soutenir sa proposition.

**de Dardel Jean-Nils (S, GE):** Monsieur Eggy, ne pensez-vous pas que les parents souvent, lorsque leur enfant dépasse l'âge de 18 ans, ont de la peine à se résoudre à ce que leur enfant devienne majeur? Est-ce que ce n'est pas ce même sentiment qui vous anime en ce moment?

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Monsieur de Dardel, je dirai, au nom de la majorité, que vous avez tout à fait raison. A titre personnel, mes enfants restent toujours mes enfants. (*Hilarité*)

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Die Massnahmen der Aufsicht und der persönlichen Betreuung dürften bei volljährigen jungen Menschen ohne deren Einsicht in die Notwendigkeit dieser Massnahmen kaum mehr durchführbar und daher auch wenig wirksam sein. Um Lærläufe zu verhindern, ist es deshalb richtig, diese Massnahmen nach Erreichung der Volljährigkeit der betroffenen Jugendlichen nur mit deren Zustimmung fortzusetzen. Deshalb erscheint mir in diesem Zusammenhang der Minderheitsantrag eben gerade nicht praxisgerecht. Hingegen – das möchte ich betonen – sollen die ambulante Behandlung oder die Unterbringung auch ohne Zustimmung des Jugendlichen bis zu seinem 22. Altersjahr andauern können, weil diese Massnahmen besser als die Aufsicht und die persönliche Betreuung durchgesetzt werden können und nicht direkt im Zusammenhang mit elterlicher Erziehungsbemühungen stehen.

Ich bitte Sie aus diesen Gründen, der Kommissionsmehrheit zu folgen und den Minderheitsantrag abzulehnen.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit .... 86 Stimmen  
Für den Antrag der Mehrheit .... 11 Stimmen

#### Art. 19

##### Antrag der Kommission

Abs. 1, 3, 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

....

c. .... Entziehung der elterlichen Sorge ....



**Art. 19***Proposition de la commission**Al. 1, 3, 4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

(la modification ne concerne que le texte allemand)

*Angenommen – Adopté***Art. 20***Antrag der Kommission**Abs. 1**Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(de Dardel, Garbani, Ménétreay-Savary, Thanei, Tillmanns)

....

d. der Jugendliche durch die Folgen seiner Tat ....

....

*Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

.... zustande, stellt die urteilende Behörde das Verfahren definitiv ein.

**Art. 20***Proposition de la commission**Al. 1**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(de Dardel, Garbani, Ménétreay-Savary, Thanei, Tillmanns)

....

d. si le mineur a été atteint ....

....

*Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

.... l'autorité de jugement classe définitivement la procédure.

**de Dardel** Jean-Nils (S, GE): A l'article 20, il s'agit des cas où le juge est obligé de ne pas prononcer de peine et où il doit prononcer une mesure thérapeutique, éducative ou une autre mesure. Ces cas sont énumérés et définis de manière limitative. Un de ces cas, à la lettre d, concerne le mineur qui aurait été «directement atteint par les conséquences de son acte», par les conséquences de son infraction.

Ce faisant, la majorité de la commission reprend le texte, sans le modifier, d'une formulation qui existe dans le droit pénal des adultes. Or, pour la minorité de la commission, il faut apprécier cette notion d'atteinte personnelle de manière plus souple pour les mineurs que pour les adultes afin d'élargir les cas où une seule mesure thérapeutique ou éducative, sans le prononcé d'une peine, est décidée. Ainsi, à la suite de l'arrestation de son enfant, la mère de celui-ci peut tomber malade de manière grave, par exemple dans une grave dépression; dans un cas plus tragique, on pourrait imaginer que cette mère se suicide. Ce sont des cas extrêmes, mais ces exceptions légales sont des cas extrêmes. Donc, le juge doit pouvoir prononcer, dans un tel cas, une mesure sans aucune peine supplémentaire, même s'il s'agit d'un préjudice indirect pour l'enfant.

Ce préjudice indirect n'est pas pris en considération par la solution de la majorité. On peut concevoir d'autres exemples peut-être un peu moins tragiques, mais très sérieux. Par exemple, le parent d'un enfant arrêté peut avoir des ennuis professionnels. Il peut être victime d'une campagne de calomnies et de diffamation menée par son entourage, par les voisins, par la presse. Donc, il peut y avoir des dommages indirects sur une famille quand un délit est commis par un mineur. Et ces circonstances très graves, qui sont indirectes,

doivent pouvoir être prises en considération pour ne pas prononcer de peine, mais seulement une mesure. Je crois que c'est quelque chose qui a malheureusement échappé à la majorité de la commission, qui s'est simplement limitée de manière très formelle au texte du droit pénal des adultes.

**Thanei** Anita (S, ZH), für die Kommission: In diesem Artikel geht es um die Strafbefreiung. In Litera d ist vorgesehen, dass von einer Bestrafung abgesehen wird, falls «der Jugendliche durch die unmittelbaren Folgen seiner Tat so schwer betroffen ist, dass eine Strafe unangemessen wäre». Herr de Dardel hat sehr überzeugend Ausführungen zur Unterscheidung zwischen den unmittelbaren und den mittelbaren Folgen gemäss Minderheit gemacht. Als unmittelbare Folgen sind beispielsweise Verletzungen von nahen Personen zu qualifizieren, welche durch die Tat direkt verursacht werden, oder wenn ein Jugendlicher irgendwo eine Brandstiftung begeht und ein Teil seines Hab und Gutes dabei verbrennt. Das wären die unmittelbaren Folgen. Die Mehrheit der Kommission ist der Ansicht, dass es genügt, die Strafbefreiung auf die Tatbestände der unmittelbaren Folgen zu beschränken.

Eine Minderheit will diesen Begriff weiter fassen und sämtliche Folgen einer Tat mitberücksichtigen, so beispielsweise gesundheitliche Folgen in der Familie oder allenfalls auch finanzielle Folgen.

Die Mehrheit beantragt Ihnen, bei den unmittelbaren Folgen zu bleiben.

**Eggy** Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: Non, Monsieur de Dardel, je crois que rien n'a échappé à la majorité de la commission! Nous voyons bien la différence. Les cas que vous avez évoqués sont en effet tout à fait intéressants, et j'y suis sensible. Mais, enfin, à un moment donné, il faut bien définir ce qu'est l'atteinte directe de l'enfant ou du mineur. Je crois qu'on ne peut pas, comme ça, de manière sensible, commencer à élargir la définition de ce qu'on pourrait appeler les atteintes personnelles que le mineur ou son entourage aurait subies – ça peut être la petite amie qui se suicide ou Dieu sait quoi, ça peut être aussi grave que la mère –, car on ne sait pas où l'on s'arrête. Donc, finalement, il y a quand même quelque chose de flou. Le fait de préciser que c'est «si le mineur a été directement atteint par les conséquences de son acte» que la peine doit être considérée comme inappropriée, est quelque chose de précis. Je crois que cela ne signifie pas être trop sévère, c'est tout simplement être précis et en relation directe avec la personne et avec l'acte commis.

Au nom de la majorité de la commission, je vous invite à adhérer à la décision du Conseil des Etats.

**Metzler** Ruth, Bundesrätin: Die von der Kommissionmehrheit unterstützte Formulierung von Bundesrat und Ständerat ist identisch mit der Formulierung in Artikel 54 des Entwurfes zur Revision des Allgemeinen Teils des Strafgesetzbuches. Diese Formulierung wurde wiederum aus Artikel 66bis des geltenden Strafgesetzbuches übernommen. Von dieser Übereinstimmung sollte nicht ohne triftige Gründe abgewichen werden. Ich sehe keine zwingenden Gründe, weshalb in diesem Punkt für Jugendliche künftig etwas anderes gelten soll als für erwachsene Täter. Zu diesem Schluss komme ich insbesondere auch deshalb, weil für die Jugendlichen noch verschiedene andere Strafbefreiungsgründe und neuerdings auch die Möglichkeit der Mediation vorgesehen sind.

Deshalb bitte ich Sie, dem Antrag der Mehrheit zu folgen und denjenigen der Minderheit abzulehnen.

*Abs. 1 – Al. 1**Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 60 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 28 Stimmen

*Abs. 2, 3 – Al. 2, 3*  
*Angenommen – Adopté*

**Art. 21**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

.... Probezeit von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und damit verbunden Weisungen auferlegen .... Tat oder missachtet er die Weisungen, kann die urteilende Behörde eine andere Strafe als einen Verweis verhängen.

**Art. 21**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

.... un délai d'épreuve de six mois à deux ans assorti de règles de conduite. Si, pendant le délai d'épreuve, le mineur commet de manière coupable un acte punissable ou ne se conforme pas aux règles de conduite, l'autorité de jugement peut prononcer une peine autre que la réprimande.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 22**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1*

.... Geschädigten mit deren Zustimmung verpflichtet ....

*Abs. 2, 4, 5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Ménétreay-Savary, de Dardel, Garbani, Thanei, Tillmanns)

.... drei Monaten angeordnet werden. (Rest des Absatzes streichen)

**Art. 22**

*Proposition de la commission*

*Al. 1*

.... d'aide ou du lésé, à condition que le bénéficiaire de la prestation personnelle donne son consentement. La prestation ....

*Al. 2, 4, 5*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

*Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Ménétreay-Savary, de Dardel, Garbani, Thanei, Tillmanns)

.... jusqu'à trois mois. (Biffer le reste de l'alinéa)

**Ménétreay-Savary** Anne-Catherine (G, VD): La rédaction de l'alinéa 3 de cet article amène une certaine ambiguïté qui devrait être levée. On dit en effet que la prestation personnelle d'une durée jusqu'à trois mois pourrait «être assortie d'une obligation de résidence». Or, on ne voit pas très bien à quoi correspond cette assignation à résidence. Dans son message, le Conseil fédéral estime que l'obligation de résidence ne serait pas une sanction ni une peine privative de liberté, mais une clause simplement pratique quand la prestation se déroule loin du domicile du mineur. Le message (p. 267) ajoute: «Il convient .... d'exclure la prestation en faveur de particuliers-tiers qui peut conduire à des abus.» Toutefois, le Conseil fédéral ajoute plus loin que cette mesure pourrait remplacer la prison. A mon avis, c'est clair que ce n'est pas clair!

Pour le juge des mineurs Zermatten, c'est cette dernière version qui semble l'emporter puisqu'il dit: «Le mineur réside

dans une famille de paysans, par exemple sur un alpage ou dans un camp de jeunes.» A l'opposé, un autre juge des mineurs, le fribourgeois Lachat, se demande si cette obligation de résidence «n'ouvre pas la porte à des abus tels que des camps de travail non tolérés par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant».

Pour dissiper toute ambiguïté sur ce point et prévenir ce risque d'abus, nous vous proposons de ne pas parler d'«obligation de résidence». Nous ne gardons ainsi que le côté pratique, soit la possibilité de résider ailleurs que chez les parents pour accomplir une prestation personnelle, mais sans que cela puisse être interprété comme une substitution de la prison.

Je vous prie donc de soutenir la proposition de minorité.

**Garbani** Valérie (S, NE): Le groupe socialiste soutient la proposition de minorité Ménétreay-Savary qui vise donc à refuser le cumul de la condamnation à fournir une prestation personnelle à une obligation de résidence. En effet, nous craignons que ce cumul conduise à l'instauration d'une double peine, soit être analogue à une peine privative de liberté en semi-liberté.

La proposition de la majorité de la commission va au-delà d'une conséquence pratique. On peut comprendre que cela soit plus commode pour un jeune qui est placé loin de son domicile de séjourner dans un lieu proche du lieu où il doit effectuer sa prestation personnelle. Oui, mais cela doit relever de son libre arbitre, de sa volonté, de son choix et non devenir une obligation, une sorte de peine additionnelle.

De plus, il nous apparaît que supprimer cette obligation ne peut avoir que des effets positifs par rapport au caractère éducatif de la peine. Le jeune se responsabilise davantage en choisissant de se trouver à l'heure au lieu où il doit effectuer sa prestation personnelle. Une obligation serait contraire au principe qui dicte cette révision du droit pénal des mineurs, c'est-à-dire l'éducation, puisqu'on introduirait un nouvel élément punitif, et cela, ainsi que l'a relevé Mme Ménétreay-Savary, sans compter le fait que cette obligation pourrait conduire à des abus, puisque le jeune à proximité de son «employeur» risquerait de devenir une main-d'oeuvre corvéable, flexible et gratuite.

Pour ces motifs, je vous invite à soutenir la proposition de minorité Ménétreay-Savary.

**Thanei** Anita (S, ZH), für die Kommission: Gemäss Artikel 22 kann ein Jugendlicher zu einer persönlichen Leistung verpflichtet werden. Hat er oder sie bereits das 15. Altersjahr vollendet, ist eine entsprechende Verpflichtung für die Dauer von drei Monaten möglich.

Die Mehrheit der Kommission ist dafür, dass mit dieser persönlichen Leistung ein Ortszwang verbunden werden kann. Ich möchte darauf hinweisen, dass es sich um eine Kann- und keine Muss-Vorschrift handelt. Die Mehrheit der Kommission ist der Ansicht, dass es in bestimmten Konstellationen von Jugendkriminalität heilsam sein kann, wenn ein Jugendlicher oder eine Jugendliche für eine gewisse Zeit nicht mit anderen, z. B. mit früheren Bandenkollegen, in Kontakt tritt.

Die Minderheit will diesen Ortszwang aufheben. Ich möchte noch auf eine Schwäche der Mehrheitsfassung hinweisen: Es ist nur von einem Ortszwang die Rede und nicht auch von der Möglichkeit, einem Jugendlichen oder einer Jugendlichen zu verbieten, sich an einem bestimmten Ort aufzuhalten. Das ginge wesentlich weniger weit als ein Ortszwang.

**Eggly** Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: Je vous rappelle qu'il s'agit du droit des mineurs. Par conséquent, il faut quand même considérer qu'à un moment donné la prestation personnelle qui est décidée, est une obligation à laquelle peut être astreint le mineur et qu'il faut qu'elle ait un sens. Il faut qu'elle ait un sens et un contexte, un contexte géographique et un contexte, je dirai, psychologique. Alors, il peut arriver – c'est potestatif – que, par rapport à la nature de la prestation personnelle, au lieu où elle doit être accom-

plie, en regard aussi de la nécessité, peut-être, de couper un lien trop étroit et pas tout à fait sain avec un milieu naturel pendant ce passage vers une réinsertion, il y ait lieu de décider d'une obligation de résidence dans un endroit donné, en général près de l'endroit où a lieu la prestation personnelle. Je crois que c'est dans la logique des mesures qui sont à ordonner – puisque justement ici, on est dans un cas de substitution à la peine proprement dite –, et je pense que la version du Conseil des Etats, que la majorité de la commission vous propose de suivre, n'est pas du tout abusive, qu'elle s'inscrit dans l'esprit d'un droit pénal des mineurs. Je vous demande donc de soutenir la proposition de la majorité.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Ich möchte zur Unterstützung der Mehrheit noch ein paar ergänzende Bemerkungen machen. Namentlich längere Arbeitseinsätze, wie z. B. die Sanierung von Wanderwegen oder die Behebung von Sturmschäden, sind gezwungenermassen an Orte gebunden, die unter Umständen in einiger Distanz zum Wohnort des Jugendlichen liegen. Schon aus praktischen Erwägungen ist es deshalb notwendig und sinnvoll, den Jugendlichen verpflichten zu können, sich für die Dauer der Sanktion auch während der Ruhe- und Freizeit am Ort des Arbeitseinsatzes aufzuhalten. Das schränkt das elterliche Sorgerecht zusätzlich ein, weshalb eine klare Gesetzesgrundlage eben notwendig ist. Diese zusätzliche Freiheitsbeschränkung kann aber auch aus pädagogischen Erwägungen notwendig sein. Bei schwierigen Jugendlichen, gegen die der Richter sonst einen Freiheitsentzug anordnen würde, macht sie die Sanktion der Arbeitsleistung erst möglich. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, die Mehrheit zu unterstützen.

*Abs. 1, 2, 4, 5 – Al. 1, 2, 4, 5*  
*Angenommen – Adopté*

*Abs. 3 – Al. 3*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 67 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit .... 36 Stimmen

#### **Art. 23**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

*Abs. 1–4*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 5*

.... gesetzten Frist und wurden ihm bereits Fristerstreckungen nach Absatz 2 gewährt, wandelt die urteilende Behörde die Busse in Freiheitsentzug bis ....

*Minderheit I*

(Ménétreay-Savary, de Dardel, Tillmanns)

Streichen

*Minderheit II*

(Aeschbacher, Baumann J. Alexander, Bosshard, Seiler, Stamm, Vallender)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### **Art. 23**

*Proposition de la commission*

*Majorité*

*Al. 1–4*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 5*

.... impartit et que des prolongations de délai selon l'alinéa 2 lui ont déjà été accordées, l'autorité de jugement convertit l'amende en privation de liberté ....

*Minorité I*

(Ménétreay-Savary, de Dardel, Tillmanns)

Biffer

*Minorité II*

(Aeschbacher, Baumann J. Alexander, Bosshard, Seiler, Stamm, Vallender)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD):** Je viens là avec l'espoir que, cette fois, je serai mieux entendue. C'est probablement difficile, car avec cette proposition, manifestement, la minorité va à contresens de ce qui se fait, de ce qui s'est toujours fait, de ce qui se fera encore et de ce qui, apparemment, ne se discute même pas. En proposant de renoncer à infliger des amendes aux mineurs, j'ai tenté de poser une question à laquelle au fond personne n'a répondu, ni dans le message, ni au Conseil des Etats, ni dans notre commission. L'opportunité de cette sanction n'a été ni examinée ni véritablement débattue dans le fond. Heureusement que j'ai quand même trouvé des appuis auprès de certains collègues, ce qui me permet de parler ici avec conviction.

En discutant avec des juges des mineurs, je n'ai pas reçu davantage d'arguments, mais j'ai compris qu'ils apprécient de pouvoir infliger une sanction de ce type simplement parce que c'est pratique, et parce qu'on ne sait pas toujours quelle autre punition on peut choisir. Je continue donc à penser que c'est une très mauvaise idée, et ceci pour les raisons suivantes.

Le message du Conseil fédéral fait valoir qu'à partir de 15 ans, un jeune peut travailler et qu'il a donc un petit revenu qui le rend apte à payer une amende. Je voudrais souligner que si c'est le cas, c'est que ce jeune homme ou cette jeune fille n'est pas en train de suivre une formation, ce qui est extrêmement regrettable; ou alors il fait un apprentissage, mais dans ce cas, il ne dispose pas véritablement d'un grand salaire pour payer des amendes. On sait, et on ne cesse de le déplorer, qu'environ 10 pour cent des jeunes entrent dans la vie active sans formation. Or, ce sont précisément ces jeunes qui risquent de se retrouver devant un juge des mineurs, des jeunes immigrés, des enfants de clandestins. Si leur dette, pour un certain nombre d'entre eux, est déjà lourde avant 18 ans, comment vont-ils préparer leur avenir?

De plus, l'article dit bien que le juge tient compte de la situation personnelle du mineur. Cela signifie qu'un étudiant qui n'a pas de revenu n'aura pas non plus d'amende. C'est une inégalité de traitement en faveur des jeunes les plus privilégiés au détriment de ceux qui sont déjà au travail avant 18 ans. On peut remarquer encore que le Conseil fédéral a renoncé au système du jour-amende pour remplacer la prison, comme pour les adultes, en expliquant que c'est précisément parce que les jeunes ont peu d'argent.

Enfin, j'ai des doutes sur la valeur pédagogique ou préventive de cette sanction. Je n'ai pas de statistiques à disposition, mais j'imagine que dans la plupart des cas ce sont les parents qui paient l'amende. Peut-être aussi qu'ils la méritent! Mais là n'est pas la question. J'imagine en tout cas que cela n'améliore pas leurs bonnes dispositions vis-à-vis de leur enfant, et pas non plus vis-à-vis de la justice. La relation d'un jeune, d'un adulte aussi, à l'argent est quelque chose de compliqué, mais je trouve juste qu'un mineur apprenne le prix des choses. Si, réellement, il a de l'argent à disposition, nous trouvons juste aussi qu'il l'utilise pour réparer les dégâts qu'il a causés. Mais verser de l'argent à l'Etat, aux yeux des mineurs, ce n'est pas une réparation; c'est juste un embellissement, une injustice de plus, voire une escroquerie officielle.

C'est pour toutes ces raisons que nous vous demandons de renoncer au système de l'amende quand il s'agit de mineurs.

**Aeschbacher Ruedi (E, ZH):** In dieser Debatte des halb leeren Saals haben die Minderheitsanträge gewisse Probleme. Aber sie kommen immerhin ins Amtliche Bulletin und können dann dem Ständerat bei der Differenzbereinigung dienen.

Zu meinem Minderheitsantrag: Wie schon das bisherige Recht sieht auch das neue Gesetz in Artikel 23 als eine der Sanktionen die Busse vor, aber nur für Jugendliche über

15 Jahren und bis zu einem maximalen Bussenbetrag von 2000 Franken. Das steht in Absatz 1.

Schauen wir uns doch einmal ganz konkret an, wie das abläuft, wenn der Jugendrichter eine Busse für einen über 15 Jahre alten Jugendlichen aussprechen will. Zuerst muss er einmal die Höhe der Busse festsetzen. Er hat dabei die persönlichen Verhältnisse des Jugendlichen zu berücksichtigen. Das heisst nichts anderes, als dass er schaut, wie die Einkommens- und Vermögensverhältnisse sind und welche allfälligen Verpflichtungen, Aufwendungen usw. der Jugendliche hat. Er setzt die Busse also so fest, dass der Jugendliche diese auch bezahlen kann.

Dann hat die Vollzugsbehörde die Zahlungsfrist festzusetzen; das steht in Absatz 2. Es ist auch da eine Selbstverständlichkeit, dass die konkreten Verhältnisse des betroffenen Jugendlichen dabei berücksichtigt werden. Bei einem Jugendlichen, der die Begleichung einer Busse beispielsweise von seinem Lehrlingslohn ab- und zusammensparen muss, werden wohl Teilzahlungen oder sicher eine deutlich längere Zahlungsfrist festgesetzt als bei einem Jugendlichen, der – aus welchen Gründen auch immer – schon ein paar Tausend Franken auf der Bank hat. Gemäss Absatz 2 kann die Vollzugsbehörde aber auch noch Erstreckungen der Zahlungsfrist oder Teilzahlungen gewähren.

Erstes Fazit: Dadurch, dass bei der Bemessung der Höhe der Busse und ebenso bei der Ansetzung der Zahlungsfrist intensiv auf den einzelnen konkreten Fall eingegangen wird, ist bereits grösste Gewähr dafür geboten, dass von den Jugendlichen nichts Unmögliches, nichts Ungehöriges verlangt wird, wenn sie zu einer Busse verknurrt werden.

In Absatz 5, um den es hier geht, wird bestimmt, dass die Busse in Freiheitsentzug umgewandelt werden soll, wenn sie der Jugendliche innert der ihm gesetzten Frist nicht bezahlt. Hier nun die Differenz: Die Mehrheit der Kommission möchte diese Umwandlung erst zulassen, wenn den Jugendlichen zuvor Fristerstreckungen nach Absatz 2 gewährt worden sind. Demgegenüber möchte unser Minderheitsantrag bei der Fassung von Bundes- und Ständerat bleiben, wonach es nicht noch obligatorische Fristerstreckungen braucht, ehe die Umwandlung vollzogen werden kann. Die Fassung Bundesrat und Ständerat hat einen stimmigen Aufbau, nimmt auch Rücksicht auf die Verhältnisse des Jugendlichen und vermeidet unnötige Leerläufe.

Gehen wir noch einmal zum Beispiel zurück: Der zu einer Busse verknurrt Jugendliche schert sich einen Deut um die ihm auferlegte Busse, oder es passt ihm einfach nicht, von seinem Konto ein paar Hundert Franken abzuheben und der Jugendanwaltschaft zu überweisen, obwohl ihm dies problemlos möglich wäre. Was passiert? Ginge es nach der Kommissionsmehrheit, könnte der Jugendanwalt auch bei einem solch renitenten Jugendlichen noch keine Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug vornehmen. Vielmehr müsste er dem Jugendlichen zuerst noch Fristerstreckungen – Sie hören richtig: Plural! – für die Bezahlung der Busse gewähren und damit eine oder mehrere völlig unnötige und unverständliche Leerlaufstunden drehen. Fazit: Es resultiert ein völlig kraftloser Vollzug. Viel unnötiger administrativer Leerlauf beschäftigt nutzlos die Jugendbehörde, die Besseres zu tun hätte.

Die Fassung der Kommissionsmehrheit, ich habe es angedeutet, hat einen weiteren gravierenden Mangel. Diese will – lesen Sie gut – nicht nur eine einzige obligatorische Fristerstreckung vor der Umwandlung einer Busse in Freiheitsentzug, sondern sogar Fristerstreckungen, also mindestens deren zwei. Die Leute, die sich mit einem solchen Gesetz konfrontiert sehen und es vollziehen müssen, würden die Welt ja nicht mehr verstehen, müssten sie diese Fristerstreckung nochmals, mehrmals also, gewähren.

Die Kommissionsmehrheit soll ja nicht gegen diese Betrachtungsweise einwenden, unter «Fristerstreckungen» könne auch nur eine einzige Erstreckung gemeint sein. Hätte die Kommissionsmehrheit dies gewollt, so hätte sie ganz klar anders formulieren müssen, nämlich beispielsweise so: «.... und wurden ihm bereits eine oder mehrere Fristerstreckungen gewährt ....» Eine solche Formulierung hat sie nicht ge-

wählt; der Wortlaut ihres Textes ist eindeutig, Fristerstreckungen ist ein Plural.

Das führt dazu, dass vom Jugendrichter und von den Leuten, die zum Vollzug kommen, unzumutbare Runden gedreht werden müssen. Ich bitte Sie daher, dem Antrag einer relativ starken Minderheit zu entsprechen.

**Garbani Valérie (S, NE):** Le groupe socialiste soutient la proposition de minorité Ménétreay-Savary.

On a coutume de reprocher à la jeune génération actuelle de vivre pour consommer. Dans une société fondée sur le paraître, dans une société qui qualifie ses membres par rapport à leur réussite sociale, dans une société au sein de laquelle les signes extérieurs de richesse sont de posséder un vêtement, une voiture, du mobilier frappés d'un logo à la mode, dans une société de consommation, le maintien de l'amende comme peine dans le droit pénal des mineurs ne fait que renforcer l'idée et le sentiment auprès de la jeunesse que tout est à vendre et que tout est à acheter et, dès lors, qu'on peut racheter ses fautes avec quelques billets.

Le maintien de l'amende renforce aussi les inégalités qui prévalent déjà dans cette société de consommation. Les jeunes issus de familles modestes, les jeunes qui doivent payer leurs études en travaillant, les jeunes qui ont choisi ou à qui on a imposé très tôt leur émancipation du cocon familial, et qui doivent donc vivre avec leur maigre paye d'apprentis, n'ont pas les moyens de se plier aux contraintes d'honorabilité et de respectabilité exigées par cette société de consommation. Ils sont inégaux devant cette société, car ils n'ont pas les moyens financiers d'adopter un look à plusieurs centaines de francs.

En maintenant le système de l'amende, et je fais un parallèle avec la société de consommation, on avalise cette inégalité et cette marginalisation. On avalise un modèle de société fondée sur le pouvoir de l'argent. Or, c'est précisément ce modèle de société qui incite certains jeunes à commettre des délits, en particulier des délits contre le patrimoine, éventuellement cumulés avec des atteintes à l'intégrité physique d'autrui.

Dès lors, une politique cohérente de prévention, un droit pénal des mineurs cohérent, appellent la suppression de l'amende et donc le soutien à la proposition de minorité Ménétreay-Savary.

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** In den Artikeln 20 bis 24 sind die möglichen Strafen im Jugendstrafrecht geregelt. Eine davon ist die Busse, und zwar ab Vollendung des 15. Altersjahres. Ich möchte darauf hinweisen, dass das nur eine mögliche und nicht die einzige Strafe ist. Das heisst: Der zuständige Richter oder die zuständige Richterin hat die Möglichkeit, unter mehreren Strafen auszuwählen und individuell, je nach «Strafbedürfnis», wenn man das so ausdrücken kann, die passendste Strafe auszusprechen.

Die Kommissionsmehrheit will, dass eine Busse als Strafe möglich ist. Für einige Jugendliche stellt eine Busse eine Strafe mit Konsequenz dar und entfaltet somit auch die notwendige erzieherische Wirkung. In Absatz 2 ist festgehalten, dass bei der Festsetzung der Busse die persönlichen Verhältnisse der Jugendlichen zu berücksichtigen sind. Es stimmt deshalb nicht, dass es sich um eine Ungleichbehandlung von Lehrlingen und Studierenden handelt. Kein Jugendstrafrichter und keine Jugendstrafrichterin wird eine Busse ausfallen und damit einen Jugendlichen oder eine Jugendliche zum Schuldenmachen zwingen, weil man eben die persönlichen Verhältnisse berücksichtigen muss. Wenn jemand über kein Geld verfügt, wird keine Busse ausgesprochen.

Ich möchte auch auf die Absätze 3 und 4 hinweisen. In Absatz 3 wird den Jugendlichen die Möglichkeit gegeben, eine Busse ganz oder teilweise in eine persönliche Leistung umwandeln zu lassen. In Absatz 4 ist vorgesehen, dass bei nachträglichen Änderungen der Verhältnisse – hier sind vor allem die finanziellen Verhältnisse gemeint – eine Busse herabgesetzt oder allenfalls auch aufgehoben werden kann. Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen.

Ich mache es nicht gerne, aber ich möchte Frau Garbani darauf hinweisen, dass nicht die gesamte SP-Fraktion die Minderheit Ménétrey-Savary unterstützt.

Noch zum Antrag der Minderheit Aeschbacher: Hier bitte ich Sie auch, die Mehrheit zu unterstützen. Es geht um die Frage, welches die Konsequenzen sind, wenn ein Jugendlicher oder eine Jugendliche die Busse nicht bezahlt. Es geht nicht um einen administrativen Leerlauf. Das Verfassen eines Mahnschreibens wird die Jugendstrafbehörde nicht über Gebühr beschäftigen. Es geht auch hier darum, dass man den Jugendlichen oder die Jugendliche nicht unnötig strapazieren will. Wenn aus irgendwelchen Gründen eine Busse nicht fristgerecht bezahlt wird und die gebüsste Person selbst kein Fristerstreckungsbegehren stellt, muss von Amtes wegen eine Nachfrist gesetzt werden, bevor eine solche Busse in eine Freiheitsstrafe umgewandelt wird. Auch entspricht es dem Schutzgedanken und Zweck des Jugendstrafrechtes, die Umwandlung einer Busse in einen Freiheitsentzug wenn möglich zu vermeiden. Ich möchte – auch nach den Ausführungen von Herrn Aeschbacher – klar darauf hinweisen, dass die Vollzugsbehörde die freiwilligen Fristerstreckungen nach Absatz 2 gewähren kann oder auch nicht. Gerade ein Jugendlicher, der bei der Bussenzahlung säumig ist, wird allenfalls ein solches Fristerstreckungsge-such nicht stellen. In solchen Fällen scheint es der Mehrheit der Kommission sinnvoll, dass Fristerstreckungen von Amtes wegen gewährt werden.

Ich bitte Sie deshalb, der Mehrheit zu folgen.

**Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Mme Garbani aurait dû garder pour des occasions plus extraordinaires et plus spectaculaires son vibrant discours sur l'inégalité. En effet, l'article 23 prévoit la possibilité d'infliger une amende. Il est vrai que dans toutes sortes de cas, on a des délits qui sont sanctionnés par des amendes et, évidemment, l'amende n'est pas du même poids pour les uns ou pour les autres. Et alors, où allons-nous si nous commençons à entrer dans cette dialectique?

Mais surtout, Madame Garbani, la majorité de la commission vous fait remarquer, comme l'a fait tout à l'heure Mme Thanei, que les alinéas 2, 3 et 4 mettent tout cela en place et relativisent, surtout la troisième phrase de l'alinéa 1er: «L'autorité de jugement en fixe le montant en tenant compte de la situation personnelle du mineur.» Quant à l'idée que tout devrait se payer et qu'en payant une amende, on participe de la logique affreuse du capitalisme, c'est tout de même pousser le bouchon un peu loin, vous me l'accordez. Avec toutes les précautions énumérées à l'article 23, on peut parfaitement considérer que l'on doit conserver l'amende qui existe déjà aujourd'hui, après d'ailleurs la prestation personnelle.

Alors, à l'inverse, on retrouve dans la version de la majorité de la commission une manière de se préoccuper de jeunes, qui s'oppose à la proposition de minorité Aeschbacher. En effet, il est normal que le jeune puisse bénéficier de prolongations de délai pour s'acquitter de l'amende avant que l'on ne la convertisse en privation de liberté, et que les prolongations de délai puissent être déclarées d'office. Cela va avec les précautions précédentes. Là aussi, il faut tenir compte d'une certaine fragilité ou d'une certaine inconséquence du mineur et, de ce point de vue, la proposition de minorité Aeschbacher est trop dure, trop rigide.

C'est la raison pour laquelle nous vous proposons donc d'adopter la proposition de la majorité de la commission et de rejeter la proposition de minorité Ménétrey-Savary, mais Mme Ménétrey-Savary va sûrement poser une question. Puis, à l'alinéa 5, nous vous proposons de soutenir la proposition de la majorité de la commission.

**Ménétrey-Savary Anne-Catherine (G, VD):** Quand on a affaire à un étudiant qui ne gagne absolument pas d'argent – parce qu'il fait ses études – et que l'on tient compte de la situation personnelle de l'auteur du délit, cela veut dire que l'on ne va pas lui infliger une amende, puisqu'il ne touche

rien. Alors dans ce cas-là n'est-ce pas effectivement une inégalité de traitement vis-à-vis des jeunes les plus défavorisés socialement? Ou alors, on tient compte de la situation financière de ses parents, et dans ce cas-là, il faut le dire clairement, on punit les parents.

**Eggly Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Je vous répondrai d'abord que le plus important, c'est que le jeune qui ne dépend que de lui-même et pour lequel une amende serait en effet peu souhaitable et trop lourde soit exempté. On est d'accord sur ce point.

En ce qui concerne maintenant celui qui est étudiant, à qui on infligerait une amende parce que l'on tiendrait compte de la situation financière de ses parents et dont ce seraient finalement les parents qui payeraient l'amende, évidemment: on ne peut pas réformer toute la société. Pour les fils à papa dont les parents sont bêtement laxistes et ne se fixent pas des mesures éducatives personnelles dans le cadre de la famille, eh bien, c'est dommage pour les parents et c'est dommage pour les enfants.

Je ne crois pas que l'on puisse absolument de par la loi tenir compte de toutes les situations. Mais je suis sûr que vous et moi, nous donnerons de bons conseils aux parents pour qu'ils agissent correctement.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Die Praxis zeigt, dass es immer wieder Fälle gibt, in denen eine Busse gegenüber Jugendlichen im fortgeschrittenen Alter eine zweckmässige Strafe darstellen kann. Die Busse ist nach der Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung die am zweithäufigsten verhängte Jugendstrafe. Mit der Vorschrift, die Bussen seien unter Berücksichtigung der persönlichen Verhältnisse der Betroffenen festzusetzen, wird verhindert, dass den Jugendlichen, die im Allgemeinen über begrenzte finanzielle Mittel verfügen, untragbare Bussen auferlegt werden. Aus dem gleichen Grund sieht der Entwurf neu eine Obergrenze der Busse für Jugendliche von 2000 Franken vor.

Es ist also gleich mehrfach dafür gesorgt, dass keine unangemessenen und kontraproduktiven Bussen angeordnet werden; ich verweise auch auf die Erwägungen der Berichterstatterin. Umgekehrt stellen wir ja auch in unserem Alltag immer wieder fest, dass eine Busse – also die Strafe über das Portemonnaie – eine sehr wirksame Strafe sein kann. Ich bitte Sie deshalb, dem Antrag der Mehrheit zuzustimmen und den Minderheitsantrag abzulehnen.

*Abstimmung – Vote*

*Eventuell – A titre préliminaire*

Für den Antrag der Mehrheit .... 70 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II .... 39 Stimmen

*Definitiv – Définitivement*

Für den Antrag der Mehrheit .... 81 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I .... 27 Stimmen

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen*

*Le débat sur cet objet est interrompu*

02.9001

## Mitteilungen des Präsidenten Communications du président

**Le président (Christen Yves, premier vice-président):** Je profite de votre présence pour vous faire deux communications.

La première, c'est de féliciter en votre nom Mme Teuscher qui fête aujourd'hui son anniversaire. (*Applaudissements*)  
La deuxième relève de l'intendance. Demain, Mme la présidente recevra dans cette salle, pour la Journée internationale des femmes, des femmes venant de toute la Suisse. Dès lors, afin d'éviter des inconvénients – pertes ou déplacements d'objets –, nous vous prions de bien vouloir entreposer vos affaires dans vos pupitres ou dans les cases réservées à l'extérieur, de fermer à clé et de laisser vos clés sur vos pupitres; les huissiers s'en occuperont.

98.038

## Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz.

### Anderung

### Code pénal suisse et Code pénal militaire.

### Modification

#### Fortsetzung – Suite

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1799)  
Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

### 3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht 3. Loi fédérale réglissant la condition pénale des mineurs

#### Art. 24

##### Antrag der Kommission

##### Abs. 1

##### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Minderheit

(Thanei, de Dardel, Garbani, Jutzet, Ménétrety-Savary, Vermot)

.... bestraft werden, falls Schutzmassnahmen und andere Strafen ungeeignet erscheinen.

##### Abs. 2

##### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Minderheit

(de Dardel, Garbani, Ménétrety-Savary)

Streichen

##### Eventualantrag Gross Jost

(zum Antrag der Minderheit de Dardel)

##### Abs. 2

....

b. Streichen

#### Art. 24

##### Proposition de la commission

##### Al. 1

##### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Minorité

(Thanei, de Dardel, Garbani, Jutzet, Ménétrety-Savary, Vermot)

.... commis et que des mesures de protection ou d'autres peines ne paraissent pas appropriées.

#### Al. 2

##### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Minorité

(de Dardel, Garbani, Ménétrety-Savary)

Biffer

##### Proposition subsidiaire Gross Jost

(à la proposition de la minorité de Dardel)

#### Al. 2

....

b. Biffer

**de Dardel Jean-Nils (S, GE):** M. Gross Jost s'exprimera ensuite, parce que sa proposition est subsidiaire à la proposition de minorité que je vous invite à soutenir.

On aborde ici un sujet très important, parce qu'il s'agit de l'une des grandes modifications apportée par le projet au droit actuel. Le droit actuel prévoit que les mineurs de 15 ans ou davantage peuvent être condamnés à la privation de liberté jusqu'à un an. Le Conseil fédéral et la majorité de la commission souhaitent que dans les cas graves, notamment brigandage, viol, assassinat, meurtre, prise d'otages, la sanction puisse s'élever jusqu'à quatre ans de détention si l'auteur a au moins 16 ans. La minorité que je représente demande simplement que l'on en reste au droit actuel.

Tout d'abord, il faut relever que pour les adultes la détention de moins de six mois est en principe supprimée. Il est donc déjà assez discutable de maintenir pour les mineurs de courtes peines de moins de six mois, ce que fait le projet, alors que les peines de moins de six mois de détention sont considérées comme inefficaces pour les adultes. C'est une certaine incohérence du projet, mais on s'en accommodera malgré tout.

Ensuite, il est surtout discutable, s'agissant de mineurs âgés de 16 à 18 ans, de prévoir des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans. En effet, pour des cas qui sont très graves, et ce sont ceux qui sont abordés par cette disposition du projet, des placements, c'est-à-dire des mesures, peuvent-être prises et durer si nécessaire plus de quatre ans, comme c'est le cas dans le système actuel. L'extension de la durée de la détention à un maximum de quatre ans est donc une mesure essentiellement sécuritaire, mais sécuritaire dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire dans le sens d'une sécurité illusoire, d'une sécurité purement apparente par rapport à ce qui est réalisé aujourd'hui. On renonce avec une telle mesure à l'éducation, à la réinsertion du jeune et on désédueque simultanément l'opinion publique, parce qu'on tente d'apaiser sa soif de sécurité sans véritablement créer des conditions de sécurité.

Les éducateurs qui s'occupent de délinquance juvénile vous diront régulièrement que l'évolution défavorable d'un jeune n'est pas fonction de la gravité de son infraction ou de son crime. Souvent le pronostic de réinsertion d'un jeune qui a commis un crime grave, voire très grave, peut être bien meilleur que celui donné pour des adolescents qui ont commis des infractions beaucoup moins graves. C'est cette réalité qui doit être prise en compte.

Les critiques qui sont adressées par le message du Conseil fédéral aux placements de longue durée tels qu'ils existent aujourd'hui, ne sont pas convaincantes parce qu'elles sont essentiellement formelles et artificielles. Elles relèvent simplement que les placements de longue durée aujourd'hui déjà ont une fonction largement sécuritaire, de sécurité, c'est vrai. Mais le Conseil fédéral n'explique absolument pas pourquoi ce système fonctionnerait mal, sur le fond, du point de vue de la matérialité des faits.

La proposition de la minorité prévoit de biffer l'alinéa 2 et d'en rester à la solution du droit actuel, à savoir une privation de liberté jusqu'à un an.

**Ménétrety-Savary Anne-Catherine (G, VD):** Le groupe écologiste soutient la proposition de minorité de Dardel de biffer l'alinéa 2, soit la possibilité d'infliger une peine de quatre ans



de prison à partir de 16 ans pour un délit particulièrement grave.

J'avoue que j'ai beaucoup hésité, car je n'ignore pas que des crimes graves peuvent être commis par des mineurs et je n'ai pas d'indulgence pour ces cas-là. De plus, j'ai aussi pris connaissance des avis autorisés des juges et des éducateurs qui travaillent avec de tels jeunes et j'ai compris que leur souci est de disposer d'assez de temps pour pouvoir construire quelque chose avec eux, un projet éducatif, une formation, une relation sociale solide.

Ce qui m'a fait changer d'avis, c'est notamment l'insuffisance notoire d'équipements adéquats. Ce n'est en principe pas ce qui devrait empêcher une disposition pénale si on la croit juste. Normalement, c'est aux cantons de s'équiper en conséquence pour pouvoir appliquer la loi. Mais le retard dans ce domaine est tel qu'il est difficile, raisonnablement, d'imaginer qu'on va construire de nouvelles prisons pour mineurs ces prochaines années.

D'autre part, je crois réellement qu'une longue privation de liberté n'est pas la condition pour construire un projet de vie solide. A l'heure où l'on dénonce l'inutilité des peines de prison pour les adultes et leurs effets négatifs, il serait tout de même étonnant qu'elles soient souhaitables pour les mineurs. Il faut peut-être aussi tenir compte de ces sortes de valorisations paradoxales, dans les bandes de jeunes, qui permettent aux plus durs de se valoriser par leur comportement négatif. Dans ce sens, un séjour en prison peut devenir parfois une carte de visite qui procure du prestige. A partir de là, nous préparons les futurs caïds de demain.

«Notre seule arme, c'est le dialogue», explique le directeur du centre fermé de Valmont à Lausanne. «Plus on boucle les gens, plus on multiplie les risques d'agressions.» Le même directeur, par ailleurs, n'est pas opposé à augmenter à quatre ans la durée de la privation de liberté, ne serait-ce que pour extraire certains jeunes de leur milieu habituel et éviter ainsi des récidives trop fréquentes. Mais il ajoute: «Il n'existe pas actuellement en Suisse d'établissements intermédiaires entre les centres pour mineurs et la prison pour adultes.» Dans ces conditions, vouloir enfermer les jeunes pour quatre ans, c'est simplement impensable.

Je vous invite donc à adopter la proposition de minorité de Dardel.

**Gross Jost (S, TG):** Ich spreche zunächst zu Absatz 1 und bitte Sie, da die Minderheit zu unterstützen, die zum Ausdruck bringen will, dass Massnahmen Vorrang haben sollen und die Strafe nur subsidiär als Ultima Ratio zur Anwendung kommen soll.

Sie haben ja in diesem Absatz 1 die Freiheitsstrafe, und zwar von einem Tag bis zu einem Jahr, als Strafrahmen vorgesehen. Man kann sich in diesem Zusammenhang fragen, was eine Freiheitsstrafe von einem Tag soll. Aber wichtiger ist eben hier das Anliegen der Minderheit, dass sie zwar die Freiheitsstrafe nicht ausschliessen will, aber dass sie sie eben als Ultima Ratio versteht: Die Freiheitsstrafe soll nur dann Anwendung finden, wenn alle anderen Sanktionsmöglichkeiten als aussichtslos erscheinen.

In Bezug auf Absatz 2 bitte ich Sie, im Hauptantrag dem Minderheitsantrag de Dardel zu folgen. Auch von bürgerlicher Seite – es ist ja nicht eine Frage der Parteizugehörigkeit – hat beispielsweise Frau Leuthard zum Ausdruck gebracht, dass mit dieser vierjährigen Strafe bei schweren Delikten ein eigentlicher Quantensprung mit einem verstärkten Gewicht auf die Bestrafung vollzogen werde – eine ausserordentlich einschneidende Sanktion für einen Jugendlichen von 16 Jahren.

Hinzu kommt aber, dass wir in Litera b eine – auch in der Strafrechtslehre – kritisierte Umschreibung erschwerender subjektiver Tatumsstände haben, die so einfach nicht in ein Strafgesetzbuch hineinpassen. Was ist eine «verwerfliche Gesinnung»? Was ist «skrupellos»? Das sind unscharfe Begriffe, und in der Strafrechtslehre wurde – beispielsweise von Professor Schwarzenegger – sehr kritisiert, dass hier eine erschwerende Qualifikation ins Gesetz kommt, die für

den Strafrichter einfach nicht fassbar und in der Praxis nicht anwendbar ist. Es wurden in der Kommission Alternativen vorgeschlagen. Man hat gesagt, man müsste andere Tatumsstände, subjektive und objektive Tatumsstände, berücksichtigen. Beispielsweise müsste der Beweggrund der Tat oder die Art der Tatausführung, z. B. gemeingefährliche Tatmittel, qualifizierend oder erschwerend wirken – aber nicht diese völlig unbestimmten Begriffe der verwerflichen Gesinnung und der Skrupellosigkeit, die eigentlich der willkürlichen Rechtsanwendung Tür und Tor öffnen.

Insofern sind wir klar der Meinung – und ich spreche hier auch für die SP-Fraktion –, dass dieser ganze Absatz 2 keinen Platz finden soll und dass er zu streichen ist.

Ich beantrage Ihnen aber mit einem Eventualantrag zum Minderheitsantrag de Dardel, bei Absatz 2 nur Litera b zu streichen. Hier sind einige zusätzliche, erschwerende Qualifikationsmerkmale aufgezählt. Das brauchen wir im Gesetz gar nicht, denn Litera a erfasst ja auch die schwersten Straftaten wie Mord und Vergewaltigung mit Waffengewalt. All diese schweren Delikte sind eigentlich durch den viel klareren Absatz 1 bzw. durch Absatz 2 Litera a durchaus erfasst. Diese zusätzliche Litera b ist also überflüssig. Wenn Sie nicht bereit sind, diesen problematischen Absatz 2 ganz zu streichen, der eben das Schwergewicht eindeutig wieder auf die Bestrafung anstatt auf die erzieherischen Massnahmen verlagert, bitte ich Sie, wenigstens dem Eventualantrag zu folgen und Litera b zu streichen. In dieser Optik genügt Litera a durchaus, um eine verschärfte Strafe auszusprechen, wenn ein Verbrechen nach dem für Erwachsene anwendbaren Recht mit einem bestimmten Strafmass bedroht ist, nämlich mit Freiheitsstrafe nicht unter drei Jahren.

Ich bitte Sie, primär der Minderheit de Dardel zu folgen und eventualiter meinem Einzelantrag, Streichen nur von Litera b in Absatz 2.

**Thanel Anita (S, ZH), für die Kommission:** Das ist die heikelste Bestimmung dieses Gesetzes. Artikel 24 regelt den Freiheitsentzug, für über 15-Jährige bis zu einem Jahr, für über 16-Jährige bis zu vier Jahren. Bereits die Expertenkommission und dann auch Ihre Kommission waren sich bezüglich der langen Freiheitsstrafen nicht einig. Einerseits besteht zwar Einigkeit darüber, dass man kriminellen Taten von Jugendlichen vor allem mit Erziehungsmassnahmen begegnen muss; andererseits gibt es Situationen, bei denen erzieherische Massnahmen an Grenzen stossen. Je nach politischer Wetterlage und aktuellen Vorkommnissen werden entweder die repressive oder die erzieherische Seite des Jugendstrafrechtes betont. Es gilt hier einen Mittelweg zu finden.

Die Mehrheit der Kommission hat dieser Möglichkeit der vierjährigen Strafe zugestimmt. Sie ist nur für eine beschränkte Zahl schwerer Delikte, d. h. für Verbrechen mit einer Mindeststrafe für Erwachsene nicht unter drei Jahren oder bei besonders verwerflicher Tatbegehung vorgesehen. In Artikel 27 Absatz 4 verlangt die Mehrheit Ihrer Kommission zudem, dass im Falle einer Freiheitsstrafe nach Verbüsung der Hälfte der Strafe mindestens jedes halbe Jahr überprüft werden muss, ob eine bedingte Entlassung möglich ist.

Die Minderheit de Dardel verlangt die Streichung von Absatz 2, und eine weitere Minderheit verlangt in Bezug auf Absatz 1 die Aufnahme eines Zusatzes ins Gesetz, dass eine Freiheitsstrafe nur als Ultima Ratio infrage kommt.

Ich möchte noch zu einem weiteren Punkt Stellung nehmen: Es ist im Rahmen dieser Jugendstrafrechtsdebatte wiederholt darauf hingewiesen worden, die Möglichkeit eines vierjährigen Freiheitsentzuges stelle eine wesentliche Verschärfung im Vergleich zum geltenden Recht dar. Richtig ist, dass das geltende Recht lediglich eine Freiheitsstrafe bis zu einem Jahr vorsieht. Tatsache ist jedoch, dass unter dem geltenden Recht – im Rahmen von Artikel 91 Ziffer 2 StGB – Jugendliche zum Teil längere Zeit, d. h. über ein, zwei Jahre, in Heime eingesperrt wurden – wohlverstanden als Massnahme, nicht als Strafe. Dies kommt faktisch einer Freiheits-

strafe gleich. Somit kann man sagen, dass die bundesrätliche bzw. ständerätliche Version einfach ehrlicher ist. Man bezeichnet diesen Freiheitsentzug nämlich als das, was er eigentlich ist. Es kommt dazu, dass für die Ausgestaltung der entsprechenden Anstalten Mindestbedingungen vorgeesehen sind.

Ich möchte noch einmal auf Artikel 31 hinweisen und abschliessend festhalten, dass wir alle in der Kommission mit den Freiheitsstrafen von bis zu vier Jahren nicht glücklich sind.

Der Antrag Gross Jost lag der Kommission nicht vor. Ich versuche, im Sinne der Beratungen in der Kommission zu denken, und werde diesen Antrag unterstützen. Er entspricht unserer Linie. Wir haben in Bezug auf Absatz 2 Litera b längere Zeit über die unbestimmten Rechtsbegriffe diskutiert, auch über die Auswahl der einzelnen Straftatbestände, für welche eine Freiheitsstrafe bis zu vier Jahren möglich sein sollte. Es macht Sinn, diese Litera b zu streichen. Dies wäre durchaus auch im Sinne der Diskussionen, die in der Kommission geführt wurden.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Si l'entourage de la victime d'un crime assez abominable commis par un mineur de 17 ans entendait certains propos qui se tiennent ici, il serait évidemment choqué. Finalement, le crime qui a été commis et puni en application de l'alinéa 2 lettre b est un crime pour lequel le droit applicable aux adultes prévoit une peine privative de liberté de trois ans au moins, c'est-à-dire quelque chose de très grave tout de même. L'alinéa 2 lettre b dont Mme Thanei dit qu'elle est inutile – ça, c'est son appréciation – contient quand même des précisions. On parle d'une absence particulière de scrupules, du mobile, des dispositions d'esprit hautement répréhensibles. Franchement, dans toute la logique et la cohérence de cette révision, il est assez normal que la punition ne soit pas seulement d'un an au maximum, mais qu'elle puisse aller jusqu'à quatre ans. Après tout, le juge est quand même libre; il a une marge d'appréciation qui n'est pas négligeable.

D'autre part, et Mme Thanei vous l'a dit tout à l'heure, il y a un autre article qui dit qu'en ce qui concerne le mineur, il peut y avoir tous les six mois une évaluation, une analyse pour savoir si la prolongation de la détention est judicieuse ou s'il faut la lever. A ce moment-là, on prend en considération la situation du mineur, sa possibilité de s'amender, d'être réintégré, etc. Par conséquent, il y a des précautions, en tout cas une souplesse qui est ménagée par cet article. Donc, il n'y a pas d'exagération à estimer que pour ces mineurs, et on sait bien qu'aujourd'hui il y a des délits, des crimes graves qui sont commis par des mineurs de cette tranche d'âge, la durée de la détention puisse être fixée au maximum jusqu'à quatre ans.

Je dirai aussi à Mme Ménétreay-Savary et à quelques autres que, par rapport à l'autre préoccupation que vous avez eue en commission, c'est-à-dire que les mineurs ne soient si possible pas mélangés dans les prisons à tous les chevaux de retour, il ne faut pas confondre le principe, ce que l'on veut avec les difficultés d'application. Il y a un effort à faire et peut-être que là, toutes couleurs politiques confondues, on peut être pour faire des efforts afin qu'il y ait des modalités d'application qui soient améliorées. Mais on ne peut pas, à cause de ces difficultés, considérer qu'il y aurait là un abus manifeste et qu'il ne faudrait absolument pas aller dans ce sens.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à suivre la proposition de la majorité de la commission.

Quant à la proposition subsidiaire Gross Jost, peut-être d'une manière un peu différente de la rapporteur de langue allemande, je dois dire que si, éventuellement, cette lettre b est superflue, elle ne me paraît en tout cas pas aller dans le mauvais sens. C'est une précision qui donne certaines garanties aussi à ceux qui s'opposent et qui veulent biffer tout l'alinéa 2. Par conséquent, je verrai ce que dira Mme Metzler, conseillère fédérale, à ce sujet, mais personnellement la

lettre b ne me dérange pas. Cela me paraît être une précision plutôt utile.

Mais enfin, ce n'est pas l'essentiel du débat. L'essentiel du débat, c'est qu'en effet, pour les mineurs âgés de plus de 16 ans, il est normal, il est logique et cohérent avec l'ensemble du projet de révision de prévoir une durée maximale de quatre ans de détention, sous réserve de l'évaluation tous les six mois dont nous débattons tout à l'heure.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Zuerst zu Artikel 24 Absatz 1: Ein Freiheitsentzug soll gemäss Antrag der Minderheit gar nicht angeordnet werden, wenn eine Schutzmassnahme geeignet erscheint. Gegen diesen Antrag sprechen die gleichen Gründe, wie ich sie bereits bei der Diskussion zu Artikel 10 ins Feld geführt habe. Sofern dem Jugendlichen ein Verschulden nachzuweisen ist und kein Strafbefreiungsgrund vorliegt, soll künftig wie im Erwachsenenstrafrecht stets eine Strafe ausgesprochen werden.

Aber nach dem Konzept von Bundesrat, Ständerat und Ihrer Kommissionmehrheit soll – ich unterstreiche das noch einmal – die Freiheitsstrafe zugunsten einer Schutzmassnahme aufgeschoben werden, wann immer eine solche sinnvoll erscheint. Das geht aus Artikel 31 deutlich hervor, der damit jede ungerechtfertigte Doppelbestrafung verhindert. Die aufgeschobene Freiheitsstrafe wird sodann nicht mehr vollzogen, wenn die Massnahme der Unterbringung erfolgreich ist. Ist sie es nicht und muss sie deshalb vorzeitig abgebrochen werden, wird zumindest die Dauer der Unterbringung auf die zu vollziehende Reststrafe angerechnet. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, in Absatz 1 der Mehrheit zu folgen.

Zu Artikel 24 Absatz 2: Die vorliegende Bestimmung war im bisherigen Gesetzgebungsverfahren zweifellos eine der meistumstrittenen; die Kommissionssprecherin hat bereits darauf hingewiesen. Der Bundesrat ist aber überzeugt, dass die Bestimmung richtig und notwendig ist. Es gehört zum Systemwechsel, dass gegen nicht mehr weit von der Volljährigkeit entfernte Jugendliche, denen schwerste Straftaten wie Mord, vorsätzliche Tötung oder Vergewaltigung vorzuwerfen sind, eine diesen Taten einigermaßen angemessene Strafe zumindest ausgesprochen und damit auch ein deutliches Zeichen gesetzt wird.

Ich betone aber, dass auch diese längeren Strafen zugunsten einer Unterbringung in einer erzieherischen oder therapeutischen Einrichtung aufgeschoben werden können, wann immer eine solche Massnahme sinnvoller erscheint als der Strafvollzug.

Ich bitte Sie daher, auch bei Absatz 2 der Kommissionmehrheit zu folgen und den Minderheitsantrag abzulehnen. Zum Eventualantrag Gross Jost: Es gibt auch hier keinen Grund, diese Bestimmung zu streichen. Die hier erwähnten Taten sind sehr schwere Straftaten, bei denen der Täter besonders skrupellos handelt, namentlich wenn sein Beweggrund, der Zweck der Tat oder die Art der Ausführung eine besonders verwerfliche Gesinnung offenbaren. Dies sind Merkmale, die sonst nur für den Mord typisch sind. Nur unter diesen qualifizierenden Voraussetzungen kann der Jugendliche auch in den aufgezählten drei Delikten mit verlängerter Freiheitsstrafe bis zu vier Jahren bestraft werden. In diesem Sinne bitte ich Sie, auch den Eventualantrag Gross Jost abzulehnen.

*Abs. 1 – Al. 1*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 57 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit .... 41 Stimmen

*Abs. 2 – Al. 2*

*Abstimmung – Vote*

*Eventuell – A titre préliminaire*

Für den Antrag der Mehrheit .... 60 Stimmen  
Für den Antrag der Minderheit .... 41 Stimmen



*Definitiv – Définitivement*

Für den Antrag der Mehrheit .... 63 Stimmen  
Für den Eventualantrag Gross Jost .... 43 Stimmen

**Art. 25***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates  
*Proposition de la commission*  
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 26***Antrag der Kommission*

*Mehrheit*  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Thanei, Garbani, Jutzet, Ménétrety-Savary, Vermot)

*Abs. 1, 2, 4, 5*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 3*

.... nicht möglich ist. Mädchen- und frauenspezifische Anliegen sind zu berücksichtigen.

**Art. 26***Proposition de la commission**Majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Minorité*

(Thanei, Garbani, Jutzet, Ménétrety-Savary, Vermot)

*Al. 1, 2, 4, 5*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 3*

.... envisagée. Les intérêts spécifiques des jeunes filles et des femmes doivent être pris en compte.

*Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit**Adopté selon la proposition de la majorité***Art. 27***Antrag der Kommission**Mehrheit*

*Abs. 1–3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 4*

.... mindestens einmal halbjährlich neu ....

*Minderheit*

(Aeschbacher, Abate, Baumann J. Alexander, Bosshard, Lauper, Seiler, Stamm)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Art. 27***Proposition de la commission**Majorité*

*Al. 1–3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 4*

.... au moins une fois tous les six mois la possibilité ....

*Minorité*

(Aeschbacher, Abate, Baumann J. Alexander, Bosshard, Lauper, Seiler, Stamm)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Aeschbacher Ruedi (E, ZH):** Es geht bei Artikel 27 um die bedingte Entlassung des Jugendlichen aus dem Freiheitsentzug. Wird eine solche bedingte Entlassung verweigert, so verlangt Absatz 4 in der Fassung von Bundesrat und Ständerat, dass die zuständige Behörde mindestens einmal jährlich und von Amtes wegen neu zu prüfen habe, ob sie gewährt werden könne.

Der Mehrheit unserer Kommission genügt das nicht. Sie will, dass die Frage der bedingten Entlassung mindestens halbjährlich von Amtes wegen neu geprüft wird. Sie begründet dies damit, dass sich Jugendliche in diesem Alter unter Umständen sehr schnell entwickeln, weshalb die Frage einer bedingten Entlassung zwingend mindestens jedes halbe Jahr zu prüfen sei.

Mit unserem Minderheitsantrag möchten wir den Jugendbehörden diese zwingende Überprüfung nicht jedes halbe Jahr, sondern nur mindestens jedes Jahr vorschreiben. Dies aus folgenden Gründen: Das Jugendstrafrecht ist stark auf Prävention, Fürsorge, Begleitung und Resozialisierung ausgerichtet – in Zukunft wird das noch stärker der Fall sein als heute. Die Jugendstrafbehörden arbeiten mit einer ganz klaren Optik des Helfens und des Unterstützens. All meine Erfahrungen als früherer Untersuchungsrichter – später auch als Richter an einer Abteilung des Zürcher Bezirksgerichtes, welche auch als Jugendgericht amtierte – bestätigen dies. Meine Erfahrungen zeigen, dass die Jugendstrafbehörden, die den Vollzug der Jugendstrafen begleiten – in Zürich sind dies meist die Jugendanwälte –, auch im Vollzug einen sehr engen Kontakt zu den Jugendlichen halten. Sie bekommen daher die Entwicklung der Jugendlichen nicht nur halbjährlich, sondern zum Teil wöchentlich oder zumindest ganz sicher ein- bis zweimonatlich mit. Ich bin absolut sicher, dass eine Überprüfung der bedingten Entlassung nicht erst nach einem Jahr, auch nicht erst nach einem halben Jahr, sondern schon nach wenigen Wochen oder Monaten erfolgt, wenn bei dieser engen Kontaktnahme die Verhältnisse bei einem Jugendlichen sehr rasch geändert haben und dies dem zuständigen Jugendanwalt klar wird.

Es gibt aber auch die anderen Fälle, jene, in denen eine bedingte Entlassung während mehreren Jahren schlicht nicht infrage kommt. Es wäre wirklich unverständlich, wenn auch hier die Vollzugsbehörden jedes halbe Jahr die Überprüfung von Amtes wegen durchführen müssten. Der Rahmen, den die Kommission damit steckt, ist viel zu eng.

Dabei gilt es noch etwas anderes zu beachten. Die Überprüfung der bedingten Entlassung beinhaltet mehr, als einen Brief zu schreiben, sondern ist eine recht aufwendige Sache, die nicht mit kleinstem Aufwand innert kürzester Zeit erledigt ist. Sie können in Absatz 2 von Artikel 27 selbst nachlesen, was die Jugendbehörde dabei unter anderem machen muss. Sie muss einen Bericht der Leitung der Einrichtung einholen, in der der Jugendliche untergebracht ist. Sie muss einen Bericht der Person einholen, die den Jugendlichen begleitet. Der Jugendliche selbst ist auch noch anzuhören, wenn die bedingte Entlassung nicht infrage kommen soll. Daneben gibt es aber auch noch weitere Abklärungen und Schreibereien. Eine solche Abklärung der bedingten Entlassung kann mit allem Drum und Dran – bis alle Berichte vorliegen – ohne weiteres einen oder sogar zwei Monate dauern. Damit müsste ja bei einem halbjährlichen Überprüfungsobligatorium bereits nach spätestens vier Monaten schon wieder das ganze Prozedere in Gang gesetzt werden. Das macht doch einfach keinen Sinn. Der ganze unnötige Papierkram hält die Jugendbehörde von ihrer eigentlichen Aufgabe ab.

Ich bitte Sie daher, bei der Fassung des Bundesrates und des Ständerates zu bleiben, somit der Minderheit zuzustimmen und damit ein Gesetz zu machen, das nicht nur auf den ersten Blick auf dem Papier gut aussieht, sondern sich auch in der Praxis bewährt.

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** Nachdem grosse Vorbehalte gegenüber einem Freiheitsentzug von über einem Jahr bestehen und dieser als Ultima Ratio erscheinen muss, drängt sich auf, dass immer wieder überprüft wird, ob ein Jugendlicher oder eine Jugendliche bedingt entlassen werden kann. Der Sprecher der Minderheit hat bereits auf die Begründung der Mehrheit hingewiesen: Aus der Sicht der Mehrheit ist zu berücksichtigen, dass sich Jugendliche rasch entwickeln und sich auch ihr Umfeld relativ schnell ändern kann. Aus diesem Grund beantragt Ihnen die Mehrheit,

dass mindestens halbjährlich einmal überprüft wird, ob eine bedingte Entlassung möglich ist. Dies führt nicht zu einem administrativen Leerlauf. Gemäss Artikel 27 Absatz 1 ist die Voraussetzung für die bedingte Entlassung, dass der Jugendliche die Hälfte, mindestens zwei Wochen des Freiheitsentzuges verbüsst haben muss, bevor überhaupt eine bedingte Entlassung überprüft werden kann. Das heisst, bei der Maximalstrafe von vier Jahren würde eine solche Überprüfung erstmals nach zwei Jahren stattfinden und nachher dann mindestens alle sechs Monate.

Ich bitte Sie, hier im Sinne unserer Vorbehalte gegen lange Freiheitsstrafen und auch unter Berücksichtigung des erzieherischen Zweckgedankens dieses Gesetzes der Mehrheit zu folgen.

**Eggy Jacques-Simon** (L, GE), pour la commission: Cela va avec ce que nous avons dit tout à l'heure. Dès le moment où nous avons admis qu'on puisse fixer à quatre ans au maximum la durée d'une peine privative de liberté, vu tout de même la situation particulière du mineur, il est bon qu'il y ait une évaluation tous les six mois. J'ai bien compris ce qu'a dit M. Aeschbacher en ce qui concerne la pratique. Mais malgré tout il y a là une garantie supplémentaire.

Dans une certaine cohérence avec notre décision à l'article 24, je vous invite à suivre la majorité de la commission.

**Metzler Ruth**, Bundesrätin: Einerseits habe ich für den Antrag der Kommissionmehrheit sehr viel Verständnis, weil es sich beim Freiheitsentzug gegenüber Jugendlichen um eine harte und teilweise umstrittene Strafe handelt und weil sich bei den Heranwachsenden die persönliche Situation auch sehr schnell ändern kann. Andererseits sehe ich bei einer regelmässigen halbjährlichen Prüfung eben auch gewisse praktische Probleme. Ich frage mich vor allem, ob bei einem Halbjahresrhythmus die Prüfung wirklich immer seriös gemacht würde und die Regelung deshalb wirklich auch zum Vorteil der Jugendlichen wäre.

Meines Erachtens geht der Antrag der Mehrheit in der Praxis an die Grenze dessen, was noch sinnvoll und praktisch umsetzbar ist. Deshalb sähe ich es persönlich lieber, wenn man bei der Fassung des Bundesrates und des Ständerates bleiben würde.

#### Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit .... 55 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 37 Stimmen

**Baumann J. Alexander** (V, TG): Herr Präsident, ich bitte Sie, das Quorum feststellen zu lassen.

**Le président** (Christen Yves, premier vice-président): M. Baumann J. Alexander fait remarquer qu'il n'y a pas le quorum. J'ai signalé il y a cinq minutes que nous allions procéder à la vérification du quorum. Je vous prie donc de faire venir rapidement vos collègues.

Nous procédons à la vérification du quorum. Je vous prie de peser sur le bouton bleu. – Je constate qu'avec ma voix, le quorum de 101 membres présents est atteint.

#### Art. 28–31

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### Angenommen – Adopté

#### Art. 32

##### Antrag der Kommission

##### Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### Minderheit

(Ménétreay-Savary, Aeppli Wartmann, de Dardel, Garbani, Jutzet, Lauper, Thanei, Vermot)

Streichen

#### Art. 32

##### Proposition de la commission

##### Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### Minorité

(Ménétreay-Savary, Aeppli Wartmann, de Dardel, Garbani, Jutzet, Lauper, Thanei, Vermot)

Biffer

**Ménétreay-Savary Anne-Catherine** (G, VD): Merci, chers collègues, d'être encore là! Je vois que la foule des supporters du droit pénal est en train de se disperser et de s'évanouir dans la nature. Je me demande quand même quelle est la légitimité des décisions que nous prenons. Enfin!

J'aimerais que vous ayez sous les yeux le texte dont nous discutons, car c'est extrêmement important. Vous verrez que l'article 32 selon la majorité vous dit ceci: «La prestation personnelle .... et la privation de liberté peuvent être cumulées avec l'amende.»

Avec ce nouveau droit pénal des mineurs, nous avons donc passé du système moniste à un système dual ou même «trial»; où il est possible de prononcer à la fois des peines et des mesures. Si on peut le comprendre dans certaines circonstances, avec cet article, on atteint la limite de l'acceptable. Parce que là, trop, c'est vraiment trop! D'autant plus que dans cet article, il ne s'agit pas de prendre à la fois des mesures éducatives ou thérapeutiques et des sanctions; il s'agit du cumul de trois sanctions: le travail, la privation de liberté et l'amende. C'est de l'acharnement judiciaire! Faut-il rappeler qu'en principe, notre système pénal exclut la double peine pour un seul délit?

On nous dit qu'on veut faire un droit pénal des mineurs plus compréhensif, centré sur la personne, soucieux d'apporter de l'aide et de remplir un rôle préventif. En fait, on risque de se retrouver avec un instrument plus sévère et des systèmes cumulatifs que les jeunes concernés ne peuvent pas maîtriser. Si on vise un but éducatif et préventif, il faut absolument obtenir l'adhésion du jeune et de sa famille. Pour cela, il faut qu'il puisse comprendre comment fonctionne le système et quel est le contrat. Si les peines sont trop indéterminées et cumulatives, cet objectif ne peut pas être atteint.

On m'a expliqué qu'un travail d'intérêt général, prestation personnelle, pourrait aussi être un cours que le mineur doit suivre et que ce n'est donc pas une punition. Mais si l'on veut se centrer sur la personne et répondre à ses besoins, pourquoi donc une mesure que l'on prend pour son bien devrait-elle être toujours assortie d'une punition? Pourquoi donc voudrait-on toujours qu'elle souffre, au lieu d'apprendre et de construire des projets? On sait que les lois et les codes intéressent en priorité les juristes, et malheureusement très peu les justiciables. Mais on ne peut toutefois pas exclure que des personnes concernées tombent sur cet article et là, j'imagine qu'elles vont sombrer dans le désespoir!

Je vous propose donc de le biffer purement et simplement.

Je me permets d'ajouter que cette proposition a été adoptée en commission par 8 voix contre 8 et que c'est la voix du président d'alors qui a emporté la décision.

**Thanei Anita** (S, ZH), für die Kommission: Es trifft zu, was Frau Ménétreay soeben gesagt hat: Die Abstimmung in der Kommission war knapp. Mit 8 zu 8 Stimmen und Stichtenscheid des damaligen Präsidenten hat die Mehrheit obsiegt. Das heisst, wenn ich schon Präsidentin gewesen wäre, dann hätte die Minderheit Ménétreay-Savary obsiegt.

Nun zur Sache: Wir haben im Zusammenhang mit Artikel 10 über die Verbindung von Schutzmassnahmen und Strafen diskutiert. In Artikel 32 geht es um die Verbindung von Strafen. Das heisst, Artikel 32 sieht vor, dass persönliche Leistung nach Artikel 22 Absatz 2 oder Freiheitsentzug mit einer Busse verbunden werden kann. Die Mehrheit der Kommission hat diese Möglichkeit im Hinblick darauf unterstützt, dass eine persönliche Leistung beispielsweise auch im Besuch eines Kurses bestehen kann und sich dann allenfalls eine zusätzliche Busse rechtfertigen würde. Die Minderheit

möchte diese Ausweitung und Kumulierung nicht im Gesetz vorsehen und beantragt Streichung von Artikel 32. Im Namen der Kommission muss ich Sie bitten, der Mehrheit zu folgen.

**Eggy Jacques-Simon** (L, GE), pour la commission: C'est vrai, la majorité de la commission qui a voté cet article n'a été la majorité qu'à l'arraché, mais c'est quand même la majorité que je défends ici. Je dirai à Mme Ménétrety-Savary qu'il faudrait qu'elle accepte l'idée d'être une pianiste, et là il y a un clavier avec les trois genres de mesures avec lesquelles on peut jouer et que l'on peut moduler. Il ne faut pas dramatiser et partir de l'idée que le juge qui jouera avec cela le fera au détriment du justiciable, au détriment du mineur. Je crois qu'avec le cumul, la peine – car n'oubliez pas qu'il y a encore la peine avec sursis qui est possible –, ou la prestation personnelle, il y a des combinaisons intelligentes qui peuvent être parfaitement organisées. C'est là, je crois, une question de confiance, ça n'est pas du tout une espèce d'accumulation pour acculer au désespoir le mineur. C'est une conjugaison pour faire le mieux possible, éventuellement aussi en faveur de la réinsertion du mineur. C'est la raison pour laquelle la décision prise par la majorité de la commission, même à l'arraché, a sa raison d'être et la proposition qu'elle vous fait aujourd'hui aussi.

**Metzler Ruth**, Bundesrätin: Es kann sinnvoll und notwendig sein, einen Freiheitsentzug, namentlich wenn er bedingt ausgesprochen wurde, sowie die persönliche Leistung in Form eines Kursbesuches mit einer Busse zu verbinden, um so gegenüber den Jugendlichen ein deutliches Zeichen zu setzen. Wenn diese Möglichkeit nicht besteht, sieht sich der Jugendrichter möglicherweise in gewissen Fällen gezwungen, den Freiheitsentzug unbedingt auszusprechen oder die Arbeitsleistung nicht in Form eines Kursbesuches zu gewähren. So betrachtet würde sich der Vorschlag der Minderheit eigentlich eher zum Nachteil als zum Vorteil der betroffenen Jugendlichen auswirken. Deshalb bitte ich Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit abzulehnen.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 52 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 37 Stimmen

#### **Art. 33, 34**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### *Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Art. 35**

##### *Antrag der Kommission*

##### *Abs. 1*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### *Abs. 2*

Bei sexuellen Handlungen mit Kindern (Art. 187) und unmündigen Abhängigen (Art. 188) sowie bei Straftaten nach den Artikeln 111, 113, 122, 189 bis 191, 195 und 196, die sich gegen ein Kind unter 16 Jahren richten, dauert die Verfolgungsverjährung in jedem Fall mindestens bis zum vollendeten 25. Lebensjahr des Opfers.

##### *Abs. 3*

Die Verjährung der Strafverfolgung von sexuellen Handlungen mit Kindern (Art. 187) und unmündigen Abhängigen (Art. 188) sowie von Strafverfolgungen nach den Artikeln 111 bis 113, 122, 189 bis 191, 195 und 196, die sich gegen ein Kind unter 16 Jahren richten, bemisst sich nach den Absätzen 1 bis 3, wenn die Straftat vor dem .... (Datum des Inkrafttretens) begangen worden ist und die Verfolgungsverjährung zu diesem Zeitpunkt noch nicht eingetreten ist.

#### **Art. 35**

##### *Proposition de la commission*

##### *Al. 1*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### *Al. 2*

En cas d'actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) et des personnes mineures dépendantes (art. 188), comme en cas d'infractions au sens des articles 111, 113, 122, 189 à 191, 195 et 196 dirigés contre un enfant de moins de 16 ans, la prescription de l'action pénale court en tout cas jusqu'au jour où la victime a 25 ans révolus.

##### *Al. 3*

La prescription de l'action pénale en cas d'actes d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187) et des personnes mineures dépendantes (art. 188), comme en cas d'infractions au sens des articles 111 à 113, 122, 189 à 191, 195 et 196 dirigés contre un enfant de moins de 16 ans commis avant le .... (date de l'entrée en vigueur) est fixée selon les alinéas 1er à 3 et si elle n'est pas encore échuë à cette date.

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Art. 36**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### *Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Art. 37**

##### *Antrag der Kommission*

##### *Abs. 1, 3–6*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### *Abs. 2*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

#### **Art. 37**

##### *Proposition de la commission*

##### *Al. 1, 3–6*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### *Al. 2*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

#### *Angenommen – Adopté*

#### **Art. 38**

##### *Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

##### *Antrag Ménétrety-Savary*

##### *Abs. 1bis*

Nach diesen Grundsätzen können die urteilende Behörde, die für die Ermittlung sowie die für den Straf- und Massnahmenvollzug zuständige Behörde nicht dieselbe Person sein.

#### **Art. 38**

##### *Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

##### *Proposition Ménétrety-Savary*

##### *Al. 1bis*

Selon ces principes, l'autorité de jugement, l'autorité responsable de l'enquête et l'autorité de l'exécution des peines et mesures ne peuvent pas être la même personne.

**Ménétrety-Savary Anne-Catherine** (G, VD): Monsieur le Vice-Président, je vous fais gentiment remarquer que lors du précédent vote le quorum n'a pas été atteint. Voulons-nous continuer en petit comité? Ou alors réunir la commission et recommencer à discuter entre nous?

**Le président** (Christen Yves, premier vice-président): Madame Ménétrety-Savary, demandez-vous formellement la

vérification du quorum? Je vous rappelle que nombre de décisions se prennent dans ce Conseil sans que le quorum soit atteint. Les décisions sont néanmoins valables.

**Ménétreay-Savary Anne-Catherine (G, VD):** Alors, ne faisons pas preuve de formalisme et continuons joyeusement sur notre lancée.

Ma proposition à l'article 38 concerne aussi une question de procédure. Lors de la discussion sur ma proposition à l'article 10, vous m'avez fait remarquer que ces propositions-là devaient aller dans la loi fédérale sur la procédure pénale. M. Eggly, le rapporteur, a même parlé d'un «corps étranger».

Or, j'ai vérifié les notes que j'avais prises concernant le débat au Conseil des Etats. J'ai relevé que Mme Metzler, conseillère fédérale, à ce moment-là, avait dit que l'introduction de dispositions de procédure était possible parce qu'on a déjà suffisamment avancé dans l'unification du droit de procédure. De même, Madame la Conseillère fédérale, vous avez ajouté en substance que les juges faisaient certainement du bon travail, mais qu'on ne pouvait pas se reposer sur leur compétences et leur bonne volonté et qu'il fallait donc aussi des dispositions-cadres. Par conséquent, il me semble que des dispositions de procédure sont parfaitement acceptables dans cette loi. Elles y sont déjà, la caution vient de m'en être donnée au plus haut niveau.

J'insiste donc ici pour dire que ce nouveau droit pénal des mineurs – qui veut tenir compte de la Déclaration des droits de l'enfant – sur ce point précis, ne correspond pas à cette intention.

La Convention relative aux droits de l'enfant exige que l'autorité responsable de l'instruction, l'autorité de jugement et l'autorité d'exécution des peines et mesures ne soient pas la même personne. La loi que nous discutons ne dit rien de ce principe, se limitant, à l'article 38, à prescrire que «les cantons désignent les autorités compétentes». En commission, j'avais demandé si le principe de la différenciation des autorités pénales serait respecté. On m'a renvoyée au code de procédure pénale fédérale en consultation. Or, celui-ci ne va pas dans ce sens et prévoit encore le même juge aux trois niveaux.

Les prises de position des autorités pénales des mineurs des différents cantons sont divergentes à ce sujet. Certaines sont favorables au maintien de toutes les compétences à un seul juge, estimant que les interventions du juge peuvent mieux tenir compte de la personnalité du mineur et de ses conditions de vie. C'est possible. Mais il est probable aussi que le juge risque de se montrer plus paternaliste et plus arbitraire. Le fait d'avoir affaire à des personnes différentes apparaît certainement comme une plus grande garantie d'objectivité pour le mineur. En tout cas, le respect de la Convention relative aux droits de l'enfant nous paraît devoir primer sur la tradition du juge unique.

Chers collègues, je vous pardonne volontiers d'avoir maltraité ma proposition individuelle sur le flagrant délit à l'article 10, mais celle que nous examinons maintenant mérite davantage de considération de votre part, parce qu'elle se réfère à des exigences internationales qu'il vaut la peine de respecter. Je vous prie de l'adopter.

**Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission:** Leider lag der Kommission dieser Antrag nicht vor. Ich kann also hier nur meine persönliche Meinung vorbringen, die immerhin auch etwas ist. Wir sollten diesen Antrag nicht einfach unter dem formellen Aspekt ablehnen und festhalten, es handle sich um eine prozessuale Frage, da in Artikel 38 auch anderweitig Rahmenbestimmungen für das kantonale Verfahren festgesetzt werden. Das materielle Anliegen von Frau Ménétreay-Savary ist zu unterstützen. Ich werde diesem Antrag deshalb zustimmen. Es stellt sich höchstens die Frage, ob diese Frage auch im Rahmen der Jugendstrafprozessordnung behandelt werden sollte.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Ich bitte Sie, den Antrag Ménétreay-Savary abzulehnen, und zwar aus folgenden Gründen:

Fast in allen Kantonen nimmt der Jugendanwalt heute verschiedenste Funktionen wahr. Er ist Ankläger, er ist Beistand des Jugendlichen, er ist Richter, er ist Vollzugsbehörde. Nach Auffassung der Praktiker hat sich das System sehr bewährt. Allerdings kann man sich unter allgemeinen rechtsstaatlichen Gesichtspunkten sehr wohl die Frage stellen, die Frau Ménétreay-Savary in ihrem Antrag aufwirft: ob diese Kumulation der Funktionen auch in Zukunft aufrechterhalten werden soll. Genau diese Frage ist denn auch in der Vernehmlassung zum Entwurf einer eidgenössischen Jugendstrafprozessordnung thematisiert worden. Diese Frage muss ausführlich analysiert und diskutiert werden, bevor man einen solchen grundlegenden Systemwechsel, wie im Antrag Ménétreay-Savary vorgeschlagen, in der Jugendstrafrechtspflege vornimmt. Dieser Systemwechsel darf nicht einfach aufgrund dieses Einzelantrages Hals über Kopf im Rahmen der heutigen Debatte erfolgen.

Ich bitte Sie wirklich, diesen Antrag abzulehnen.

*Abs. 1, 2, 3 – Al. 1, 2, 3  
Angenommen – Adopté*

*Abs. 1bis – Al. 1bis*

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Ménétreay-Savary .... 37 Stimmen  
Dagegen .... 49 Stimmen

**Art. 39**

*Antrag der Kommission*

*Abs. 1, 3*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Abs. 2*

Falls der Jugendliche oder seine gesetzlichen Vertreter nicht selber einen Verteidiger wählen, bestellt die zuständige Behörde dem Jugendlichen einen amtlichen Verteidiger, wenn:

- a. es die Schwere der Tat erfordert;
- b. der Jugendliche und seine gesetzlichen Vertreter zur Verteidigung offensichtlich nicht imstande sind; oder
- c. sie den Jugendlichen für mehr als 24 Stunden in Untersuchungshaft nimmt oder seine vorsorgliche Unterbringung anordnet.

**Art. 39**

*Proposition de la commission*

*Al. 1, 3*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Al. 2*

Lorsque le mineur ou ses représentants légaux n'ont pas choisi eux-mêmes de défenseur, l'autorité compétente commet d'office un défenseur si:

- a. la gravité de l'acte l'exige;
- b. le mineur et ses représentants légaux ne sont manifestement pas en mesure d'assurer eux-mêmes la défense; ou
- c. elle ordonne la détention avant jugement du mineur pour plus de 24 heures ou son placement à titre provisionnel.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 40, 41**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

**Art. 42**

*Antrag der Kommission*

*Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Minderheit*

(Ménétreay-Savary, de Dardel, Garbani, Thanei, Tschäppät, Vermot)

**Abs. 1-4**

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Abs. 5**

Streichen

**Art. 42**

*Proposition de la commission*

**Majorité**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Minorité**

(Ménétrety-Savary, de Dardel, Garbani, Thanei, Tschäppät, Vermot)

**Al. 1-4**

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Al. 5**

Biffer

**Ménétrety-Savary** Anne-Catherine (G, VD): A l'article 42 alinéa 5, on est de nouveau dans les questions de paiement. Cet article prévoit que si le mineur dispose d'un revenu régulier de par son travail, il peut être astreint à participer aux frais d'exécution dans une juste proportion. Je vous ai déjà fait part de notre souci que les mineurs en délicatesse avec la loi soient sanctionnés autrement qu'avec des peines pécuniaires, et que les ressources dont ils peuvent disposer soient réservées à leur formation et à leur insertion sociale, voire à réparer les dommages qu'ils ont causés plutôt qu'à payer les frais d'exécution des peines.

En commission, on m'a invitée à considérer que les personnes en cause pouvaient être aussi des blousons dorés aux poches pleines ou des jeunes qui avaient hérité de leur grand-mère. Je suis portée à croire que ça n'est pas le cas le plus fréquent. Au contraire, même si c'était le cas, je ne vois pas comment les fils et les filles de riches, dont les parents paient les amendes, les frais d'avocat et les frais d'exécution des peines, seraient amenés à s'amender eux-mêmes de ce fait, ressentant douloureusement – comme on voudrait le leur faire sentir – qu'ils sont punis et qu'ils doivent payer. Que je sache, on ne fait pas payer l'école aux enfants des riches.

Je répète donc que je ne m'oppose pas à ce que les valeurs acquises illégalement par des mineurs soient confisquées, ni que l'argent dont ils disposent puisse servir à réparer les dommages causés. Pour le reste, il me paraît que la priorité pour les jeunes en difficulté est la construction de leur avenir, et que c'est à cela que doivent servir leurs ressources. Je vous prie de suivre ma proposition de minorité.

**Eggy** Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: Oui, Madame Ménétrety-Savary, on fait payer l'école aux parents riches, ne serait-ce que par la progressivité de l'impôt. Par conséquent, il y a bel et bien, en effet, une idée sociale de considérer aussi l'élément de la fortune. On a déjà eu cette discussion. Il y a toujours ceux qui, naturellement, parce qu'ils ont des parents, etc., ne seront pas touchés par cela, alors que celui qui n'a pas de parents riches et qui a une petite fortune pourrait, lui, être touché. Cela peut être une injustice, mais évidemment rien n'est parfait. Le principe selon lequel, en effet, le mineur qui dispose d'un revenu régulier doit participer dans une juste proportion aux frais d'exécution, et qui veut que l'on prenne en considération son travail, mais aussi éventuellement sa fortune, est juste, et ce principe est, au fond, social. En effet, moi, je n'aime pas l'idée que les fils à papa ou le petit privilégié qui a un bon matelas de billets n'aille pas puiser dedans pour participer aux frais d'exécution et que tout soit à la charge de l'Etat. Par conséquent, je comprends bien les limites de ce critère et la manière finalement de le rendre inopérant, mais tel qu'il est, c'est plus juste que de ne pas prendre en considération l'élément de la fortune.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à accepter la proposition de la majorité de la commission.

**Abstimmung – Vote**

Für den Antrag der Mehrheit .... 52 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 41 Stimmen

**Art. 42bis**

*Antrag Ménétrety-Savary*

**Titel**

Vorbeugung

**Text**

Der Bund leitet die Kantone an, Informations- und Erziehungsmassnahmen zur Kriminalitätsvorbeugung zu treffen und Programme für Eltern und Jugendliche in Schwierigkeiten zu erstellen.

Der Bund kann diese Vorbeugung mit Richtlinien betreffend Inhalt und Modalitäten der zu treffenden Massnahmen sowie finanziell unterstützen.

**Art. 42bis**

*Proposition Ménétrety-Savary*

**Titre**

Prévention

**Texte**

La Confédération incite les cantons à prendre des mesures d'information et d'éducation pour prévenir la délinquance et à mettre sur pied des programmes destinés aux parents et aux jeunes en difficultés.

La Confédération peut participer à ces mesures préventives par des directives sur leur contenu et leurs modalités, et par un soutien financier.

**Metzler** Ruth, Bundesrätin: Ich habe sehr viel Verständnis für das Anliegen von Frau Ménétrety-Savary, und ich werde es auch nicht bekämpfen. Ich möchte aber darauf hinweisen, dass im Erwachsenenstrafrecht in Artikel 388a bereits Präventionsmassnahmen vorgesehen sind und diese Norm ja auch über den Artikel 1 Absatz 2 für das neue Jugendstrafrecht gilt.

Unseres Erachtens ist die Formulierung, wie sie im Erwachsenenstrafrecht gilt, präziser und detaillierter formuliert, und insofern würde ich eher diese Formulierung vorziehen. Ich opponiere aber dem Antrag Ménétrety-Savary nicht.

**Ménétrety-Savary** Anne-Catherine (G, VD): Pardonnez-moi, c'est la dernière proposition. Cela ira plus vite car Mme Metzler, conseillère fédérale, a déjà pris position par avance sur cette proposition. Je déclare que je la maintiens.

La réalité n'est pas forcément dans cette salle. Au-delà de cette salle, il y a des jeunes qui ont des problèmes; il y a des juges des mineurs qui doivent les juger; il y a des éducateurs qui doivent les prendre en charge. Je crois que ça vaut la peine de rester encore cinq minutes pour prendre ces choses-là très au sérieux.

J'avais déjà présenté cet amendement en commission, mais je ne l'avais pas déposé comme proposition de minorité; je le reprends maintenant.

On ne peut pas, à longueur d'année, se lamenter sur la violence des jeunes et ne rien faire pour la prévenir. On ne peut pas non plus élaborer une loi qui se veut centrée sur la personne plutôt que sur l'acte, animée d'une volonté éducative et sociale, et ne pas indiquer quelque part que la répression n'est qu'une partie de la réponse à la délinquance des mineurs, et que la volonté d'entreprendre quelque chose en amont existe et devra être concrétisée.

Il serait d'ailleurs faux de dire qu'on ne fait rien pour la prévention de la violence et de la délinquance des jeunes. De nombreux programmes de prévention existent déjà dans les cantons et les communes. Que ce soit dans les écoles, dans des clubs sportifs, dans des centres de loisir, les jeunes peuvent participer à des activités qui les sensibilisent et qui, aussi, consolident leur intégration sociale. Mais ces activités ont besoin de soutien financier, parfois aussi d'idées et de coordination. Des incitations et des impulsions sont nécessaires; c'est exactement ce que la Confédération fait déjà dans le domaine des toxicomanies.

Je rappelle également, Mme Metzler, conseillère fédérale, l'a rappelé aussi, que nous avons effectivement introduit un tel article dans le code pénal des adultes. En commission, on m'a fait remarquer que si c'était déjà dans le code pénal des adultes, ça suffisait. Je ne suis pas de cet avis. Ce n'est pas pour rien qu'on a voulu faire du droit pénal des mineurs une loi à part. Ce serait ridicule qu'en matière de prévention, qui trouve précisément sa raison d'être en particulier chez les jeunes, on doive s'en remettre au code pénal des adultes!

Je vous prie donc – dernier effort, dernière ligne droite – de bien vouloir soutenir cette proposition.

**Thanel Anita (S, ZH), für die Kommission:** Frau Bundesrätin Metzler hat bereits zu diesem Antrag Stellung genommen, sehr wahrscheinlich in der Hoffnung, dass wir um 12.30 Uhr die Sitzung beenden können und Frau Ménétreay-Savary allenfalls ihren Antrag zurückzieht. Artikel 388a des Erwachsenenstrafrechtes sieht genau das vor, was Frau Ménétreay-Savary verlangt. In Artikel 1 des Jugendstrafgesetzes wird auf diesen neuen Artikel verwiesen werden. Damit sind inhaltlich sämtliche Anliegen von Frau Ménétreay-Savary, die berechtigt sind – ich möchte darauf hinweisen: die mehr als berechtigt sind –, erfüllt. Deshalb scheint mir Artikel 42bis hier nicht nötig.

**Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission:** Au premier abord, en lisant cette proposition Ménétreay-Savary, je me disais déjà qu'il ne fallait pas la soutenir parce que ce sont des ordres donnés aux cantons qui, eux, ne sont quand même pas des mineurs, mais plutôt des majeurs. Finalement, je me suis aperçu en discutant en aparté que – Mme Metzler, conseillère fédérale, a déjà répondu – on a déjà quelque chose de plus précis dans le droit pénal actuel des adultes auquel renvoie le droit pénal des mineurs. Par conséquent, d'une part, ça me paraît un peu porter atteinte à la confiance qu'on doit aux cantons et, d'autre part, dans la mesure où on leur donne quand même quelques injonctions, les dispositions demandées existent déjà. C'est la raison pour laquelle cette proposition, dont l'intention est bonne, est probablement inutile.

Je vous propose de suivre la commission.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag Ménétreay-Savary .... 16 Stimmen

Dagegen .... 66 Stimmen

**Art. 43–48**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif: Bellage – Annexe 98.038/1844)

Für Annahme des Entwurfes .... 80 Stimmen

(Einstimmigkeit)

*Schluss der Sitzung um 12.35 Uhr*

*La séance est levée à 12 h 35*



01.042

**Rechtshilfe  
in Strafsachen.  
Vertrag mit Ägypten  
Entraide judiciaire  
en matière pénale.  
Traité avec l'Égypte**

*Zweitrat – Deuxième Conseil*

Botschaft des Bundesrates 03.07.01 (BBl 2001 4901)  
Message du Conseil fédéral 03.07.01 (FF 2001 4680)

Bericht RK-NR 14.01.02  
Rapport CAJ-CN 14.01.02

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Epiney Simon (C, VS), pour la commission: La Suisse entretient avec l'Égypte des contacts fréquents, notamment dans le domaine touristique. Il existe malheureusement un besoin de collaboration également en matière de criminalité internationale. C'est pour cette raison qu'un traité a été conclu sur le plan de l'entraide judiciaire en matière pénale avec ce pays. Ce traité permet de s'accorder mutuellement un soutien actif dans la recherche et la poursuite des infractions.

C'est pour cette raison que la commission, à l'unanimité, vous demande d'approuver le présent traité et d'autoriser le Conseil fédéral à le ratifier.

Metzler Ruth, Bundesrätin: Der Rechtshilfevertrag mit Ägypten, wie er Ihnen vorliegt, ist ein wichtiges Instrument im Kampf gegen die internationale Kriminalität. Der Rechtshilfevertrag mit Ägypten schafft die völkerrechtliche Grundlage dafür, dass schweizerische und ägyptische Justizbehörden künftig bei der Verfolgung strafbarer Handlungen zusammenarbeiten können. Bisher funktionierte der Rechtshilfeverkehr nur in die Richtung Schweiz-Ägypten. Gestützt auf das Rechtshilfegesetz konnte die Schweiz Ägypten Rechtshilfe gewähren, sofern Ägypten das Gegenrecht zusicherte. Ägypten hingegen braucht diesen Vertrag, um gegenüber der Schweiz Rechtshilfe leisten zu können, da es bisher keine gesetzliche Grundlage hatte.

Der Rechtshilfevertrag mit Ägypten ist ein Meilenstein in der schweizerischen Vertragspolitik. Es ist das erste Mal, dass die Schweiz mit einem bedeutenden arabischen Staat eine Rechtshilfevereinbarung abschliesst. Der Vertrag trägt der aktuellen Menschenrechtssituation in Ägypten Rechnung. Er berücksichtigt die schweizerischen Anliegen im Bereich der Menschenrechte. Diese Vorlage könnte andere arabische Staaten zu einem Vertragsabschluss mit der Schweiz bewegen, nachdem Ägypten den Vertrag im letzten Jahr genehmigt hat. Voraussetzung für solche Verträge muss jedoch immer sein, dass im betreffenden Staat die Menschenrechte grundsätzlich eingehalten werden.

Ich bitte Sie, auf diese Vorlage einzutreten und sie gutzuheissen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesbeschluss zum Vertrag zwischen der Schweiz und Ägypten über Rechtshilfe in Strafsachen  
Arrêté fédéral concernant le Traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la Suisse et l'Égypte**

*Gesamtberatung – Traitement global*

**Titel und Ingress, Art. 1, 2  
Titre et préambule, art. 1, 2**

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*  
Für Annahme des Entwurfes .... 36 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

01.025

**Lebenslange Verwahrung  
für nicht therapierbare,  
extrem gefährliche  
Sexual- und Gewaltstraftäter.  
Volksinitiative**

**Internement à vie  
pour les délinquants sexuels  
ou violents jugés très dangereux  
et non amendables.  
Initiative populaire**

*Frist – Délai*

Botschaft des Bundesrates 04.04.01 (BBl 2001 3433)  
Message du Conseil fédéral 04.04.01 (FF 2001 3265)

Bericht RK-NR 11.02.02  
Rapport CAJ-CN 11.02.02

Nationalrat/Conseil national 22.03.02 (Frist – Délai)

Bericht RK-SR 03.05.02  
Rapport CAJ-CE 03.05.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Frist – Délai)

**Le président (Cottier Anton, président):** La commission propose, à l'unanimité, de se rallier à la décision du Conseil national et de prolonger d'un an le délai pour le traitement de l'initiative populaire.

*Angenommen – Adopté*

98.038

**Schweizerisches Strafgesetzbuch  
und Militärstrafgesetz.  
Änderung**

**Code pénal suisse  
et Code pénal militaire.  
Modification**

*Differenzen – Divergences*

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1979)  
Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)

**3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht  
3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs**

**Art. 1 Abs. 2 Bst. c, l**  
*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 1 al. 2 let. c, I***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 2***Antrag der Kommission**Abs. 2*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

*Abs. 3*

Festhalten

**Art. 2***Proposition de la commission**Al. 2*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Al. 3*

Maintenir

**Epiney Simon (C, VS), pour la commission:** Nous sommes donc effectivement au stade de l'élimination des divergences. Il y a trois divergences avec le Conseil national.

D'abord, l'article 2 alinéa 3 prévoit, dans la version du Conseil fédéral: «Les personnes chargées d'appliquer la présente loi doivent disposer de compétences éducatives.» Le Conseil des Etats avait biffé cet alinéa 3. La commission vous propose de maintenir notre décision. En effet, il n'est pas coutumier de préciser dans une loi quelles sont les compétences que doivent avoir les juges. Les juges doivent par définition être compétents, mais on ne doit pas préciser quelle sorte de compétence ils doivent avoir puisqu'il n'y a pas seulement des compétences éducatives, mais il peut y avoir bien sûr, et d'abord, des compétences professionnelles. Dès lors, il ne faut pas à notre avis être restrictif dans cette loi et il vaut mieux biffer l'alinéa 3, car que signifie «disposer de compétences éducatives»? Est-ce qu'un juge qui a des enfants à problèmes, ou qui est célibataire, ou homosexuel ou qui a été marié plusieurs fois, sera qualifié d'incapable d'être juge des mineurs? Donc, nous estimons que cette qualification des compétences du juge des mineurs est maladroite et ne doit pas figurer dans la loi.

*Angenommen – Adopté***Art. 3 Abs. 2; 7bis Abs. 1 Bst. c; 8 Abs. 3; 11 Abs. 1; 12 Abs. 2; 13 Abs. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 3 al. 2; 7bis al. 1 let. c; 8 al. 3; 11 al. 1; 12 al. 2; 13 al. 1***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 18 Abs. 2***Antrag der Kommission*

Festhalten

**Art. 18 al. 2***Proposition de la commission*

Maintenir

**Epiney Simon (C, VS), pour la commission:** La deuxième divergence se situe à l'article 18 alinéa 2. Les détenteurs de l'autorité parentale ou les parents nourriciers en proie à des difficultés avec un mineur sont assistés par un service spécialisé disposant d'un droit de regard. Au besoin, une assistance personnelle peut être fournie aux parents pour les seconder dans leur tâche éducative.

Le Conseil national veut prolonger ce service au-delà de 18 ans, même sans l'accord de l'intéressé, alors que l'article 11

alinéa 3 précise bien qu'«aucune surveillance ne peut être ordonnée après la majorité de l'intéressé sans son accord». Il y a donc une incohérence entre l'article 11 alinéa 3 et la décision du Conseil national à l'article 18 alinéa 2.

Ensuite, il ne faut pas mélanger les notions de minorité et de majorité. A partir de 18 ans, un jeune devient majeur. S'il y a des problèmes avec ce jeune, il convient de prendre des mesures tutélaires, mais c'est aller à l'encontre de la notion de minorité et de majorité que de pouvoir imposer après 18 ans de telles mesures. D'ailleurs, c'est vraisemblablement contreproductif de vouloir appliquer des mesures à un mineur sans son consentement.

C'est pour cette raison que la commission propose de maintenir notre décision à l'article 18 alinéa 2.

*Angenommen – Adopté***Art. 19 Abs. 2 Bst. c; 20 Abs. 3; 21 Abs. 2; 22 Abs. 1***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 19 al. 2 let. c; 20 al. 3; 21 al. 2; 22 al. 1***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

**Epiney Simon (C, VS), pour la commission:** A l'article 23 alinéa 5 il y a une erreur dans le dépliant: il n'y a pas de divergence.

**Art. 27 Abs. 4***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 27 al. 4***Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 35 Abs. 2, 3***Antrag der Kommission*

Streichen

**Art. 35 al. 2, 3***Proposition de la commission*

Biffer

**Epiney Simon (C, VS), pour la commission:** L'article 35 concerne la prescription, «die Verjährung» en allemand. Le Conseil national a introduit un alinéa 2 et un alinéa 3; qui ont comme objectif d'allonger la durée de prescription, dans la mesure où il s'agit d'une infraction grave qui a été commise sur un enfant de moins de 16 ans, et notamment lorsqu'il s'agit d'actes d'ordre sexuel. Selon le Conseil national, la prescription court jusqu'à ce que la victime ait 25 ans.

Nous estimons que la décision du Conseil national, même si elle est légitime dans son principe, ne peut être acceptée, d'une part, parce que nous avons durci les dispositions de la partie générale du Code pénal afin de protéger les victimes et, d'autre part, surtout parce que cette décision crée des entorses difficilement acceptables. Je vous donne un exemple: pour un jeune qui a 17 ans et 11 mois et qui commet un acte délictueux avec une fille de 10 ans, la prescription sera de cinq ans selon l'article 35 alinéa 1er dans la version du Conseil national; par contre, s'il a 18 ans et un jour et qu'il commet le même acte avec une fille de 10 ans, la prescription courra pendant quinze ans.

Nous estimons que ces différences de traitement sont choquantes et qu'il vaut mieux s'en tenir au projet du Conseil fédéral concernant la prescription.

*Angenommen – Adopté*

**Art. 37 Abs. 2; 39 Abs. 2**  
Antrag der Kommission  
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

**Art. 37 al. 2; 39 al. 2**  
Proposition de la commission  
Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

00.314

**Standesinitiative Genf.  
Bekämpfung der Pädophilie  
Initiative cantonale Genève.  
Lutte contre la pédophilie**

Zweitrat – Deuxième Conseil

Einreichungsdatum 30.06.00

Date de dépôt 30.06.00

Bericht RK-NR 21.02.01

Rapport CAJ-CN 21.02.01

Nationalrat/Conseil national 11.12.01 (Erstrat – Premier Conseil)

Bericht RK-SR 02.05.02

Rapport CAJ-CE 02.05.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

01.3012

**Motion RK-NR (00.314).  
Bekämpfung der Pädophilie  
Motion CAJ-CN (00.314).  
Lutte contre la pédophilie**

Einreichungsdatum 21.02.01

Date de dépôt 21.02.01

Nationalrat/Conseil national 11.12.01

Bericht RK-SR 02.05.02

Rapport CAJ-CE 02.05.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

01.3196

**Motion Aeppli Wartmann Regine.  
Internetskriminalität.  
Wirksamere Bekämpfung  
mit effizientem Verfahren  
Motion Aeppli Wartmann Regine.  
Améliorer  
la procédure de lutte  
contre la cybercriminalité**

Einreichungsdatum 23.03.01

Date de dépôt 23.03.01

Nationalrat/Conseil national 20.09.01

Bericht RK-SR 02.05.02

Rapport CAJ-CE 02.05.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

00.314

Antrag der Kommission  
Der Initiative keine Folge geben

Proposition de la commission  
Ne pas donner suite à l'initiative

01.3012  
Antrag der Kommission  
Überweisung der Motion

Proposition de la commission  
Transmettre la motion

01.3196  
Antrag der Kommission  
Mehrheit  
Ziffer 1 der Motion ablehnen und Ziffer 2 überweisen  
Minderheit  
(Brunner Christiane, Berger, Studer Jean)  
Die Motion überweisen

Proposition de la commission  
Majorité  
Rejeter le chiffre 1 de la motion et en transmettre le chiffre 2  
Minorité  
(Brunner Christiane, Berger, Studer Jean)  
Transmettre la motion

**Pfisterer Thomas (R, AG)**, für die Kommission: Die Kommission beantragt Ihnen, der Standesinitiative Genf 00.314 keine Folge zu geben, die Motion 01.3012 des Nationalrates zu überweisen, Ziffer 1 der Motion Aeppli Wartmann 01.3196 abzulehnen und Ziffer 2 zu überweisen. Gemeinsame Basis der ganzen Diskussion ist die wachsende Sorge über die zunehmenden Handlungen gegen die sexuelle Integrität von Kindern. Die Beratungen drehen sich zentral um folgende Fragen: Tut der Bund in diesem Bereich genug, und sollen insbesondere die Strafverfolgungskompetenzen beim Bund zentralisiert werden?

Zur ersten Frage – die Kommission legt Wert darauf, dass dies auch in der Öffentlichkeit und dem Kanton Genf gegenüber erwähnt wird: Der Bund hat sich in letzter Zeit durchaus engagiert. Erinnert sei insbesondere an den Analysebericht der Arbeitsgruppe «Bekämpfung des Missbrauchs der Informations- und Kommunikationsmittel» (Bemik), dann an die Verbesserung der Koordination, die Einführung der nationalen Koordinationsstelle auf den 1. Januar 2003 sowohl mit Monitoring wie Clearing und eben mit diesem Analyseauftrag. Dann sei an die Mitarbeit in entsprechenden internationalen Arbeitsgruppen – Interpol usw. – und im Europarat für eine Konvention gegen die Cyberkriminalität erinnert. Dann erinnert sich der Rat selbstverständlich an die Änderung des Sexualstrafrechtes – Stichworte sind Verführung und Strafbarkeit des Besitzes von Kinderpornografie. Schliesslich sei an die Expertenkommission erinnert, die der Bundesrat bzw. Frau Metzler betreffend meine Motion 00.3714, «Netzwerkriminalität. Änderung der rechtlichen Bestimmungen», eingesetzt hat. Diese Arbeitsgruppe ist an der Arbeit.

Es sind also drei Geschäfte zu beurteilen, die Standesinitiative und die beiden Motionen. Zur Standesinitiative Genf: Es ist klarzustellen, dass die Genfer Standesinitiative die gesamte Problematik inhaltlich aufgegriffen und einiges bewegt hat. Das ist allgemein anerkannt worden. Heute – zwei Jahre später – ist allerdings erfreulicherweise einiges erfüllt, oder die Umsetzung ist im Gange. Eigentlich ist es damit jetzt nicht mehr nötig, gemäss dieser Initiative eine Vorlage zu erarbeiten. Sie ist durch die Ereignisse überholt worden. Aber zum Zeitpunkt, als die Standesinitiative eingereicht wurde, war das Anliegen durchaus legitimerweise auf die Traktandenliste zu setzen.

Nicht weil die Initiative falsch war, sondern weil sie zwischenzeitlich überholt und das Ziel im Wesentlichen erreicht ist, beantragt Ihnen die Kommission, ihr keine Folge zu geben. Die Motion aus der nationalrätlichen Schwesterkommission nimmt die Anliegen der Standesinitiative auf, so weit sie

noch offen sind. Dementsprechend beantragt Ihnen die Kommission einstimmig, sie zu überweisen.

Es ist heute im Grunde genommen aus unserer Sicht nur eine Frage zu klären, und die Kommission beantragt Ihnen, ihr in dieser einen Frage zu folgen. Sie betrifft Ziffer 1 der Motion Aeppli Wartmann. Es geht um die Frage der Erweiterung der Strafverfolgungskompetenz des Bundes auf alle Delikte, die mit Hilfe des Instrumentes des Internet begangen worden sind, namentlich im Fall der sexuellen Ausbeutung von Kindern.

Aus der Diskussion Ihrer Kommission ist über drei Hauptgründe zu berichten:

1. Wenn wir auf das technische Mittel abstellen, ergibt sich das Problem der Abgrenzung dieser Kompetenz zwischen dem Bund und den Kantonen. Diese Abgrenzung würde den Sachzusammenhang verletzen: Ein und dasselbe Delikt müsste je nach technischen Mitteln von unterschiedlichen Behörden behandelt werden. Das führt zu Doppelspurigkeiten, zu einem Parallelismus, der nicht sinnvoll ist.

2. Die Kantone kennen den Sachzusammenhang zum persönlichen Umfeld der Kinder besser; das haben die Fachleute in der Kommission unterstrichen. Das leuchtet an sich auch ein und hat Gewicht.

3. Bezüglich der Verwaltungseffizienz ist nun der Bund mit der neuen Strafverfolgungskompetenz nach Artikel 340bis StGB bereits ganz erheblich gefordert. Schon dort haben sich beispielsweise personelle Engpässe eingestellt; es ist nicht sinnvoll, eine erhebliche zusätzliche Belastung in Kauf zu nehmen.

Damit bleibt aus der Diskussion Ihrer Kommission die Sorge um die Sache. Das muss unterstrichen werden. Am 1. Februar dieses Jahres ist in den EU-Mitgliedstaaten im materiellen Strafrecht und in der Strafverfolgung eine Neuordnung in Kraft getreten. Die Initiative des Kantons Genf ist nun seit zwei Jahren hängig. Die erwähnte Motion wurde vor anderthalb Jahren eingereicht, und damit standen wir in der Kommission – das hat sich deutlich gezeigt – vor einem Zeitproblem. Einerseits sind die Vorstösse seit längerer Zeit deponiert, und andererseits wird jetzt in der EU seit einigen Monaten bereits gemeinsam vorgegangen. Ohne neue Strafnormen kommt diese neue Koordinationsstelle nicht voll zum Tragen; es müssen die entsprechenden materiellrechtlichen Grundlagen vorhanden sein.

Darum erlaube ich mir aufgrund der Diskussion Ihrer Kommission die Erwartung zu formulieren, die in der Kommission teilweise recht intensiv und pointiert zum Ausdruck kam. Es besteht die Erwartung, dass diese materiellen Arbeiten rasch erledigt werden und dass die uns angegebene Maximalfrist des nächsten Frühjahrs nicht ausgeschöpft wird. Vielmehr sollten sich die Expertenkommission, das Departement und der Bundesrat auf ein Minimum beschränken und versuchen, in Etappen vorzugehen, damit wir das Ziel pragmatisch erreichen; es liegen ja entsprechende Vorschläge auf dem Tisch.

Die gemeinsame Sorge um die zunehmenden Verstösse gegen die sexuelle Integrität von Kindern führt zu diesem Antrag Ihrer Kommission. Ich bitte Sie, ihm zuzustimmen.

**Brunner Christiane (S, GE):** Ma proposition de minorité est tout d'abord une proposition de protestation contre la lenteur avec laquelle on traite ce dossier. D'abord, on met les choses de côté, puis on les reprend pour nous promettre un avant-projet pour le milieu de l'année suivante. Je dois dire que je ne sais plus que répondre à mes collègues genevois s'ils me posent la question de savoir où l'on en est. J'ai enregistré avec satisfaction qu'on a fait un certain nombre de choses, mais l'initiative cantonale 00.314 l'a dit il y a deux ans déjà, et bien sûr qu'on attend encore beaucoup plus de la part du Conseil fédéral, beaucoup plus dans le sens d'une accélération du traitement.

Je ne critique pas ce qui a été fait. Je trouve que c'est tout à fait juste et légitime, mais que le rythme est trop lent par rapport à des crimes gravissimes qui entraînent des conséquences tout aussi graves pour les enfants: destructuration

totale de leur personnalité, si ce n'est mise en cause de leur intégrité physique ou même de leur vie. Il faut quand même voir que nous avons de plus en plus une utilisation commerciale de cette barbarie. Il me semble que contre cette utilisation commerciale les moyens ne sont pas adéquats, que les cantons ne peuvent pas mettre en place les armes nécessaires pour combattre le commerce des enfants d'abord, et le commerce des enfants via Internet ensuite.

Il me semble que la réponse du Conseil fédéral est insatisfaisante dans la mesure où l'on dit simplement que les autorités de poursuite pénale ne peuvent pas s'occuper à ce stade de ce type d'infractions puisque ce n'est pas prévu. Elles sont en pleine réorganisation puisqu'on leur a donné des compétences élargies. Je comprends bien que ces compétences élargies entraînent des tâches de plus en plus grandes pour les autorités de poursuite pénale fédérales, mais on est justement en train de réorganiser ces tâches-là. On a donné des compétences élargies aux autorités de poursuite pénale fédérales, et je pense que ce serait le moment de dire qu'en matière de crimes gravissimes de cette nature, il faut que la Confédération, elle aussi, ait la compétence de poursuivre pénalement.

Je vous avouerai que personne ne comprend comment l'Union européenne arrive – péniblement, mais elle y arrive – à s'organiser dans le domaine, à prendre des décisions dont on attend quelque chose, alors que nous, de notre côté, nous avons l'impression que notre société, en Suisse, ne peut pas se donner les moyens de poursuivre ces criminels, ni sur le plan national, ni sur le plan international. Cette préoccupation concerne toute la population suisse, pas seulement bien sûr à l'égard des enfants dans notre pays, mais aussi à l'égard de l'utilisation des enfants encore plus faibles qui vivent dans des pays totalement défavorisés.

Il me semble donc que la décision du Conseil national de transmettre la motion Aeppli Wartmann en tant que telle est en tout cas un signal à l'égard du Conseil fédéral: on veut que ce soit une priorité. Une priorité qu'on ne peut pas simplement abandonner aux cantons, une priorité qui ne permet pas de dire: «Ma foi, maintenant, il y a le frein à l'endettement, nous ne pouvons pas la réaliser.» J'entends tous les membres de la Commission des finances me dire que c'est comme ça. Mais par rapport à des crimes aussi graves et par rapport à une barbarie qui s'étend de plus en plus, il me semble que la Confédération se doit de placer des priorités pour lutter contre cette barbarie.

C'est en ce sens-là que je vous demande de transmettre la motion Aeppli Wartmann 01.3196 en tant que telle, comme l'a fait le Conseil national.

**David Eugen (C, SG):** Ich unterstütze in dieser Sache die Minderheit. Die Argumente, die dagegen vorgebracht werden, dass der Bund in diesem besonderen Fall der Straftaten im Bereich der Pädophilie durch das Internet tätig wird, sind in meinen Augen nicht überzeugend. Entscheidend ist doch, dass die in 26 Kantone aufgeteilte Schweiz nicht hinreichend in der Lage ist, ein solches Delikt überhaupt an 26 Orten richtig zu verfolgen. Das Internet ist eine internationale Erscheinung, und die Verfolgung dieser Straftaten setzt voraus, dass in der Schweiz eine entsprechende zentrale Organisation besteht, die das aufnimmt und nachher auch die Strafverfolgung durchführt.

Vorgesehen ist eine Koordinationsstelle, die beim Bund angesiedelt ist und Abklärungen treffen sowie Ermittlungen durchführen soll. Wenn man diese Stelle einrichten will – und ich hoffe, dass man dies jetzt auch tut –, ist nicht einzusehen, warum man dann nicht auch die Ergebnisse, die diese Ermittlungen bringen, unmittelbar in die notwendigen Strafverfolgungsmassnahmen umsetzt und man hier wieder den Schritt zurück macht und die Sache an die Kantone zurückschiebt. Es gibt keinen Grund, die Ermittlungskompetenz und die Strafverfolgungskompetenz in diesem Fall auseinander zu halten.

Mit einem formalen Argument wird erklärt – ich habe das im Protokoll gelesen –, es gehe hier eben nicht darum, nach

dem Tatmittel – eben Internet –, sondern nach der Tat-kategorie – Sexualdelikt – abzugrenzen. Sexualdelikte selen als Tat-kategorie in der Regel bei den Kantonen angesiedelt, und man könne jetzt nicht plötzlich nach dem Tatmittel – Internet – unterscheiden. Das scheint mir ein sehr formalistisches Argument und nicht am Ziel der Sache orientiert zu sein. Das Ziel ist nämlich, dass wir in diesem Bereich effektiv eine wirksame Strafverfolgung erhalten und sie nicht dadurch wieder auflösen, dass wir zwar die Ermittlungen beim Bund machen, aber nachher 26 Kantone die Strafverfolgung durchführen lassen.

Auch nicht stichhaltig scheint mir das in der Debatte vorgebrachte Argument, die Kantone würden das Umfeld der Betroffenen besser kennen. Hier geht es ja um die Kriminalität, die auf dem Internet stattfindet, und diese kann in verschiedenen Kantonen, wahrscheinlich sogar in mehreren Kantonen und im Ausland, betroffene Opfer haben. Es ist keineswegs so, dass sich das an einem bestimmten Ort konzentriert. Es wird im Gegenteil so sein, dass verschiedene Strafverfolgungsbehörden in der Schweiz aktiv werden müssen.

Das Argument des Umfeldes überzeugt daher meines Erachtens nicht. Das letzte vorgebrachte Argument, der Bund sei ohnehin zu sehr belastet und könne nicht noch mehr belastet werden, überzeugt mich auch nicht. Wenn Sie schon eine Ermittlungsstelle beim Bund einrichten – mit guten Gründen, ich unterstütze das vehement, und wie ich gelesen habe, soll diese mit rund neun Personen bestückt sein –, wenn also die polizeiliche Arbeit mehr oder weniger auf Bundesebene gemacht wird, ist es sogar kostensparend, wenn auch die unmittelbar nachher folgende Strafverfolgung angehängt wird, die ja die juristische Seite der Übung umfasst. Das ist auch viel effizienter, als wenn dieser Teil in einem wahrscheinlich auch recht mühsamen und komplexen Verfahren an verschiedene Kantone zurückgegeben wird und dort – das ist ja in solchen Fällen üblich – die ganze Ermittlungs- und Aktenarbeit nochmals aufgerollt werden muss. Ich denke, es ist kein effizientes Vorgehen, wenn wir das so vorsehen.

Dass man sagt, der Bund wolle in diesem Sektor der Strafverfolgung einfach nicht mehr Kosten übernehmen, weil er mit den neu übernommenen Strafverfolgungsbereichen – Wirtschaftskriminalität usw. – jetzt schon zu viele Kosten habe, kann ich durchaus verstehen. Aber wenn wir davon reden, dass in jenem Bereich rund 400 Beamte neu eingesetzt werden, dann ist es von mir aus gesehen ohne weiteres möglich, einen beschränkten Teil an Ressourcen auch für diesen Bereich einzusetzen und damit die an die Ermittlung anschliessende Strafverfolgung auf Bundesebene zu übernehmen.

Ich bitte Sie, dem Antrag der Minderheit zu folgen und auch Ziffer 1 der Motion Aeppli Wartmann zu überweisen.

**Epiney Simon (C, VS):** Comme vous l'avez entendu de la part du rapporteur, le souci de la commission est de vouloir véritablement s'attaquer au fléau que constitue la cybercriminalité. Toutefois, nous ne voulons pas non plus laisser de faux espoirs. Par exemple, la Confédération a été investie de nouvelles tâches, notamment pour réprimer le blanchiment d'argent, la criminalité économique. Parallèlement, le Parlement n'octroie pas les moyens nécessaires pour engager le personnel suffisant et mettre en place les infrastructures pour que nous puissions véritablement être efficaces dans ces différents domaines. D'autre part, la Confédération doit mettre en place le Tribunal pénal fédéral et cela exige de la part de l'Office fédéral de la justice une disponibilité et un engagement hors du commun.

Dès lors, si la commission s'est montrée sceptique sur le point de transmettre en tant que motion une partie des préoccupations de l'auteur de la motion 01.3196, c'est d'abord pour des raisons purement pratiques en disant: «Il faut laisser maintenant cette commission, composée à la fois des représentants de la Confédération et des cantons, dresser un rapport et faire des recommandations complémentaires à

celles qu'elle a déjà déposées. Ensuite, on pourra mettre en place une véritable stratégie pour combattre ce fléau.»

Ceci dit, il faut quand même rappeler qu'il n'y a pas qu'Internet qui permet la commission de pareilles infractions extrêmement graves. Il convient également de s'attaquer au réseau des cassettes vidéo sans oublier que la plupart des délits qui sont commis contre des enfants ne sont pas l'affaire d'Internet, mais des proches. Une certaine cohérence s'impose donc là aussi entre les différentes procédures qui doivent être mises en place.

Ceci dit, nous partageons totalement les préoccupations qui ont été émises, soit par le canton de Genève, soit par Mme Aeppli Wartmann. C'est pour cette raison que nous vous demandons de suivre l'avis de la commission et d'attendre le rapport de la commission avant de pouvoir définitivement ancrer dans la loi une disposition légale.

En tout état de cause, nous veillerons à ce que le Conseil fédéral soit extrêmement vigilant pour ancrer dans le Code pénal des dispositions topiques afin de réprimer cette criminalité inacceptable qui a lieu également sur Internet.

**Le président (Cottier Anton, président):** Je vous informe que je vais faire circuler une carte de vœux que nous adresserons à M. Wenger qui, pour des raisons de santé, ne peut pas assister à nos débats.

**Marty Dick (R, TI):** Je n'ai, hélas, pas pu participer à la séance de commission des 2 et 3 mai 2002 où cet objet a été examiné. Si j'avais été présent, je me serais certainement rallié à la minorité (motion 01.3196).

Il me semble qu'il y a des arguments absolument clairs qui, par ailleurs, ont déjà été avancés. Internet est devenu aujourd'hui un instrument extrêmement puissant et performant, à des fins criminelles aussi. Il est désormais de notoriété publique que les grands réseaux pédophiles se sont créés, agissent et font de l'argent à travers la toile. Donc, c'est un phénomène qui va bien au-delà de nos frontières, c'est un phénomène mondial. Il me semble absolument absurde de vouloir laisser aux cantons la compétence de juger et surtout de poursuivre ce phénomène qui a une dimension mondiale. Je crois qu'on doit avoir une compétence fédérale, un bureau central qui soit à même de dialoguer avec les autorités étrangères, qui soit à même d'échanger rapidement des informations et de coordonner les opérations de répression.

Il me semble qu'on est en train de répéter la discussion que l'on a eue il y a quelques années lorsqu'on proposait de conférer à la Confédération la compétence de poursuivre le crime organisé et les cas graves de criminalité économique internationale. C'est le même problème. On est en face d'un phénomène de crime organisé sur Internet. C'est un phénomène qui a une dimension internationale et contre lequel les cantons ne sont pas équipés.

Je vous invite donc à transmettre le chiffre 1 de la motion (01.3196) pour que soit clairement reconnue la compétence fédérale. Et il appartiendra au Parlement, par la suite, avec cohérence, d'accorder à la Confédération les moyens financiers nécessaires, parce que ce qui m'inquiète, c'est que déjà maintenant on entend souvent des voix dire que la répression pénale coûte trop d'argent. Je vous prie de comparer ce que coûte la répression pénale, ce que coûtent les mesures destinées à assurer la sécurité des citoyens contre le crime, par rapport à ce qu'on dépense pour l'armée, pratiquement toujours sans aucune discussion.

Je soutiens donc sans aucune hésitation la proposition de la minorité de la commission.

**Wicki Franz (C, LU):** Mich erinnert die Diskussion und vor allem das letzte Votum von Herrn Kollege Marty an die Diskussion im Jahre 1999. Damals wurde hier im Rat im Schnellverfahren die Kompetenzerweiterung für den Bund eingeführt – sie wurde dann auch im Nationalrat unterstützt –, nämlich die Schaffung neuer Verfahrenskompetenzen des Bundes in den Bereichen organisiertes Verbrechen

und Wirtschaftskriminalität, ebenfalls gegen den Antrag der damaligen Kommission für Rechtsfragen. Es schien ja sehr einsichtig, wenn die Kompetenzen hier zentralisiert werden. Es wurde als notwendig begründet, und die Räte haben zugestimmt. Jetzt jammern alle darüber, was das kostet. Es ist nicht mit den Kantonen abgesprochen worden. Ich teile an sich die Absicht dieser Vorstösse, aber bevor mir gesagt wird, was das Ganze kostet und dass man auch bereit ist, die Kosten zu übernehmen, kann ich ihnen nicht zustimmen. Ich möchte heute nicht noch einmal das Gleiche erleben wie das, was die Folge des Beschlusses von 1999 war.

**Metzler Ruth, Bundesrätin:** Die Bekämpfung der Internetkriminalität hat in der Schweiz eine lange Vorgeschichte, die mit parlamentarischen Vorstössen und mit kontroversen Medienberichten gespickt ist. Die heute zur Debatte stehenden Vorstösse haben eine zeitgemässe und dem neueren Medium Internet angepasste Bekämpfung der Internetkriminalität im Allgemeinen und der sexuellen Ausbeutung der Kinder im Besonderen zum Ziel.

Bei allem Verständnis für die ehrliche Betroffenheit in Bezug auf die Verbreitung von Kinderpornografie im Internet – ich glaube, das macht uns alle betroffen – muss ich doch den Vorwurf zurückweisen, dass mein Departement hier inaktiv gewesen sei oder Arbeiten verzögert hätte. Diesen Vorwurf kann ich so nicht stehen lassen. Der Bundesrat will ja – das habe ich bereits verschiedentlich erläutert – zusammen mit den Kantonen eine nationale Koordinationsstelle zur Bekämpfung der Internetkriminalität im Bundesamt für Polizei einrichten; es wurde von Herrn Pfisterer bereits erwähnt. Sie soll am 1. Januar des nächsten Jahres ihre Arbeit aufnehmen. Der Bundesrat wird drei Stellen finanzieren, die Kantone finanzieren ihrerseits sechs neue Stellen. Diese Kostenverteilung wurde zusammen mit der KKJPD in einer Verwaltungsvereinbarung festgehalten. Ich bin überzeugt, dass wir in diesem Bereich nur in enger Zusammenarbeit mit den Kantonen erfolgreich sein können. Wir brauchen – es wurde bereits angetönt – auch die entsprechenden finanziellen Ressourcen. Der beste Wille allein genügt eben hier nicht.

Bei der Einrichtung dieser Koordinationsstelle wird an den bestehenden Ermittlungskompetenzen nichts geändert. Mit der neuen Koordinationsstelle wird im Dienst für Analyse und Prävention das Internetmonitoring wieder aufgenommen und eine systematische Analyse der Internetkriminalität sichergestellt. In der Bundeskriminalpolizei wird eine Clearingstelle eingerichtet, die Anzeigen und Verfahren auf nationaler Ebene koordiniert.

Ich möchte noch einmal wiederholen, dass die Schaffung dieser drei durch den Bund finanzierten Stellen nur möglich sein wird, wenn das Parlament die entsprechenden Kredite gutheisst. Natürlich muss auch eine genügend grosse Anzahl Kantone ihrerseits bereit sein, den finanziellen Verpflichtungen der Verwaltungsvereinbarung zur Finanzierung der anderen sechs Stellen durch die Kantone nachzukommen.

Zu den einzelnen Vorstössen, zuerst zur Motion der Kommission für Rechtsfragen des Nationalrates: Der Bundesrat beantragte in seiner Stellungnahme eine teilweise Ablehnung der Motion. Insbesondere widersetzten wir uns der Einrichtung einer Fachstelle zur Untersuchung und Bewältigung der Probleme im Zusammenhang mit der organisierten Kriminalität gegenüber Kindern. Denn kriminelle Organisationen decken meist ein breites Spektrum an Delikten ab; es würde eine Einschränkung der Ermittlungen bedeuten, wenn die Kriminalität gegen Kinder von einer speziellen, von den anderen Delikten getrennten Fachstelle behandelt und analysiert würde.

Die Kommission für Rechtsfragen hat dann allerdings anlässlich der Beratung im Plenum des Nationalrates dargelegt, dass die beiden ersten Punkte der Motion die Einrichtung einer Koordinationsstelle zum Internet-Monitoring und -Clearing der Anzeigen fordern – also genau das, was wir im Begriff waren, zusammen mit den Kantonen zu vereinbaren

und einzurichten. In diesem Sinne habe ich mich im Nationalrat mit der integralen Entgegennahme der Motion einverstanden erklärt.

Zur dritten Forderung dieser Motion: Diese wird im Rahmen der Motion Pfisterer Thomas 00.3714 behandelt; Herr Pfisterer hat schon darauf hingewiesen. Ich habe eine Expertenkommission eingesetzt. Diese hat den Auftrag zu prüfen, mit welchen rechtlichen, organisatorischen und technischen Massnahmen Rechtsverletzungen, die mit dem Internet begangen werden, verhindert und geahndet werden können. Wir haben einen Zeitplan vorgesehen, der einen Bericht und einen Vorentwurf bis Ende des nächsten Jahres vorsieht. Ich nehme zur Kenntnis, dass Herr Pfisterer hier einen schnelleren Fahrplan wünscht, dafür allenfalls in einem eingeschränkteren Rahmen. Wir werden das anschauen, aber ich möchte in dieser Sache keine Schnellschüsse und Einzelaktionen, sondern wir werden prüfen, inwieweit man einzelne Punkte allenfalls vorziehen kann. In diesem Sinne ist also der Bundesrat damit einverstanden, dass die Motion der RK-NR integral als Motion überwiesen wird.

Zur Motion Aepli Wartmann 01.3196: Ich habe bereits im Nationalrat darauf hingewiesen, dass die Strafverfolgung pädophiler Delikte heute durch kantonale Behörden erfolgt, nicht zuletzt auch zum Schutz des verletzten Kindes. Diese Überlegungen hat kürzlich auch eine Expertengruppe bestätigt, welche die Revision des Opferhilfegesetzes vorbereitet. Die Expertengruppe stellt in ihrem Zwischenbericht den kantonalen Aktivitäten ein gutes Zeugnis aus und stellt keinen Antrag, die Zuständigkeiten dem Bund zu übertragen. Im Gegenteil: Die besondere Bedeutung einer möglichst engen Zusammenarbeit zwischen Strafverfolgungsbehörden und den Sozialdiensten vor Ort wird ausdrücklich betont.

Wenn nun Ziffer 1 dieser Motion überwiesen würde, hätte dies zur Folge, dass jene Sexualdelikte gegen Kinder, die mit dem Mittel des Internet begangen werden, in die Kompetenz der Strafverfolgungsorgane des Bundes und alle übrigen – also die mittels Videokassetten, Bildern und anderen Publikationen begangenen – in die Strafverfolgungskompetenz der Kantone fallen würden. Das heisst, wir würden bei der Anwendung eines Artikels die Kompetenz der Strafverfolgung einer Handlung nur wegen eines anderen Tatmittels – einerseits des Internet und andererseits z. B. der Videokassetten oder Fotografien – zerteilen. Der Bundesrat ist klar der Meinung, dass sich diese Zerteilung negativ auswirken könnte.

Ich möchte noch eine Querverbindung herstellen und darauf aufmerksam machen, dass wir bei der Revision des Sexualstrafrechtes – es ging um die Ausdehnung der Verjährungsfristen bei Sexualdelikten an Kindern und um das Verbot des Besitzes harter Pornografie – auch die Frage diskutierten, ob die Begehung von Delikten im Internet ein besonders schweres Delikt sein soll, ob es sich um eine qualifizierte Begehung handeln soll. Man verzichtete dort darauf, die Benützung des Tatmittels Internet als qualifizierten Tatbestand auszugestalten.

Ich möchte in Ergänzung zu dem, was von Herrn Pfisterer schon gesagt wurde – dass man diese Kompetenzverschiebung von den Kantonen zum Bund nicht vornehmen sollte –, noch einmal Folgendes betonen: Es ist unseres Erachtens nicht verantwortungsvoll, wenn wir Kompetenzen von den Kantonen zum Bund verschieben, ohne dass wir sichergestellt haben, dass diese Strafverfolgung dann auch funktioniert. Ich will jetzt nicht einmal auf die Kostenfrage eingehen. Es sind uns nach wie vor keine Informationen bekannt, wonach die Strafverfolgung in den Kantonen nicht funktionieren würde.

Zusätzliche Kompetenzen – es wurde darauf hingewiesen – haben zur Folge, dass zusätzliches Personal zu rekrutieren ist, und dieses Personal muss von den Kantonen zum Bund wechseln, so wie es jetzt im Zuge der Diskussion der Umsetzung der Effizienzvorlage auch der Fall ist. Es ist aus unserer Sicht eben nicht eine Kompetenzverschiebung gefragt, sondern die Verbesserung der Koordination und auch eine gezielte Unterstützung der Ermittler vor Ort. Ich möchte vielleicht noch erwähnen, dass auch die letzten Votanten in der



Plenumsdebatte im Nationalrat darauf hingewiesen haben, man solle nicht 26 verschiedene Monitoringstellen einrichten, man brauche eine. Das ist genau der Punkt, wo wir handeln, und der entspricht genau den Forderungen, die wir, basierend auf der Motion der RK-NR, auch umsetzen wollen. Was wir nicht wollen, ist, dass inskünftig der Bundesanwalt und nicht mehr die kantonalen Staatsanwälte diese Verfahren führen.

Ich beantrage also namens des Bundesrates, Ziffer 1 der Motion Aepli Wartmann nicht zu überweisen und damit keine neue Strafverfolgungskompetenz beim Bund zu schaffen, und Ziffer 2 zu überweisen.

00.314

**Le président** (Cottier Anton, président): La commission propose de ne pas donner suite à l'initiative.

*Angenommen – Adopté*

01.3012

*Überwiesen – Transmis*

01.3196

*Ziff. 1 – Ch. 1*

*Abstimmung – Vote*

Für Überweisung der Motion .... 10 Stimmen  
Dagegen .... 27 Stimmen

*Ziff. 2 – Ch. 2*

*Überwiesen – Transmis*

00.3169

**Motion Sommaruga Simonetta.  
Schluss mit unlauteren  
Gewinnversprechen**

**Motion Sommaruga Simonetta.  
Interdire les promesses  
de gains fantaisistes**

Einreichungsdatum 24.03.00

Date de dépôt 24.03.00

Nationalrat/Conseil national 20.03.01

Bericht RK-SR 03.05.02

Rapport CAJ-CE 03.05.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

**Le président** (Cottier Anton, président): La commission propose de transmettre la motion.

**Epiney Simon** (C, VS), pour la commission: Régulièrement, nous recevons dans notre courrier des avis selon lesquels nous sommes les heureux gagnants d'un jeu de hasard. Ces promesses de gains fantaisistes sont evidemment trompeuses et doivent être réprimées avant qu'elles ne se développent davantage et que la Suisse serve de refuge pour les fournisseurs de concours trompeurs, domicilies très souvent à l'étranger. Dans un arrêt non publie du 16 mars 2002, le Tribunal fédéral a admis qu'une promesse non honorée constitue un acte déloyal au sens de l'article 3 lettre h de la loi fédérale contre la concurrence déloyale. L'Allemagne et l'Autriche, par exemple, ont renforce leur législation pénale, et le Conseil national a transmis la motion Sommaruga.

Par 6 voix, et 2 abstentions, la commission propose de transmettre comme motion les deux premiers points, soit de déclarer les promesses de gains exigibles par voie de justice et de qualifier de delit toute tromperie sur les chances de

gains et les prix à gagner. Par 4 voix, et 4 abstentions, elle propose de transmettre comme motion le troisième point, soit de déclarer les personnes morales également punissables en vertu de la loi fédérale contre la concurrence déloyale.

Quant au Conseil fédéral, vous l'avez constate dans le rapport, il est d'accord avec les objectifs, mais il veut avoir le temps de vérifier dans quelle mesure et de quelle manière il faut réprimer les delits de ce genre, et quels textes légaux s'appliquent, car nous avons très souvent affaire à des societes écrans, à des societes boîtes aux lettres.

Au nom de la commission, je vous invite dès lors à transmettre la motion Sommaruga en tant que telle à l'instar du Conseil national, et notamment à demander au Conseil fédéral de procéder rapidement à la révision de la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels qui pourrait servir de complément à la loi fédérale contre la concurrence déloyale.

**Studer Jean** (S, NE): Pendant le débat de la Commission des affaires juridiques, on s'est interroge sur le troisième point que vient de soulever le rapporteur, à savoir la punissabilité pénale du procédé qui est ici denonce. On s'est interroge aussi sur l'application ou non des nouvelles dispositions du Code pénal concernant la punissabilité des personnes morales. Mais on n'avait pas ces dispositions bien en tête; alors, je les ai regardées, et je crois que ces dispositions ne peuvent effectivement pas s'appliquer ici.

Elles ne peuvent pas s'appliquer parce que, je vous le rappelle, ce qu'on a voté en automne de l'année passée prévoit la punissabilité des personnes morales s'il y a un problème d'organisation: soit parce que ce problème d'organisation ne permet pas de trouver une personne individuelle dans l'entreprise qui pourrait répondre des infractions reprochées – c'est la responsabilité subsidiaire de la societe –, soit parce que ce problème d'organisation, pour un certain nombre d'infractions, met en cause la societe, indépendamment de la question de savoir si on trouve quelqu'un qui, personnellement, a commis l'acte reproche.

Or, le problème avec les societes qui utilisent ce type de publicité mensongère, c'est qu'elles sont organisées pour ça, de telle sorte qu'elles ne répondent pas du tout à la définition de la responsabilité telle qu'on l'a adoptée au nouvel article 102 des dispositions générales du Code pénal.

Je trouve aussi juste que, si on veut instituer une responsabilité spéciale pour ces actes commis par des societes qui sont organisées pour ça, on ne fasse pas référence à la partie générale du Code pénal, mais qu'on préfère une loi spéciale, qui pourrait être la loi fédérale contre la concurrence déloyale, voire éventuellement la loi fédérale sur les loteries et les paris professionnels, si on reprend ce sujet dans le cadre de cette loi.

Pour ces raisons-la, je vous invite a soutenir la proposition de la commission.

**Metzler Ruth**, Bundesrätin: Der Bundesrat teilt die Auffassung, dass die Anliegen, die in dieser Motion verankert sind, berechtigt sind. Wir haben in unserer Erklärung allerdings die Umwandlung in ein Postulat beantragt. Der Grund dafür war, dass die Umsetzung dieser Anliegen zum Teil bereits im Gange ist und wir uns auch den notwendigen Handlungsspielraum offen halten wollten. Wenn nun aber die Überweisung der Motion beantragt wird – vom Nationalrat wurde die Motion auch bereits überwiesen –, werde ich nicht weiter gegen diesen Antrag opponieren.

*Überwiesen – Transmis*

01.3329

**Motion Walker Felix.  
Corporate Governance  
in der Aktiengesellschaft**  
**Motion Walker Felix.  
Société par actions. Principes  
de la «corporate governance»**

Einreichungsdatum 20.06.01Date de dépôt 20.06.01

Nationalrat/Conseil national 05.10.01

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

Ständerat/Conseil des Etats 05.06.02

01.3153

**Motion  
Leutenegger Oberholzer Susanne.  
Transparenz der Kaderlöhne  
und Verwaltungsratsentschädigungen**

**Motion  
Leutenegger Oberholzer Susanne.  
Transparence des salaires des cadres  
et des indemnités des administrateurs**

Einreichungsdatum 22.03.01Date de dépôt 22.03.01

Nationalrat/Conseil national 05.10.01

Nationalrat/Conseil national 11.03.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

Ständerat/Conseil des Etats 05.06.02

01.3261

**Motion  
Leutenegger Oberholzer Susanne.  
Mehr Schutz  
für Minderheitsaktionäre**

**Motion  
Leutenegger Oberholzer Susanne.  
Renforcement de la protection  
des actionnaires minoritaires**

Einreichungsdatum 09.05.01Date de dépôt 09.05.01

Nationalrat/Conseil national 05.10.01

Nationalrat/Conseil national 11.03.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

Ständerat/Conseil des Etats 05.06.02

02.3019

**Interpellation Reimann Maximilian.  
Börsenkotierte Unternehmen.  
Offenlegungspflicht der Bezüge  
von VR- und GL-Mitgliedern.  
Depotstimmrecht  
der Banken**

**Interpellation Reimann Maximilian.  
Entreprises cotées en bourse.  
Publication des montants versés  
aux membres du CA et du directoire.  
Droit de vote des banques afférent  
aux actions en dépôt**

Einreichungsdatum 04.03.02Date de dépôt 04.03.02

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02

Ständerat/Conseil des Etats 05.06.02

01.3329

*Antrag der Kommission*  
Überweisung der Motion als Postulat

*Antrag Schweiger*  
Ablehnung der Motion auch als Postulat

*Proposition de la commission*  
Transmettre la motion sous forme de postulat

*Proposition Schweiger*  
Rejeter la motion aussi sous forme de postulat

01.3153

*Antrag der Kommission*  
*Mehrheit*  
Überweisung der Motion als Postulat  
*Minderheit*  
(Leuenberger)  
Überweisung der Motion

*Antrag Schweiger*  
Ablehnung der Motion auch als Postulat

*Proposition de la commission*  
*Majorité*  
Transmettre la motion sous forme de postulat  
*Minorité*  
(Leuenberger)  
Transmettre la motion

*Proposition Schweiger*  
Rejeter la motion aussi sous forme de postulat

01.3261

*Antrag der Kommission*  
Überweisung der Motion als Postulat

*Antrag Schweiger*  
Die Ziffer 1 der Motion auch als Postulat ablehnen

*Proposition de la commission*  
Transmettre la motion sous forme de postulat

*Proposition Schweiger*  
Rejeter le chiffre 1 de la motion aussi sous forme de postulat

**Schliesser Fritz (R, GL), für die Kommission:** Von Zeit zu Zeit geht ein Sturm durch unser Land! Das ist an sich nichts Aussergewöhnliches, sind doch Stürme Naturereignisse, denen wir wenig entgegensetzen können, wenn ich etwa an

Vivian oder Lothar denke. Haben sich die stark bewegten Luftmassen wieder beruhigt, geht es ans Aufräumen. Dabei haben wir sowohl nach Vivian als auch nach Lothar die Erfahrung gemacht, dass es gefährlich sein kann, wenn sich Leute ohne ordentliche Vorbereitung und ohne die dringend gebotene Sorgfalt daran machen, das durch die Stürme angerichtete Chaos aufzuräumen.

Neben solch veritablen Stürmen geht von Zeit zu Zeit auch ein anderer Sturm durchs Land. Im Verlaufe des letzten Jahres ist ein solcher Sturm durch unser Land gegangen, der mannigfaltige Männervornamen tragen könnte, und der – Gott sei Dank! – unsere arg zerzausten Wälder nicht noch mehr geschädigt hat. Dafür hat er aber die Volksseele zum Kochen gebracht und manchen Volksvertreter oder manche Volksvertreterin zu geharnischten Interventionen veranlasst. Ständesvertreterinnen und Ständesvertreter haben hingegen offenbar ein etwas ruhigeres Gemüt und lassen sich nicht so leicht zu entsprechenden Vorstössen hinreissen. Jedenfalls haben wir es in unserem Rat nicht mit einer solchen Plethora von Vorstössen im Zusammenhang mit Fragen der Corporate Governance in Aktiengesellschaften, der Forderung nach Transparenz von Bezügen von Verwaltungsräten und Geschäftsleitungsmitgliedern, des Schutzes von Minderheitenrechten und anderem mehr zu tun gehabt, wie das im Nationalrat der Fall war. Dies vielleicht auch deshalb, weil wir wissen, dass wir es ohnehin mit den Vorstössen zu tun bekommen werden, die die Debatte im Nationalrat überstehen. Vor dieser Situation stehen wir heute. Das heisst indes nicht, dass Ihre vorberatende Kommission deswegen die heute zur Behandlung anstehenden Vorstösse, die vom Nationalrat alle als Motion überwiesen worden sind, weniger ernst nähme als der Erstrat. Das hat sich in den Kommissionsberatungen deutlich gezeigt. Ich möchte an dieser Stelle sogleich festhalten, dass die ständerätliche Kommission für Wirtschaft und Abgaben die Probleme – die sich im Zusammenhang mit exorbitanten, ja unanständig hohen Bezügen von Verwaltungsräten und Geschäftsleitungsmitgliedern von Publikumsgesellschaften, aber auch von im Besitze des Staates stehenden Unternehmen ergeben – keineswegs als bedeutungslos einstuft.

Für die Kommission kann kein Zweifel darüber bestehen, dass hier Handlungsbedarf besteht, und zwar sowohl was die politische Behandlung dieser Probleme betrifft, als auch was die Umsetzung in gesetzliche Bestimmungen angeht. Die Kommission bedauert es, dass bei der Behandlung der Vorstösse kein Mitglied des Bundesrates anwesend war. Den Bundesrat möchte ich bitten, zur Kenntnis zu nehmen, dass wir nicht bereit sind, bei politisch heiklen und sensiblen Fragen – auch wenn die Sache im Nationalrat schon gelaufen ist – auf eine Diskussion mit dem Bundesrat in unserer Kommission zu verzichten. Es kann nicht sein, dass die Verwaltung durch einen jungen Mann – der seine Sache hervorragend gemacht hat, ich glaube, da stimmen alle Kommissionsmitglieder mit mir überein – vertreten wird und der Bundesrat bei brisanten Themen durch Abwesenheit glänzt. Allein der Umstand, dass wir in der mit den Vorstössen angesprochenen Problematik vorwärts machen und uns nicht dem Vorwurf des Hinhaltens und der Trödelei aussetzen wollen, hat unsere Kommission dazu veranlasst, die Vorstösse in Abwesenheit eines Vertreters oder einer Vertreterin des Bundesrates zu behandeln. Ich bitte Frau Bundesrätin Metzler, aber auch Herrn Bundesrat Leuenberger und den Wirtschaftsminister, in zukünftigen Diskussionen nachzuholen, was bisher nicht möglich war. Wir haben ein entsprechendes Anliegen an den Bundesrat gerichtet. Damit möchte ich aber meine Scheite an die Adresse des Bundesrates beenden und mich der Motion Walker Felix zuwenden.

Was will die vom Nationalrat diskussionslos überwiesene Motion? Was ist Corporate Governance? Es gibt eine Umschreibung in einem Papier der Swiss Exchange, also der Börse, die folgendermassen lautet: «Unter Corporate Governance versteht man Grundsätze und Regelungen betreffend die Führung von Unternehmen und deren Kontrolle. Im Vordergrund stehen Verantwortung, Organisation und Ar-

beitsweise der obersten Gremien, Aktionäre, Generalversammlung, Verwaltungsrat, Geschäftsleitung, Kontrollstelle, sowie die Abstimmung der Rechte und Pflichten und die Zusammenarbeit dieser Gremien.» Die Motion, wie sie vom Nationalrat überwiesen worden ist, will vermehrte Gewaltentrennung, «checks and balances», Anforderungen an den Verwaltungsrat und Transparenz der Bezüge. Das sind die vier wesentlichen Punkte.

Der Bundesrat hat erklärt, dass Abklärungen binnen Jahresfrist in Aussicht gestellt werden können. Die Grundlage für die weitere Beurteilung des Handlungsbedarfs und allfällige Gesetzgebungsprojekte wäre dann hier zu finden. Trotz kochender Volksseele, wie das zum Teil der Fall war, muss eine seriöse Abklärung und Beurteilung vorgenommen werden, und das will Ihre Kommission.

Die Motion Walker Felix ist deshalb inhaltlich, aber auch formell als Postulat zu überweisen, wie Ihnen dies Ihre Kommission beantragt. Es ist dies ein einstimmiger Antrag, und es geht dabei nicht darum, dass wir Handlungsbedarf verneinen, sondern dass wir den Wortlaut und den Sinn der Motion, wie sie von Kollege Walker Felix formuliert und vom Nationalrat überwiesen worden ist, nach unseren Regeln in unserem Rat Rechnung tragen. Der Vorstoss fordert vom Bundesrat, dass er in einem Bericht zuhanden des Parlamentes die Vereinbarkeit des schweizerischen Aktienrechtes mit den Grundsätzen der Corporate Governance untersucht und allfällige Defizite des geltenden Rechtes aufzeigt.

Wie ich bereits einleitend sagte, unterstützt die Kommission diesen Vorstoss einstimmig; es gibt keine abweichende Stellungnahme innerhalb der Kommission. Wir sind aber der Auffassung, dass er nicht nur nach unserem Reglement, aber besonders nach unserem Ratsreglement als Postulat zu überweisen ist.

Ihre Kommission hat den Handlungsbedarf anerkannt. Er ist auch von der Zulassungsstelle der Schweizer Börse anerkannt worden, und diese hat am 17. April 2002 eine so genannte Corporate-Governance-Richtlinie verabschiedet. Verlangt wird in dieser Richtlinie die Veröffentlichung der Kriterien und Methoden für die Festlegung aller Entschädigungsbestandteile sowie der Entschädigungen, ferner Optionen, Aktienzuteilungen usw. gesamthaft. Dies gilt für die exekutiven Mitglieder des Verwaltungsrates, die Mitglieder der Geschäftsleitung, die nichtexekutiven Mitglieder des Verwaltungsrates sowie für die ehemaligen Mitglieder der Führungsorgane. Zudem sind die obgenannten Informationen für jenes Verwaltungsratsmitglied mit der gesamthaft gesehen höchsten Entschädigung ohne Namensnennung gesondert auszuweisen.

Die Corporate-governance-Richtlinie der Swiss Exchange geht, wenn man diesen Inhalt betrachtet, weiter als die Anforderungen, die in der Europäischen Union gelten. Die erwähnte Richtlinie der Swiss Exchange tritt auf den 1. Juli 2002 in Kraft, gilt dann also für das Geschäftsjahr 2002 bereits vollständig und ermöglicht einen entsprechenden Zeithorizont, um zu beurteilen, wie sich diese Richtlinie auswirkt. In der Zwischenzeit kann geprüft werden, was allenfalls noch weiter vorzukehren ist.

In diesem Sinne bitte ich Sie, diesen vom Nationalrat überwiesenen Vorstoss als Postulat beider Räte zu überweisen. Wir wollen damit nicht irgendwie die Bedeutung dieses Vorstosses abschwächen, aber wir haben uns an unser Ratsreglement zu halten, und nach diesem Reglement kann der Vorstoss nicht als Motion überwiesen werden.

Ich habe bisher nur zur Motion 01.3329, «Corporate Governance in der Aktiengesellschaft», gesprochen, aber wir haben noch die Motion 01.3153, «Transparenz der Kaderlöhne und Verwaltungsratsentschädigungen», und die Motion 01.3261, «Mehr Schutz für Minderheitsaktionäre», zu behandeln. Ich bin Schritt für Schritt vorgegangen, weil man diese drei Vorstösse nicht tel quel miteinander vermischen kann.

Zur zweiten Motion – der Nationalrat hat alle drei Vorstösse als Motion überwiesen, sonst wären sie nicht bei uns –, zur Motion Leutenegger Oberholzer 01.3153, «Transparenz der Kaderlöhne und Verwaltungsratsentschädigungen». Wie der

Titel bereits sagt, geht es darum, Vorschriften zur Transparenz von Löhnen und Verwaltungsratsentschädigungen mit einer individuellen Lohnpublikation aufzustellen. Wir haben es hier mit einem Vorstoss zu tun, der gewisse Forderungen aus der Motion Walker Felix übernimmt, zum Teil aber wesentlich weiter geht. Auch hier beantrage ich Ihnen im Namen der Kommissionmehrheit – allerdings gibt es hier eine entsprechende Minderheit, Kollege Leuenberger wird sich nachher dazu äussern –, den ersten Vorstoss Leutenegger Oberholzer im Sinne des Einbezuges in die Prüfung und die Berichterstattung im Zusammenhang mit dem Vorstoss Walker Felix als Postulat zu überweisen. Ob weiterer Handlungsbedarf besteht, nachdem jetzt die Swiss Exchange entsprechende Richtlinien erlassen hat, muss gründlich abgeklärt werden. Ob es eine individuelle Veröffentlichung braucht, damit der Nachahmereffekt ausgeschlossen werden kann – wie das im Vorstoss Leutenegger Oberholzer beantragt wird –, ist eine Frage, die Ihre Kommission offen gelassen hat, weil sie das in die Prüfung des Vorstosses Walker einbeziehen möchte. Zudem haben wir ja einen Bericht der Staatspolitischen Kommission des Nationalrates vom 25. April 2002 zu den bundesnahen Unternehmungen, Kaderlöhnen und Verwaltungsrats honoraren.

Ich bitte Sie im Auftrag der Kommission, die Motion Leutenegger Oberholzer 01.3153 als Postulat zu überweisen.

Wenn Sie gestatten, Herr Vizepräsident, würde ich gleich noch den dritten Vorstoss – Sie sehen, wir haben eine ganze Plethora von Vorstössen, die der Nationalrat überwiesen hat, zu behandeln – kurz erläutern. Hier geht es ebenfalls um eine Motion (01.3261), «Mehr Schutz für Minderheitsaktionäre», die auch von Frau Leutenegger Oberholzer stammt. Die Kommission beantragt Ihnen wiederum einhellig, die Motion als Postulat zu überweisen, wenngleich ich darauf hinweisen möchte, dass es in der Kommission gewisse kritische Stimmen in Bezug auf die Frage gegeben hat, ob der Inhalt insgesamt als Postulat überwiesen werden soll. Ich muss noch darauf hinweisen, dass im Papier, das Sie erhalten haben, versehentlich Ziffer 4 der ursprünglichen Motion noch enthalten ist. Im Nationalrat hat Frau Leutenegger Oberholzer Ziffer 4 zurückgezogen. Wir haben uns nicht darüber zu unterhalten, ob das verfahrensrechtlich zulässig war oder nicht. Die Motion, wie sie vom Nationalrat überwiesen worden ist, besteht lediglich aus den Ziffern 1 bis 3.

Was ist Gegenstand dieser Motion? Gegenstand dieser Motion ist, kurz gesagt, der Ausbau der Bestimmungen zum Schutze der Minderheitsaktionäre. Den Inhalt der konkreten Vorschläge, die geprüft werden sollen, ersehen Sie aus dem Text. Dieser Inhalt ist zum Teil sehr weitgehend, und in der Kommissionsberatung sind hier verschiedene Vorbehalte angebracht worden, die in der heutigen Debatte zur Geltung kämen, wenn dieser Vorstoss als Motion überwiesen werden sollte. Verschiedene Mitglieder der Kommission sind nicht damit einverstanden, dass ein Vorstoss mit diesem weitgehenden Inhalt überwiesen werden sollte. In der Form des Postulates, das lediglich eine Prüfung erfordert, ist die Kommission hingegen grundsätzlich mit der Überweisung einverstanden.

Die Kommission hat, ich muss es hier sagen, nicht jeden einzelnen Punkt geprüft, eben deshalb, weil man sich gesagt hat, man habe den Vorstoss Walker Felix und den ersten Vorstoss Leutenegger Oberholzer, und jetzt würde man in diese Prüfung auch diesen zweiten Vorstoss Leutenegger Oberholzer einbeziehen und ihn als Postulat überweisen. Es wird eine Prüfung vonseiten des Bundesrates verlangt, und der Bundesrat hat Bericht zu erstatten. Dann werden wir weitersehen.

Der Bundesrat war im Nationalrat bereit, diesen Vorstoss als Motion entgegenzunehmen. Ich kann mir nicht ganz erklären, warum der Bundesrat so weit gegangen ist. Entweder hat der Bundesrat den Gegenstand des Vorstosses überinterpretiert, oder er hat in Anbetracht des nationalrätlichen Verhaltens von vornherein seine Hoffnungen auf den Ständerat gesetzt.

Ich gehe davon aus, dass wir hier den Bundesrat nicht enttäuschen. Politisch scheint es mir angezeigt, die aufgeworfe-

nen Fragen, die im Zusammenhang mit dem Postulat Walker Felix immer wieder gestellt werden, näher zu prüfen. Diese Abklärung braucht niemand zu fürchten. Es ist ein politischer Entscheid, der zweifellos zur Glättung der Wogen beiträgt, zumal der Vorstoss vom Nationalrat im Verhältnis 3 zu 1 überwiesen worden ist. Der Antrag der Kommission zu dieser Motion ist ein Kompromiss zwischen den beiden Räten.

Ich bitte Sie, auch die Motion 01.3261 – wenn auch mit Vorbehalten, das muss ich noch einmal zum Ausdruck bringen – als Postulat zu überweisen.

**Leuenberger Ernst (S, SO):** Ich äussere mich zur Motion 01.3153, «Transparenz der Kaderlöhne und Verwaltungsratsentschädigungen», in diesem Prozess der summarischen Vorstossbehandlung, zu dem wir jetzt offenbar geschritten sind. Die Minderheit beantragt Ihnen im Gegensatz zur Mehrheit der Kommission, diesen nationalrätlichen Vorstoss als Motion zu überweisen. Leider bin ich in der Kommission etwas einsam geblieben.

Ich will Folgendes beifügen und die Worte des Herrn Kommissionspräsidenten Schiesser noch unterstreichen: Wir hätten es sehr begrüsst, wenn wir mit dem Bundesrat über diese Frage eine Diskussion hätten führen können. Damit Frau Bundesrätin Metzler nicht zu sehr leidet: Wir haben uns in einer kurzen Diskussion fast nicht einigen können, mit welchem Mitglied des Bundesrates wir über diese Frage streiten möchten. Es sind mindestens vier aufgezählt worden.

Jedenfalls hat der Bundesrat die Hauptlast der Verantwortung dafür zu übernehmen, dass wir heute, über ein Jahr nachdem diese Motion im Nationalrat eingereicht worden ist, immer noch darüber diskutieren. Er hat die Verantwortung dafür zu übernehmen, dass wir in der Kommission – in verschiedenen Intensitätsgraden – den Eindruck hatten, der Bundesrat nehme dieses Problem der Transparenz der Kaderlöhne, sei es in der Privatwirtschaft, sei es bei den Bundesbetrieben, nicht unbedingt ernst. Ich muss Ihnen gestehen: Als ich Ihren Bericht vom 29. Mai 2002 zur Parlamentarischen Initiative 02.424 der SPK-NR in dieser Sache gelesen habe – er ist also wenige Tage alt –, habe ich gesehen, dass es so ist. Der Bundesrat ist im Prinzip immer noch der Meinung, gesetzliche Regelungen seien übertrieben. Wörtlich heisst es im bundesrätlichen Bericht vom 29. Mai 2002, der Bundesrat habe bisher stets die Ansicht vertreten, die von ihm in Aussicht genommenen Massnahmen sollten «nicht auf Gesetzesstufe erfolgen, da die geltenden gesetzlichen Grundlagen als nach wie vor zweckmässig und den unterschiedlichen Verhältnissen angepasst» beurteilt werden. Er vertraue vielmehr auf die eingespielte Zusammenarbeit mit den Unternehmen und setze auf deren Bereitschaft, sich zu einer gemeinsamen Absichtserklärung zur Einhaltung der Grundsätze und Reportingstandards zu verpflichten. Das ist offenbar mit Stand vom 29. Mai 2002 heute noch die bundesrätliche Haltung.

Das ist für mich der Hauptgrund, weshalb ich dafür plädiere, nicht nur, wie das die Kommissionmehrheit tut, dem Bundesrat via Postulat einen Prüfungsauftrag zu geben, sondern ihm via Motion einen verbindlichen Auftrag zu geben, im Bereich beider Ziffern der Motion tätig zu werden. Ziffer 1 betrifft die Revision des Obligationenrechtes und möchte die Firmen dazu verpflichten, im Rahmen des Geschäftsberichtes die Entschädigungen der Geschäftsleitungen und der Mitglieder des Verwaltungsrates öffentlich transparent zu machen. Ziffer 2 betrifft den öffentlichen Bereich, namentlich bei den Unternehmungen des Bundes, und möchte das individuelle Lohn- und Entschädigungs-Reporting zwingend gesetzlich zu verankern.

Ich weiss, Sie können antworten, der Nationalrat bzw. die SPK-NR habe für Ziffer 2 der Motion eine fixfertige Vorlage auf den Tisch gelegt. Der Bundesrat hat sogar Stellung dazu genommen, und innert nützlicher Frist könnte daraus etwas entstehen, was dann eines Tages auch in den Ständerat kommt.

Ich bedaure aber nach wie vor, dass der Bundesrat in dieser ganzen Geschichte, die ja während der Frühjahrsession 2001 in Lugano wie ein Sturm über unser Parlament hereingebrochen ist – wie Herr Kommissionsreferent Schiesser trefflich ausgeführt hat –, nicht endlich deutlich Flagge zeigt und sagt, was er tatsächlich will und auch was er nicht will. Um dem anwesenden Mitglied des Bundesrates Gerechtigkeit widerfahren zu lassen: Ich habe den Eindruck, dass der Herr Vorsteher des UVEK schon im März des vergangenen Jahres Gelegenheit gehabt hätte, mit seinen drei Bundesbetrieben in dieser Frage mal Fraktur zu reden. Ein Teil der Differenzen, die wir jetzt da austragen müssen, wäre uns dann erspart geblieben. Er hat es offensichtlich unterlassen, das zu tun, oder es so spielerisch gemacht, dass diese Damen und Herren Verwaltungsräte und Managementangehörige das schlicht als Cabaret-Einlage interpretiert haben statt als dringenden bundesrätlichen Wunsch.

Auch der Finanzminister als oberster Personalherr aller dem Bundespersonalgesetz Unterstellten hätte sich zu dieser Geschichte deutlicher äussern können; denn ich erinnere mich: Es gab einmal eine Volksabstimmung über das Bundespersonalgesetz, da gab es eine gewisse Opposition, die dann in der Volksabstimmung verloren hat; aber lassen wir das. Diese Opposition hat stets behauptet, dieses neue Gesetz werde im Endeffekt bloss dazu führen, dass man oben die Löhne explodieren lasse. Dann gab es eine Fernsehsendung – die hiess, glaube ich, «Arena». Herr Bundesrat Villiger war dort anwesend und sagte: Keine Rede von so etwas! Frau Kollegin Spoerry war dort als Parlamentarierin und sagte, wenn so etwas passieren würde, dann würde das Parlament mit seiner Finanzdelegation sofort einschreiten und diese Geschichte unterbinden. Die Worte von Frau Spoerry in diesem Detailzusammenhang in Gottes Ohr – und auch in das Ohr des Bundesrates und in die Ohren der Mitglieder der Finanzdelegation! Es ist in dieser ganzen Geschichte nämlich wenig bis nichts passiert.

Etwas will ich noch beifügen, und dann begreifen Sie auch meine Emotionalität in diesem Zusammenhang: Ich sage es hier, und ich werde es, was die Bundesbetriebe anbelangt, auch den Leuten direkt sagen: Die Leistungen der Chefs dieser Bundesbetriebe sind so gut, dass sie letztlich unbezahlbar sind – wenn sie hier wären, würde ich es jedem der drei sagen, überhaupt keine Frage. Ihren nachgeordneten Managern würde ich es nicht durchs Band weg sagen, aber den drei Chefs würde ich es sagen.

Die Geschichte ist nun die, dass der Bundesrat, die Finanzdelegation und letztlich auch wir in den Kontrollkommissionen es zugelassen haben, dass im öffentlichen Sektor eine Lohnordnung entstanden ist, welche die Lohnordnung des Bundes über den Haufen wirft. Ich wiederhole es hier, obschon es langsam banal klingt: Ich sehe nicht ein, weshalb der Manager eines Bundesbetriebes zwei- oder dreimal so viel verdienen soll wie ein Mitglied des Bundesrates. Ich werde das nie begreifen! Im Staatskundeunterricht in der ersten, zweiten und dritten Klasse sind wir immer davon ausgegangen, dass der Bundesrat – das ist das Führungsorgan dieses Landes, folglich auch der Bundesbetriebe – einen «Batzen» mehr verdient als seine Mitarbeitenden; das war, ist und bleibt für mich an sich eine Selbstverständlichkeit. Ich habe kein Bedauern mit den Mitgliedern des Bundesrates. Die haben so viel zu tun, dass sie gar nicht dazu kommen, Geld auszugeben. Die Geschichte ist eine andere, nämlich die, dass bei den Bundesbetrieben mit der Öffnung der Lohnskala nach oben der «Reigen» eröffnet worden ist, um dann die Lohnskala auch nach unten öffnen zu können. Das ist meine Geschichte! Jetzt begreifen Sie, weshalb mich diese so interessiert. Meine Interessen seien auf den Tisch gelegt: Ich bin nebst Ständerat auch noch Gewerkschaftssekretär und vertrete in diesem Zusammenhang Bundespersonal. Ich sage Ihnen hier – das ist ein Appell an den Bundesrat –: Wenn der Bundesrat da «oben» nicht ein bisschen Ordnung macht, dann wird er indirekt auch dazu Ja sagen, dass man die Skala bedenken- und bedingungslos nach unten öffnet. Das geschieht mit dem Effekt – wir haben im «Schweizerischen Volksblatt» bereits davon gelesen –,

dass einzelne Zweige der Bundesverwaltung bereits beginnen, die Skala nach unten zu öffnen. Traditionellerweise – das hatte Herr Villiger zwar begriffen, aber leider nicht durchgesetzt – galt beim Bund immer ein ehernes Gesetz und Prinzip, welches das ganze 20. Jahrhundert lang gehalten hat und das den sozialen Konsens in diesem Land wesentlich hat befördern helfen: Man hat gesagt und ist immer dazu gestanden, dass man zuoberst in der Lohnskala «staucht» und eindeutig unter dem Marktsatz verdient; es ging um unbezahlbare Leistungen von guten Managern. «Unten», hat man gesagt, sei der Bund ein sozialer Arbeitgeber, der es nicht zulasse, dass es bei den 130 000 Leuten, die direkt oder indirekt für den Bund arbeiten, prekäre Arbeitsverhältnisse gibt. Das war das ganze 20. Jahrhundert hindurch die Politik. Offenbar hat man an der Schwelle zum 21. Jahrhundert aber – ich beklage es noch einmal: mit der Billigung des Chefs UVEK – bei den Bundesbetrieben damit begonnen, eine andere Politik zu verfolgen.

Dem ist Einhalt zu gebieten. Wir können das praktisch nur tun, indem wir hier und heute dem Bundesrat einen verbindlichen Auftrag erteilen, die Lohnskala bei den Bundesbetrieben einmal auf Gesetzesebene nach oben zu begrenzen. Ob er damit zuwarten will, bis das Parlament es selber gemacht hat oder ob er von sich aus Vorstellungen entwickeln will, das sei ihm anheimgestellt. Aber die Zeit ist gekommen, wo wir mit verbindlichen Aufträgen arbeiten müssen und keine Prüfungsaufträge mehr erteilen sollten.

Ich bitte um Überweisung der Motion 01.3153 als Motion und nicht bloss als Postulat.

**Schweiger Rolf (R, ZG):** Meine Ausführungen betreffen vorab die privatrechtliche Seite der Vorstösse. Ich gehe also nicht auf die Ausführungen ein, welche Kollege Leuenberger gemacht hat.

Ich kann mir vorstellen, dass einige von Ihnen ob meiner drei Anträge auf Nichtüberweisen den Kopf geschüttelt haben und ihn möglicherweise innerlich immer noch schütteln. Dieses Kopfschütteln dürfte seinen Ursprung in zwei Fragen haben:

1. Was soll meine Opposition, wo es doch nur um Postulate geht?
2. Fehlt dem Kollegen Schweiger jegliches politische Gefühl angesichts der Exzesse von Managern und Verwaltungsräten und angesichts der daraus entstandenen öffentlichen Debatte?

Die Antworten auf diese beiden Fragen sind ebenso einfach, wie sie in Ihren Konsequenzen bedeutsam sein können. Dazu Folgendes:

Zur ersten Frage: Unsere Wirtschaft wurde durch Affären verschiedenster Art durcheinander gerüttelt. Alle diese Affären verlangen von uns so oder so eine eindeutige Reaktion, klare Standpunkte. Es ist nun nach meinem Dafürhalten zu bequem, mit Postulaten sich aufdrängende Entscheide grundsätzlicher Art aufzuschieben und zuzuwarten, bis der Bundesrat uns eine Auswahl möglicher Stellungnahmen zur wohlwollenden Prüfung und Beurteilung unterbreitet hat. Im Regelfall mag dies richtig sein. Wenn aber angesichts konkreter Ereignisse und Vorfälle die Öffentlichkeit verlangt, dass wir Flagge zeigen, ist ein Ausweichen auf Postulate nicht mehr richtig. Ganz konkret wird uns jetzt die Frage gestellt, ob wir gegenüber unserer Wirtschaft staatlichen Rigorismus und weitere gesetzliche Regelungen wollen oder ob wir auf die Selbstheilungskraft der Wirtschaft und ihrer Organisationen vertrauen. Dieser Grundsatzfrage können wir nicht ausweichen.

Zur zweiten Frage: Aktuelle Ereignisse tragen die Gefahr in sich, dass die Politik sich ihrer in einer Weise annimmt, die mehr der Beruhigung der Gemüter dient als dem voreingekommenen Finden richtiger Lösungen. Zu kritiklos und zu unreflektiert ist man bereit, um der kurzfristigen Beruhigung willen richtige Prinzipien zu opfern, die man ohne Druck von aussen nie und nimmer in Frage stellen würde. Ich aber will dazu stehen, dass ich das, was ich vor einem Jahr noch als richtig betrachtete, nicht wegen auch von mir kritisierten Vorfälle heute als falsch zu betrachten bereit bin.

Ich habe seit jeher so politisiert, dass ich das, was ich als richtig empfinde, auch sage, und zwar ungeachtet des derzeit gerade aktuellen politischen Opportunismus. Das ist zu konkretisieren:

1. Die Gestaltungsfreiräume und die Flexibilität, welche staatliche Normierungen dem Verantwortungsbereich wirtschaftlichen Handelns belassen, sind, wie alle Erfahrungen zeigen, die Basis des wirtschaftlichen Erfolgs.

Wenn nun Herr Nationalrat Walker sinngemäss zum Ausdruck bringt, der Staat solle darüber befinden, ob operative und strategische Führung zu trennen seien, wie Verwaltungsräte befähigt sein müssten und wie Corporate Governance zu definieren und umzusetzen sei, und wenn Frau Nationalrätin Leutenegger Oberholzer sagt, der Verwaltungsrat sei sogar dazu zu verpflichten, strategische Entscheide schon vor ihrer Durchführung gegen aussen zu publizieren, erachte ich solche Betrachtungsweisen als falsch und alles andere als geeignet, die Position unserer Wirtschaft in der Welt zu stärken. Vielmehr ist es zu akzeptieren, dass in der überwiegenden Zahl der Fälle unsere Unternehmungen ihr pflichtgemässes Handeln verantwortungsbewusst wahrnehmen. Es wäre nicht richtig, sie in einer Art und Weise in Tätigkeiten zu behindern, wo sie letztlich selbst zu entscheiden haben, wie sie dies tun wollen.

Zu relativieren wäre diese Betrachtungsweise dann, wenn man zur Beurteilung kommen müsste, die Wirtschaft sei nicht mehr in der Lage und nicht mehr willens, Fehlentwicklungen wahrzunehmen und hierauf sachgerecht zu reagieren. Bei uns – so meine Beurteilung – bestehen solche Anzeichen nicht; im Gegenteil. Die Börse beispielsweise hat auf die zu Recht kritisierte mangelhafte Transparenz der Bezüge von Verwaltungsräten und Managern reagiert – speditiv, differenziert und sachgerecht. Zu Recht hat sie beim Erlass von Transparenzrichtlinien ihrer Entscheidung den Grundsatz zugrunde gelegt, dass sich Vorschriften auf ihren Zweck auszurichten haben. Für die Beurteilung der Geschäftsführung einer Gesellschaft – und dies allein kann der Zweck von Transparenzvorschriften sein – genügen den Aktionären aber pauschale Angaben. Individuelle Benennungen aller einzelnen Saläre eröffnen keine andere Sichtweise zu einer besseren Beurteilung, sie haben aber den Nachteil des gegenseitigen Hochschaukelns von Löhnen, von Abwertungsversuchen und sogar der Weigerung – vorab von hoch qualifizierten Fachleuten –, in schweizerischen Leitungsgremien Einsitz zu nehmen. Es ist leicht, in Sonntagsreden akademisch von der Notwendigkeit wirtschaftlichen Wachstums zu sprechen und dafür zu plädieren, dass nur staatliche Zurückhaltung, schlanke Gesetze und der Verzicht auf eine übermässige Regulierungsdichte solches Wachstum auch tatsächlich zu gewährleisten vermögen. Ungemein schwieriger ist es, sich im konkreten Einzelfall zu vergegenwärtigen, dass jede nicht unbedingt nötige Verkomplizierung wirtschaftsrechtlicher Bestimmungen das Wachstum hemmt und die Standortqualität der Schweiz beeinträchtigt.

Oder das Beispiel der Corporate Governance: Die Wirtschaft und ihre Verbände machen sich darüber Tag für Tag Gedanken, fassen Beschlüsse, treffen Entscheidungen, erlassen Richtlinien. Diese sind allerdings nicht immer so, wie es die öffentliche und veröffentlichte Meinung will. Sollen sie deswegen falsch sein? Wer weiss denn schon mit letzter Sicherheit, ob die Trennung von operativer und strategischer Führung richtig oder falsch ist? Wie ist es zu erklären, dass Unternehmungen, die in diesem Punkt anders entscheiden, ebenso erfolgreich sind wie andere? Soll der Staat Schlichter in dieser auch in Fachkreisen kontroversen Frage sein? Was ist, wenn Erfahrungen, die andernorts mit bestimmten Führungsprinzipien gemacht werden, auch schweizerischen Unternehmungen einen Wechsel nahe legen? Soll dann eine Gesetzesänderung abgewartet werden müssen? Ich meine ganz klar, dass für das, was ich vorstehend ausgeführt habe, ein staatlicher Regelungsbedarf nicht – jedenfalls nicht mehr – besteht. Das Prinzip der Subsidiarität soll aber nicht nur dann gelten, wenn staatliches Funktionieren zur Debatte steht. Es soll auch dann gelten, wenn der Staat darauf vertrauen darf und muss, dass die Wirtschaft – und zwar alle

darin tätigen Akteure – selbst zu verantwortungsbewusstem Handeln bereit und in der Lage sind.

Das ist der Grund, warum ich alle Vorstösse auch als Postulate ablehne. Wenn Sie meinen Anträgen folgen und ihnen Wohlwollen entgegenbringen, geben auch Sie Ihrer Meinung Ausdruck, dass auf unnötige staatliche Regulierungsaktivitäten verzichtet werden muss. Solche Aktivitäten sind aufgrund des derzeitigen Standes nicht bzw. nicht mehr nötig. Eine Ausnahme kann dort gemacht werden, wo es um konkrete Schnittstellen zwischen Wirtschaft und Staat geht, beispielsweise beim Handelsregister und im Bereiche der Gerichtsbarkeit. Da können Überprüfungen sinnvoll sein, weil der Staat direkt betroffen ist. Dort aber, wo es um die unnötige Einschränkung der Selbstorganisation und der Selbstverantwortung der Wirtschaft geht, besteht ein vergleichbarer Anlass nicht.

Ich ersuche Sie deshalb, meinen Anträgen zuzustimmen. Ich bin allerdings nicht so stur, auf diesen Anträgen zu beharren, wenn ich den Eindruck gewinne, dass nicht Hektik und die Verpflichtung, einfach handeln zu müssen, Basis der Tätigkeit sein sollen, welche ein Postulat vom Bundesrat verlangen würde. Wenn ich aufgrund der heutigen Debatte den Eindruck gewinne, dass der Bundesrat diese Abklärungen auch im Hinblick darauf vornimmt, ob Regelungen nun wirklich notwendig sind, und wenn ich mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit darauf vertrauen kann, dass auch die von mir vorgebrachten Argumente gebührend gewichtet werden, kann ich mir überlegen, mich möglicherweise der Kommission anzuschliessen. Ich werde zu gegebener Zeit darauf zurückkommen.

**Reimann Maximilian (V, AG):** Ich hatte meine Interpellation 02.3019 bereits am 4. März 2002 eingereicht, versehen mit der Bitte um dringliche Behandlung noch in der Frühjahrs-session. Dieser Bitte hat das Büro leider die Gefolgschaft verweigert. Es macht aber heute noch Sinn, im Zusammenhang mit den drei Vorstössen aus dem Nationalrat darüber zu sprechen. Zunächst möchte ich aber erklären, dass ich von den mir vom Bundesrat gegebenen Antworten befriedigt bin. Ebenso schliesse ich mich voll und ganz den Anträgen der Kommission zu den drei Vorstössen aus dem Nationalrat an; und da Sie mir bereits signalisiert haben, Herr Vizepräsident, dass die Diskussion eröffnet ist, brauche ich nicht mehr speziell danach zu fragen.

Wie hinlänglich bekannt ist, herrscht in unserem Volk und insbesondere in der so genannten Aktionärsdemokratie ein grosses Unbehagen über die – ich sage es spitz formuliert einmal so – ungebührliche Abzockerei in den Chefetagen und Verwaltungsräten gewisser börsenkotierter Unternehmen, und dies meist hinter dem Rücken der Eigentümer, also der Aktionäre! Allerdings ist die Spitze des Eisbergs bekannt: ABB, SAir Group, Zurich Financial, Kuoni, um nur einige zu nennen. Deshalb ist die Zulassungsstelle für die Schweizer Börse zu Recht auf den Plan getreten und schickte sich am 17. April dieses Jahres an, eine Richtlinie zu verabschieden, die u. a. auch die Offenlegungspflicht von Bezügen der Unternehmensorgane neu regeln sollte. Diese Richtlinie wird, wie Sie gehört haben, auf den 1. Juli 2002 in Kraft treten. Zentrales Datum war also der 17. April; deshalb der Versuch der Dringlicherklärung meiner Interpellation. Es hätte ja Sinn gemacht, wenn die Zulassungsstelle noch vor diesem Datum die Haltung des Bundesrates und auch unseres Rates zu diesen Fragen hätte zur Kenntnis nehmen können. Ich bedaure, dass dies nicht mehr möglich war, denn über den Richtlinien der Börsenzulassungsstelle steht bekanntlich das Gesetz – im vorliegenden Fall das Obligationenrecht und das Börsengesetz. Wir sind der Gesetzgeber, der allenfalls regelnd eingreifen muss, wenn die Ausführungsinstanzen wie hier die Zulassungsstelle den Erfordernissen der Zeit nicht genügend Rechnung tragen können oder wollen.

In meinem Vorstoss geht es primär um zwei zentrale Fragen:

1. Sollen die Bezüge der obersten Unternehmensorgane nur generell oder auch individuell offen gelegt werden?



2. Soll das Depotstimmrecht der Banken dort eingeschränkt werden, wo es offensichtlich gegen zentrale Interessen der Aktionärsdemokratie verstösst?

In der uns vorliegenden Antwort auf meine Interpellation nimmt der Bundesrat ausführlich Stellung zu diesen Fragen. Seine Antworten decken sich weitgehend mit meinen eigenen Vorstellungen, die identisch sind mit den Vorstellungen vieler einfacher Anleger, von Kleinaktionären bis hinauf zu institutionellen Investoren, wie insbesondere von Pensionskassen, die bekanntlich unsere Vorsorgegelder verwalten.

Ich nehme aus der Antwort des Bundesrates aber auch zur Kenntnis, dass die Wirtschaft selber eine Expertengruppe eingesetzt hat, die sich mit analogen Fragen zur Corporate Governance befasst. Ich weiss aber nicht, ob diese Expertengruppe pluralistisch genug zusammengesetzt ist oder einseitig aus Repräsentanten des Grosskapitals besteht und deshalb kaum nennenswerten Handlungsbedarf orten wird. Jedenfalls gehen ich selbst und – wie wir gesehen haben – auch die vorberatende Kommission davon aus, dass gesetzlicher Handlungsbedarf gegeben ist, sowohl was die individuelle – ich betone: die individuelle – Offenlegung der Bezüge anbetrifft, aber hoffentlich auch was den nicht mehr befriedigenden Istzustand in Sachen Depotstimmrecht der Banken angeht.

Schliesslich geht es hier um den Schutz von privatem Eigentum, das in Form von Aktien börsenkotierter Unternehmen gehalten wird. Dass aber auch eine Verstärkung des Schutzes der Minderheitsaktionäre, bei kotierten wie bei nichtkotierten Unternehmen ins Auge gefasst wird, möchte ich ebenso begrüssen.

Ich hoffe abschliessend, Frau Bundesrätin, Ihr Departement werde sich – die Überweisung dieser drei Vorstösse vorausgesetzt – zügig an die Arbeit machen, um uns möglichst bald die gewünschten gesetzlichen Änderungen zur Behandlung vorlegen zu können.

**Stähelin Philipp (C, TG):** Ich spreche zur Motion Walker Felix, «Corporate Governance in der Aktiengesellschaft», und stelle fest, dass der Bundesrat an sich bereit wäre, die Motion entgegenzunehmen. Das ist an sich schon nicht alltäglich, und der Nationalrat hat die Motion bereits überwiesen. Das zeigt mir doch auf, dass tatsächlich ein Thema aufgegriffen wird, das Fragen betrifft, die zumindest abzuklären, zu sichten und zu beantworten sind. In diesem Sinne, Kollege Schweiger, gestatte ich mir schon ein ganz kleines Kopfschütteln.

Ich erlaube mir dabei auch den Hinweis, dass die Motion bereits im Juni 2001 eingereicht worden ist, also noch bevor das Thema Corporate Governance in der Schweiz durch die Vorgänge in gewissen Unternehmen von volkswirtschaftlich hervorragender Bedeutung – beispielsweise der Swissair – zu einer gewaltigen Aktualität gelangt ist. Die Zeichen an der Wand waren allerdings bereits im Frühsommer 2001 unverkennbar.

Wir können meines Erachtens die Fragen, die sich stellen, nicht einfach ignorieren und den Kopf in den Sand stecken. Hier Klarheit zu schaffen und die Zusammenhänge und Wirkungen zumindest abzuklären, bringt auch die nötige Vertrauensbasis für die Öffentlichkeit und die Anleger, auf welche unsere Wirtschaft und insbesondere die Publikumsgesellschaften angewiesen sind.

Ich habe heute Morgen eher zufällig in der «Neuen Zürcher Zeitung» im Abschnitt «Börsen und Märkte» unter dem Titel «Den Managern besser auf die Finger schauen» auf Seite 30 einen Artikel gelesen – nicht zu den schweizerischen Verhältnissen, sondern zu jenen in den USA – mit folgendem Satz: «Kein bisschen zu früh kommen vor dem Hintergrund täglich neuer Unternehmensskandale in den USA und des dadurch erschütterten Anlegervertrauens Vorschläge der New York Stock Exchange (NYSE), die auf eine verstärkte Kontrolle der Unternehmensleitungen abzielen.» Ich verzichte darauf, den ganzen Artikel hier vorzulesen.

Sie sehen, dass das Problem nicht bloss bei uns akut ist, sondern dass auch in den USA – ganz im Sinne des Votums

von Kollege Schweiger – tatsächlich Selbstregulierung greift. Ich habe natürlich auch festgestellt, dass in unserem Lande die Wirtschaftskreise aktiv geworden – Swiss Exchange und auch Economiesuisse – und daran sind, den «Corporate Governance Swiss Code of Best Practice» und die Richtlinien betreffend Informationen zur Corporate Governance vorzubereiten und vorzulegen. Das sei durchaus anerkannt, und ich finde diesen Weg durchaus auch richtig.

Ich habe aber auch die Unterlagen etwas durchgeschaut und insbesondere auch den Analysebericht von Professor Karl Hofstetter angesehen, der ja der Sache zugrunde liegt. Es existiert bisher ein Vorabdruck, der Bericht wird dann noch kommen. Mir ist aufgefallen, dass auch in diesem Bericht von Professor Hofstetter mehrfach darauf hingewiesen wird, dass auf Stufe Gesetzgebung gewisse Punkte daraufhin geprüft werden könnten, ob man nicht das schweizerische Modell zu modifizieren hätte. Hier setzen also die von Economiesuisse und Swiss Exchange eingesetzten Fachgelehrten nicht nur auf die Selbstregulierung, sondern es werden hier tatsächlich auch Schnittstellen zur Gesetzgebung gesehen. Deshalb, meine ich, geht eben der Vorstoss Walker Felix doch in die richtige Richtung, und deshalb kann ich dem Antrag Schweiger in diesem Punkt nicht folgen. Ich bitte Sie, ihn abzulehnen.

Unsere Kommission beantragt aus formellen Gründen die Überweisung als Postulat. Unser Reglement – oder zumindest unsere Praxis dazu – ist stringenter als jene des Nationalrates. Ich möchte dieser Auslegung nicht widersprechen, auch wenn ich es schade finde, dass der letzte Absatz der Motion Walker Felix, wonach in einem zweiten Schritt Vorschläge für eine punktuelle Gesetzesrevision auszuarbeiten seien, nicht als mögliche und zulässige Brücke zur Motion erkannt worden ist. Aber, wie gesagt, ich möchte hier keineswegs unser eigenes Reglement aufweichen. Im Vordergrund des Vorstosses steht ja durchaus auch die Forderung nach einem Bericht und noch nicht direkt nach einer Gesetzgebung. Wir müssten einen Bericht haben in Richtung Abklärung der Vereinbarkeit unseres Aktienrechtes mit den Grundsätzen der Corporate Governance, der durchaus auf dem guten Papier von Professor Hofstetter aufbauen kann und dazu auch Stellung zu nehmen hat, insbesondere eben bezüglich der Berührungspunkte.

In diesem Sinne kann ich auch unsere Kommission in ihrem Antrag auf Umwandlung der Motion in ein Postulat unterstützen und sehe hierin nicht eine Herabminderung des Anliegens; vielmehr ist die Postulatsform für Berichte ans Parlament einfach die zutreffende Form des Vorstosses. Dabei stehen für mich Fragen um die Durchsetzung der Gewaltenteilung, insbesondere natürlich in börsenkotierten Unternehmen, im Vordergrund. Es geht hier um Fragen wie: Sind Machtkonzentrationen im Bereich der strategischen und operativen Unternehmensführung richtig und weiter zuzulassen? Genügen sie den Anforderungen einer wirksamen internen Aufsicht und Kontrolle? Tendieren sie nicht zu Missständen und könnten sie das Markt- und Leistungsprinzip auflösen? Genügen unsere Rechtsvorschriften betreffend die Anforderungen an die Mitglieder von Verwaltungsräten im Hinblick auf deren Unabhängigkeit und mögliche Interessenkollisionen? Sind KMU und Grossunternehmen gleich zu behandeln, oder sind differenzierte Lösungen zu finden?

Es gibt viele Fragen. Es geht darum, Abklärungen zu treffen, solche Fragen zu klären und gegebenenfalls neue Lösungen zu suchen. Das liegt, meine ich, im wohlverstandenen Interesse unserer Wirtschaft selbst und unserer Unternehmungen. Wir sollten nicht wegschauen; uns selbst, aber auch einer weiten Öffentlichkeit sollten wir Klarheit verschaffen.

Nochmals, es geht vor allem um die Frage: Wo ist unsere staatliche Gesetzgebung anzupassen, wo greift die Selbstregulierung? Greifen beide Instrumente nahtlos ineinander? Darum geht es; es geht mitnichten darum, die Selbstregulierung einfach in den zweiten Rang zu stellen.

Ich bitte Sie in diesem Sinne um Überweisung in der Form des Postulates.

**Merz Hans-Rudolf (R, AR):** Ich werde mit Sicherheit um viertel nach eins fertig sein. Ich muss in einem ersten Punkt mit Herrn Kollege Leuenberger abrechnen. Er hat vorher wie ein Quizmaster Preise in Form von Kakteen und Rosen verteilt. Einen Kaktus hat er der Finanzdelegation zugeschoßen; den nehme ich nicht entgegen, obschon ich nicht mehr in der Finanzdelegation bin. Aber es ist nicht der erste Angriff. Jetzt wird er ja dann als stellvertretendes Mitglied dort selber Einsitz nehmen und sich mit diesen Fragen beschäftigen. Ich möchte ihm eines sagen: Was die Finanzdelegation macht, ist die Wahrnehmung der Oberaufsicht über die Finanzen des Bundes in Ihrem Auftrag. Dieser Auftrag ist gesetzlich klar. Herr Kollege Leuenberger, wir haben seinerzeit den Privatisierungen zugestimmt. Mit den Privatisierungen sind Aktiengesellschaften entstanden, mit diesen Aktiengesellschaften Statuten, und mit diesen Statuten war die Struktur der Unternehmensführung verbunden.

Wir haben das Bundespersonalgesetz verabschiedet und damit auch die ganze Lohnsituation aufgeweicht. Wir haben sie auch in Richtung privatwirtschaftlicher Verhältnisse überführt. Auch das Volk hat dieser Vorlage zugestimmt. In Bezug auf die obersten Kader hat die Finanzdelegation immer der so genannten Vereinbarung 51 nachgelebt, das war gewissermassen ein Vertrag zwischen dem Bundesrat und der Finanzdelegation, der sich auf die Mitsprache, auf die Gestaltung der Gehälter und Löhne der obersten Bundesbeamten bezogen hat. In diesem Zusammenhang sind immer alle Geschäfte bei der Finanzdelegation unterbreitet und entschieden worden.

Als dann aber nach diesen Privatisierungen ruchbar wurde, dass in einzelnen Unternehmungen die Entwicklungen gewissermassen explodierten – insofern sind wir ja absolut gleicher Meinung –, hat Bundesrat Villiger sofort geschaltet. Er hat eine Bestandesaufnahme gemacht, er hat diese Bestandesaufnahme der KVF, der Finanzdelegation und der Finanzkommission unterbreitet. Das war unten in der Galerie des Alpes; da waren alle beisammen, und man hat uns über diese ganzen Entwicklungen orientiert. Es war damals schon die Frage, ob und wie man in diese Märkte eingreifen soll.

Damit bin ich beim zweiten Punkt, bei den Ausführungen von Herrn Kollege Schweiger: Ich bin an sich mit allem, was er gesagt hat, einverstanden. Herr Kollege Schweiger, ich möchte aber trotzdem sagen: Auch ausserhalb der Bundesbetriebe, besonders im Bereich privater Unternehmungen, ist diese Geschichte von überbordenden Gehältern und Nebenleistungen aufgetreten. Das ist in Gottes Namen der Fall und hat auch dazu geführt, dass die Wirtschaft unter Entscheidungszwang geraten ist. Sie hat wie in vielen anderen Fällen das auch hier rasch und durchgreifend gemacht. Sie hat in der Zwischenzeit diesen «Code of Best Practice», eben diese Corporate-Governance-Regeln, erstellt. Die Economiesuisse hat ihre Arbeit beendet. Herr Kollege Reimann, wer will, kann das im Internet nachsehen; der Text ist da, Kollege Stähelin hat ja darauf Bezug genommen. Das Ganze besteht heute als ein System, das verschiedenen Entwicklungen; sei es im Aktionariat, sei es in Bezug auf die Führung der Unternehmung, sei es in Bezug auf die Entschädigung der obersten Kader, Rechnung trägt.

Nun bin ich der Meinung, dass die Postulate hier eben richtig sind, weil sie es ermöglichen, dass wir diese Dinge im Rahmen der Kommissionen – insofern schliesse ich mich Herrn Stähelin absolut an – in Ruhe studieren. Dann kann man sehen, ob gegebenenfalls zusätzlicher Gesetzgebungsbedarf besteht oder nicht. Ich bin nicht so sicher, dass dabei sehr viel heraus schauen wird, aber wir müssen es tun. Dazu ist das Postulat mit Sicherheit die richtige Form. Deshalb bin ich auch der Meinung, dass wir das im heutigen Zeitpunkt in dieser Form abhandeln sollen; dann werden wir vielleicht in einem oder zwei Jahren wieder davon hören. Ich kann Ihnen nur sagen: In der Zwischenzeit haben die grossen Unternehmen wieder ganz andere Probleme. Sie haben sich nämlich dieser Fragen angenommen und haben nach Lösungen gesucht. Die Schauplätze sind wieder ganz andere geworden

Wir hinken hier, wie in allen Fällen, als Politiker einmal mehr den Verhältnissen ein wenig hinterher.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen  
Le débat sur cet objet est interrompu*

98.038

## **Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Änderung**

### **Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification**

#### *Fortsetzung – Suite*

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1979)

Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)

Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)

**Präsident (Plattner Gian-Reto, erster Vizepräsident):** Wir kommen zurück auf eine Differenz in der Vorlage 98.038. Der Präsident rief heute Morgen bei Artikel 23 Absatz 5 eine Differenz auf. Der Berichterstatter sagte, es handle sich um einen Fehler auf der Fahne und es bestehe keine Differenz. Mittlerweile hat sich der Fehler – ich sage es etwas boshaft – anderswo gefunden. – Sie sind damit einverstanden, dass wir auf diese Bestimmung zurückkommen.

### **3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht 3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs**

#### **Art. 23 Abs. 5**

*Antrag der Kommission*

Festhalten

#### **Art. 23 al. 5**

*Proposition de la commission*

Maintenir

**Epiney Simon (C, VS), pour la commission:** A l'article 23 alinéa 5 du droit pénal des mineurs, la commission était effectivement revenue sur sa décision. Elle vous propose de maintenir une petite divergence avec le Conseil national. Le Conseil national veut obliger le juge à prolonger le délai de paiement lorsqu'un mineur n'acquiesce pas l'amende. De l'avis de la commission, cela n'est pas nécessaire lorsque le mineur est insolvable ou, en particulier, qu'il est sous le coup d'actes de défaut de biens.

Dès lors, je vous prie de vous en tenir au projet du Conseil fédéral et de maintenir cette petite divergence.

*Angenommen – Adopté*

*Schluss der Sitzung um 13.25 Uhr  
la séance est levée à 13 h 25*

98.038

## Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Anderung

### Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification

#### Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1979)  
Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)  
Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 16.09.02 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 17.09.02 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 1 (BBl 2002 8240)  
Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 7658)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.03.03 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 12.03.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 2 (BBl 2003 2808)  
Texte de l'acte législatif 2 (FF 2003 2494)  
Nationalrat/Conseil national 03.06.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)

### 3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht 3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs

#### Art. 18 Abs. 2; 35 Abs. 1 Bst. b, 2

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

#### Art. 18 al. 2; 35 al. 1 let. b, 2

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

**Schweiger Rolf (R, ZG)**, für die Kommission: Ich breche mein Schweigen ganz kurz. Ihre Kommission hat bei beiden Differenzen, die zum Nationalrat noch bestehen, in dem Sinne entschieden, dass sie sich dem Nationalrat anschliesst. Es bedarf keiner Ausführungen zuhanden der Materialien, sodass ich mich damit begnügen kann, Ihnen zu beantragen, Ihrer Kommission zuzustimmen. Dann wären sämtliche Differenzen bereinigt.

**Präsident (Plattner Gian-Reto, Präsident)**: Es geht ein bisschen viel, Herr Schweiger, ich habe Ihnen nicht zugehört; ich habe Herrn Bundesrat Deiss verabschiedet. Wo stehen wir?

**Schweiger Rolf (R, ZG)**, für die Kommission: Das ist jetzt extrem paradox. Ich bemühe mich im Sinne Ihres Votums, möglichst schnell zu sein, und nun sind Sie überfordert! (*Heiterkeit*) Ich wiederhole es nochmals ganz kurz. Ihre Kommission hat in dem Sinne entschieden, dass sie beschlossen hat, keine Differenzen mehr zum Nationalrat zu

schaffen. Nachdem sich die Anträge des Nationalrates selbst erklären und keine Ausführungen zu den Materialien gemacht werden müssen, kann ich auf weitere Worte verzichten und Ihnen beantragen, Ihrer Kommission zuzustimmen, worauf dann auch sämtliche Differenzen bereinigt wären und das Geschäft in Ihrem Sinne relativ schnell erledigt wäre.

**Präsident (Plattner Gian-Reto, Präsident)**: Ich entschuldige mich sehr für den Versuch, gegenüber Herrn Bundesrat Deiss, der unseren Saal verlassen hat, höflich zu sein.

#### Angenommen – Adopté

98.037

## Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und verdeckte Ermittlung Surveillance de la correspondance postale et des télécommunications et investigation secrète

#### Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 01.07.98 (BBl 1998 4241)  
Message du Conseil fédéral 01.07.98 (FF 1998 3689)  
Nationalrat/Conseil national 21.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.00 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 18.09.00 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 25.09.00 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 27.09.00 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 03.10.00 (Differenzen – Divergences)  
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 05.10.00  
Nationalrat/Conseil national 05.10.00 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 05.10.00 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 06.10.00 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 06.10.00 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 1 (AS 2001 3096)  
Texte de l'acte législatif 1 (RO 2001 3096)  
Nationalrat/Conseil national 10.12.01 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 11.12.01 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 18.09.02 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 18.03.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)

### 2. Bundesgesetz über die verdeckte Ermittlung 2. Loi fédérale sur l'investigation secrète

#### Art. 1ter

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

**Stadler Hansruedi (C, UR)**, für die Kommission: Ich erlaube mir jetzt, vom Wort ergriffen zu werden. Nach unserer Beratung vom Dezember 2002 bestanden noch drei Differenzen zum Nationalrat. In einem Punkt hat sich der Nationalrat dem Ständerat angeschlossen; somit verblieben noch zwei Differenzen, eine bei Artikel 1ter und eine bei Artikel 1quater. Ihre Kommission beantragt Ihnen, sich bei beiden Differenzen dem Nationalrat anzuschliessen. Wie ich gehört habe, ist der Minderheitsantrag zu Artikel 1quater inzwischen zurückgezogen worden. Ich erlaube mir deshalb eine kurze Bemerkung zur ersten Differenz.

**Vierzehnte Sitzung – Quatorzième séance**

98.038

Freitag, 20. Juni 2003  
Vendredi, 20 juin 2003

08.00 h

**Schweizerisches Strafgesetzbuch  
und Militärstrafgesetz.  
Änderung  
Code pénal suisse  
et Code pénal militaire.  
Modification**

98.037

**Überwachung  
des Post- und Fernmeldeverkehrs  
und verdeckte Ermittlung  
Surveillance  
de la correspondance postale  
et des télécommunications  
et investigation secrète****Schlussabstimmung – Vote final**

Botschaft des Bundesrates 01.07.98 (BBl 1998 4241)  
Message du Conseil fédéral 01.07.98 (FF 1998 3689)  
Nationalrat/Conseil national 21.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.00 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 18.09.00 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 25.09.00 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 27.09.00 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 03.10.00 (Differenzen – Divergences)  
Einigungskonferenz/Conférence de conciliation 05.10.00  
Nationalrat/Conseil national 05.10.00 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 05.10.00 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 06.10.00 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 06.10.00 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 1 (AS 2001 3096)  
Texte de l'acte législatif 1 (RO 2001 3096)  
Nationalrat/Conseil national 10.12.01 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 11.12.01 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 18.09.02 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 18.03.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 2 (BBl 2003 4465)  
Texte de l'acte législatif 2 (FF 2003 4009)

**2. Bundesgesetz über die verdeckte Ermittlung  
2. Loi fédérale sur l'investigation secrète****Abstimmung – Vote**Für Annahme des Entwurfes .... 44 Stimmen  
(Einstimmigkeit)**Schlussabstimmung – Vote final**

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1979)  
Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)  
Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
Nationalrat/Conseil national 16.09.02 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 17.09.02 (Fortsetzung – Suite)  
Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 1 (BBl 2002 8240)  
Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 7658)  
Ständerat/Conseil des Etats 04.03.03 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 12.03.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 2 (BBl 2003 2808)  
Texte de l'acte législatif 2 (FF 2003 2494)  
Nationalrat/Conseil national 03.06.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 3 (BBl 2003 4445)  
Texte de l'acte législatif 3 (FF 2003 3990)

**3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht****3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs****Abstimmung – Vote**Für Annahme des Entwurfes .... 45 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

98.038

## Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Anderung

### Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification

#### Differenzen – Divergences

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBI 1999 1979)  
 Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)  
 Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
 Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 08.08.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
 Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 16.09.02 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 17.09.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 1 (BBI 2002 8240)  
 Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 7658)  
 Ständerat/Conseil des Etats 04.03.03 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 12.03.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Nationalrat/Conseil national 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 2 (BBI 2003 2808)  
 Texte de l'acte législatif 2 (FF 2003 2494)  
 Nationalrat/Conseil national 03.06.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 3 (BBI 2003 4445)  
 Texte de l'acte législatif 3 (FF 2003 3990)

### 3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht 3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs

#### Art. 2 Abs. 3

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Art. 2 al. 3

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

#### Art. 18 Abs. 2

##### Antrag der Kommission

Festhalten

#### Art. 18 al. 2

##### Proposition de la commission

Maintenir

Angenommen – Adopté

#### Art. 23 Abs. 5

##### Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Art. 23 al. 5

##### Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

#### Art. 35

##### Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. b

b. .... mit einer Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren bedroht ist;

Abs. 2  
 Bei Straftaten nach den Artikeln 111 bis 113, 122, 189 bis 191, 195 und 196 des Strafgesetzbuches, die sich gegen ein Kind unter sechzehn Jahren richten, dauert die Verfolgungsverjährung in jedem Fall mindestens bis zum vollendeten 25. Lebensjahr des Opfers. Dies gilt auch, wenn die Straftat vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes begangen worden ist und die Verfolgungsverjährung zu diesem Zeitpunkt noch nicht eingetreten ist.

Abs. 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

#### Art. 35

##### Proposition de la commission

Al. 1 let. b

b. .... de liberté jusqu'à trois ans en vertu du droit applicable aux adultes;

Al. 2

En cas d'infractions au sens des articles 111 à 113, 122, 189 à 191, 195 et 196 du Code pénal dirigées contre un enfant de moins de seize ans, la prescription de l'action pénale court en tout cas jusqu'au jour où la victime a 25 ans révolus. Cela s'applique également aux infractions commises avant l'entrée en vigueur de la présente loi si la prescription de l'action pénale n'est pas encore échue à cette date.

Al. 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Thanei Anita (S, ZH), für die Kommission: Ich möchte zu Artikel 35 eine kurze Präzisierung anfügen, da unser Rat hier nicht der ständerätlichen Version folgt. Bei Absatz 1 Litera b handelt es sich lediglich um eine Korrektur, nachdem die Untergrenze der Freiheitsstrafen auf sechs Monate erhöht wurde.

Bei Absatz 2 haben wir für die Verfolgungsverjährung betreffend Straftaten gegen Kinder unter 16 Jahren die gleichen Bestimmungen übernommen, wie sie im Allgemeinen Teil des Strafgesetzbuches vorgesehen werden. Wir haben im Sinne des Opferschutzgedankens entschieden und verlangen, dass die Verfolgungsverjährung betreffend gewisse Delikte gegen Kinder unter 16 Jahren auch im Falle eines jugendlichen Straftäters wie im Erwachsenenstrafrecht geregelt wird.

Weiter haben wir im Katalog ein Delikt gestrichen, nämlich Artikel 187. Es handelt sich dabei um sexuelle Handlungen mit Kindern. Da im Falle eines jugendlichen Straftäters zwei unmündige Parteien beteiligt sind, macht das keinen Sinn. Schwerere Delikte fallen klarerweise unter die Artikel 189 oder 190.

Ich bitte Sie deshalb auch hier, der Kommission zu folgen.

Eggy Jacques-Simon (L, GE), pour la commission: Il s'agit donc du problème de la prescription. Jusqu'à quand court la prescription lorsqu'il s'agit de victimes qui avaient moins de 16 ans quand les faits se sont produits? L'idée, c'est que la prescription de l'action pénale doit courir jusqu'au jour où la victime a 25 ans. Cela est bien précisé, de manière peut-être plus claire, dans la version qui vous est proposée. Et puis, il y a la référence aux articles qui sont concernés. Comme l'a dit la présidente de la commission, l'article 187 n'est pas mentionné parce qu'il n'y a pas de sens que l'on inclue dans cette énumération les délits d'ordre sexuel qui sont commis par un mineur de moins de 16 ans contre un

98.037

## Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und verdeckte Ermittlung

### Surveillance de la correspondance postale et des télécommunications et investigation secrète

#### Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 01.07.98 (BBl 1998 4241)  
 Message du Conseil fédéral 01.07.98 (FF 1998 3689)  
 Nationalrat/Conseil national 21.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
 Ständerat/Conseil des Etats 20.06.00 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
 Nationalrat/Conseil national 18.09.00 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 25.09.00 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 27.09.00 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 03.10.00 (Differenzen – Divergences)  
 Eingungskonferenz/Conférence de conciliation 05.10.00  
 Nationalrat/Conseil national 05.10.00 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 05.10.00 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 06.10.00 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Ständerat/Conseil des Etats 06.10.00 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 1 (AS 2001 3096)  
 Texte de l'acte législatif 1 (RO 2001 3096)  
 Nationalrat/Conseil national 10.12.01 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 11.12.01 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 20.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 18.09.02 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 18.03.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 2 (BBl 2003 4465)  
 Texte de l'acte législatif 2 (FF 2003 4009)

## 2. Bundesgesetz über die verdeckte Ermittlung 2. Loi fédérale sur l'investigation secrète

#### Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 98.037/4195)

Für Annahme des Entwurfs .... 136 Stimmen

Dagegen .... 15 Stimmen

98.038

## Schweizerisches Strafgesetzbuch und Militärstrafgesetz. Änderung

### Code pénal suisse et Code pénal militaire. Modification

#### Schlussabstimmung – Vote final

Botschaft des Bundesrates 21.09.98 (BBl 1999 1979)  
 Message du Conseil fédéral 21.09.98 (FF 1999 1787)  
 Ständerat/Conseil des Etats 14.12.99 (Erstrat – Premier Conseil)  
 Ständerat/Conseil des Etats 08.03.00 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 28.11.00 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 06.06.01 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
 Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 07.06.01 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 19.09.01 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 07.03.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 04.06.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Nationalrat/Conseil national 16.09.02 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 17.09.02 (Fortsetzung – Suite)  
 Ständerat/Conseil des Etats 02.12.02 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Nationalrat/Conseil national 13.12.02 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 1 (BBl 2002 8240)  
 Texte de l'acte législatif 1 (FF 2002 7658)  
 Ständerat/Conseil des Etats 04.03.03 (Differenzen – Divergences)  
 Nationalrat/Conseil national 12.03.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Nationalrat/Conseil national 21.03.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 2 (BBl 2003 2808)  
 Texte de l'acte législatif 2 (FF 2003 2494)  
 Nationalrat/Conseil national 03.06.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 05.06.03 (Differenzen – Divergences)  
 Ständerat/Conseil des Etats 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Nationalrat/Conseil national 20.06.03 (Schlussabstimmung – Vote final)  
 Text des Erlasses 3 (BBl 2003 4445)  
 Texte de l'acte législatif 3 (FF 2003 3990)

## 3. Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht

### 3. Loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs

#### Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 98.038/4196)

Für Annahme des Entwurfs .... 175 Stimmen

(Einstimmigkeit)

**Le président** (Christen Yves, président): Le système de vote électronique ne fonctionne à nouveau plus; nous faisons appel aux informaticiens. – Le système ne pourra pas être rétabli rapidement. Nous allons donc voter par assis et levé.



*Ablauf der Referendumsfrist: 9. Oktober 2003*

---

**Bundesgesetz  
über das Jugendstrafrecht  
(Jugendstrafgesetz, JStG)**

vom 20. Juni 2003

---

*Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft,  
gestützt auf Artikel 123 der Bundesverfassung<sup>1</sup>,  
nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 21. September 1998<sup>2</sup>,  
beschliesst:*

**1. Kapitel: Grundsätze und Geltungsbereich**

**Art. 1** Gegenstand und Verhältnis zum Strafgesetzbuch

<sup>1</sup> Dieses Gesetz:

- a. regelt die Sanktionen, welche gegenüber Personen zur Anwendung kommen, die vor Vollendung des 18. Altersjahres eine nach dem Strafgesetzbuch (StGB)<sup>3</sup> oder einem andern Bundesgesetz mit Strafe bedrohte Tat begangen haben;
- b. enthält ferner Grundsätze für das Jugendstrafverfahren.

<sup>2</sup> Ergänzend zu diesem Gesetz sind die folgenden Bestimmungen des StGB sinngemäss anwendbar:

- a. die Artikel 1–33 (Geltungsbereich und Strafbarkeit), mit Ausnahme von Artikel 20 (zweifelhafte Schuldfähigkeit);
- b. die Artikel 47, 48 und 51 (Strafzumessung);
- c. Artikel 56, Absätze 2, 5 und 6 sowie Artikel 56a (Grundsätze bei Massnahmen);
- d. die Artikel 69–73 (Einziehung und Verwendung zu Gunsten des Geschädigten);
- e. Artikel 74 (Vollzugsgrundsätze);
- f. Artikel 83 (Arbeitsentgelt);
- g. Artikel 84 (Beziehungen zur Aussenwelt);

<sup>1</sup> SR 101

<sup>2</sup> BB1 1999 1979

<sup>3</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)

- h. Artikel 85 (Kontrollen und Untersuchungen);
- i. Artikel 92 (Unterbrechung des Vollzuges);
- j. die Artikel 98, 99 Absatz 2, 100 und 101 (Verjährung);
- k. die Artikel 103, 104 und 105 Absatz 1 (Übertretungen);
- l. Artikel 110 (Begriffe);
- m. die Artikel 111–332 (Zweites Buch: Besondere Bestimmungen);
- n. die Artikel 333–392 (Drittes Buch: Einführung und Anwendung des Gesetzes), mit Ausnahme der Artikel 339–348 (kantonale Behörden), 380 (Kostentragung), 387 Absatz 1 Buchstabe d und Absatz 2 (Ergänzende Bestimmungen des Bundesrates), 388 Absatz 3 (Vollzug früherer Urteile);
- o. Ziffer 3 der Übergangsbestimmungen der Änderung vom 13. Dezember 2002<sup>4</sup> (Strafregister).

<sup>3</sup> Bei der Anwendung dieser Bestimmungen des StGB müssen die Grundsätze nach Artikel 2 beachtet sowie Alter und Entwicklungsstand des Jugendlichen zu seinen Gunsten berücksichtigt werden.

#### **Art. 2** Grundsätze

<sup>1</sup> Wegleitend für die Anwendung dieses Gesetzes sind der Schutz und die Erziehung des Jugendlichen.

<sup>2</sup> Den Lebens- und Familienverhältnissen des Jugendlichen sowie der Entwicklung seiner Persönlichkeit ist besondere Beachtung zu schenken.

#### **Art. 3** Persönlicher Geltungsbereich

<sup>1</sup> Dieses Gesetz gilt für Personen, die zwischen dem vollendeten 10. und dem vollendeten 18. Altersjahr eine mit Strafe bedrohte Tat begangen haben.

<sup>2</sup> Sind gleichzeitig eine vor und eine nach Vollendung des 18. Altersjahres begangene Tat zu beurteilen, so ist hinsichtlich der Strafen nur das StGB<sup>5</sup> anwendbar. Dies gilt auch für die Zusatzstrafe (Art. 49 Abs. 2 StGB), die für eine Tat auszusprechen ist, welche vor Vollendung des 18. Altersjahres begangen wurde. Bedarf der Täter einer Massnahme, so ist diejenige Massnahme nach dem StGB oder nach diesem Gesetz anzuordnen, die nach den Umständen erforderlich ist. Wurde ein Verfahren gegen Jugendliche eingeleitet, bevor die nach Vollendung des 18. Altersjahres begangene Tat bekannt wurde, so bleibt dieses Verfahren anwendbar. Andernfalls ist das Verfahren gegen Erwachsene anwendbar.

#### **Art. 4** Taten vor dem 10. Altersjahr

Stellt die zuständige Behörde im Laufe eines Verfahrens fest, dass eine Tat von einem Kind unter zehn Jahren begangen worden ist, so benachrichtigt sie die gesetz-

<sup>4</sup> SR 311.0; AS ... (BBI 2002 8240)

<sup>5</sup> SR 311.0; AS ... (BBI 2002 8240)

lichen Vertreter des Kindes. Liegen Anzeichen dafür vor, dass das Kind besondere Hilfe benötigt, so ist auch die Vormundschaftsbehörde oder die durch das kantonale Recht bezeichnete Fachstelle für Jugendhilfe zu benachrichtigen.

## **2. Kapitel: Untersuchung**

### **Art. 5** Vorsorgliche Anordnung von Schutzmassnahmen

Während der Untersuchung kann die zuständige Behörde vorsorglich die Schutzmassnahmen nach den Artikeln 12–15 anordnen.

### **Art. 6** Untersuchungshaft

<sup>1</sup> Untersuchungshaft darf nur angeordnet werden, wenn ihr Zweck nicht durch eine vorsorglich angeordnete Schutzmassnahme erreicht werden kann. Die Dauer der Untersuchungshaft ist so kurz wie möglich zu halten.

<sup>2</sup> In der Untersuchungshaft sind die Jugendlichen in einer besonderen Einrichtung oder einer besonderen Abteilung der Haftanstalt getrennt von den erwachsenen Gefangenen unterzubringen. Sie sind in geeigneter Weise zu betreuen.

### **Art. 7** Einstellung des Verfahrens

<sup>1</sup> Die zuständige Behörde stellt das Verfahren ein, wenn:

- a. Schutzmassnahmen nicht notwendig sind oder die Behörde des Zivilrechts bereits geeignete Massnahmen angeordnet hat; und
- b. die Voraussetzungen für eine Strafbefreiung nach Artikel 21 Absatz 1 bestehen.

<sup>2</sup> Die zuständige Behörde kann das Verfahren ferner einstellen, wenn der ausländische Staat, in dem der Jugendliche seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, wegen der Tat des Jugendlichen bereits ein Verfahren eingeleitet oder sich bereit erklärt hat, ein solches einzuleiten.

<sup>3</sup> Die kantonalen Bestimmungen, die es erlauben, das Verfahren auch aus andern als den in den Absätzen 1 und 2 genannten Gründen einzustellen, bleiben anwendbar.

### **Art. 8** Einstellung zum Zwecke der Mediation

<sup>1</sup> Die zuständige Behörde kann das Verfahren vorläufig einstellen und eine anerkannte, dafür geeignete Organisation oder Person damit beauftragen, ein Mediationsverfahren durchzuführen, wenn:

- a. Schutzmassnahmen nicht notwendig sind oder die Behörde des Zivilrechts bereits geeignete Massnahmen angeordnet hat;
- b. die Voraussetzungen für eine Strafbefreiung nach Artikel 21 Absatz 1 nicht erfüllt sind;
- c. die Tatumstände im Wesentlichen geklärt sind;

- d. kein Verbrechen vorliegt, das voraussichtlich mit einem unbedingten Freiheitsentzug nach Artikel 25 geahndet würde; und
- e. alle Parteien und ihre gesetzlichen Vertreter damit einverstanden sind.

<sup>2</sup> Die zuständige Behörde stellt das Verfahren definitiv ein, wenn auf dem Wege der Mediation eine Vereinbarung zwischen dem Geschädigten und dem Jugendlichen zustande gekommen ist.

<sup>3</sup> Die Kantone erlassen die notwendigen Ausführungsbestimmungen zum Mediationsverfahren.

**Art. 9** Abklärung der persönlichen Verhältnisse, Beobachtung und Begutachtung

<sup>1</sup> Soweit dies für den Entscheid über die Anordnung einer Schutzmassnahme oder Strafe erforderlich ist, klärt die zuständige Behörde die persönlichen Verhältnisse des Jugendlichen ab, namentlich in Bezug auf Familie, Erziehung, Schule und Beruf. Zu diesem Zweck kann sie auch eine ambulante oder stationäre Beobachtung anordnen.

<sup>2</sup> Mit der Abklärung kann eine Person oder Stelle beauftragt werden, die eine fachgerechte Durchführung gewährleistet.

<sup>3</sup> Besteht ernsthafter Anlass, an der physischen oder psychischen Gesundheit des Jugendlichen zu zweifeln, oder erscheint die Unterbringung zur Behandlung einer psychischen Störung in einer offenen Einrichtung oder die Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung angezeigt, so ordnet die zuständige Behörde eine medizinische oder psychologische Begutachtung an.

### **3. Kapitel: Schutzmassnahmen und Strafen**

#### **1. Abschnitt: Allgemeine Voraussetzungen**

**Art. 10** Anordnung der Schutzmassnahmen

<sup>1</sup> Hat der Jugendliche eine mit Strafe bedrohte Tat begangen und ergibt die Abklärung, dass er einer besonderen erzieherischen Betreuung oder therapeutischen Behandlung bedarf, so ordnet die urteilende Behörde die nach den Umständen erforderlichen Schutzmassnahmen an, unabhängig davon, ob er schuldhaft gehandelt hat.

<sup>2</sup> Hat der Jugendliche keinen gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz, so kann die urteilende Behörde von der Anordnung einer Schutzmassnahme absehen.

**Art. 11** Anordnung der Strafen

<sup>1</sup> Hat der Jugendliche schuldhaft gehandelt, so verhängt die urteilende Behörde zusätzlich zu einer Schutzmassnahme oder als einzige Rechtsfolge eine Strafe. Artikel 21 über die Strafbefreiung bleibt vorbehalten.

<sup>2</sup> Schuldhaft handeln kann nur der Jugendliche, der fähig ist, das Unrecht seiner Tat einzusehen und nach dieser Einsicht zu handeln.

## 2. Abschnitt: Schutzmassnahmen

### Art. 12 Aufsicht

<sup>1</sup> Besteht Aussicht darauf, dass die Inhaber der elterlichen Sorge oder die Pflegeeltern die erforderlichen Vorkehrungen treffen, um eine geeignete erzieherische Betreuung oder therapeutische Behandlung des Jugendlichen sicherzustellen, so bestimmt die urteilende Behörde eine geeignete Person oder Stelle, der Einblick und Auskunft zu geben ist. Die urteilende Behörde kann den Eltern Weisungen erteilen.

<sup>2</sup> Ist der Jugendliche bevormundet, so darf keine Aufsicht angeordnet werden.

<sup>3</sup> Die Aufsicht kann nach Erreichen des Mündigkeitsalters nur mit Einverständnis des Betroffenen angeordnet werden.

### Art. 13 Persönliche Betreuung

<sup>1</sup> Genügt eine Aufsicht nach Artikel 12 nicht, so bestimmt die urteilende Behörde eine geeignete Person, welche die Eltern in ihrer Erziehungsaufgabe unterstützt und den Jugendlichen persönlich betreut.

<sup>2</sup> Die urteilende Behörde kann der mit der Betreuung betrauten Person bestimmte Befugnisse bezüglich der Erziehung, Behandlung und Ausbildung des Jugendlichen übertragen und die elterliche Sorge entsprechend beschränken. Sie kann sie in Abweichung von Artikel 323 Absatz 1 des Zivilgesetzbuches (ZGB)<sup>6</sup> auch mit der Verwaltung des Erwerbseinkommens des Jugendlichen beauftragen.

<sup>3</sup> Ist der Jugendliche bevormundet, so darf keine persönliche Betreuung angeordnet werden.

<sup>4</sup> Die persönliche Betreuung kann nach Erreichen des Mündigkeitsalters nur mit Einverständnis des Betroffenen angeordnet werden.

### Art. 14 Ambulante Behandlung

<sup>1</sup> Leidet der Jugendliche unter psychischen Störungen; ist er in seiner Persönlichkeitsentwicklung beeinträchtigt oder ist er von Suchtstoffen oder in anderer Weise abhängig, so kann die urteilende Behörde anordnen, dass er ambulant behandelt wird.

<sup>2</sup> Die ambulante Behandlung kann mit der Aufsicht (Art. 12) oder der persönlichen Betreuung (Art. 13) oder der Unterbringung in einer Erziehungseinrichtung (Art. 15 Abs. 1) verbunden werden.

**Art. 15**            **Unterbringung**  
                          **a. Inhalt und Voraussetzungen**

<sup>1</sup> Kann die notwendige Erziehung und Behandlung des Jugendlichen nicht anders sichergestellt werden, so ordnet die urteilende Behörde die Unterbringung an. Diese erfolgt namentlich bei Privatpersonen oder in Erziehungs- oder Behandlungseinrichtungen, die in der Lage sind, die erforderliche erzieherische oder therapeutische Hilfe zu leisten.

<sup>2</sup> Die urteilende Behörde darf die Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung nur anordnen, wenn sie:

- a. für den persönlichen Schutz oder für die Behandlung der psychischen Störung des Jugendlichen unumgänglich ist; oder
- b. für den Schutz Dritter vor schwer wiegender Gefährdung durch den Jugendlichen notwendig ist.

<sup>3</sup> Vor der Unterbringung zur Behandlung einer psychischen Störung in einer offenen Einrichtung oder vor der Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung ordnet die urteilende Behörde eine medizinische oder psychologische Begutachtung an, falls diese nicht bereits auf Grund von Artikel 9 Absatz 3 erstellt wurde.

<sup>4</sup> Ist der Jugendliche bevormundet, so teilt die urteilende Behörde der Vormundschaftsbehörde die Anordnung der Unterbringung mit.

**Art. 16**            **b. Vollzug**

<sup>1</sup> Die Vollzugsbehörde regelt für die Dauer der Unterbringung die Ausübung des Rechts der Eltern oder Dritter auf persönlichen Verkehr mit dem Jugendlichen nach den Artikeln 273 ff. ZGB<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> Im Vollzug einer disziplinarischen Massnahme darf der Jugendliche ausnahmsweise und nicht länger als sieben Tage ununterbrochen von den andern Jugendlichen getrennt werden.

<sup>3</sup> Hat der Jugendliche das 17. Altersjahr vollendet, so kann die Massnahme in einer Einrichtung für junge Erwachsene (Art. 61 StGB<sup>8</sup>) vollzogen oder weitergeführt werden.

**Art. 17**            **Gemeinsame Bestimmungen zum Vollzug der Massnahmen**

<sup>1</sup> Die Vollzugsbehörde bestimmt, wer mit dem Vollzug der ambulanten Behandlung und der Unterbringung betraut wird.

<sup>2</sup> Sie überwacht die Durchführung aller Massnahmen. Sie erlässt die nötigen Weisungen und legt fest, wie häufig ihr Bericht zu erstatten ist.

<sup>3</sup> Beim Vollzug der Massnahmen ist dafür zu sorgen, dass der Jugendliche angemessen unterrichtet und ausgebildet wird.

<sup>7</sup> SR 210

<sup>8</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)



**Art. 18** Änderung der Massnahmen

<sup>1</sup> Haben sich die Verhältnisse geändert, so kann eine Massnahme durch eine andere ersetzt werden. Ist die neue Massnahme härter, so ist für die Änderung die urteilende Behörde zuständig.

<sup>2</sup> Die Änderung der Massnahmen kann vom Jugendlichen oder seinen gesetzlichen Vertretern beantragt werden.

**Art. 19** Beendigung der Massnahmen

<sup>1</sup> Die Vollzugsbehörde prüft jährlich, ob und wann die Massnahme aufgehoben werden kann. Sie hebt sie auf, wenn ihr Zweck erreicht ist oder feststeht, dass sie keine erzieherischen oder therapeutischen Wirkungen mehr entfaltet.

<sup>2</sup> Alle Massnahmen enden mit Vollendung des 22. Altersjahres.

<sup>3</sup> Ist der Wegfall einer Schutzmassnahme für den Betroffenen selber oder für die Sicherheit Dritter mit schwer wiegenden Nachteilen verbunden und kann diesen nicht auf andere Weise begegnet werden, so beantragt die Vollzugsbehörde rechtzeitig die Anordnung geeigneter vormundschaftlicher Massnahmen.

**Art. 20** Zusammenarbeit zwischen Behörden des Zivilrechts und des Jugendstrafrechts

<sup>1</sup> Die Jugendstrafbehörde kann:

- a. die Anordnung, Änderung oder Aufhebung von Massnahmen, für die sie nicht zuständig ist, bei der Behörde des Zivilrechts beantragen;
- b. Vorschläge für die Wahl eines Vormundes unterbreiten oder die Ersetzung des gesetzlichen Vertreters beantragen.

<sup>2</sup> Die Jugendstrafbehörde kann die Anordnung von Schutzmassnahmen der Behörde des Zivilrechts übertragen, wenn dafür wichtige Gründe bestehen, namentlich wenn:

- a. auch für Geschwister, die keine Straftat begangen haben, Massnahmen zu ergreifen sind;
- b. es notwendig erscheint, früher angeordnete zivilrechtliche Massnahmen fortzusetzen;
- c. ein Verfahren auf Entziehung der elterlichen Sorge eingeleitet ist.

<sup>3</sup> Verzichtet die Behörde des Zivilrechts im Interesse eines einheitlichen Vorgehens darauf, selber Massnahmen anzuordnen, so kann sie bei der Jugendstrafbehörde den Erlass, die Änderung oder die Aufhebung von Schutzmassnahmen nach den Artikeln 10 und 12–19 beantragen.

<sup>4</sup> Die Behörde des Zivilrechts und die Jugendstrafbehörde teilen einander ihre Entschiede mit.

### 3. Abschnitt: Strafen

#### Art. 21 Strafbefreiung

<sup>1</sup> Die urteilende Behörde sieht von einer Bestrafung ab, wenn:

- a. die Bestrafung das Ziel einer früher angeordneten oder im laufenden Verfahren anzuordnenden Schutzmassnahme gefährden würde;
- b. die Schuld des Jugendlichen und die Tatfolgen gering sind;
- c. der Jugendliche den Schaden so weit als möglich durch eigene Leistung wieder gutgemacht oder eine besondere Anstrengung unternommen hat, um das von ihm begangene Unrecht auszugleichen, als Strafe nur ein Verweis nach Artikel 22 in Betracht kommt und die Strafverfolgung für die Öffentlichkeit und den Geschädigten nur von geringem Interesse ist;
- d. der Jugendliche durch die unmittelbaren Folgen seiner Tat so schwer betroffen ist, dass eine Strafe unangemessen wäre;
- e. der Jugendliche wegen seiner Tat von den Eltern, andern erziehungsberechtigten Personen oder Dritten schon genug bestraft worden ist; oder
- f. seit der Tat verhältnismässig lange Zeit verstrichen ist, der Jugendliche sich wohlverhalten hat und das Interesse der Öffentlichkeit und des Geschädigten an der Strafverfolgung gering sind.

<sup>2</sup> Von einer Bestrafung kann ferner abgesehen werden, wenn der ausländische Staat, in dem der Jugendliche seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, wegen der Tat des Jugendlichen bereits ein Verfahren eingeleitet oder sich bereit erklärt hat, ein solches einzuleiten.

<sup>3</sup> Besteht kein Grund zur Strafbefreiung nach den Absätzen 1 und 2, so kann die urteilende Behörde das Verfahren vorläufig unterbrechen und eine anerkannte, dafür geeignete Organisation oder Person damit beauftragen, ein Mediationsverfahren durchzuführen, wenn die Voraussetzungen von Artikel 8 erfüllt sind. Kommt eine Vereinbarung zwischen dem Geschädigten und dem Jugendlichen zustande, so stellt die urteilende Behörde das Verfahren definitiv ein.

#### Art. 22 Verweis

<sup>1</sup> Die urteilende Behörde spricht den Jugendlichen schuldig und erteilt ihm einen Verweis, wenn dies voraussichtlich genügt, um den Jugendlichen von weiteren Straftaten abzuhalten. Der Verweis besteht in einer förmlichen Missbilligung der Tat.

<sup>2</sup> Die urteilende Behörde kann dem Jugendlichen zusätzlich eine Probezeit von sechs Monaten bis zu zwei Jahren und damit verbundene Weisungen auferlegen. Begeht der Jugendliche während der Probezeit schuldhaft eine mit Strafe bedrohte Tat oder missachtet er die Weisungen, so kann die urteilende Behörde eine andere Strafe als einen Verweis verhängen.

**Art. 23**            Persönliche Leistung

<sup>1</sup> Der Jugendliche kann zu einer persönlichen Leistung zu Gunsten von sozialen Einrichtungen, von Werken im öffentlichen Interesse, von hilfsbedürftigen Personen oder des Geschädigten mit deren Zustimmung verpflichtet werden. Die Leistung hat dem Alter und den Fähigkeiten des Jugendlichen zu entsprechen. Sie wird nicht entschädigt.

<sup>2</sup> Als persönliche Leistung kann auch die Teilnahme an Kursen oder ähnlichen Veranstaltungen angeordnet werden.

<sup>3</sup> Die persönliche Leistung dauert höchstens zehn Tage. Für Jugendliche, die zur Zeit der Tat das 15. Altersjahr vollendet und ein Verbrechen oder ein Vergehen begangen haben, kann die persönliche Leistung bis zu einer Dauer von drei Monaten angeordnet und mit der Verpflichtung verbunden werden, sich an einem bestimmten Ort aufzuhalten.

<sup>4</sup> Wird die Leistung nicht fristgemäss oder mangelhaft erbracht, so ermahnt die vollziehende Behörde den Jugendlichen unter Ansetzung einer letzten Frist.

<sup>5</sup> Bleibt die Mahnung ohne Erfolg und hat der Jugendliche zur Zeit der Tat das 15. Altersjahr nicht vollendet, so kann er verpflichtet werden, die Leistung unter unmittelbarer Aufsicht der vollziehenden Behörde oder einer von ihr bestimmten Person zu erbringen.

<sup>6</sup> Bleibt die Mahnung ohne Erfolg und hat der Jugendliche zur Zeit der Tat das 15. Altersjahr vollendet, so erkennt die urteilende Behörde:

- a. an Stelle einer Leistung bis zu zehn Tagen auf Busse;
- b. an Stelle einer Leistung über zehn Tagen auf Busse oder Freiheitsentzug; der Freiheitsentzug darf die Dauer der umgewandelten Leistung nicht übersteigen.

**Art. 24**            Busse

<sup>1</sup> Der Jugendliche, der zur Zeit der Tat das 15. Altersjahr vollendet hat, kann mit Busse bestraft werden. Diese beträgt höchstens 2000 Franken. Sie ist unter Berücksichtigung der persönlichen Verhältnisse des Jugendlichen festzusetzen.

<sup>2</sup> Die Vollzugsbehörde bestimmt die Zahlungsfrist; sie kann Erstreckungen und Teilzahlungen gewähren.

<sup>3</sup> Auf Gesuch des Jugendlichen kann die Vollzugsbehörde die Busse ganz oder teilweise in eine persönliche Leistung umwandeln, ausser wenn die Busse an Stelle einer nicht erbrachten persönlichen Leistung ausgesprochen wurde.

<sup>4</sup> Haben sich die für die Bemessung der Busse massgebenden Verhältnisse seit dem Urteil ohne Verschulden des Jugendlichen verschlechtert, so kann die urteilende Behörde die Busse herabsetzen.

<sup>5</sup> Beahlt der Jugendliche die Busse nicht innert der gesetzten Frist, so wandelt sie die urteilende Behörde in Freiheitsentzug bis zu 30 Tagen um. Die Umwandlung ist ausgeschlossen, wenn der Jugendliche ohne sein Verschulden zahlungsunfähig ist.

**Art. 25** Freiheitsentzug  
a. Inhalt und Voraussetzungen

<sup>1</sup> Der Jugendliche, der nach Vollendung des 15. Altersjahres ein Verbrechen oder ein Vergehen begangen hat, kann mit Freiheitsentzug von einem Tag bis zu einem Jahr bestraft werden.

<sup>2</sup> Der Jugendliche, der zur Zeit der Tat das 16. Altersjahr vollendet hat, wird mit Freiheitsentzug bis zu vier Jahren bestraft, wenn er:

- a. ein Verbrechen begangen hat, das nach dem für Erwachsene anwendbaren Recht mit Freiheitsstrafe nicht unter drei Jahren bedroht ist;
- b. eine Tat nach den Artikeln 122, 140 Ziffer 3 oder 184 StGB<sup>9</sup> begangen und dabei besonders skrupellos gehandelt hat, namentlich wenn der Beweggrund des Jugendlichen, der Zweck der Tat oder die Art ihrer Ausführung eine besonders verwerfliche Gesinnung offenbaren.

**Art. 26** b. Umwandlung in persönliche Leistung

Auf Gesuch des Jugendlichen kann die urteilende Behörde einen Freiheitsentzug bis zu drei Monaten in eine persönliche Leistung von gleicher Dauer umwandeln, ausser wenn der Freiheitsentzug an Stelle nicht erbrachter persönlicher Leistungen ausgesprochen wurde. Die Umwandlung kann sofort für die ganze Dauer oder nachträglich für den Rest des Freiheitsentzuges angeordnet werden.

**Art. 27** c. Vollzug

<sup>1</sup> Der Freiheitsentzug bis zu 1 Jahr kann in Form der Halbgefängenschaft (Art. 77b StGB<sup>10</sup>) vollzogen werden. Der Freiheitsentzug bis zu einem Monat kann entweder tageweise (Art. 79 Abs. 2 StGB) oder in Form der Halbgefängenschaft vollzogen werden.

<sup>2</sup> Der Freiheitsentzug ist in einer Einrichtung für Jugendliche zu vollziehen, in der jeder Jugendliche entsprechend seiner Persönlichkeit erzieherisch betreut und insbesondere auf die soziale Eingliederung nach der Entlassung vorbereitet wird.

<sup>3</sup> Die Einrichtung muss geeignet sein, die Persönlichkeitsentwicklung des Jugendlichen zu fördern. Ist ein Schulbesuch, eine Lehre oder eine Erwerbstätigkeit ausserhalb der Einrichtung nicht möglich, so ist dem Jugendlichen in der Einrichtung selbst der Beginn, die Fortsetzung und der Abschluss einer Ausbildung oder eine Erwerbstätigkeit zu ermöglichen.

<sup>4</sup> Eine therapeutische Behandlung ist sicherzustellen, sofern der Jugendliche ihrer bedarf und für sie zugänglich ist.

<sup>5</sup> Dauert der Freiheitsentzug länger als ein Monat, so begleitet eine geeignete, von der Einrichtung unabhängige Person den Jugendlichen und hilft ihm, seine Interessen wahrzunehmen.

<sup>9</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)

<sup>10</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)

**Art. 28**            Bedingte Entlassung aus dem Freiheitsentzug  
a. Gewährung

<sup>1</sup> Hat der Jugendliche die Hälfte, mindestens aber 2 Wochen des Freiheitsentzugs verbüsst, so kann ihn die Vollzugsbehörde bedingt entlassen, wenn nicht anzunehmen ist, er werde weitere Verbrechen oder Vergehen begehen.

<sup>2</sup> Die Vollzugsbehörde prüft von Amtes wegen, ob der Jugendliche bedingt entlassen werden kann. Sie holt je einen Bericht der Leitung der Einrichtung sowie der Person ein, welche den Jugendlichen begleitet. Der Jugendliche ist anzuhören, wenn die Vollzugsbehörde beabsichtigt, die bedingte Entlassung zu verweigern.

<sup>3</sup> Ist der Freiheitsentzug nach Artikel 25 Absatz 2 verhängt worden, so entscheidet die Vollzugsbehörde nach Anhörung einer Kommission nach Artikel 62d Absatz 2 StGB<sup>11</sup>.

<sup>4</sup> Wird die bedingte Entlassung verweigert, so hat die zuständige Behörde mindestens einmal halbjährlich neu zu prüfen, ob sie gewährt werden kann.

**Art. 29**            b. Probezeit

<sup>1</sup> Die Vollzugsbehörde auferlegt dem bedingt entlassenen Jugendlichen eine Probezeit, deren Dauer dem Strafrest entspricht, jedoch mindestens sechs Monate und höchstens zwei Jahre beträgt.

<sup>2</sup> Die Vollzugsbehörde kann dem bedingt entlassenen Jugendlichen Weisungen erteilen. Diese betreffen insbesondere die Teilnahme an Freizeitveranstaltungen, die Wiedergutmachung des Schadens, den Besuch von Lokalen, das Führen eines Motorfahrzeuges oder die Abstinenz von Stoffen, die das Bewusstsein beeinträchtigen.

<sup>3</sup> Die Vollzugsbehörde bestimmt eine geeignete Person, die den Jugendlichen während der Probezeit begleitet und ihr Bericht erstattet.

**Art. 30**            c. Bewährung

Hat sich der bedingt entlassene Jugendliche bis zum Ablauf der Probezeit bewährt, so ist er endgültig entlassen.

**Art. 31**            d. Nichtbewährung

<sup>1</sup> Begeht der bedingt entlassene Jugendliche während der Probezeit ein Verbrechen oder Vergehen oder handelt er trotz förmlicher Mahnung den ihm erteilten Weisungen zuwider und ist deswegen zu erwarten, dass er weitere Straftaten verüben wird, so verfügt die über die neue Tat urteilende Behörde oder, bei Verstoss gegen die Weisungen, die Vollzugsbehörde den Vollzug eines Teils oder der ganzen Reststrafe (Rückversetzung). Der Teilvollzug kann nur einmal gewährt werden.

<sup>2</sup> Sind auf Grund der neuen Straftat die Voraussetzungen für einen unbedingten Freiheitsentzug erfüllt und trifft dieser mit der durch den Widerruf vollziehbar

<sup>11</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)

gewordenen Reststrafe zusammen, so bildet die urteilende Behörde aus dem früher verhängten und dem neuen Freiheitsentzug eine Gesamtstrafe im Sinne von Artikel 34. Auf diese sind die Regeln der bedingten Entlassung erneut anwendbar.

<sup>3</sup> Ist trotz der Nichtbewährung zu erwarten, dass der Jugendliche keine weiteren Straftaten verüben wird, so verzichtet die urteilende Behörde oder, bei Verstoß gegen die Weisungen, die Vollzugsbehörde auf eine Rückversetzung. Sie kann den Jugendlichen verwarnen und die Probezeit um höchstens 1 Jahr verlängern. Erfolgt die Verlängerung erst nach Ablauf der Probezeit, so beginnt sie am Tag der Anordnung.

<sup>4</sup> Die Rückversetzung darf nicht mehr angeordnet werden, wenn seit dem Ablauf der Probezeit zwei Jahre vergangen sind.

<sup>5</sup> Ist für die Beurteilung der neuen Tat das StGB<sup>12</sup> anwendbar, so wendet die urteilende Behörde bezüglich des Widerrufs Artikel 89 StGB an.

#### **Art. 32**      Zusammenreffen von Schutzmassnahmen und Freiheitsentzug

<sup>1</sup> Die Unterbringung geht dem Vollzug eines gleichzeitig ausgesprochenen oder eines wegen Widerruf oder Rückversetzung vollziehbaren Freiheitsentzuges voraus.

<sup>2</sup> Wird die Unterbringung aufgehoben, weil sie ihren Zweck erreicht hat, so wird der Freiheitsentzug nicht mehr vollzogen.

<sup>3</sup> Wird die Unterbringung aus einem anderen Grund aufgehoben, so entscheidet die urteilende Behörde, ob und wieweit der Freiheitsentzug noch zu vollziehen ist. Dabei ist die mit der Unterbringung verbundene Freiheitsbeschränkung anzurechnen.

<sup>4</sup> Die urteilende Behörde kann den Vollzug eines gleichzeitig ausgesprochenen und eines wegen Widerrufs oder Rückversetzung vollziehbaren Freiheitsentzuges zu Gunsten der ambulanten Behandlung, der persönlichen Betreuung oder der Aufsicht aufschieben. Im Falle der Aufhebung dieser Schutzmassnahmen gelten die Absätze 2 und 3 sinngemäss.

#### **Art. 33**      Verbindung von Strafen.

Persönliche Leistung nach Artikel 23 Absatz 2 und Freiheitsentzug können mit Busse verbunden werden.

#### **Art. 34**      Gesamtstrafe

<sup>1</sup> Hat die urteilende Behörde gleichzeitig mehrere Straftaten des Jugendlichen zu beurteilen, so kann sie entweder die Strafen nach Artikel 33 verbinden oder, wenn die Voraussetzungen für mehrere gleichartige Strafen erfüllt sind, eine Gesamtstrafe bilden, indem sie die Strafe der schwersten Tat angemessen erhöht.

<sup>12</sup> SR 311.0; AS ... (BBI 2002 8240)



<sup>2</sup> Die einzelnen Taten dürfen bei der Bildung der Gesamtstrafe nicht stärker ins Gewicht fallen, als wenn sie für sich allein beurteilt worden wären. Die Gesamtstrafe darf das gesetzliche Höchstmass einer Straftat nicht überschreiten.

<sup>3</sup> Die Absätze 1 und 2 gelten auch, wenn der Jugendliche die Straftaten teils vor und teils nach der Altersgrenze begangen hat, die für die Verhängung einer persönlichen Leistung bis zu drei Monaten (Art. 23 Abs. 3), einer Busse (Art. 24 Abs. 1) oder eines Freiheitsentzugs (Art. 25 Abs. 1 und 2) massgebend ist.

#### **Art. 35**            Bedingter Vollzug von Strafen

<sup>1</sup> Die urteilende Behörde schiebt den Vollzug einer Busse, einer persönlichen Leistung oder eines Freiheitsentzuges von höchstens 30 Monaten ganz oder teilweise auf, soweit eine unbedingte Strafe nicht notwendig erscheint, um den Jugendlichen von der Begehung weiterer Verbrechen oder Vergehen abzuhalten.

<sup>2</sup> Die Artikel 29–31 gelten für aufgeschobene Strafen sinngemäss. Wird ein Freiheitsentzug nur teilweise aufgeschoben, so sind die Artikel 28–31 auf den vollziehbaren Teil nicht anwendbar.

### **4. Kapitel: Verjährung**

#### **Art. 36**            Verfolgungsverjährung

<sup>1</sup> Die Strafverfolgung verjährt in:

- a. fünf Jahren, wenn die Tat nach dem für Erwachsene anwendbaren Recht mit einer Freiheitsstrafe von über 3 Jahren bedroht ist;
- b. drei Jahren, wenn die Tat nach dem für Erwachsene anwendbaren Recht mit einer Freiheitsstrafe bis zu 3 Jahren bedroht ist;
- c. einem Jahr, wenn die Tat nach dem für Erwachsene anwendbaren Recht mit einer andern Strafe bedroht ist.

<sup>2</sup> Bei Straftaten nach den Artikeln 111–113, 122, 189–191, 195 und 196 StGB<sup>13</sup>, die sich gegen ein Kind unter 16 Jahren richten, dauert die Verfolgungsverjährung in jedem Fall mindestens bis zum vollendeten 25. Lebensjahr des Opfers. Dies gilt auch, wenn solche Straftaten vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes begangen worden sind und die Verfolgungsverjährung zu diesem Zeitpunkt noch nicht eingetreten ist.

#### **Art. 37**            Vollstreckungsverjährung

<sup>1</sup> Die Strafen verjähren in:

- a. vier Jahren, wenn ein Freiheitsentzug von mehr als sechs Monaten ausgesprochen wurde;
- b. zwei Jahren, wenn eine andere Strafe ausgesprochen wurde.

<sup>13</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)

<sup>2</sup> Der Vollzug jeder nach diesem Gesetz ausgesprochenen Strafe endet spätestens, wenn der verurteilte Jugendliche das 25. Altersjahr vollendet.

## 5. Kapitel: Zuständigkeit, Verfahren und Vollzug

### Art. 38 Örtliche Zuständigkeit

<sup>1</sup> Für die Strafverfolgung ist die Behörde des Ortes zuständig, an dem der Jugendliche bei Eröffnung des Verfahrens seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat.

<sup>2</sup> Fehlt ein gewöhnlicher Aufenthalt in der Schweiz, so ist folgende Behörde zuständig:

- a. bei Taten im Inland die Behörde am Ort der Begehung;
- b. bei Taten im Ausland die Behörde des Heimatortes oder, für den ausländischen Jugendlichen, die Behörde des Ortes, wo er wegen der Tat erstmals angehalten wurde.

<sup>3</sup> Übertretungen werden am Ort ihrer Begehung verfolgt. Ergeben sich Anhaltspunkte dafür, dass Schutzmassnahmen angeordnet oder geändert werden müssen, so ist die Strafverfolgung der Behörde jenes Ortes zu übertragen, an dem der Jugendliche seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat.

<sup>4</sup> Die zuständige schweizerische Behörde kann auf Ersuchen der ausländischen Behörde die Strafverfolgung übernehmen, wenn:

- a. der Jugendliche seinen gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz hat oder Schweizer ist;
- b. der Jugendliche im Ausland eine auch nach schweizerischem Recht strafbare Tat begangen hat; und
- c. die Voraussetzungen für die Strafverfolgung nach den Artikeln 4–7 StGB<sup>14</sup> nicht erfüllt sind.

<sup>5</sup> Die zuständige Behörde wendet bei der Strafverfolgung nach Absatz 4 sowie nach den Artikeln 4–7 StGB ausschliesslich schweizerisches Recht an.

<sup>6</sup> Für den Vollzug ist die Behörde am Ort der Beurteilung zuständig; vorbehalten bleiben Konkordatsbestimmungen.

<sup>7</sup> Kompetenzkonflikte zwischen den Kantonen entscheidet das Bundesgericht.

### Art. 39 Verfahren

<sup>1</sup> Die Kantone bestimmen die zuständigen Behörden und regeln das Verfahren nach den Grundsätzen dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Das Verfahren ist nicht öffentlich. Die Verhandlungen vor gerichtlichen Instanzen sind öffentlich, wenn:

<sup>14</sup> SR 311.0; AS ... (BBI 2002 8240)

- a. der Jugendliche dies verlangt und dem Begehren keine höherwertigen Interessen entgegenstehen; oder
- b. das öffentliche Interesse es erfordert.

<sup>3</sup> Der Jugendliche ist persönlich anzuhören; vorbehalten bleiben Bestimmungen über spezielle Verfahren.

#### **Art. 40** Verteidigung

<sup>1</sup> Der Jugendliche oder seine gesetzlichen Vertreter haben während des Untersuchungs- und Urteilsverfahrens jederzeit das Recht, einen Verteidiger zu bestellen.

<sup>2</sup> Falls der Jugendliche oder seine gesetzlichen Vertreter nicht selber einen Verteidiger wählen, bestellt die zuständige Behörde dem Jugendlichen einen amtlichen Verteidiger, wenn:

- a. es die Schwere der Tat erfordert;
- b. der Jugendliche und seine gesetzlichen Vertreter zur Verteidigung offensichtlich nicht im Stande sind; oder
- c. sie den Jugendlichen für mehr als 24 Stunden in Untersuchungshaft nimmt oder seine vorsorgliche Unterbringung anordnet.

<sup>3</sup> Dem Jugendlichen oder seinen Eltern können die Kosten der amtlichen Verteidigung ganz oder teilweise auferlegt werden, wenn sie über die entsprechenden Mittel verfügen.

#### **Art. 41** Rechtsmittel

<sup>1</sup> Die Kantone haben gegen Urteile und Verfügungen, die gestützt auf dieses Gesetz ergehen, ein Rechtsmittel an eine gerichtliche Instanz vorzusehen.

<sup>2</sup> Das Rechtsmittel kann vom Jugendlichen oder seinen gesetzlichen Vertretern ergriffen werden.

#### **Art. 42** Aktenaufbewahrung und Akteneinsicht

Das kantonale Recht legt fest:

- a. die Aufbewahrungsfristen für die im Zusammenhang mit einer Straftat erstellten Polizei-, Untersuchungs-, Gerichts- und Vollzugsakten;
- b. die Voraussetzungen für die Akteneinsicht;
- c. die Behörden, die zur Akteneinsicht berechtigt sind.

#### **Art. 43** Kosten des Vollzugs

<sup>1</sup> Der Kanton, in dem der Jugendliche bei Eröffnung des Verfahrens seinen Wohnsitz hatte, trägt die Kosten des Vollzugs der Schutzmassnahmen.

<sup>2</sup> Der Urteilskanton trägt die Kosten:

- a. der Schutzmassnahmen für den Jugendlichen, der in der Schweiz keinen Wohnsitz hat;
- b. des Strafvollzuges.

<sup>3</sup> Vertragliche Regelungen der Kantone über die Kostenverteilung bleiben vorbehalten.

<sup>4</sup> Die Eltern tragen im Rahmen ihrer Unterhaltspflicht (Art. 276 ff. ZGB<sup>15</sup>) die Kosten der Schutzmassnahmen mit.

<sup>5</sup> Verfügt der Jugendliche über ein regelmässiges Erwerbseinkommen oder über Vermögen, kann er zu einem angemessenen Beitrag an die Kosten des Vollzugs verpflichtet werden.

## 6. Kapitel: Schlussbestimmungen

### 1. Abschnitt: Änderung bisherigen Rechts

#### Art. 44

1. Das Strafgesetzbuch<sup>16</sup> wird wie folgt geändert:

##### *Art. 9 Abs. 2*

<sup>2</sup> Für Personen, welche zum Zeitpunkt der Tat das 18. Altersjahr noch nicht vollendet haben, bleiben die Vorschriften des Jugendstrafgesetzes vom 20. Juni 2003<sup>17</sup> (JStG) vorbehalten. Sind gleichzeitig eine vor und eine nach der Vollendung des 18. Altersjahres begangene Tat zu beurteilen, so ist Artikel 3 Absatz 2 JStG anwendbar.

##### *Art. 366 Abs. 3 und 4*

<sup>3</sup> Verurteilungen von Jugendlichen sind nur aufzunehmen, wenn diese verurteilt worden sind:

- a. zu einem Freiheitsentzug (Art. 25 JStG<sup>18</sup>); oder
- b. zu einer Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung (Art. 15 Abs. 2 JStG).

<sup>4</sup> *Bisheriger Absatz 3.*

<sup>15</sup> SR 210

<sup>16</sup> SR 311.0; AS ... (BBI 2002 8240)

<sup>17</sup> SR ...; AS ... (BBI 2003 4445)

<sup>18</sup> SR ...; AS ... (BBI 2003 4445)

*Art. 369 Abs. 1 Bst. d und Abs. 4 Bst. c*

<sup>1</sup> Urteile, die eine Freiheitsstrafe enthalten, werden von Amtes wegen entfernt, wenn über die gerichtlich zugemessene Strafdauer hinaus folgende Fristen verstrichen sind:

d. zehn Jahre bei Freiheitsentzug nach Artikel 25 JStG<sup>19</sup>.

<sup>4</sup> Urteile, die neben einer Strafe eine Massnahme oder eine Massnahme allein enthalten, werden von Amtes wegen entfernt nach:

c. zehn Jahren bei einer Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung nach Artikel 15 Absatz 2 JStG.

2. Das Bundesgesetz vom 22. März 1974<sup>20</sup> über das Verwaltungsstrafrecht wird wie folgt geändert:

*Art. 4*

C. Abweichungen vom Strafgesetzbuch  
I. Jugendliche  
Begeht ein Jugendlicher vor Vollendung des 15. Altersjahres eine mit Strafe bedrohte Tat, so wird er nicht strafrechtlich verfolgt.

*Art. 23 Abs. 1 und 2*

<sup>1</sup> Begeht ein Jugendlicher nach Vollendung des 15., aber vor Vollendung des 18. Altersjahres eine mit Strafe bedrohte Tat, so sind für die Untersuchung und Beurteilung die Vorschriften dieses Gesetzes massgebend. Erscheinen jedoch besondere Erhebungen für die Beurteilung des Jugendlichen oder die Anordnung jugendrechtlicher Massnahmen als geboten oder stellt die zuständige kantonale Behörde der Jugendrechtspflege ein dahinlautendes Begehren oder hat der von der Strafverfügung der Verwaltung betroffene Jugendliche die gerichtliche Beurteilung verlangt, so hat die Verwaltung die Weiterführung des Verfahrens der zuständigen kantonalen Behörde der Jugendrechtspflege zu übertragen, gegebenenfalls unter Trennung des Verfahrens von demjenigen gegen andere Beschuldigte; die Artikel 73–83 dieses Gesetzes gelten sinngemäss.

<sup>2</sup> In Abweichung von Artikel 22 bestimmt sich der Gerichtsstand nach Artikel 38 des Jugendstrafrechtsgesetzes vom 20. Juni 2003<sup>21</sup>.

<sup>19</sup> SR ...; AS ... (BBl 2003 4445)

<sup>20</sup> SR 313.0

<sup>21</sup> SR ...; AS ... (BBl 2003 4445)

3. Das Militärstrafgesetz vom 13. Juni 1927<sup>22</sup> wird wie folgt geändert:

*Art. 9*

4. a. Jugendstrafrecht

Für Personen, welche zum Zeitpunkt der Tat das 18. Altersjahr noch nicht vollendet haben, bleiben die Vorschriften des Jugendstrafgesetzes vom 20. Juni 2003<sup>23</sup> (JStG) vorbehalten. Sind gleichzeitig eine vor und eine nach der Vollendung des 18. Altersjahres begangene Tat zu beurteilen, so ist Artikel 3 Absatz 2 JStG anwendbar. Zuständig sind die zivilen Behörden.

4. Das Ordnungsbussengesetz vom 24. Juni 1970<sup>24</sup> wird wie folgt geändert:

*Ingress*

gestützt auf Artikel 37<sup>bis</sup> der Bundesverfassung<sup>25</sup>,

...

*Art. 2 Bst.c*

Das Verfahren nach diesem Gesetz ist ausgeschlossen:

- c. bei Widerhandlungen von Jugendlichen, die das 15. Altersjahr noch nicht vollendet haben;

**2. Abschnitt: Übergangsbestimmungen**

**Art. 45** Kinder im Alter zwischen sieben und zehn Jahren

<sup>1</sup> Erziehungsmassnahmen, besondere Behandlungen und Disziplinarstrafen, die nach den bisherigen Artikeln 84, 85 oder 87 StGB<sup>26</sup> gegenüber Kindern, die zur Tatzeit das 10. Altersjahr noch nicht vollendet hatten, angeordnet und nicht oder nur teilweise vollzogen wurden, werden nach dem Inkrafttreten dieses Gesetzes nicht mehr vollzogen.

<sup>2</sup> Liegen Anzeichen dafür vor, dass das Kind besondere Hilfe benötigt, so benachrichtigt die vollziehende Behörde die Vormundschaftsbehörde oder die durch das kantonale Recht bezeichnete Fachstelle für Jugendhilfe.

<sup>22</sup> SR 321.0; AS ... (BB1 2003 2808)

<sup>23</sup> SR ...; AS ... (BB1 2003 4445)

<sup>24</sup> SR 741.03

<sup>25</sup> Dieser Bestimmung entspricht Artikel 82 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (SR 101)

<sup>26</sup> SR 311.0



**Art. 46** Vollzug des Freiheitsentzugs

<sup>1</sup> Auf Jugendliche, die nach dem bisherigen Artikel 95 Ziffer 1 Absatz 1 StGB<sup>27</sup> zu einer Einschliessung verurteilt wurden, sind die folgenden Bestimmungen dieses Gesetzes anwendbar:

- a. Artikel 26 über den Vollzug des Freiheitsentzugs in Form der persönlichen Leistung;
- b. Artikel 27 Absatz 1 über den Vollzug des Freiheitsentzugs in Form des tagesweisen Vollzugs oder der Halbgefangenschaft;
- c. Artikel 27 Absatz 5 über die Ernennung einer geeigneten Begleitperson;
- d. die Artikel 28–31 über die bedingte Entlassung.

<sup>2</sup> Bis die Kantone die notwendigen Einrichtungen zum Vollzug des Freiheitsentzuges nach Artikel 27 dieses Gesetzes errichtet haben (Art. 48), bleibt der bisherige Artikel 95 Ziffer 3 Absatz 1 StGB anwendbar. Der Freiheitsentzug ist soweit als möglich nach Artikel 27 Absätze 2–4 dieses Gesetzes durchzuführen.

**Art. 47** Anordnung und Vollzug von Schutzmassnahmen

<sup>1</sup> Die Bestimmungen über die Schutzmassnahmen (Art. 10 und 12–20) finden auch Anwendung, wenn eine Tat vor Inkrafttreten dieses Gesetzes begangen oder beurteilt wurde. Schutzmassnahmen enden spätestens mit Vollendung des 20. Altersjahres des Jugendlichen, wenn sie wegen Taten angeordnet wurden, die der Jugendliche vor Vollendung seines 15. Altersjahres und vor Inkrafttreten dieses Gesetzes begangen hat.

<sup>2</sup> Besondere Behandlungen im Sinne der bisherigen Artikel 85 und 92 StGB<sup>28</sup> werden als ambulante Behandlung (Art. 14) oder als Unterbringung (Art. 15) fortgesetzt. Sind die Voraussetzungen für diese Schutzmassnahmen nicht erfüllt, so benachrichtigt die Vollzugsbehörde die zuständige zivilrechtliche Behörde des Kantons.

**Art. 48** Einrichtungen für den Vollzug der Unterbringung und des Freiheitsentzuges

Die Kantone errichten bis spätestens zehn Jahre nach Inkrafttreten dieses Gesetzes die notwendigen Einrichtungen für den Vollzug der Unterbringung (Art. 15) und des Freiheitsentzuges (Art. 27).

<sup>27</sup> SR 311.0

<sup>28</sup> SR 311.0

### 3. Abschnitt: Referendum und Inkrafttreten

#### Art. 49

<sup>1</sup> Dieses Gesetz untersteht dem fakultativen Referendum.

<sup>2</sup> Es tritt gleichzeitig mit den Änderungen vom 13. Dezember 2002<sup>29</sup> des Strafbuches und denjenigen vom 21. März 2003<sup>30</sup> des Militärstrafgesetzes in Kraft.

<sup>3</sup> Der Bundesrat bestimmt das Inkrafttreten.

Ständerat, 20. Juni 2003

Nationalrat, 20. Juni 2003

Der Präsident: Gian-Reto Plattner

Der Präsident: Yves Christen

Der Sekretär: Christoph Lanz

Der Protokollführer: Christophe Thomann

Datum der Veröffentlichung: 1. Juli 2003<sup>31</sup>

Ablauf der Referendumsfrist: 9. Oktober 2003

<sup>29</sup> SR 311.0; AS ... (BB1 2002 8240)

<sup>30</sup> SR 321.0; AS ... (BB1 2003 2808)

<sup>31</sup> BB1 2003 4445